

Table des matières

Remerciements.....	3
Enjeux et problématique.....	4
Bilan historiographique.....	10
Liste des abréviations.....	14

Première partie

De la surveillance à Lugano à l'arrestation à Milan, un parcours semé d'embûches

Chapitre 1

Présentation de la situation tessinoise

I. L'antifascisme italien en Suisse.....	15
<i>A. L'émigration italienne.....</i>	<i>15</i>
<i>B. L'activité antifasciste dans le canton du Tessin.....</i>	<i>17</i>

Chapitre 2

L'arrestation : les faits

I. La genèse de l'arrestation.....	19
<i>A. Le système repressif fasciste.....</i>	<i>21</i>
<i>B. Un exemple de surveillance italienne : la famille Viviani.....</i>	<i>23</i>
<i>C. Une arrestation commanditée.....</i>	<i>28</i>
II. Qui a des nouvelles de Leone Viviani ?	30
<i>A. Le soutien de personnalités aux Viviani.....</i>	<i>31</i>
<i>B. Les démarches des autorités suisses.....</i>	<i>34</i>
<i>C. Leone Viviani : un jeune à l'intégrité morale parfaite ?</i>	<i>35</i>

Chapitre 3

Neuf mois en prison préventive, entre espoirs et angoisses

I. De mai à mi-juin 1938, les mois d'incertitudes.....	37
<i>A. Une attente optimiste.....</i>	<i>38</i>
II. Leone Viviani est déféré au TSDS.....	40
<i>A. Un cas politique « délicat ». Et « si peu intéressant » ?</i>	<i>40</i>
<i>B. La famille Viviani priée de ne plus importuner.....</i>	<i>41</i>
<i>C. Aldo Viviani seul contre la bureaucratie.....</i>	<i>44</i>
<i>D. L'aide d'un avocat.....</i>	<i>45</i>

Deuxième partie

Leone Viviani face au Régime fasciste : le procès, les années de prison et la libération

Chapitre 4

La confrontation avec le Tribunal Spécial pour la Défense de l'Etat

I. L'organisation et les rôles de chacun des accusés	52
<i>A. Présentation des co-accusés</i>	52
<i>B. Le rôle de Leone</i>	59
II. Les interrogatoires de la police politique	61
<i>A. Leone Viviani dénonce</i>	62
III. Le procès	65
<i>A. Le centre antifasciste</i>	66
IV. Les réactions à l'annonce de la sentence du Tribunal	68

Chapitre 5

Les années de réclusion

I. Le moral de Leone	72
<i>A. L'enchaînement des heures</i>	74
II. Le quotidien	75
<i>A. L'ambiance entre co-détenus</i>	78
<i>B. Les règles administratives de la prison</i>	79
<i>C. La censure</i>	82
III. Les visites du Consulat et de la Légation	84

Chapitre 6

Vers une libération

I. Le soutien du Tessin	86
<i>A. Giuseppe Motta, allié des Viviani ?</i>	86
<i>B. L'aide des élus tessinois</i>	88
II. La sortie de prison approche	89
<i>A. Les amnisties</i>	90
<i>B. L'idée d'un recours en grâce</i>	90
<i>C. Les derniers mois</i>	92
III. Le retour à Lugano	93
IV. Survol d'autres cas de prisonniers suisses en Italie	96

Conclusion.....	100
Annexes.....	102
Bibliographie.....	124

Remerciements

Ces quelques lignes pour remercier les personnes qui m'ont soutenue dans la réalisation de ce mémoire.

Premièrement mes parents qui m'ont porté un soutien inconditionnel durant ces années d'étude et ont ainsi permis à ce travail d'exister.

Ma reconnaissance également à la Professeure Nelly Valsangiacomo pour m'avoir proposé cet intéressant sujet de mémoire et m'avoir encouragée à persévérer dans les moments de crise.

Merci à la Fondation Pellegrini-Canevascini qui m'a autorisé à consulter l'Archive Leone Viviani, ainsi qu'au personnel de Rome (ACS) et de Berne (AF) pour leur aide durant mes recherches.

Merci à Franco Viviani, frère de Leone, pour les renseignements, les photos, la confiance et l'intérêt qu'il a porté à ce travail.

Ma gratitude à Marili Terribilini Fluck, compagne de Leone Viviani pendant plus de trente ans, qui m'a ouvert les portes de son appartement et de son cœur en acceptant de livrer ses souvenirs concernant « son Leo ».

Enfin, mes remerciements vont aux personnes qui me sont chères, avec un clin d'œil particulier à Edith et Gregory.

Enjeux et problématique

A l'époque du fascisme et dans le cadre des relations italo-suisse, un incident probablement unique en Suisse a lieu : l'affaire Leone Viviani.

Leone Viviani naît le 4 août 1915 dans une famille composée de quatre enfants : Noris l'aîné naît en 1912, suivi de Leone, d'Aurora, dite Nini en 1920, et Franco, petit dernier, en 1933. Le patriarche, Aldo Viviani (1888), originaire d'Ostiglia en Lombardie, émigre en Suisse en 1910 pour y travailler. Il s'installe à Lugano avec sa famille et gère une cordonnerie avec son beau-frère, Antonio Baldini. Aldo Viviani est un homme d'une certaine notoriété qui participe activement à la vie locale et politique. La maison familiale est un centre de passage et de rencontres pour les antifascistes tessinois et italiens avec qui Aldo Viviani entretient des relations étroites. La mère de Leone, Angiolina Nemi-Viviani (1888), également originaire d'Ostiglia, s'occupe de la maison qu'ils louent à la rue de Lucerne n°24, quartier de Besso. La famille est naturalisée en 1932. Leone Viviani suit sa scolarité à Lugano, ses résultats sont plutôt brillants mais, suivant l'exemple paternel, il préfère se tourner vers le monde ouvrier et devient installateur sanitaire.

Après ces quelques repères biographiques, il faut d'emblée préciser qu'ils servent de cadre à notre travail, mais que celui-ci n'a pas la prétention d'explorer l'intégralité de la vie de Leone Viviani. Les années essentielles qui nous concernent sont celles qui s'étendent de son arrestation en 1938 à sa libération début septembre 1943. En effet, le 10 avril 1938 le jeune Tessinois est surpris par la police fasciste à Milan alors qu'il est en possession de matériel antifasciste. Les autorités italiennes déterminent qu'au vu de la gravité du cas, il doit être déféré au Tribunal Spécial pour la Défense de l'Etat (TSDS) qui lui attribue une peine de douze années de prison. Grâce à la destitution du pouvoir de Mussolini, Viviani est libéré fin août 1943.

A son retour à Lugano, il poursuit une vie riche en événements. Par exemple, il s'engage comme combattant à la Légion étrangère en Indochine et en Algérie entre 1950 et 1958. La vie intense de Leone Viviani lui aurait permis d'écrire l'histoire de sa vie, mais de l'avis de ses proches, il n'était pas le genre de personne à parler de lui, ni à ressasser le passé. Ce travail se focalise donc sur la singulière aventure dont il est protagoniste, dans l'espoir aussi de ne pas contrarier son repos, Leone étant décédé en 1997.

Les sources utilisées, de provenances diverses, nous ont suggéré la manière de traiter le sujet. Ce travail se compose de deux parties.

La première s'intéresse à la toile de fond de l'affaire : il s'agit de comprendre la spécificité du Tessin. La parenté culturelle, linguistique et géographique du canton avec l'Italie a pour conséquence que cette dernière est très vigilante envers ce qui s'y passe. Particulièrement du fait qu'une activité antifasciste intense y a lieu. Pour cette raison, des espions sont envoyés afin de garder un œil sur les Italiens résidants en terre helvétique ainsi que sur les Suisses ayant un lien supposé avec l'antifascisme. Leone Viviani et son père Aldo sont perçus comme « suspects » et font l'objet de cette surveillance italienne.

Nous prenons connaissance du contrôle effectué sur les membres de la famille Viviani grâce au dossier intitulé « Aldo Viviani » retrouvé dans le Casier politique central (CPC) aux Archives de Rome. Il s'agit de milliers de fascicules constitués par la police italienne et mis à jour régulièrement au gré des nouveautés concernant les personnes désignées « subversives » par le Régime fasciste. Nous verrons que cette surveillance élargie est le résultat de la mise en place des « lois fascistissimes » et de la rigidification de l'appareil répressif élaboré par Mussolini, avec la création notamment de la police politique et du Tribunal Spécial pour la Défense de l'Etat.

Le dossier « Aldo Viviani » provenant du CPC, dans lequel Leone est mentionné, nous permet de mieux comprendre comment le système autoritaire italien opère en Suisse. Sachant que Leone est fiché et que ses déplacements sont suivis par la police fasciste, nous soulèverons la problématique de l'arrestation de Viviani à Milan. Comment expliquer que le jeune Leone soit « cueilli » à sa sortie du train ? Nous nous attacherons à regarder si Leone Viviani n'est pas la victime d'un complot monté par des agents italiens infiltrés dans le réseau antifasciste luganais. En effet, nombreux sont les Italiens qui, appâtés par quelque argent, feignent une participation à la lutte antifasciste dans le but d'ensuite trahir leurs compagnons en révélant à la police fasciste les informations récoltées.

Gaetano Salvemini (1873-1957), historien et homme politique italien, mettait en garde contre l'infiltration d'espions : « La mia persuasione era – ed è tuttora – che su tre cospiratori uno è spia ; il secondo è uno scioccone, che per vanità di parere bene informato racconta alla spia quanto sa sul terzo ; e il terzo e il secondo vanno in galera, grazie al primo »¹. On comprend ainsi la difficulté et le risque à faire confiance dans le milieu antifasciste. En outre, la présence d'espions et d'agents provocateurs italiens sur sol suisse est connue des autorités. Nous regarderons comment ces dernières réagissent face à la violation de la souveraineté du territoire helvétique.

¹ FRANZINELLI Mimmo, *I tentacoli dell'Ovra. Agenti, collaboratori e vittime della polizia politica fascista*, Ed. Bollati Boringhieri, Turin, 1999, p. 203. Il cite Gaetano Salvemini, *Memorie di un fuoriuscito*.

Lors de l'emprisonnement de Viviani en avril 1938, l'Italie n'en avertit pas Berne par les voies diplomatiques prévues à cet effet. Un vent de panique souffle alors sur la maison familiale en attente du retour de Leone. Les parents donnent l'alerte de sa disparition à la police de Lugano, et nous verrons que durant quelques jours, personne en Italie n'est en mesure de donner des informations le concernant. Il faudra attendre plus d'une semaine pour que les autorités italiennes daignent avertir la Suisse du sort de Leone. Comment réagissent les autorités helvétiques face au mutisme italien, puis à la nouvelle de l'arrestation d'un de leurs ressortissants ? Nous nous intéresserons particulièrement à l'attitude du conservateur Giuseppe Motta, à la tête du Département politique fédéral de 1920 à 1940. Les recherches historiques ont montré que la sympathie de Motta pour Mussolini l'avait parfois incité à agir avec un zèle immodéré à son encontre. Nous regarderons comment le Conseiller fédéral tessinois réagit dans l'affaire qui nous intéresse et si le manque de collaboration et de diplomatie de la part des autorités italiennes est perçu comme outrage à la Suisse.

Les démarches se multiplient au Tessin, amis et personnalités soutiennent la famille, et nous verrons que des noms connus de l'antifascisme étranger envoient à Aldo Viviani des courriers dans lesquels ils évoquent leur fierté à l'égard du jeune Leone pour son combat contre le fascisme.

Durant les premiers mois, l'espoir d'une libération rapide est présent, mais en juin 1938 Viviani est dénoncé au Tribunal Spécial pour la Défense de l'Etat. Les autorités italiennes ne donnent quasiment aucune information concernant le ressortissant suisse pendant les neuf mois que dure sa détention préventive à Milan. En effet, le Tribunal fasciste a comme règlement de ne rien divulguer concernant les détenus politiques avant que l'enquête de la police soit terminée. Comment réagissent les autorités suisses confrontées au mur de silence de l'Italie ?

Nous tenterons d'y répondre grâce aux sources retrouvées aux Archives fédérales de Berne, division des affaires étrangères, dans le dossier « Leone Viviani ». La correspondance entre les autorités fédérales, les instances diplomatiques suisses en territoire italien, c'est-à-dire le Consulat Général de Suisse à Milan et la Légation de Suisse à Rome et les autorités fascistes est utile à la compréhension de la marge et de la volonté de manœuvre de la Suisse pour épauler Viviani. Les lettres provenant des personnes impliquées au Tessin, Angiolina et Aldo Viviani en tête de liste, nous aideront aussi dans ce sens là.

La deuxième partie de notre travail s'articule autour des événements que le jeune Tessinois vit en Italie : le procès, la prison, puis le retour à Lugano.

Le procès archivé à Rome, mais surtout les interrogatoires effectués par la Commission d'enquête de la police qui le précèdent, nous apportent des éléments concernant l'activité de coursier de Viviani, employé entre Lugano et l'Italie, et nous permettent de nous questionner sur les méthodes fascistes employées face aux suspects. Nous verrons que confrontés au Tribunal Spécial, machine à condamner de la dictature mussolinienne, les accusés peuvent adopter deux stratégies principales : collaborer en dénonçant les compagnons de la lutte antifasciste, ou se renfermer dans le silence et nier toute implication liée au délit imputé. Quelle attitude adopte Viviani ? En outre, bénéficie-t-il d'un avocat et occupe-t-il une place particulière du fait qu'il soit le seul Suisse parmi les autres détenus ?

A la suite du procès du 24 janvier 1939, Leone Viviani est emprisonné à Civitavecchia pendant plus de quatre ans. Les lettres qu'il envoie à ses parents depuis la prison, conservées minutieusement à la Fondation Pellegrini-Canevascini dans l'Archive « Leone Viviani »², sont une chance pour nous d'entrer dans son quotidien de prisonnier. Dans cette démarche, nous aurons à l'esprit que les lettres sont censurées et que le détenu sélectionne ce qu'il souhaite écrire à ses proches. De ce fait nous trouverons peu de détails concernant les conditions de vie de Leone Viviani, mais les silences sont parfois évocateurs. Dans ses lettres, Viviani commente entre autres les visites qu'il reçoit de la Légation de Suisse à Rome. Cela permettra de soulever la question de l'attention de la Suisse, au travers de ses représentants diplomatiques en Italie, à l'égard de Viviani durant les années que dure l'incarcération.

Dans une approche plus générale, nous regarderons le traitement fait par la Suisse de cette affaire. Peut-on d'ailleurs parler d'une véritable « affaire » aux yeux de la diplomatie ? Intervenir en faveur d'un jeune Tessinois emprisonné pour un délit d'ordre antifasciste, est-ce une mission d'importance ? Quelle prise en charge est faite pour ce citoyen ordinaire ? Ce qui, pour la famille de Leone et les amis au Tessin est une affaire urgente, revêt-elle la même importance à Berne ? Les sources des Archives fédérales à Berne contenant l'échange de lettres entre le Département politique fédéral, le Consulat de Suisse à Milan, la Légation de Suisse à Rome et les parents Viviani, nous aideront à comprendre l'ascendant de Berne dans la mésaventure qui touche Viviani. Les lettres démontrent l'insistance des parents, la mère Angiolina s'adressant personnellement à Motta pour le prier d'intervenir en faveur de son fils et de formuler une demande en grâce. Comment le chef du Département politique fédéral répond-il face à l'attente familiale ? L'échange de courriers entre Motta jusqu'à sa mort en 1940, puis entre Pilet-Golaz et la Légation de Suisse à Rome servira de guide sur la position

² Les lettres que contient cette Archive ont été remises à la Fondation Pellegrini-Canevascini par Franco Viviani, frère de Leone.

de la Suisse face à l'Italie fasciste. Entre-t-elle dans le jeu de la dictature ou alors impose-t-elle des règles particulières afin d'aider ce citoyen helvète ?

Lorsque Leone Viviani est libéré le 31 août 1943, Berne se félicite de n'avoir jamais perdu le cas de vue et d'être arrivé à le libérer. Ce retour à Lugano n'est toutefois pas le fruit de l'acharnement diplomatique de la Suisse. Nous regarderons comment s'effectue le trajet de la prison de Castelfranco (Modène) où Leone est transféré en mai 1943, au Tessin durant un moment où la situation politique italienne est au plus mal.

Nous considérerons également le cas d'autres prisonniers suisses détenus en Italie à la même période pour des motifs différents, principalement pour espionnage. Comment les autorités suisses réagissent-elles ? Nous nous demanderons si la prudence des autorités à demander la grâce de Leone Viviani est liée à l'intitulé du délit commis.

Enfin, les journaux tessinois permettront de nous interroger de manière globale sur les réactions provoquées en Suisse par l'arrestation et la condamnation de Viviani. Grâce à une recherche par mot-clé effectuée dans l'Archive des quotidiens à Bellinzone, nous verrons que l'unique journal tessinois à parler de Leone Viviani est *Libera Stampa*, quotidien antifasciste. Doit-on y voir une forme de censure chez la majorité des autres journaux ?

L'Italie et la Suisse entretiennent des rapports bilatéraux denses, grâce aux nombreuses industries, aux colonies suisses en Italie, aux moyens financiers suisses investis sur sol italien, ainsi qu'aux échanges commerciaux entre les deux pays³. La Suisse ayant de sérieux intérêts économiques avec sa voisine du Sud, peut-on supposer que parfois ils influencent sa politique envers l'Italie ? Les relations cordiales et parfois plus tendues qui les unissent serviront de cadre à notre recherche. Au travers de l'analyse des tractations des autorités suisses afin de faire sortir Viviani de prison, nous tenterons de comprendre les enjeux sous-jacents des liens entre les deux pays.

Notre travail, conçu de manière à présenter chronologiquement les différentes phases de l'affaire, a pour ambition d'apporter un regard original sur l'histoire de l'antifascisme, en offrant l'analyse d'un maillon de l'organisation tessinoise.

Il n'est pas aisé de comprendre le fonctionnement du passage clandestin de matériel d'un centre antifasciste à un autre, car les missions doivent rester secrètes et toute preuve

³ Sur ces questions voir GERARDI Dario, *Un « colonialisme » occulté. La Suisse et l'Italie, 1923-1950 : transactions financières, relations commerciales et réseaux d'affaires*, thèse présentée à l'Université de Lausanne, Lausanne, 2006.

détruite⁴. Grâce aux informations que Viviani livre à la police fasciste durant les interrogatoires, les détails sur les organisateurs, le travail de la section antifasciste tessinoise et celui de Leone sont mis en lumière.

La singularité du cas Viviani, à notre connaissance seul suisse emprisonné en Italie pour un tel délit, s'additionne aux connaissances déjà produites sur la façon de négocier des autorités suisses, et de Motta en première ligne, avec les autorités italiennes lorsque se manifestent des tensions touchant à l'antifascisme, le cheval de bataille de Mussolini.

⁴ Guglielmo Canevascini parle du travail clandestin de la manière suivante : « Badate, quando si fa un lavoro segreto la prima cosa è quella di distruggere tutto. Questa modestamente è sempre stata la mia massima ed è per questo che non mi hanno mai preso con le mani nel sacco », VALSANGIACOMO Nelly, *Storia di un leader. Vita di Guglielmo Canevascini 1886-1965*, Ed. Fondation Pellegrini-Canevascini, Lugano, 2001, p.283, citant l'autobiographie de Canevascini, *Autobiografia*, p.71.

Bilan historiographique

Les relations entre la Suisse et l'Italie durant la première moitié du XXI^{ème} siècle ont fait l'objet de nombreuses recherches. Mauro Cerutti, en publiant en 1986 *Fra Roma e Berna. La Svizzera nel ventennio fascista*⁵, apporte à l'étude de la position helvétique, et en particulier du Tessin, face à l'Italie mussolinienne durant l'entre deux-guerres, un outil de savoir indispensable. Il analyse la résonance du fascisme dans le canton d'outre Gothard qui abrite nombre d'Italiens (le premier « fascio » à l'étranger naît en Suisse en 1921⁶) et explique en parallèle les actions antifascistes qui y ont lieu. Malgré la volonté d'amitié entre les deux pays, les tensions sont nombreuses. Cerutti s'interroge sur les compromis que Berne accepte lorsque Mussolini se sent heurté par la présence et les activités de « fuorusciti »⁷ au Tessin.

Sur le même sujet, les études de Paola Bernardi Snozzi⁸, de Marzio Rigonalli⁹, ou de Pierre Codiroli¹⁰ focalisent leur attention sur le canton de langue italienne, tiraillé entre italianité et helvétisme et sur les rapports italo-suisse qui se voient perturbés. La presse de gauche, l'activité des « fuorusciti » ou encore l'espionnage italien sont motifs de tensions. La position excentrée du Tessin et sa langue minoritaire font que le canton redoute sa germanisation de même que son exclusion économique et culturelle. Les études citées plus haut démontrent que les conditions vécues par le Tessin donnent à certaines occasions la possibilité à l'Italie de faire peur à la Suisse par des envies irrédentistes.

Guido Petroli¹¹, Pasquale Genasci¹², ou encore Luca Saltini¹³ examinent la situation politique du Tessin durant les années de l'entre deux guerre. Leurs travaux sont importants pour comprendre la marge de manœuvre des socialistes tessinois afin de soutenir les « fuorusciti ».

Nelly Valsangiacomo apporte une large contribution concernant le soutien socialiste à la cause antifasciste, exposant le rôle particulier de Guglielmo Canevascini (1886-1965),

⁵ CERUTTI Mauro, *Fra Roma e Berna. La Svizzera italiana nel ventennio fascista*, Franco Angeli Libri, Milano, 1988.

⁶ *Idem*, pp.22-25.

⁷ Le terme de « fuorusciti » désigne les réfugiés politiques antifascistes.

⁸ BERNARDI-SNOZZI Paola, *Dalla difesa dell'italianità al filofascismo nel Canton Ticino (1920-1924)*, Ed. Universitaires, Fribourg, 1975.

⁹ RIGONALLI Marzio, *Le Tessin dans les relations entre la Suisse et l'Italie, 1922-1940*, Tipografia Pedrazzini, Locarno, 1983.

¹⁰ CODIROLI Pierre, *L'ombra del duce. Lineamenti di politica culturale del fascismo nel Canton Ticino (1922-1943)*, Franco Angeli, Milan, 1988.

¹¹ PEDROLI Guido, *Il socialismo nella Svizzera italiana : 1880-1922*, Ed. Alternative, Bellinzona, 1976.

¹² GENASCI Pasquale, *Il partito socialista ticinese negli anni quaranta*, Ed. Fondation Pellegrini-Canevascini, Lugano, 1985.

¹³ SALTINI Luca, *Il Canton Ticino negli anni del governo di paese (1922-1935)*, Guerini, Milan, 2004.

colonne vertébrale de cette organisation¹⁴. Le socialiste et conseiller d'Etat tessinois au pouvoir de 1922 à 1959 marque la vie politique de son empreinte : il fonde entre autres le journal *Libera Stampa*, le groupe clandestin d'action antifasciste *Liberi e Svizzeri*¹⁵ et collabore à la création de la Radio Monte Ceneri¹⁶. Nelly Valsangiacomo documente également l'appui de Canevascini à la logistique des réseaux et actions antifascistes, ainsi qu'à l'accueil des « fuorusciti ».

L'accueil des étrangers en Suisse n'a de cesse d'être l'objet de vifs débats¹⁷. Les ouvrages et articles de Gérald Arletta¹⁸, de Marc Vuilleumier¹⁹, ou encore de Christian Luchessa²⁰ s'intéressent à l'accueil réservé aux Italiens qui quittent la Péninsule. Ils permettent de revenir sur les dynamiques suivies par les autorités suisses concernant cette émigration.

Renata Brogini²¹ et Elisa Signori²² s'interrogent principalement sur le flux de migrants à la frontière suisse dès juillet 1943 suite à la destitution du pouvoir de Mussolini. Les Italiens fuient alors le pays, soit car ils ont collaboré de manière critique avec le fascisme soit pour échapper aux persécutions de l'armée allemande qui dès septembre 1943 instaure la République Sociale Italienne (RSI). Les deux auteurs étudient l'ouverture des frontières au sud de la Suisse dans un moment où le pays est confronté à l'accueil des Juifs fuyant le national-socialisme²³.

Il est intéressant de comparer à d'autres pays les possibilités qu'offre la Suisse en matière d'aide à la lutte antifasciste. Carmela Maltone dans son ouvrage *Exil et Identité. Les*

¹⁴ VALSANGIACOMO Nelly, *Storia di un leader. Vita di Guglielmo Canevascini, op. cit.*

¹⁵ *Idem*, pp.293-302.

¹⁶ Voir PIATTINI Mattia, *La radio della Svizzera italiana al tempo della « difesa spirituale » (1937-1945)*, Ed. Coscienza Svizzera, Bellinzona, 2000.

¹⁷ L'attitude de la Suisse envers les réfugiés durant la Deuxième Guerre mondiale est par exemple un sujet bien étudié, entre autre grâce au rapport Bergier, *La Suisse, le national-socialisme et la Seconde Guerre mondiale : rapport final* / Commission indépendante d'experts Suisse-Seconde Guerre mondiale, Zürich, 2002.

¹⁸ ARLETTAZ Gérald et Silvia, *La Suisse et les étrangers. Immigration et formation nationale (1148-1933)*, Ed. Antipodes, Lausanne, 2004. Voir entre autres, ARLETTAZ Gérald, «De la « seconda patria » à la nation assiégée. La Suisse et les émigrants italiens après la Première Guerre mondiale », in *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n°17, 2001, pp. 39-54.

¹⁹ VUILLEUMIER Marc, « L'émigration italienne en Suisse et les événements de 1898 », in *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n°17, 2001, pp.17-37.

²⁰ LUCHESSA Christian, « L'evoluzione della politica d'asilo alla frontiera meridionale della Svizzera tra la prima e la seconda guerra mondiale e la caduta del fascismo italiano (1919-1943) », in *Bollettino storico della Svizzera italiana*, Bellinzona, 2004, pp.421-438.

²¹ BROGGINI Renata, *Terra d'asilo : i rifugiati italiani in Svizzera, 1943-1945*, Il Mulino, Bologne, 1993.

²² SIGNORI Elisa, *La Svizzera e i fuorusciti italiani : aspetti e problemi dell'emigrazione politica 1943-1945*, Franco Angeli, Milan, 2009.

²³ *La Suisse et les réfugiés à l'époque du national-socialisme*, Commission indépendante d'experts Suisse - Seconde Guerre mondiale, A. Fayard, Paris, 2000.

*antifascistes italiens dans le Sud-Ouest 1924-1940*²⁴ s'interroge sur les opposants au fascisme qui migrent vers la France : qui sont-ils? Outre Paris, capitale de l'antifascisme, le Sud-Ouest accueille les personnes qui quittent l'Italie. Les émigrés s'intègrent à la société d'accueil, créent des journaux, des coopératives, des syndicats. Ces derniers se battent pour la démocratie comme base universelle des droits humains, dans l'espoir d'exporter le débat politique en Italie, afin de procéder à sa reconstruction une fois le fascisme déchu.

Anne Morelli²⁵ effectue ce même travail en observant l'implication dans la société d'accueil de l'émigration italienne, fasciste et antifasciste, en Belgique.

Il existe un autre type d'émigration, celle des exilés antifascistes en Espagne. Ces derniers ne cherchent pas l'asile mais s'y rendent pour combattre durant la guerre civile (1936-1939). Aller en Espagne signifie en quelque sorte prendre une revanche sur l'antifascisme italien qui a vu la majorité de ses exposants fuir le pays. C'est également l'occasion d'affronter un combat en armes contre le fascisme et pour la défense des démocraties. Les contributions de Stéfanie Prezioso²⁶ et de Giulia Canali²⁷ à ce sujet sont riches d'intérêt.

Si le genre biographique a mis longtemps avant d'éclorre²⁸, il existe aujourd'hui des ouvrages très complets concernant des personnages clés de l'antifascisme. Pour preuve, l'ouvrage de Stéfanie Prezioso *Itinerario di un « figlio del 1914 ». Fernando Schiavetti dalla trincea all'antifascismo*²⁹. Elle y retrace la formation culturelle et intellectuelle d'un « fuoruscito » et suit le cheminement et l'engagement, du front où Schiavetti combat durant la première guerre mondiale, à l'exil en 1926 à Marseille puis à Zürich en 1930.

Dans la même veine et de portée différente, les études sur Francesco Borella³⁰, Domenico Visani³¹, Ignazio Silone³² ou encore Egidio Reale³³, personnes ayant favorisé ou

²⁴ MALTONE Carmela, *Exil et Identité. Les antifascistes italiens dans le Sud-Ouest. 1924-1940*, Presses universitaires de Bordeaux, Pessac, 2006. Voir aussi VIAL Eric, *L'Union populaire italienne 1937-1940 : une organisation de masse du Parti communiste*, Ecole française de Rome, Rome, 2007.

²⁵ MORELLI Anne, *Fascismo e antifascismo nell'emigrazione italiana in Belgio. 1922-1940*, Ed. Bonacci, Rome, 1987.

²⁶ Voir à ce sujet les différents articles de Stéfanie PREZIOSO dans la bibliographie.

²⁷ CANALI Giulia, *L'antifascismo italiano e la guerra civile spagnola*, Manni, San Cesario di Lecce, 2004.

²⁸ Nelly Valsangiacomo en 1994 déclarait dans l'introduction de son ouvrage sur Domenico Visani que le genre biographique, « in Ticino, come d'altronde nella storiografia di lingua italiana, fa ancora la figura del parente povero. Anche su un personaggio d'indubbia statura come Guglielmo Canevascini esiste esclusivamente un'autobiografia, anche se corredata da un notevole apparato critico ». *Domenico Visani (1894-1969). Sindacalista Socialista Democratico*, Fondation Pellegrini-Canevascini, Lugano, 1994, p.21. Depuis, son ouvrage sur Guglielmo Canevascini, *op. cit.*, a comblé cette lacune.

²⁹ PREZIOSO Stéfanie, *Itinerario di un « figlio del 1914 ». Fernando Schiavetti dalla trincea all'antifascismo*, Ed. Piero Lacaita, Manduria-Bari-Roma, 2004.

³⁰ MARIANI ARCOBELLO Francesca, *Socialista di frontiera : l'avvocato Francesco Nino Borella (1883-1963)*, Ed. Fondation Pellegrini-Canevascini, Lugano, 2008.

³¹ VALSANGIACOMO Nelly, *Domenico Visani (1894-1969). Sindacalista Socialista Democratico, op. cit.*

œuvré de près dans la lutte antifasciste, apportent des éléments intéressants concernant l'engagement antifasciste.

En revanche, l'étude d'individus de plus petite envergure, qui ont également joué un rôle dans la lutte antifasciste reste un sujet relativement peu étudié, du fait de la difficulté à garder trace de leurs activités. En ce sens nous espérons que ce travail sur Leone Viviani soit utile à la recherche dans ce domaine.

En dernier lieu, nous devons relever une lacune historiographique. De nombreux travaux sur l'idéologie mussolinienne ou sur la nation italienne sous l'emprise du totalitarisme ont été effectués³⁴. Par contre, concernant les moyens de procéder de la police fasciste ou du Tribunal spécial, la littérature est bien maigre³⁵. Il est difficile de connaître le traitement réservé aux accusés et les persécutions affligées aux prisonniers. Le livre *Aula IV, Tutti i processi del Tribunale Speciale fascista* d'Adriano Dal Pont, Alfonso Leonetti, Pasquale Maiello et Lino Zocchi³⁶ recense les condamnations du TSDS et fournit des données basiques sur ce dernier, guère plus. Paola Carucci³⁷ et Claudio Longhitano apportent des éléments d'intérêt quant à l'organisation des instances fascistes, mais ce terrain reste encore à explorer.

³² BAZZOCCO Adriano, « L'esilio elvetico di Ignazio Silone. Attività letteraria e cospirazione politica nelle maglie dei controlli della polizia svizzera », in *Spiriti liberi in Svizzera. La presenza di fuorusciti italiani nella Confederazione negli anni del fascismo e del nazismo (1922-1945)*, CASTAGNOLA Raffaella, PANZERA Fabrizio, SPIGA Massimiliano (dir.), Atti del convegno internazionale di studi, Ascona, Ed. Franco Cesati, Florence, 2006, pp. 54-58.

³³ CASTRO Sonia, « Regime dei passaporti, diritto d'asilo, emigrazione : un aspetto del percorso biografico-intellettuale di Egidio Reale », in *Spiriti liberi in Svizzera. La presenza di fuorusciti italiani nella Confederazione negli anni del fascismo e del nazismo (1922-1945)*, CASTAGNOLA Raffaella, PANZERA Fabrizio, SPIGA Massimiliano (dir.), Atti del convegno internazionale di studi, Ascona, Ed. Franco Cesati, Florence, 2006, pp. 79-94.

³⁴ Voir à ce sujet les nombreux ouvrages d'Emilio Gentile ou de Renzo De Felice.

³⁵ Les sources des Archives de Rome permettraient l'étude de ces questions. En effet, les actes des procès du TSDS, des interrogatoires et des Commissions d'enquête qui les précèdent, sont consultables librement.

³⁶ DAL PONT Adriano, LEONETTI Alfonso, MAIELLO Pasquale, ZOCCHI Lino³⁶, *Aula IV. Tutti i processi del Tribunale Speciale fascista*, La Pietra, Milan, 1976.

³⁷ CARUCCI Paola, « L'organizzazione dei servizi di polizia dopo l'approvazione del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza nel 1926 », in *Rassegna degli Archivi di Stato*, n°31, 1976, pp.83-114, LONGHITANO Claudio, *Il Tribunale di Mussolini : storia del Tribunale Speciale (1926-1943)*, Quaderni dell'ANPPIA, Rome, 1995.

Liste des abréviations

ACS	Archives centrales de l'Etat, Rome
AFB	Archives fédérales, Berne
ASTI	Archives du canton du Tessin
CGL	Confédération générale du travail
CPC	Casier politique central
FPC	Fondation Piero et Marco Pellegrini - Guglielmo Canevascini
LIDU	Ligue italienne des droits de l'homme
LS	Libera Stampa
MGG	Ministère de Grâce et de Justice
MI	Ministère de l'Intérieur
OVRA	Oeuvre de surveillance pour la répression antifasciste
TSDS	Tribunal Spécial pour la défense de l'Etat

Première partie

De la surveillance à Lugano à l'arrestation à Milan, un parcours semé d'embûches

Chapitre 1

Présentation de la situation tessinoise

I. L'antifascisme italien en Suisse

Dans l'optique d'introduire le contexte relatif à notre sujet, regardons brièvement la situation du canton d'outre Gothard confronté à la montée du fascisme à proximité de ses frontières. Quelle est sa politique envers les Italiens fuyant le fascisme et cherchant refuge au Tessin ? Qui sont les protagonistes qui mettent sur pied les réseaux antifascistes et viennent en aide aux « fuorusciti » ? Entre les philofascistes, les antifascistes et les Tessinois qui perçoivent le fascisme comme un élément extérieur à la Suisse³⁸, le canton connaît des agitations durant les années de l'entre deux-guerres et occasionne diverses tensions à Berne en provenance de Rome.

A. L'émigration italienne au Tessin

De par sa proximité géographique avec la Péninsule, le Tessin abrite une forte colonie italienne, venue travailler ou demander l'asile. Une grande vague migratoire a lieu durant les deux dernières décennies du 19^{ème} siècle où la Suisse devient très rapidement une destination très convoitée pour les immigrés italiens³⁹. La main d'œuvre peu qualifiée est engagée dans les réseaux de chemin de fer, dans le bâtiment et dans l'industrie. Marc Vuilleumier parle de cette « vieille émigration » comme du soubassement qui ensuite accueillera, soutiendra et militera au côté des « fuorusciti »⁴⁰. En effet, ces derniers ont pour certains obtenu la naturalisation entre temps qui leur permet de ne pas craindre une expulsion⁴¹.

Dès 1926, avec la création des lois fascistissimes, les opposants à Mussolini doivent

³⁸ CASTRO Sonia, « Liberali antifascisti e socialisti ticinesi di fronte al fascismo (1921-1939) », in *Il Ticino fra le due guerre 1919-1939*, I quaderni dell'associazione Carlo Cattaneo n°62, 2008, p.59-60. Il faut noter que les personnes dites philofascistes ne sont pas forcément admiratrices du fascisme dans toutes ses formes mais il faut comprendre cela comme une manifestation de sauvegarde de l'italianité. Au sujet de la perception du fascisme au Tessin, voir CERUTTI Mauro, *Fra Roma e Berna, op. cit.*, pp.17-85.

³⁹ Voir VALSANGIACOMO Nelly, « Les immigrés italiens au Tessin au tournant du XX^e siècle », in *Les cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n°17, 2001, pp. 93-104.

⁴⁰ VUILLEUMIER Marc, HEIMBERG Charles, *L'autre Suisse: 1933-1945. Syndicalistes, socialistes, communistes : solidarité avec les réfugiés*, Université ouvrière de Genève, Genève, 2003, p. 40.

⁴¹ Aldo Viviani fait partie de cette « vieille » émigration. En 1932 il devient citoyen suisse, et à ce titre il peut jouir d'une plus grande liberté. Comme nous le verrons, son changement de nationalité ne passe pas inaperçu auprès des informateurs fascistes sur sol suisse.

choisir entre clandestinité ou exil. Une vague de réfugiés fuit alors la Péninsule et arrive à la frontière suisse. La Confédération est utilisée principalement comme lieu de transit pour les « fuorusciti » se rendant en majorité à Paris, bastion de l'antifascisme à l'étranger. De plus, la politique peu accueillante des autorités suisses ne convainc pas les antifascistes italiens à y élire domicile⁴².

En août 1932, face à un afflux massif d'étrangers, l'administration fédérale aboutit à des normes précises en divisant les réfugiés en trois catégories: les réfugiés politiques, les déserteurs, et les sans-travail⁴³. La police politique ne rentre en matière que pour la première catégorie. Dès 1935, lorsque le projet de l'agression de l'Éthiopie se met en place, beaucoup de déserteurs sont refoulés aux frontières, au motif qu'ils sont « indesiderabili, oltre che per l'eccesso di popolazione straniera, anche in considerazione del mercato del lavoro »⁴⁴.

De plus, lorsque la Suisse accorde l'asile aux réfugiés, elle leur interdit de se consacrer à la politique, pour éviter des litiges entre le pays de provenance et le pays d'accueil⁴⁵.

Les raisons citées plus haut additionnées au fait que l'émigration politique doive se « dépolitiser » afin de bénéficier de l'accueil incitent un nombre réduit de « fuorusciti » à s'installer en Suisse. Cerutti cite les chiffres du Ministère public fédéral qui en novembre 1929 recense 32 réfugiés italiens en Suisse, dont 13 à Genève et 9 au Tessin⁴⁶. Parmi eux, Pietro Nenni, Fernando Schiavetti, Egidio Reale, Cesare Rossi, Luigi Mainetti, Odoardo Masini, Luigi Delfini, Giuseppe Faravalli, Randolpho Pacciardi ou encore Olindo Gorni, patronymes célèbres pour avoir poursuivi leur activité antifasciste en exil, à Genève, Zurich ou encore au Tessin, provoquant parfois des ennuis aux autorités suisses, accusées par la dictature italienne de favoriser la propagande antifasciste.

⁴² C'est à la fin de la première guerre mondiale que les autorités suisses rigidifient les réglementations en matière d'accueil aux étrangers, en suivant deux logiques alors nouvelles : la protection du marché national du travail face à la main d'œuvre étrangère, et la peur d'une surpopulation étrangère qui nuirait à l'identité nationale suisse, « l'Überfremdung ». A ce sujet, voir ARLETTAZ Gerald, « Les effets de la Première Guerre mondiale sur l'intégration des étrangers en Suisse », in *Relations Internationales*, 1988, 54, pp. 161-179.

⁴³ LUCHESSA Christian, « L'evoluzione della politica d'asilo alla frontiera meridionale della Svizzera tra la prima guerra mondiale e la caduta del fascismo italiano (1919-1943) », *op. cit.*, p. 432.

⁴⁴ *Idem*. Luchessa cite une lettre du Département fédéral de justice et police envoyée à la Chambre tessinoise du travail le 9 août 1935, Archivio della Fondazione Pellegrini-Canevascini, *Fondo Camera del lavoro*, vol.7, fasc.2.

⁴⁵ « Inoltre la concessione dell'asilo ha come obbligo correlativo nel rifugiato politico quello dell'astenersi da ogni attività politica la quale possa turbare le relazioni fra il suo paese e la Confederazione. Quest'obbligo è essenziale e deve essere osservato scrupolosamente », propos de Giuseppe Motta à Raimondo Rossi, en décembre 1926, *Idem*, p.428.

⁴⁶ CERUTTI Mauro, *Fra Roma e Berna*, *op. cit.*, pp. 179-182.

B. *L'activité antifasciste dans le canton du Tessin*

Le Tessin a apporté un soutien généreux à la cause antifasciste, premièrement grâce à l'émigration ouvrière qui accueille avec bienveillance les « fuorusciti », mais également à la complicité des socialistes tessinois, Canevascini en tête.

Il entre au gouvernement tessinois en 1922, mais déjà bien avant d'y siéger Canevascini, conscient du danger qui s'abat sur l'Italie, prend contact avec les chefs antifascistes à Milan, organise des transferts d'informations d'un pays à l'autre et invite nombres d'antifascistes à séjourner dans sa maison⁴⁷.

Des relations entre les antifascistes exilés en Suisse et en France et ceux restés en Italie se créent avec les socialistes tessinois. Lugano est désignée comme nœud stratégique de l'action antifasciste qui permet de coordonner le passage d'informations et de matériel depuis Paris jusqu'en Italie. En 1926 une centrale d'information à Lugano est créée, présidée par Piero Pellegrini⁴⁸, dont le siège est la rédaction de *Libera Stampa*⁴⁹.

L'antifascisme n'est pas un mouvement uniforme. Au contraire il se compose de différents groupes. Les communistes ne perçoivent pas le combat de la même manière que les autres courants politiques. Pour eux, il est essentiel de ne pas quitter leur patrie et d'y continuer la lutte sous une forme clandestine, dût-elle coûter des pertes énormes. Les communistes perçoivent l'élaboration et la divulgation d'idées comme secondaires et privilégient des moyens forts et concrets⁵⁰.

Le groupe d'opposants à Mussolini de la plus grande ampleur et regroupant le plus de factions politiques est la « Concentration Antifasciste », active dès 1927 et jusqu'en 1934 où elle est démantelée. Elle rassemble le parti républicain italien, les deux ailes du parti socialiste italien, la Ligue italienne des droits de l'homme (LIDU) ainsi que la Confédération générale du travail (CGL)⁵¹. L'activité du groupe est la propagande contre le fascisme à l'étranger, en diffusant le journal de la « Concentration Antifasciste », *La Libertà*, mais également le passage de matériel clandestin en Italie par la frontière tessinoise.

En 1929, un autre groupe se crée à Paris, « Justice et Liberté », par Carlo Rosselli et Emilio Lussu. De mouvance socialiste, républicaine et libérale, épaulé par des réseaux de

⁴⁷ VALSANGIACOMO Nelly, *Storia di un leader. Vita di Guglielmo Canevascini 1886-1965*, op. cit., p.218-235.

⁴⁸ Piero Pellegrini (1901-1959), né à Turin, est rédacteur (1922) puis directeur (1936-1959) de *Libera Stampa*. Il est l'un des dirigeants du Parti socialiste suisse, puis entre au Conseil d'Etat en 1959, succédant à Canevascini. <http://www.hls-dhs-dss.ch>

⁴⁹ VALSANGIACOMO Nelly, « Il Canton Ticino e l'antifascismo militante », in *Luoghi della memoria, memoria dei luoghi nelle regioni alpine occidentali 1940-45*, Blu Edizioni, Turin, 2005, p.157.

⁵⁰ DROZ Jacques, *Histoire de l'antifascisme en Europe. 1923-1939*, Ed. La Découverte, Paris, 2001, p. 120.

⁵¹ CERUTTI Mauro, *Fra Roma e Berna*, op. cit., p.217.

résistance en rapport avec le centre de Paris, « Justice et Liberté » focalise son action sur une libération de l'Italie par les Italiens. Ce mouvement qui se veut une force antagoniste aux communistes promeut des actions de grande envergure en Italie, comme par exemple le vol effectué par Giovanni Bassanesi⁵².

L'affaire Bassanesi illustre l'aide des Tessinois aux actions antifascistes. Le 11 juillet 1930 un petit avion décolle de Lodrino (Tessin) afin de lancer des tracts de propagande antifasciste sur Milan. Le projet est élaboré par Carlo Rosselli et Alberto Tarchiani, dirigeants de « Justice et Liberté » à Paris⁵³. Les moyens pour accomplir cette mission sont mis à disposition par des Tessinois et des « fuorusciti », grâce au soutien de Canevascini et de Randolpho Pacciardi⁵⁴: le terrain de décollage est prêté par Carlo Martignoli, juge de paix socialiste, les tracts sont imprimés à Lausanne grâce à Gioacchino Dolci⁵⁵. L'expédition se déroule comme prévu, mais au retour Giovanni Bassanesi se crashe dans la zone du Gothard et doit être soigné à l'hôpital militaire d'Andermatt. De ce fait il est interrogé par la police, qui remonte la piste de Rosselli et de Tarchiani. Vu la gravité des faits, surtout du point de vue de la symbolique de l'événement de portée internationale, un procès a lieu le 22 novembre 1930 durant lequel la résonance des thèses antifascistes au Tessin est manifeste. Cette affaire a des conséquences politiques sur les rapports italo-suisse, mais également sur les relations entre le Tessin et Berne⁵⁶.

L'aide tessinoise à la cause antifasciste n'est pas stoppée pour autant. Elle entreprend des actions en lien avec la « Concentration antifasciste » et avec « Justice et Liberté ». Canevascini milite pour une lutte unie en faveur de la démocratie, sans séparations et distinctions idéologiques qui ne font selon lui qu'affaiblir le mouvement⁵⁷.

En 1930 naît grâce à Randolpho Pacciardi, Francesco Blesio, Odoardo Masini et Luigi Delfini la centrale antifasciste de Lugano, active dans le passage d'informations et de matériel d'un pays à un autre⁵⁸.

⁵² Giovanni Bassanesi (1905-1947), né à Aoste, émigre à Paris en 1927 où il adhère à la LIDU et à « Justice et Liberté ». Au bénéfice d'un brevet de pilote, il effectue le vol du 11 juillet 1930 avec Gioacchino Dolci. Il sera expulsé de Suisse. <http://www.hls-dhs-dss.ch>

⁵³ Voir BUTTI Giuseppe, GENASCI Pasquale, ROSSI Gabriele, *L'aereo della libertà. Il caso Bassanesi e il Ticino*, Ed. Fondation Pellegrini-Canevascini, Bellinzona. 2002.

⁵⁴ Randolpho Pacciardi (1899-1991), né à Giuncarico (Toscane), avocat, journaliste et adhérent au parti républicain, se réfugie à Lugano en 1927 où Canevascini lui confie la rédaction de *Libera Stampa*. En janvier 1933 il est expulsé de Suisse. <http://www.hls-dhs-dss.ch>

⁵⁵ VALSANGIACOMO Nelly, *Storia di un leader. Vita di Guglielmo Canevascini 1886-1965, op. cit.*, p.285.

⁵⁶ Voir CERUTTI Mauro, *Fra Roma e Berna, op. cit.*, pp. 296-334, et BUTTI, GENASCI, ROSSI, *L'aereo della libertà. Il caso Bassanesi e il Ticino, op. cit.*, p.177-192.

⁵⁷ VALSANGIACOMO Nelly, *Storia di un leader. Vita di Guglielmo Canevascini 1886-1965, op. cit.*, p.277.

⁵⁸ *Idem*.

L'immunité et l'aide dont jouissent les « fuorusciti » en Suisse agacent fortement Mussolini. L'exemple de *Libera Stampa* symbolise les tensions vécues par le Tessin à cette époque.

Libera Stampa, journal créé en 1913 par Canevascini et interdit en Italie dès 1923⁵⁹ est utilisé par les antifascistes tessinois pour divulguer leurs idées et aussi critiquer le Régime fasciste. Il fait l'objet de dénonciations des autorités italiennes afin que Berne rappelle à l'ordre sa rédaction. A de nombreuses reprises, Motta demande à Canevascini de freiner les ardeurs des journalistes, cela se concluant parfois par l'expulsion du journaliste « fuoruscito », comme pour Angelo Tonello et ensuite Randolfo Pacciardi⁶⁰.

Les interventions de Mussolini sont nombreuses car le Duce porte une attention particulière à ce qui se passe dans le canton voisin de langue italienne. Pour reprendre les propos de Rigonalli, « dès que survenait un fait dont l'hostilité était dirigée contre les éléments fascistes, soit dans leur politique soit dans la personne de leur chef, la diplomatie italienne réagissait par une protestation énergique, brandissant la menace d'une détérioration de la bonne entente entre les deux pays »⁶¹.

Les griefs italiens ont un goût amer pour Motta qui accorde beaucoup de crédit à l'amitié de Mussolini. Tout au long de ce mémoire nous aurons à l'esprit l'hypothèse selon laquelle Leone Viviani serait la « victime pour l'exemple » de l'irritation du Duce envers les activités antifascistes sur sol helvète.

Chapitre 2

L'arrestation : les faits

I. La genèse de l'arrestation

Le matin du 10 avril 1938, Leone Viviani est arrêté sur la place Tonoli, en compagnie de Roberto Pollastri et d'Agenore Vallini⁶². Le jeune Viviani venait d'arriver à Milan, en

⁵⁹ « Ciò costa al giornale l'esclusione dalle edicole italiane, ma non impedisce a Mussolini di averne copia quotidianamente », CRESPI Ferdinando, « Le collaborazioni giornalistiche : Spiriti Liberi in « Libera Stampa » », in *Spiriti liberi in Svizzera. La presenza di fuorusciti italiani nella Confederazione negli anni del fascismo e del nazismo (1922-1945)*, CASTAGNOLA Raffaella, PANZERA Fabrizio, SPIGA Massimiliano (dir.), Atti del convegno internazionale di studi, Ascona, Ed. Franco Cesati, Florence, 2006, p.212.

⁶⁰ Voir CERUTTI Mauro, *Fra Roma e Berna, op. cit.*, pp.135-158.

⁶¹ RIGONALLI Marzio, *Le Tessin dans les relations entre la Suisse et l'Italie : 1922-1940*, Tipografia Pedrazzini, Locarno, 1984, p.91.

⁶² Roberto Pollastri est né à Milan le 10 novembre 1905. Agenore Vallini est né à Boretto (province de Reggio d'Emilie) le 21 juillet 1906. Nous reviendrons par la suite plus longuement sur ces personnages, leur fonction dans le réseau antifasciste et les liens qu'ils entretiennent avec Leone Viviani.

provenance de Lugano, chargé d'une valise qu'il avait remise peu avant à Agenore Vallini. Cette malle contenait divers matériels à caractère antifasciste : des journaux interdits en Italie tels que *Nuovo Avanti*, *L'Unità* ou encore le périodique communiste *Stato Operaio*, des copies d'un manifeste signé par les partis communistes, socialistes et de « Justice et Liberté » ayant trait à la guerre d'Espagne ainsi qu'à l'invasion de l'Autriche par l'Allemagne. Des livres d'auteurs socialistes ou communistes, comme Otto Bauer, Karl Marx, Friedrich Engels, Rosa Luxemburg ou encore Emilio Lussu furent également découverts dans cette valise⁶³.

Leone Viviani portait sur lui un livre, « Anime in pena », dans les dernières pages duquel la police fasciste trouva un texte écrit à l'encre sympathique. Dans ces lignes une proposition était faite d'organiser une manifestation pour la venue d'Hitler à Rome, par exemple un lancé de tracts durant un cortège, ceci afin de prouver la vigueur des forces opposées au fascisme en Italie.

La découverte d'un tel matériel sur Viviani, dont le contenu subversif était flagrant⁶⁴ était une aubaine. Le Régime fasciste était extrêmement vigilant quant aux groupes d'opposants sur son sol, c'était là-même sa priorité que de surveiller les activistes qui avaient pour but de nuire à Mussolini.

⁶³ Ci-après la liste exacte du contenu de la valise selon l'énumération établie par la police fasciste : « 1) un foglio di carta dattilografata con « direttive per la lotta contro il tradimento in Spagna ». Tali direttive, a firma del partito socialista, del partito comunista e di « Giustizia e Libertà », incominciano con le parole « l'occupazione dell'Austria » e terminano : « basta col servilismo di fronte al nazismo », 2) un foglio di carta dattilografata con vari questionari di carattere informativo per categorie di operai, contadini, industriali e commercianti, gioventù, sindacati fascisti, cattolici, socialisti, disoccupazione, assistenza fascista, gerarchi, amministrazioni locali, altre correnti, 3) numero dieci copie del giornale socialista « Il Nuovo Avanti » tutte dell'anno 1938, 4) numero quattro copie del giornale comunista « L'Unità » del 1938, 5) numero quattro copie del periodico comunista « Stato Operaio » del 1938, 6) numero una copia del libello « Giustizia e Libertà » del 1938, 7) numero una copia del libello repubblicano « La Giovane Italia » del 1938, 8) numero novantacinque copie di un manifestino stampato a macchina, a firma del partito comunista d'Italia, partito socialista italiano, Giustizia e Libertà. Il manifestino comincia con le parole: « Dopo l'invasione dell'Austria... una dichiarazione dell'antifascismo italiano » e termina: « alla invasione della Spagna ed alla dominazione hitleriana sull'Austria », 9) numero quattro copie di un opuscolo di Otto Bauer, edizione febbraio-marzo 1938 dal titolo : « Il pensiero e l'azione degli illegali », 10) numero due copie di altro opuscolo in lingua francese dal titolo : « Solidarité envers le peuple italien » edizione internazionale per la difesa e il diritto e la libertà della pace in Italia 1938, 11) numero tre copie dell'opuscolo dal titolo : « L'Unità Socialista » di Giuseppe Lombardo, Angiolo Tasca e Silvio Trentin. Dicembre 1937, 12) una copia dell'opuscolo di Marx ed Engels dal titolo : « Il manifesto del partito comunista », 13) una copia del « Capitale » di Carlo Marx, 14) un opuscolo della « Piccola biblioteca marxista dal titolo : « Lavoro salariato e capitale », 15) un libro di Henderson Fred dal titolo : « Cosa è il socialismo », 16) un libro di Rosa Luxembourg dal titolo : « La crise de la démocratie socialiste », 17) un libro di A.Rossi, dal titolo : « La naissance du fascisme. L'Italie de 1918-1922 », Edizione Gallimard, 18) un libro di Emilio Lussu dal titolo : « Teoria della insurrezione », 19) numero due copie di un almanaco antifascista edito in lingua italiana e contenente incisioni, articoli e resoconti relativi al conflitto spagnolo, 20) altri libri vari, tutti di contenuto sovversivo, ma di carattere dottrinario », ACS, MI, divisione polizia politica, procedimento penale, F.6463.

⁶⁴ « Il materiale sequestrato, rivela, di per sé, quali pericolose attività antinazionali sono state colpite con la operazione in esame », *idem*.

A. *Le système répressif fasciste*

Dès 1925-26 et avec la promulgation des « lois fascistissimes », l'Etat italien renforce son pouvoir et restreint drastiquement la liberté de ses citoyens. Un Tribunal Spécial pour la Défense de l'Etat (TSDS), réunissant des officiers des milices armées est formé pour juger les délits contre la sécurité de l'Etat⁶⁵.

La sévérité de ce tribunal est à la hauteur de la phobie que représentent les mouvements antifascistes aux yeux du Régime dictatorial : « peine de mort pour les auteurs d'attentats contre le roi, la reine, le prince héritier, le Duce ou d'atteintes graves à la sécurité de l'Etat, peines de prison contre les exilés politiques exerçant une propagande contre le Régime, contre les opposants antifascistes vivant dans la péninsule. Ces peines sont accompagnées de la confiscation des biens, de la perte de la citoyenneté italienne, de l'interdiction de postuler à des emplois publics »⁶⁶.

La police italienne se rigidifie avec la nomination à sa tête le 13 septembre 1926 d'Arturo Bocchini⁶⁷ qui met en place un contrôle très strict envers les opposants au Régime. La police politique et l'OVRA (Organizzazione per la Vigilanza e la Repressione dell'Antifascismo⁶⁸) sont alors créés pour lutter contre l'antifascisme.

Cette police politique a pour mission de traquer les opposants, en récoltant des informations à leur sujet. C'est un vrai réseau d'espionnage qui se dresse. La police ouvre de 1922 à 1943 114.000 nouveaux fascicules de « subversifs »⁶⁹ rassemblés dans le Casier politique central (CPC) à Rome. Les personnes suspectées antifascistes sont espionnées en première ligne, et ceci aussi bien en Italie qu'à l'étranger. En Suisse, un réseau de surveillance et d'espionnage est mis en place, dont les agents sont rétribués pour leurs recherches d'informations⁷⁰.

⁶⁵ GENTILE Emilio, *Il fascismo in tre capitoli*, Laterza, Rome, 2004, p.35.

⁶⁶ FORO Philippe, *L'Italie fasciste*, A. Collin, Paris, 2006, p.57.

⁶⁷ Arturo Bocchini (1880-1940) est né dans la province d'Avellino. Le 13 septembre 1926 Mussolini lui donne la responsabilité de l'OVRA et de l'ensemble des forces de police, *idem*, p.57.

⁶⁸ Voir FRANZINELLI Mimmo, *I tentacoli dell'Ovra. Agenti, collaboratori e vittime della polizia politica fascista*, *op. cit.*, p.103. La définition du sigle OVRA n'est pas univoque. Il pourrait également signifier « Opera Volontaria Repressione Antifascismo » ou « Organo di Vigilanza dei Reati Antistatali ». Pour CERUTTI, « La sigla, scaturita dalla fantasia del duce in persona, comparve solo nel dicembre 1930. Dopo l'arresto dei maggiori dirigenti di Giustizia e Libertà, la direzione della polizia preparò un comunicato stampa ; in questo testo Mussolini ebbe l'idea di sostituire a « ispettorati di polizia », l'espressione « O.V.R.A. di Milano ». E chiaro che quel termine sconosciuto suonava minaccioso, richiamando spontaneamente le uniche parole italiane che rimano con OVRA : « piovra » e « manovra »... », CERUTTI Mauro, *Fra Roma e Berna*, *op. cit.*, p.189.

⁶⁹ GENTILE Emilio, *Il fascismo in tre capitoli*, *op. cit.*, p.36.

⁷⁰ Les propos de Mimmo Franzinelli sont à ce sujet éloquentes : « Non si svolgeva riunione di un qualche rilievo senza la presenza di almeno un doppiogiochista, verbalizzante a pro del ministero dell'Interno. L'infiltrazione non riguardava soltanto i nuclei direttivi, estendendosi con articolate ramificazioni negli ambienti popolari grazie alla disponibilità di delatori di quart'ordine, che per una bassa mercede o in cambio di piccoli favori dal consolato annotavano e riferivano l'identità dei frequentatori dei ritrovi di oppositori. La polizia politica evitò di

Les contrôles se font alors plus ponctuels aux frontières italiennes par la division de police de frontière et des transports. Les passeports sont systématiquement contrôlés et toute personne suspecte est désignée à la préfecture de Rome, qui ensuite a le loisir de mettre sur pied une surveillance.

Leone Viviani, tout comme son père avant lui, subissait l'espionnage italien. Lors du procès, le TSDS dira que Leone fut arrêté car

« l'Autorità di Polizia da diverso tempo era a conoscenza che alcuni elementi svolgevano in Milano, in pieno accordo con dei fuorusciti, residenti in Svizzera ed in Francia, attività sovversiva ed antinazionale, ed aveva, pertanto, disposto gli opportuni servizi di vigilanza e di pedinamento, finché il 10 aprile c.a. procedete all'arresto, in Milano medesima, dell'antifascista Viviani Leone »⁷¹.

L'arrestation le 10 avril du jeune Leone n'était pas due à un contrôle policier hasardeux, sa venue à Milan était certainement connue des autorités de police. La famille Viviani faisait déjà l'objet d'une surveillance depuis 1930.

Le pistage fasciste sur sol suisse était connu des autorités suisses qui acceptaient de le tolérer, tant bien que mal. Comme le dit Häberlin, chef du département de justice et police à Garbasso, ministre d'Italie à Berne :

« le informazioni di vostre persone di fiducia sulle varie colonie italiane... dovrebbero rivestire carattere privato, e allora non avremmo nulla da obiettare. Le comunicazioni dirette di vostre persone di fiducia ai funzionari delle polizie cantonali o comunali non potrebbero, quindi, implicare alcun carattere ufficiale od ufficioso. Esse dovrebbero venire trattate come avvisi di un cittadino qualsiasi su fatti che abbiano attratto la sua attenzione. E meglio, anzi, che siano del tutto evitate, salvo nei casi d'urgenza »⁷².

Des protestations des milieux de gauche, spécialement au Tessin, quant aux ingérences consulaires⁷³ et au mouchardage fasciste amènent les autorités suisses à prendre des

utilizzare operativamente le notizie ricevute confidenzialmente, onde non compromettere la fonte ; tranne casi particolari, i rapporti servivano essenzialmente all'aggiornamento dei fascicoli personali nel Casellario politico centrale e stringevano attorno agli antifascisti una rete segnaletica più fitta », FRANZINELLI Mimmo, *I tentacoli dell'Ovra. Agenti, collaboratori e vittime della polizia politica fascista*, op. cit., p. 182.

⁷¹ ACS, MI, TSDS, procès, b.608.

⁷² CERUTTI Mauro, *Fra Roma e Berna*, op.cit., p.189, citant Häberlin, AF, E 4001 (A), vol. 3. Pour plus d'informations à ce sujet, voir CERUTTI Mauro, *idem*, pp.187-211.

⁷³ L'irritation peut être perçue dans l'article du journal de gauche « Le Travail » du 26 juin 1939 : « Nous avons appris, par l'affaire RoCHAT-Rota, que le Consulat d'Italie à Genève a été transformé en une agence d'espionnage et de renseignements politiques. [...] Nous tenons, de source bien informée, de nouveaux renseignements sur l'activité du Consulat d'Italie à Genève. Ils nous permettent de poser les questions suivantes aux autorités que cela concerne – c'est-à-dire au Département politique fédéral et au Ministère public de la Confédération : Est-il exact que l'état-major du Consulat d'Italie à Genève commence à prendre les proportions d'une véritable

dispositions⁷⁴. Toutefois la police italienne ne renonce pas pour autant à employer des agents fascistes sur sol suisse et de ce fait l'espionnage continue. Malgré des relations cordiales entre les autorités suisses et italiennes, ces dernières ne leur faisaient qu'une confiance moindre concernant le contrôle des antifascistes, ainsi que le dit Mauro Cerutti : « Poiché la polizia elvetica era incapace di tenere a freno gli antifascisti, quella italiana doveva intervenire con i propri mezzi »⁷⁵.

B. *Un exemple de surveillance italienne : la famille Viviani*

Aldo Viviani et son fils Leone figurent tous deux dans le Casier politique central (CPC) à Rome, ce regroupement de dossiers nominatifs ayant trait à la surveillance des personnes dites « subversives » par le Régime fasciste, alimenté par la police politique et les espions italiens. Le dossier Viviani est composé de divers documents : des billets compilés par l'informateur au Tessin, des requêtes ponctuelles du Ministère de l'Intérieur demandant des précisions, des comptes-rendus de la Division de police politique quant aux renseignements de l'espion, des papiers provenant des préfectures de police ainsi que du Consulat Italien de Lugano.

Régulièrement des notes arrivent au Ministère de l'Intérieur, soit de manière spontanée de l'informateur, soit sur demande du Ministère. Comme le dit Mimmo Franzinelli, ces fascicules étaient alimentés et complétés régulièrement « con le informazioni sui precedenti politici e penali, forniti dalla questura di origine e poi, curava di seguire, attraverso la questura interessata, tutta la sua vita, la sua condotta, i suoi spostamenti all'interno e all'esterno, la sua attività politica ; l'individuo, insomma, attraverso il CPC non veniva più perso di vista »⁷⁶. Bien que la qualité des rapports ne soit pas toujours digne de confiance et que les renseignements sont parfois répétés, et d'autres inventés, la fiabilité du système semble garantie, d'autant plus si l'espion est ingénieux. Les fonctionnaires de police n'acceptent pas toujours ces rapports à l'aveugle et évaluent le degré de sérieux. Si la piste semble digne de confiance, ils la suivent et demandent un complément d'information. Parfois, la police fasciste, par l'entremise du Ministère des Affaires Etrangères, demande aux Consulats d'Italie

ambassade, tant par la qualité que par la quantité de ses diplomates et agents consulaires ? [...] ». Article trouvé aux AF, E2001/D, 1000/1553.

⁷⁴ Les cas de mouchardage sont réglés par la voie administrative, c'est-à-dire principalement par l'expulsion de Suisse.

⁷⁵ CERUTTI Mauro, *Fra Roma e Berna*, op. cit., p. 211.

⁷⁶ FRANZINELLI Mimmo, *I tentacoli dell'Ovra. Agenti, collaboratori e vittime della polizia politica fascista*, op. cit., p. 180.

en Suisse de vérifier des données, ceux-ci disposant d'autres agents, bien infiltrés dans le milieu antifasciste⁷⁷.

Le 21 août 1930 pour la première fois le nom d'Aldo Viviani apparaît dans les fascicules du CPC. Il s'agit d'une lettre du Ministère de l'Intérieur qui réclame des informations sur le compte de Viviani au chef de la police politique :

« *chi è ? cosa fa ? qual'è il suo commune di nascita ?* »⁷⁸.

Une réponse est rapidement fournie, le 1^{er} septembre, par l'espion qui enquête sur Viviani, un certain Giovanni Bazzi qui signe ses rapports sous son nom ou alors sous le pseudonyme de Argenti et qui porte le numéro 290⁷⁹. C'est un informateur d'une certaine envergure, puisqu'il est expulsé de Suisse en 1930⁸⁰. Toutefois cette expulsion ne l'empêche pas de continuer son activité d'espionnage⁸¹.

En général les agents-espions sont des Italiens résidents en Suisse, inscrits au « fascio », qui alertent le Consulat d'Italie à Lugano au sujet d'opposants à Mussolini ou de personnes ayant un comportement « anormal », en se faisant rétribuer. Certains sont « attirés » et emploient eux-mêmes des espions en Suisse, comme Giovanni Bazzi. Ce dernier connaît bien Lugano et est infiltré dans la politique locale de manière très subtile⁸², ce qui lui permet de dresser un portrait relativement détaillé d'Aldo Viviani :

« *una figura secondaria del sovversivismo locale ; socialista anarcheggiante ; membro della Lega Proletaria Italiana ; frequentatore delle riunioni dei suoi pari ; coinvolto nei noti incidenti anti-fascisti del settembre 24 a Lugano ; intimo dell'anarchico Luigi Bertoni ; attivissimo nell'opposizione all'attuale amministrazione dell'Ospedale Italiano di Lugano ; tra i maggiori sostenitori del libello « Luce » ; violentissimo nelle manifestazioni verbali contro il nostro Regime* »⁸³.

Dans un autre courrier, l'informateur ajoute les éléments suivants :

⁷⁷ CERUTTI Mauro, *Fra Roma e Berna*, op. cit., p.204.

⁷⁸ ACS, MI, CPC, Divisione Affari Generali e Riservati, fascicoli personali, b. 1447.

⁷⁹ Giovanni Bazzi (1885-1945), né à Luino, est journaliste. Voir FRANZINELLI Mimmo, *I tentacoli dell'Ovra. Agenti, collaboratori e vittime della polizia politica fascista*, op. cit., p. 191.

⁸⁰ La police tessinoise expulse Giovanni Bazzi car elle le croit impliqué dans la « liste noire » des personnes signalées comme suspectes à la police de frontière italienne. Voir CERUTTI Mauro, *Fra Roma e Berna*, op.cit., p.205.

⁸¹ « Io intanto non perdo il contatto coi miei bravi informatori, e vengo a Varese appena quanto basti per la redazione delle mie note ». Bazzi répondant au commandant de la police tessinoise Ferrario. *Idem*, p. 205.

⁸² Mauro Cerutti parle de Bazzi comme d'un « ottimo conoscitore della politica locale, a quel che sembra egli aveva molte amicizie non solo fra i giornalisti ma anche fra i poliziotti ticinesi. Veniva a sapere, così, certe decisioni del Dipartimento cantonale di Giustizia e Polizia ancora ignote al pubblico ; in quel dipartimento, inoltre, « faceva la corte » a un funzionario per ottenere ragguagli preziosi », *idem*, p.206.

⁸³ ACS, MI, CPC, Divisione Affari Generali e Riservati, fascicoli personali, b. 1447, 01.09.1930.

« Aldo Viviani appartiene all'aristocrazia del sovversivismo antifascista luganese. [...] E sempre stato un seguace fedele dello sporco concentrazionista Bertoni Luigi, direttore del Réveil di Ginevra : ma ha sempre anche marciato col socialismo locale, ed è tra i dirigenti della « colonia proletaria italiana » fondata, come è noto, dal Tonello. La notizia del suo passaggio dai « giovani socialisti » alla cui associazione NON ha mai appartenuto, al comunismo deve essere considerata priva di fondamento. Il Viviani non vi ha pensato, nè è individuo disposto ad un passo del genere. Tra i socialisti e il gruppetto comunista di Lugano, vi sono troppi motivi di astio[...]»⁸⁴.

Les Viviani père et fils, mais également la famille au sens plus large, sont ancrés dans la tradition antifasciste tessinoise. Aldo Viviani fréquente et accueille nombre de personnalités antifascistes dans sa maison et est un ami de Guglielmo Canevascini⁸⁵. Lors de la condamnation de son fils, nous verrons qu'Aldo reçoit des lettres de Faravelli, de Nenni ou encore du Parti socialiste italien en exil, qui le soutiennent dans l'épreuve. Bazzi s'exprime en ces termes pour qualifier la famille :

« chi conosce a fondo il carattere ed i costumi ticinesi, è costretto a diffidare e a tener conto che i Viviani sono legatissimi alla causa sovversiva »⁸⁶.

Il est intéressant de noter l'effet boule de neige que provoque l'espionnage : dès qu'une personne est fichée, toute sa famille s'en trouve surveillée. Les trajets entre Varese et Lugano qu'effectue l'ex belle-sœur d'Aldo Viviani, la veuve Frigeri-Viviani, remariée à Vittorio Frigeri « danno luogo a qualche sospetto », c'est pour cela que « d'ora innanzi si esercita vigilanza sulle visite a Lugano dei coniugi Frigeri »⁸⁷. C'est toujours un hypothétique passage de matériel ou d'information qui est craint⁸⁸.

Le 12 mai 1931, l'informateur met en garde contre une nouvelle personne qui pourrait effectuer des trajets suspects : la nièce d'Aldo, la femme du fils de la veuve Viviani :

« Fa la spola tra Lugano e Varese-Milano. Interrogata la donna ha dato motivo a sospetti. Ancora il giorno 11 corrente, alle ore 6, essa è giunta a Varese, attesa alla stazione da uno sconosciuto con il quale ha parlato per circa mezz'ora, dopo di che, sola si è avviata verso la casa dei

⁸⁴ ACS, MI, CPC, Divisione Affari Generali e Riservati, fascicoli personali, b. 1447, 03.10.1933.

⁸⁵ Canevascini, dans une lettre à Enrico Celio où il lui demande d'intervenir en faveur de Leone Viviani pour le sortir de prison, affirme que : « è anche un favore personale che farebbe a me, perchè conosco benissimo la famiglia, composta di onestissime persone e meritevoli », AF, E2001/D, 1000/1553, 22.10.1942.

⁸⁶ ACS, MI, CPC, Divisione Affari Generali e Riservati, fascicoli personali, b. 1447, 08.09.1930.

⁸⁷ *Idem*, 08.09.1930.

⁸⁸ « poiché a Lugano il concentrazionismo si vanta di farla in barba alla vigilanza italiana di frontiera e poiché risulta effettivamente che un notiziario quasi quotidiano arriva realmente da Milano », *idem*, 19.05.1931.

suoceri. Inoltre [...] ha frequenti occasioni di incontro e di relazioni cogli zii del marito, i calzolai Viviani dei quali specialmente noto l'Aldo Viviani, e non nasconde la sua avversione al nostro regime »⁸⁹.

Les litiges entre la Suisse et l'Italie sont fréquents quant aux voyages qu'effectuent les Tessinois en direction de la Péninsule mais également de la France. Le 26 décembre, Bazzi indique qu'Aldo Viviani a entrepris un voyage pour Paris le 24 décembre, il suppose que c'est pour

« avere dei colloqui coi capi del socialismo italiano per questioni inerenti alla propaganda da svolgere nel Canton Ticino e possibilmente a Milano »⁹⁰.

Bazzi envoie des notes spontanées à la police politique. Le 31 mai 1932, il informe qu'Aldo, après une deuxième tentative, est sur le point d'être naturalisé. Lors de la première, la citoyenneté suisse lui avait été refusée, selon Bazzi, « dato i suoi precedenti politici di legato all'anarchico Luigi Bertoni di Ginevra »⁹¹. Un émigré italien naturalisé est fâché aux yeux de l'Italie car il peut alors jouir d'une plus grande liberté d'action. A n'en pas douter, ceci est le sentiment d'Aldo Viviani lorsqu'il reçoit son passeport suisse.

La surveillance fasciste sur sol helvétique se fait également à la radio et dans la presse, deux moyens de communication qui présentent le risque de dépasser la frontière, spécialement en ce qui concerne les médias tessinois. Comme le dit Nelly Valsangiacomo, « la capacità di penetrazione delle onde radiofoniche nella vicina penisola comporta in special modo durante il fascismo tensioni diplomatiche fra i due paesi »⁹².

Les autorités italiennes reprochent à plusieurs reprises à la Suisse de ne pas assez surveiller ses ondes⁹³, raison pour laquelle les espions fascistes, eux, y portent une attention excessive. Le 18 octobre 1932 Bazzi informe que

« la settimana in corso parlerà alla radio, di questioni sindacali il socialista Aldo Viviani, calzolaio. Egli di tanto in tanto pubblica anche un giornaleto destinato ai calzolai, giornaleto che viene edito da « libera stampa ». Come vi ebbi a parlare a suo tempo degli scopi reconditamente

⁸⁹ ACS, MI, CPC, Divisione Affari Generali e Riservati, fascicoli personali, b. 1447.

⁹⁰ *Idem*.

⁹¹ *Idem*, 09.06.1932.

⁹² VALSANGIACOMO, Nelly, « Dall'intellettuale educatore all'intellettuale comunicatore. Gli italiani alla Radio Svizzera dal fascismo agli anni Settanta », in *Cartevive*, n°2(39), décembre 2006, p.49.

⁹³ « Dagli anni Venti, infatti, le proteste presso le autorità cantonali e federali rivelano l'attenzione del regime verso i media svizzeri, in particolare quelli di lingua italiana », VALSANGIACOMO Nelly, « I rapporti culturali nelle zone di frontiera durante la seconda guerra mondiale : il ruolo della radio della Svizzera Italiana », in *Alpi e la guerra : funzioni e immagini*, VALSANGIACOMO Nelly (dir.), Casagrande, Lugano, 2007. p. 248.

antifascisti delle diffusioni radio della Svizzera Italiana (in italiano). Questa è una delle tante prove »⁹⁴.

Ou encore lorsque le 8 novembre 1932, Bazzi avertit que

« la sera del 4 novembre ha parlato alla radio il calzolaio Viviani Aldo sull'organizzazione sindacale (naturalmente socialista) ecc. Il discorso è stato tenuto in italiano. Già ebbi a dirVi che l'istituzione della radio della Svizzera Italiana aveva scopi antifascisti »⁹⁵.

Giovanni Bazzi est un collaborateur particulièrement apprécié de ses supérieurs, qui a une oreille et un pied dans les différentes sphères tessinoises⁹⁶.

Il surveille également Leone. La première information le concernant date du 1^{er} juillet 1932, il est âgé de 17 ans et s'est rendu à Varese⁹⁷.

Le 7 janvier 1938, 3 mois avant son arrestation, une note indique que Leone Viviani effectue des déplacements entre Lugano et l'Italie au service de « Justice et Liberté » :

« Risulta in modo certo che il Viviani Leone, che come il padre Aldo, è un accanito ed astioso antifascista, si è offerto a « GeL » di espletare eventuali incarichi di collegamento da e per l'Italia »⁹⁸.

Même après l'arrestation de Leone, la famille Viviani est sous contrôle. Le 29 août 1938, une note de la préfecture de police de Varese destinée au Ministère de l'Intérieur informe que :

« nella bottega di calzolaio della persona segnata a margine vi fu negli scorsi giorni un via via continuo degli esponenti dell'antifascismo luganese : dai fratelli Bertini, dal noto autista comunista

⁹⁴ ACS, MI, Div. Aff. Gen.e Ris., Fascicoli personali, b. 1447.

⁹⁵ *Idem*.

⁹⁶ Pour exemple des sentiments de la police italienne envers Giovanni Bazzi, voici la lettre de son supérieur, le 14 décembre 1932 : « Non ho potuto scriverle prima come sarebbe stato il mio desiderio anzitutto per ringraziarla della premura, della passione, della intelligente, leale, fedele collaborazione che Ella ci ha data anche in occasione dei recenti incresciosi incidenti, dell'[parola illeggibile] preziosissimo, pronto, rapido che ci ha illuminato esattamente sulla situazione », CERUTTI Mauro, *Fra Roma e Berna, op. cit.*, p. 207.

⁹⁷ « Si comunica che è stato notato che da qualche tempo il noto Viviani Aldo fu Pargilippo e di Ventura Dimira, nato ad Ostiglia (Mantova) il 22.2.1888, residente a Lugano, naturalizzato svizzero, si reca assai spesso in Italia passando per valichi diversi. Recentemente verso il giorno 8 del corr. è stato seguito cautamente da un nostro fiduciario. Il Viviani è entrato nel Regno per il valico di Porto Ceresio e si è portato a Varese ove si è ritrovato con tale Viviani Leone figlio di un calzolaio a nome Cesare che è nato a Lugano come anarchico ed antifascista. Anche il Viviani Leone, pure residente a Lugano, nutre sentimenti antifascisti come ha dimostrato il 1 maggio 32, giorno in cui ha preso parte, a Lugano, a dimostrazioni antifasciste ». ACS, MI, CPC, Divisione Affari Generali e Riservati, fascicoli personali, b. 1447. L'informateur fournit une information incorrecte, Leone n'étant pas le fils de Cesare. On retrouve à plusieurs reprises des erreurs dans les notes qu'envoie l'informateur. Il faut avoir à l'esprit que ces derniers étaient payés pour apporter des renseignements, et que parfois l'appât de quelques francs ou lires poussait à la confiance imprécise.

⁹⁸ *Idem*.

Abele Bernasconi che facevano sedute abbastanza lunghe avendo sempre cura di rinchiudere la porta. Il Viviani poi fra l'atro ha ripreso in questi ultimi tempi una feroce campagna antifascista, volgare nella forma »⁹⁹.

On comprend, à l'aide de ces éléments, que tout un appareil de surveillance est prêt à espionner les Suisses, si besoin est. Aldo et son fils, ne devaient certainement pas savoir qu'ils étaient suivis dans leurs allées et venues, sinon Leone ne se serait pas engagé à transporter du matériel ce 10 avril 1938. Sa venue à Milan était-elle connue de la police politique ?

C. Une arrestation commanditée

Leone Viviani était surveillé par la police politique fasciste depuis quelques années, ses trajets effectués régulièrement en Italie étaient notés par les gardes de frontière. Il semble que son arrestation soit due à un piège tissé par des agents provocateurs pour mettre fin au passage de matériel clandestin.

L'hypothèse la plus vraisemblable quant à l'arrestation de Viviani semble être une « *losca manovra* »¹⁰⁰ de Tommaso Trojan et d'Athos Moroni. Ces deux personnes auraient gagné la confiance de Leone et de son groupe en s'y infiltrant et en les aidant à commettre des actes qui seraient ensuite sanctionnés par le Régime fasciste. Dans le cas présent, ils auraient transmis à Leone Viviani le matériel « subversif » à la frontière italienne, en avisant au préalable la police politique à Milan, permettant l'arrestation en Italie du jeune coursier. *Libera Stampa* le dénonce dans son numéro du 6 octobre 1938 :

« Il « Corriere del Ticino » ha dato nei giorni scorsi la notizia che la polizia locale aveva espulso assieme al Moroni Athos, senza darne notizia, certo Troian Tommaso, noto col nomignolo di « Badoglio ». Questo Troian era stato arrestato sotto l'imputazione di aver danneggiato il giovane Viviani Leone, denunciandolo alla polizia fascista dopo avergli consegnato a Ponte Tresa Italia un pacco contenente della letteratura socialista e antifascista che egli, Troian, aveva portato fuori clandestinamente con la complicità di un milite fascista di frontiera. Il Troian, come detto, è stato

⁹⁹ ACS, MI, CPC, Divisione Affari Generali e Riservati, fascicoli personali, b. 1447.

¹⁰⁰ Lettre des avocats Natale et Mario Rusca au Département fédéral des affaires étrangères : « Il giorno 10 Aprile 1938 è stato arrestato, passato il confine a Ponte Tresa e su territorio italiano, il nostro concittadino Viviani Leone di Aldo, da Lugano e qui domiciliato : Dopo qualche tempo egli è stato trasferito nelle carceri giudiziarie di Milano dove egli si trova da oltre cinque mesi, senza che consti se sia stato posto in istato di accusa e se presto gli dovr'essere fatto un processo. In realtà, si tratta di una losca manovra di certi Troiani e Moroni, come è stato accertato recentemente dall'inchiesta fatta dalla Polizia federale : si vero che i due sunnominati sono stati espulsi dal territorio della Confederazione », AF, E2001/D, 1000/1553, 19.09.1938.

espulso... in pantofole : il che conferma il suo ruolo di agente provocatore nei riguardi del giovane Viviani »¹⁰¹.

Cette version est confirmée dans un courrier du Département politique fédéral à la Légation d'Italie à Berne le 12 août 1938, ceci afin d'expliquer la raison de l'emprisonnement d'Athos Moroni en Suisse :

« Con nota del 22 luglio la Legazione d'Italia aveva manifestato la sua opinione circa il decreto revocante al cittadino italiano Athos Moroni di Domenico a Lugano il permesso di soggiorno in Svizzera. Il Dip. Pol. Fed. ha l'onore di comunicare alla Legazione Reale ed Imperiale che i fatti che hanno indotto le competenti Autorità a prendere dei provvedimenti contro il Moroni sono più gravi di quanto risultano essere a conoscenza di codesta Legazione. Il Moroni si trova infatti attualmente, assieme con un altro cittadino italiano signor TROJAN Tommaso, arrestato nelle carceri di Lugano, incolpato di aver contravvenuto alle disposizioni del decreto federale del 21 giugno 1935 sulla sicurezza della Confederazione. Al loro servizio di informazioni dovrebbe essere ricondotto l'arresto, in Italia, del cittadino svizzero Leone Viviani, avvenuto la primavera scorsa »¹⁰².

A la lecture de cette lettre, on apprend que Trojan (orthographié Troiani ailleurs) et Moroni ont été privés d'un permis de séjour en Suisse suite à leur activité « *d'informazioni* » sur sol suisse, en lien avec l'arrestation du jeune Viviani.

Le 29 janvier 1939, le rapport d'un agent informateur à Lugano, certainement Bazzi, transmet le contenu suivant d'un article de *Libera Stampa* à ses supérieurs en Italie :

« Nell'odierno numero di « Libera Stampa » [...] il giornale di Lugano fa seguito con la notizia che oggi sarebbe processato a Roma il noto Viviani Leone (il cui arresto costò l'espulsione dalla Svizzera del Moroni Athos, che da quattro mesi lo scrivente deve mantenere perché nessuno ha pensato a procurargli lavoro). La notizia del processo è stata diffusa a Lugano dal padre Viviani Aldo, che minaccia l'ira di Dio pel caso in cui il figlio venisse condannato. Il giornale socialista, che sa come veramente stanno le cose, gli tiene bordone parlando inconsciamente di « agente provocatore » »¹⁰³.

Athos Moroni et Tommaso Trojan ont été expulsés de Suisse à cause de leur implication dans l'arrestation de Leone Viviani. Le rôle d'un « agent provocateur » est à nouveau énoncé par *Libera Stampa*. Le Département politique fédéral déclare également que l'arrestation de Viviani est provoquée par les informations de Trojan et Moroni, ce qui concorde à

¹⁰¹ LS.

¹⁰² AF, E2001/D, 1000/1553.

¹⁰³ ACS, MI, CPC, Divisione Affari Generali e Riservati, fascicoli personali, b. 1447.

l'hypothèse selon laquelle Leone serait tombé dans un guet-apens élaboré sur sol suisse par des agents provocateur italiens.

Cette affaire semble de ce point de vue similaire à celle de Cesare Rossi, à la différence que Viviani est citoyen suisse alors que Rossi était de nationalité italienne. Revenons brièvement sur cette histoire. En aout 1928, l'antifasciste Rossi, ex chef du bureau de presse de Mussolini, réfugié en France, est victime d'un piège tendu par la police fasciste. Celle-ci établit un plan pour attirer Cesare Rossi au Tessin et ensuite l'emmener dans l'enclave italienne de Campione pour l'y arrêter. La capture de Rossi provoque de vives réactions au Tessin, et le gouvernement suisse indique son mécontentement à l'Italie¹⁰⁴, mais sans demander la restitution de Rossi¹⁰⁵.

Dans le cas de figure de Rossi, bien que la Suisse n'obtienne pas des résultats probants, elle réagit contre les manœuvres italiennes sur son sol. Pour Viviani, comme nous le verrons, la Suisse n'affronte jamais l'Italie ni ne demande le retour de Leone Viviani.

L'inaction des autorités suisses est peut-être liée à la période qui voit cette affaire se dérouler. En mars 1938 l'Allemagne annexe l'Autriche et la marche vers la guerre semble inéluctable¹⁰⁶. Notre pays est entouré de deux puissances nationalistes alliées¹⁰⁷, l'Allemagne et l'Italie, de ce fait on peut imaginer les autorités helvétiques peu enclines à faire connaître à l'Italie leur mécontentement pour une affaire de ce type.

II. Qui a des nouvelles de Leone Viviani ?

Le dimanche 10 avril 1938, Leone Viviani est emprisonné à la prison judiciaire de Milan. De l'autre côté de la frontière, à Lugano, les parents attendent leur fils. Son retour à la

¹⁰⁴ Note de Motta au gouvernement italien : « L'intérêt supérieur du pays nous interdit de tolérer des agissements qui non seulement sont contraires à la dignité nationale, mais suscitent aussi un état d'inquiétude et de suspicion préjudiciel aux bonnes relations de voisinage... Le Conseil fédéral estime que tout Etat a le droit de s'élever contre les actes imputables aux autorités d'un autre Etat si ces actes, même s'ils sont commis sur le territoire de celui-ci, doivent avoir des répercussions inadmissibles sur le territoire du premier », COHEN-JONATHAN Gérard, KOVAR Robert, « L'espionnage en temps de paix », in *Annales français de droit international*, vol.6, 1960, p.254.

¹⁰⁵ Voir CERUTTI Mauro à ce sujet, *Fra Roma e Berna*, op. cit., pp.249-260.

¹⁰⁶ « Simultanément à la constitution de l'Axe Rome-Berlin, toute une série de décisions dévoilent les vellétés agressives de l'Italie : le retrait de l'Ambassadeur italien à Paris le 30 octobre 1937, l'adhésion au pacte anti-Komintern le 6 novembre 1937 (signé un an plus tôt par l'Allemagne et le Japon), la reconnaissance du Mandchoukouo japonais le 29 novembre 1937 et le retrait définitif de la Société des Nations le 11 décembre de la même année. De son côté, Hitler n'est pas en reste, loin s'en faut. Dès 1938, le Führer radicalise son régime, en évinçant Werner von Blomberg de l'armée et Konstantin von Neurath de la diplomatie, deux hommes compartivement modérés ». GERARDI Dario, *Un « colonialisme » occulté. La Suisse et l'Italie, 1923-1950 : transactions financières, relations commerciales et réseaux d'affaires*, op. cit., p.46.

¹⁰⁷ L'existence de l'axe Rome-Berlin est affirmée par Mussolini en novembre 1936.

maison est prévu le soir même, mais il ne rentre pas¹⁰⁸. Angiolina et Aldo se rassurent mutuellement¹⁰⁹ sur le retour imminent de leur fils, jusqu'à ce qu'ils décident d'informer la police de la disparition de leur fils.

La police effectue des recherches à Ponte Tresa, Varese, Côme, mais les préfectures n'ont rien au sujet de Leone Viviani. La police de Lugano fait alors appel le 13 avril au Consulat Suisse à Milan, afin qu'il enquête dans la capitale lombarde. Là non plus aucune information n'est obtenue au sujet de Viviani¹¹⁰. La préfecture de Milan se veut rassurante en affirmant au Consulat qu'il serait «*subito avvisato in caso di fermo o di arresto* »¹¹¹.

Le Département politique fédéral à Berne et la Légation d'Italie à Rome sont avisés de la disparition de Leone.

A. *Le soutien de personnalités aux Viviani*

Un silence absolu entoure la disparition du jeune Viviani. L'adage « pas de nouvelle, bonne nouvelle » ne semble pas rassurer les parents. Le père, lui aussi impliqué dans la tradition antifasciste tessinoise, est peut-être au courant de la raison du voyage de son fils à Milan et conscient du danger que représente le passage de la frontière italienne pour un Tessinois pas innocent de tout soupçon idéologique. Selon les dires des parents à la police de Lugano, « *Leone Viviani si recava in Italia con lo scopo di visitare i suoi parenti in Milano* »¹¹². Mais la manière d'Aldo à demander de l'aide et s'entourer très vite d'un groupe de personnes de poids¹¹³ prouve une anxiété manifeste du père pour son fils, connaissant le sort réservé aux opposants du fascisme en Italie.

Aldo Viviani est apprécié et connu à Lugano. *Libera Stampa* parle d'Aldo comme d'« *un compagno* »¹¹⁴, et il n'a pas de difficulté à trouver des personnes prêtes à le soutenir. Il

¹⁰⁸ « Il 10 aprile 1938 una mamma aspettava il suo Leone. Leone aveva promesso che sarebbe tornato la sera stessa. Ma Leone non tornava. Suonarono le undici. Suonò mezzanotte. Leone non rinasava. Ma, a Lugano, un treno diretto, giunge poco dopo mezzanotte e mezzo, e la mamma andò a letto, per attendere il figlio nel dormiveglia dell'attesa ansiosa e della fatica che reclama il sonno ristoratore. Nel silenzio della notte, la mamma udì il treno fermarsi sotto le tettoie della stazione. Contò, ad uno ad uno, i secondi che il figlio avrebbe impiegati dalla stazione a casa. Ma di secondi ne contò tanti e tanti, ed il figlio non arrivò », LS, 03.09.1943, article intitulé « La giovanile esistenza di Leone Viviani soffocata nel carcere fascista ».

¹⁰⁹ « Il padre pensò : Leone è un giovane e quale non è il giovanotto che non sta fuori di casa una notte intera nella sua vita ? », *idem*.

¹¹⁰ « Ci siamo subito recati in Questura, ove, dopo verifiche ci è stato detto che il Viviani risultava completamente sconosciuto. Verso sera siamo ritornati in Questura, e questa mattina abbiamo telefonato in Questura, da dove ebbimo conferma che nulla emergeva a carico di Viviani, e che saremmo stati subito avvisati in caso di fermo o di arresto », AF, E2001/D, 1000/1553, 14.04.1938, lettre de Charles-Edouard De Bavier du Consulat Général de Suisse à Milan à la Légation de Suisse à Rome.

¹¹¹ *Idem*.

¹¹² *Idem*, 15.04.1938, lettre d'Amilcare Gasparini à Giuseppe Motta.

¹¹³ Gasparini, Martignola, Mondadori, comme nous le verrons par la suite.

¹¹⁴ « Conosciamo invece benissimo il giovane Leone Viviani, figlio al compagno Aldo [...] », LS, 06.02.1938.

demande de l'aide premièrement à Amilcare Gasparini¹¹⁵, vice-président du parti socialiste tessinois et député au Grand Conseil. Il adresse le 15 avril 1938 une requête directement au Conseiller fédéral Motta, de passage dans son Tessin natal, afin qu'il s'intéresse à la disparition du jeune Viviani :

« [...] Si tratta, nel concreto caso, di rintracciare l'assente ed è sembrato a me, per incarico della famiglia, di potermi rivolgere direttamente a Lei, qui di passaggio, quale Capo del Dipartimento Politico Federale. Onorevole signor Consigliere, a nome della famiglia, La prego gentilmente di volersi, nei limiti delle possibilità consentiti dalle circostanze, interessare della sorte del giovane concittadino »¹¹⁶.

Ensuite, par l'intermédiaire du révérend Don J. Martinaglia de Porza (petite ville située à 5 kilomètres au nord de Lugano), Aldo Viviani reçoit un autre appui. Martinaglia écrit directement au Conseiller fédéral Motta le 22 avril pour lui demander de s'intéresser de près à l'affaire Viviani. Motta lui répond le 26 avril que :

« La Divisione degli Affari esteri del Dipartimento politico federale segue da vicino e con la migliore attenzione assieme con la nostra Legazione a Roma ed il nostro Consolato generale a Milano questo caso. Le posso assicurare che sarà tralasciato nulla per essere, nella misura del possibile, d'aiuto al Suo raccomandato »¹¹⁷.

Le soutien de personnalités est une aide précieuse, d'autant plus face à une tendance à l'immobilisme des silencieuses autorités fascistes ou des patientes autorités suisse. Aldo Viviani prend les devants et contacte des personnes influentes, ceci durant les nombreuses années de détention de son fils.

Aldo Viviani a une amitié en terre italienne : Arnaldo Mondadori (1889-1971), célèbre éditeur italien. Les deux hommes sont tous deux originaires d'Ostiglia et ont passé leur

¹¹⁵ Amilcare Gasparini (1888-1943) est né à Broglio au Tessin, enseignant de formation, il se dirige vers le journalisme en devenant correspondant au journal *Il Dovere*, collaborateur à la *Gazzetta Ticinese*, et par la suite, dès 1917, il rédige des articles pour *Libera Stampa* sous le pseudonyme « Giovane della Montagna ». Il s'inscrit au PST, où il y sera secrétaire pendant 19 ans, et ensuite vice-président. Il devient secrétaire de la FCTA (Federazione lavoratori commercio, trasporti e alimentazione) de 1918 à 1942, il prend la charge de secrétaire de la CdL (Camera del lavoro), il représente également le PST au sein du comité central du PSS (parti socialiste suisse). Il fut également Conseiller Communal de Lugano pendant 25 ans, et il siégea au Grand Conseil de 1921 jusqu'à sa mort. VALSANGIACOMO Nelly, *Storia di un leader, op. cit.*, p.89.

¹¹⁶ AF, E2001/D, 1000/1553.

¹¹⁷ *Idem*, 26.04.1938.

enfance côte à côte¹¹⁸. Le 25 mai, Aldo Viviani écrit à son « *carissimo amico* » Arnoldo Mondadori :

« è stato veramente un grande conforto per me e per la mia famiglia l'informazione fattami pervenire che tu ti sei interessato e ti interessi della sorte del mio figlio Leone chiuso nelle carceri di Milano. Non so come ringraziarti. Non dubito pertanto che continuerai ad interessarti della cosa con la premura di un amico perchè tutto si risolva presto e bene : sono convinto che la tua influenza potrà e otterrà molto. Abusando della tua cortesia vorrei pregarti di fare in modo che la prigionia di mio figlio Leone sia addolcita facendogli pervenire qualche cosa ogni tanto : penserò io a soddisfare quanto farai per lui »¹¹⁹.

Arnoldo Mondadori confronté à la montée en puissance du fascisme collabore avec celui-ci, plus pour des raisons économiques qu'idéologiques¹²⁰. En effet, Mussolini soumet à Mondadori l'édition de nombreux ouvrages, comme par exemple le *Libro di Stato* utilisé dans toutes les écoles italiennes et une quantité d'autres livres d'histoire ou de propagande. Arnoldo Mondadori a donc un rapport direct avec la hiérarchie fasciste et Aldo Viviani espère que son ami d'enfance joue de ses relations afin d'aider Leone. Le 10 juin 1938, Aldo sans nouvelles de son fils, écrit à nouveau à Mondadori :

« Caro amico, non avrei più voluto disturbarti ma mi sento costretto a farlo perchè mio figlio continua a restare detenuto e da 14 giorni non scrive nonostante mi avesse comunicato che ormai di giorno in giorno attendeva di sortire e di tornare a casa Anche il Consolato Svizzero a Milano e la Legazione svizzera a Roma mi avevano comunicato che ormai la cosa poteva ritenersi giunta a buon fine : il non ricevere invece più nulla da 14 giorni mi fa temere che la pratica si sia arenata in qualche ufficio in attesa di essere sollecitata. Vorrei pertanto farti viva preghiera di voler ancora interessarti personalmente affinché se così stanno le cose, esse vanno richiamate e non cadano nel dimenticatoio,

¹¹⁸ En outre, lorsqu'Arnoldo Mondadori doit fuir l'Italie en novembre 1943 à cause du changement de camp effectué en faveur de Badoglio dont Mussolini a été mis au courant, c'est grâce à l'aide d'Aldo Viviani qu'il va obtenir l'asile en Suisse. En effet, Canevascini avait établi avec les autorités fédérales de police qu'elles accorderaient l'asile aux personnes se présentant à la frontière uniquement si elles lui étaient signalées par le *Comitato di Liberazione nazionale dell'Alta Italia* (CLNAI). Pour Mondadori aucune recommandation de ce type n'avait été faite mais il reçoit tout de même son permis de séjour grâce à Canevascini, à qui Aldo Viviani, grand ami du Conseiller d'Etat tessinois, avait expressément demandé le soutien. Voir DECLEVA Enrico, *Arnoldo Mondadori*, Unione Tipografico-Editrice Torinese, Turin, 1993, p. 276.

¹¹⁹ AF, E2001/D, 1000/1553.

¹²⁰ SALIERNO Vito, « Arnoldo Mondadori in Svizzera (1943-1945) », in *Spiriti liberi in Svizzera. La presenza di fuorusciti italiani nella Confederazione negli anni del fascismo e del nazismo (1922-1945)*, CASTAGNOLA Raffaella, PANZERA Fabrizio, SPIGA Massimiliano (dir.), Atti del convegno internazionale di studi, Ascona, Ed. Franco Cesati, Florence, 2006, p.43.

mentre mio figlio attende ansiosamente di essere liberato e noi lo attendiamo pure con ansia che comprenderai facilmente »¹²¹.

Malgré la position éminente de Mondadori nous ne trouvons aucune trace d'une intervention personnelle auprès des autorités fascistes. Il est difficile d'en savoir plus. Par la suite, aucune lettre d'Aldo Viviani à Mondadori n'est trouvée.

B. *Les démarches des autorités suisses*

A la réception de la note de Gasparini, dans une note qu'il apostille comme « *urgente* », Giuseppe Motta écrit :

*« Prière de téléphoner dès que possible à notre Légation de Rome pour demander de se renseigner et de nous faire rapport »*¹²².

Le Consulat à Milan n'étant pas en mesure de donner des renseignements, c'est du côté de la Légation de Suisse à Rome que Motta espère une réponse qui puisse donner une quelconque information quant à cette disparition. Le 19 avril enfin, un télégramme de Paul Ruegger¹²³, alors ministre de la Légation de Suisse à Rome, informe :

*« Viviani Leone arrêté et emprisonné car visite bagages et documents aurait révélé activité politique indésirable lettre suit »*¹²⁴.

Le lendemain la Légation de Suisse à Rome écrit au Département politique fédéral afin d'apporter les éléments supplémentaires. Paul Rugger indique que le Ministère de l'Intérieur lui a fait savoir verbalement que Leone avait été arrêté et emprisonné car il transportait du matériel de propagande antifasciste, mais que pour l'instant aucune précision ne lui avait été communiquée. Le lieu où se trouve Leone est tenu secret et le peu d'informations obtenues par Ruegger ont été transmises oralement. Aucune démarche officielle du Ministère de l'Intérieur à Rome n'est entreprise pour avertir du sort de Leone Viviani. L'Italie semble porter peu de crédit à la bienveillance diplomatique envers la Suisse qui devrait être de mise dans une telle situation.

¹²¹ AF, E2001/D, 1000/1553.

¹²² *Idem.*

¹²³ Paul Ruegger (1897-1988) est d'abord nommé conseiller de Légation (1929) puis promu ministre à Rome (1935). Il y reste jusqu'en 1942 où il est rappelé à Berne, à la demande des autorités italiennes. <http://www.hls-dhs-dss.ch>

¹²⁴ AF, E2001/D, 1000/1553.

Des nouvelles de Leone parviennent grâce à une lettre du 13 avril qu'il envoie à ses parents depuis la prison de Milan¹²⁵. En sachant désormais que Leone se trouve à Milan, le Consulat espère pouvoir recevoir des précisions :

« Abbiamo telefonato subito in Questura (Milano) dando la notizia, e pregando di darci qualche informazione più precisa. Sono le ore 18, e la Questura, rispondendo alla nostra nuova chiamata telefonica, ci dice... di nulla sapere ancora »¹²⁶.

Les autorités italiennes semblent ne faire aucun effort pour collaborer avec la Légation de Suisse. Le 25 avril, après 15 jours d'attente, le Ministère des Affaires Etrangères apporte des détails quant à l'arrestation de Viviani :

« Il Viviani era conosciuto alle autorità italiane a causa delle sue opinioni politiche estremiste. Sarebbe anche membro dell'organizzazione « Giustizia e Libertà », ed avrebbe compiuto numerosi viaggi in Italia a scopo di propaganda. Il Ministero degli Affari esteri ha poi confermato che il Viviani è stato arrestato poichè una perquisizione fatta al suo bagaglio non avrebbe lasciato più nessun dubbio sullo scopo del suo viaggio a Milano, dove egli aveva l'intenzione di portare, clandestinamente, del materiale di propaganda antifascista »¹²⁷.

L'étonnement, feint ou réel, avec lequel la famille Viviani apprend la nouvelle de la culpabilité de Leone induit à se poser des questions sur la relation du jeune avec la politique.

C. Leone Viviani : un jeune à l'intégrité morale parfaite ?

Angiolina et Aldo Viviani ne comprennent pas que leur fils puisse avoir fait un acte répréhensible aux yeux de la loi. Pour eux, Leone était un jeune homme simple, bon et éloigné de toute activité politique. Le 26 avril 1938, Aldo Viviani écrit au Consulat Général de Suisse à Milan :

« Le posso assicurare francamente che mio figlio non ha mai militato in gruppi politici, e tanto meno in « Giustizia e Libertà ». Egli è apolitico nel senso preciso del termine. Buon ragazzo, lavoratore, ma amante del vivere allegro e non delle contese politiche. Se è stato trovato in possesso

¹²⁵ Lettre du 13 avril 1938 de Leone à sa maman : « Cara mamma, non ho potuto scriverti prima e penso che sarai certamente in pena per me non avendomi più rivisto da domenica. Strani incidenti mi obbligano a rimanere ancora qui, ma spero di uscire presto. Non pensar male, io sto bene e sono trattato bene. Non ho che voglia di rivederti, te e famiglia. » La famille reçoit la lettre le 20 avril. FPC, Archive Leone Viviani.

¹²⁶ AF, E2001/D, 1000/1553, 20.04.1938, lettre de De Bavier à la Légation de Suisse à Rome.

¹²⁷ *Idem*, 05.04.1938, lettre de Frölicher, chef suppléant de la Division des affaires étrangères, à Amilcare Gasparini.

di materiale antifascista, deve essere vittima o di un agente provocatore o stimolato dal bisogno di qualche compenso »¹²⁸.

De la même manière, le 26 avril 1938, Aldo écrit à Arnaldo Mondadori

« Posso dirti che qualche volta mi sono sentito mortificato di avere un figlio così lontano delle passioni che ho sempre nutrito io per il movimento politico operaio, per cui quanto si imputa oggi a Leone mi farebbe ridere se non vi fosse di mezzo la minaccia che vi può essere per lui in tale imputazione. Ho pensato di informarti di quanto sopra perché tu possa rispondere con conoscenza di causa alle obiezioni che l'autorità italiana potesse sollevare contro il tuo interessamento per mio figlio »¹²⁹.

Le transport de matériel antifasciste est une mission périlleuse, Leone n'en a peut-être pas informé son père afin de ne pas l'inquiéter et de ce fait Aldo sous-estime la verve politique de son fils. Mais son attitude à nier toute activité politique de Leone s'explique par une stratégie de défense et de protection. Se présumant espionné, Aldo ne clame pas fièrement la culpabilité de son fils et lui nie toute affiliation à la cause antifasciste.

Libera Stampa adapte la même stratégie et nie toute appartenance du jeune Leone au monde politique :

« Tra questi arresti avvenuti alla rinfusa vi è anche un giovane cittadino svizzero, nato e domiciliato a Lugano, il giovane Leone Viviani. La notizia di questo arresto ha vivamente sorpreso in città in quanto il giovane in questione viveva notoriamente lontano da tutte le organizzazioni politiche »¹³⁰.

Le 12 avril 1939 l'informateur Bazzi écrit une note sur l'attitude adoptée par les journaux antifascistes *Libera Stampa* et *Nuovo Avanti* :

« Codesto On. Ufficio avrà rilevato dall'ultimo numero del settimanale « Nuovo Avanti » la ... celebrazione che vi è fatta della fede, della passione, della fermezza socialista del noto Viviani Leone di Aldo. Le affermazioni del « Nuovo Avanti » contrastano con quelle che sono state fatte da « Libera Stampa », che ha sempre negato nel Viviani qualsiasi attività politica e qualunque rapporto con l'antifascismo. Il fogliaccio di Parigi ha ora detto, una volta tanto, la verità : verità che prima ancora del fermo del Viviani, vennero tempestivamente segnalate anche dallo scrivente »¹³¹.

¹²⁸ AF, E 2001/D, 1000/1553.

¹²⁹ *Idem*.

¹³⁰ LS, 18.05.1938.

¹³¹ ACS, MI, CPC, Divisione Affari Generali e Riservati, fascicoli personali, b. 1447.

La probité morale de Viviani est une nouvelle fois soulignée par Amilcare Gasparini, qui au nom du Tessin, écrit le 28 avril au Département politique fédéral afin de certifier la bonne conduite du jeune :

«1) Leone Viviani non ha mai professato idee estremiste non avendo mai avuto tendenze per la politica. 2) Egli non ha quindi mai fatto parte del movimento « Giustizia e Libertà ». Invitato a far parte dei giovani socialisti di Lugano non vi ha mai aderito. Era ed è un apolitico nel senso più largo del termine. 3) Se è stato trovato in possesso di materiale antifascista, deve essere stato vittima di qualche agente provocatore o a sua insaputa o allettato da qualche compenso. 4) La Sezione socialista italiana di Lugano gli aveva affidato il compito di curare la consegna alle rivendite locali del « Nuovo Avanti », ma ha dovuto ritirargli tale lavoro perché lo trascurava, attratto piuttosto alle compagnie allegre, che al lavoro ingrato politico. 5) Quanto sopra è facilmente controllabile a Lugano presso chiunque conosce e pratica Leone Viviani, giovane e ottimo lavoratore, ma alieno dalle battaglie politiche. Tutto quanto di politico si dice in suo conto deve trattarsi di una montatura. Le compagnie che frequentava a Lugano, sono tutte di giovani senza formazione politica, amanti del vivere allegro e null'altro »¹³².

Leone Viviani est chargé d'une mission importante, qui ne lui a pas été confiée à son insu, sans expérience préalable du milieu antifasciste. Les affirmations de son père, de Gasparini ou encore de *Libera Stampa* quant à l'éloignement de Leone Viviani de la cause antifasciste sont une stratégie pour clamer son innocence.

Lorsque Viviani passe clandestinement du matériel subversif en Italie il prend des gros risques. Les personnes effectuent ces missions pour des raisons financières, attirées par les retributions, ou pour des raisons idéologiques. Le deuxième motif semble correspondre plus à Leone Viviani.

Chapitre 3

Neuf mois de prison préventive, entre espoirs et angoisses

I. De mai à mi-juin 1938, les mois d'incertitudes

Ce chapitre s'attache à regarder les premiers jours et mois après l'arrestation, avant la condamnation du TSDS en janvier 1939. Nous souhaitons voir ici comment les différentes

¹³² AF, E2001/D, 1000/1553.

parties réagissent à l'arrestation d'un citoyen suisse, l'importance que revêt cette affaire aux yeux de Berne mais également comment les parents Viviani oeuvrent pour aider leur fils.

A. *Une attente optimiste*

Malgré les sollicitations il n'y a aucun retour italien quant à l'arrestation. Le 16 mai, le Consul Général de Suisse écrit au Ministre de la Légation de Suisse à Rome, en se plaignant qu'il est

« inadmissible qu'un de nos compatriotes puisse se trouver en prison depuis plus d'un mois sans que nous puissions obtenir des informations sur son sort »¹³³.

Le Consulat Général de Suisse est impuissant : malgré deux lettres adressées au Préfet de police de Milan, et deux interventions verbales auprès du Chef de la section des étrangers, aucune information sur Viviani ne leur est donnée, si ce n'est une vague affirmation d'un collaborateur qui déclare que

« cet ex-sujet italien avait bien mal choisi son moment pour faire un séjour dans son ancienne Patrie »¹³⁴.

Le 18 mai 1938, dans une lettre à Aldo Viviani, le Consulat explique que pour l'instant, malgré de nombreuses requêtes, il n'a reçu aucune nouvelle et aucun droit de parler à Leone n'a été octroyé. Il informe également que

« per gli arresti di carattere politico si ottengono informazioni soltanto dal Regio Ministero dell'Interno in Roma, abbiamo pregato la Legazione Svizzera a Roma di intervenire essa stessa presso le Autorità competenti. Non appena la Legazione ci avrà dato le notizie che tanto si aspettano, le comunicheremo subito a Lei. Come Le abbiamo scritto il 25 Aprile, dobbiamo ripeterLe di avere pazienza. Le istruttorie di carattere politico sono lunghissime per le diramazioni che possono avere »¹³⁵.

En effet, lorsqu'il s'agit d'arrestations pour motif politique, les préfetures de police ont l'ordre de ne rien dire, le cas incombant au Ministère de l'Intérieur. Ce dernier semble manquer d'intérêt ou de temps afin de donner suite aux suppliques suisses.

¹³³ AF, E2001/D, 1000/1553.

¹³⁴ *Idem*, 16.05.1938, lettre de De Bavier à la Légation de Suisse à Rome et au Département politique fédéral.

¹³⁵ *Idem*.

Le 25 mai 1938 enfin De Bavier, Consul Général de Suisse à Milan peut enfin transmettre des informations confirmées à la Légation de Suisse à Rome et au Département politique fédéral à Berne qui fait suivre à Aldo Viviani. Leone Viviani a reçu la visite d'un fonctionnaire du Consulat qui l'a trouvé en bonne santé morale et physique, plutôt joyeux du fait qu'il pense le jour de sa libération s'approcher¹³⁶.

Le consul De Bavier informe la Légation à Rome de ce que le commissaire de la préfecture de police de Milan aurait dit :

« in via confidenziale ha fatto capire che, secondo lui, il Viviani non avrà bisogno di un avvocato difensore, dato che la pratica verrà trattata direttamente a Roma, e, salvo imprevisti, dovrebbe concludersi con la espulsione dal Regno »¹³⁷.

Selon les rumeurs, l'expulsion d'Italie semble être la conclusion la plus probable. Le Consulat à Milan écrit à Aldo le 17 juin en lui affirmant que cette affaire devrait se terminer rapidement. Ces informations ne sont que des suppositions, aucune nouvelle des autorités italiennes n'étant livrée :

« a partire della data della nostra ultima lettera del 25 maggio siamo noi pure senza ulteriori ragguagli sul medesimo, all'infuori di una comunicazione fattaci il 31 maggio dalla nostra Legazione, « che questa pratica è di competenza delle Autorità centrali e sarà con probabilità liquidata prossimamente con l'espulsione dal Regno del figlio... Siamo del parere che l'epilogo su questo caso sia vicino, per cui non possiamo che pregarLa di voler pazientare fino a tanto che la procedura relativa segua il suo normale corso »¹³⁸.

Les autorités helvétiques se heurtent à un mur de silence du Régime fasciste. Les parents peuvent se rattacher à l'hypothèse de l'expulsion prochaine de Leone, mais n'ont aucune information sur l'intitulé exact de l'infraction, sur sa gravité ni sur les conditions exactes de détention. De temps à autres une lettre leur parvient de la part de Leone depuis Milan¹³⁹, qui lui aussi est rempli d'incertitudes et d'espoirs :

« Devi scusarmi se ho tardato un pò a risponderti, ma fu perché attendevo sempre da un momento all'altro, di poterti comunicare qualcosa di preciso. Ora, questo, con mio gran dispiacere,

¹³⁶ « Il suo morale non è depresso, anzi è piuttosto lieto, giacchè non vede lontano il giorno della liberazione. Gli è stato fatto capire (e questo comunichiamo a Lei in via confidenziale), che la procedura, salvo imprevisti, dovrebbe concludersi con la espulsione dal Regno », AF, E2001/D, 1000/1553.

¹³⁷ *Idem*, 25.05.1938.

¹³⁸ *Idem*.

¹³⁹ Durant les premiers mois, les Viviani reçoivent trois lettres de leur fils : le 13.04.1938, le 17.04.1938 et le 29.05.1938.

non posso ancora farlo. Devo però dirti che ho parlato con le persone che si interessano al mio caso e mi hanno riferito che è ormai una cosa di giorni. Questa volta credo molto anch'io che debba essere così, perchè ora sono 50 giorni che sono qui e credo il tempo necessario per chiarire qualunque cosa. Ho dunque grande speranza di rivedervi al principio del mese venturo »¹⁴⁰.

A fin mai, presque deux mois après l'arrestation, les parents Viviani ignorent la situation de leur fils. L'espoir d'une libération proche paraît possible, le Consulat est confiant, Leone également, et le manque de nouvelles des autorités fascistes peut être interprété comme positivement, mais la situation se complique...

II. Leone Viviani est déféré au Tribunal Spécial pour la Défense de l'Etat

L'optimisme se perd dès mi-juin : la situation prend une nouvelle tournure et le cas Viviani semble plus compliqué que les espoirs ne le laissaient présager.

A. *Un cas politique « délicat ». Et « si peu intéressant » ?*

Paul Ruegger, ministre de Légation Suisse à Rome a eu l'occasion de reparler à la Direction générale du Ministère des Affaires Etrangères du cas Viviani, laquelle l'a informé que Leone devait passer devant le Tribunal fasciste :

« Il Vice Direttore del Ministero degli Esteri in Roma, in seguito al nostro nuovo intervento, ci ha ritenuto che si tratta di un caso politico delicato. Si sarebbero raccolti dei seri aggravii contro il Viviani, e ci è stato fatto capire, in linea massima, che in questo affare i nostri interventi non avrebbero probabilità di successo. Anzi, in certo qual modo siamo stati pregati di lasciare che questo affare segua il suo corso, non intervenire oltre in favore di un individuo così poco interessante. [...] ma in considerazione delle poco favorevoli disposizioni del Ministero in questo affare, è lecito debitare che noi otterremo un seguito favorevole. Entrati in possesso di questa lettera così poco promettente da parte della nostra Legazione, abbiamo voluto avere un abboccamento col nostro Avv. Sig. Aldo Bonsignore, il quale a sua volta aveva veduto i suoi parecchi interventi presso la Questura non presi in considerazione, e lo abbiamo pregato di tentare ancora di ottenere notizie sullo stato attuale della posizione del Viviani. Dato dunque che il Viviani è stato deferito al Tribunale Speciale, non sappiamo se egli si trovi ancora a Milano o se sia già stato accompagnato a Roma. Non appena avremo notizie pregheremo la nostra Legazione di nominargli un difensore e gli avvocati facoltizzati a trattare tali pratiche presso il TS. Questo è lo stato attuale delle cose, il quale non lascia prevedere se la causa potrà avere un pronto scioglimento in qual senso. Come Lei vede, tanto da parte nostra che da quella della Legazione, tutto si è tentato e si tenta per sollievare le conseguenze di questo

¹⁴⁰ FPC, Archive Leone Viviani, 29.05.1938.

disgraziato incidente. Ed il Viviani padre deve a sua volta rassegnarsi ad attendere con pazienza l'esito degli avvenimenti »¹⁴¹.

Il ressort de cette lettre une attitude de résignation qui semble avoir pris le dessus à la Légation. Rome a fait comprendre à Ruegger qu'au vu de la complexité de ce cas politique, il valait mieux ne pas tenter d'intervenir en faveur d'un individu si peu intéressant et laisser Rome s'occuper de l'affaire. Le Ministère avertit la Légation que l'ingérence Suisse aurait de toute façon peu de chance d'aboutir.

Le Consulat adopte une attitude passive et ne souhaite pas marteler le Ministère de l'Intérieur de demandes concernant Viviani, alors que ni l'avocat Buonsignore ni eux ne savent si le jeune se trouve à Milan ou à Rome. Au contraire il s'adapte à la position de faiblesse que l'Italie lui assigne et invite Aldo Viviani à faire de même :

« Ed il Viviani padre deve a sua volta rassegnarsi ad attendere con pazienza l'esito degli avvenimenti »¹⁴².

L'intransigeance du Tribunal Spécial est connue loin à la ronde. Les autorités suisses concoivent certainement déjà le sort réservé à Viviani, toutefois elles semblent s'être résolues à leur impuissance, comme l'écrit Peter Anton Feldscher¹⁴³ le 5 juillet 1938 en se référant au père Viviani :

« Non Le possiamo però nascondere che non si potrà far gran chè in Suo favore »¹⁴⁴.

B. La famille Viviani priée de ne plus importuner

Les communications entre la famille Viviani et les autorités suisses se teintent de froideur, l'affaire étant devenue « un cas délicat ».

Le 10 octobre 1938, Angiolina Viviani écrit à Giuseppe Motta, en s'excusant de sa hardiesse, afin de lui demander une intervention personnelle :

« scusi se una povera madre di famiglia si permette di rivolgersi direttamente a Lei per perorare la causa di un suo figlio. Gli interventi personali ottengono sovente in casi simili, risultati impossibili con la procedura ufficiale. [...] Per queste considerazioni credo che se Lei, on.

¹⁴¹ AF, E2001/D, 1000/1553, 22.06.1938.

¹⁴² *Idem*, 25.06.1938, lettre de De Bavier au Département politique fédéral.

¹⁴³ Peter Anton Feldscher (1889-1979) est engagé en 1917 par le Département politique fédéral où il travaille à la division des affaires étrangères. <http://www.hls-dhs-dss.ch>

¹⁴⁴ AF, E2001/D, 1000/1553, 22.06.1938.

Consigliere Federale, intervenisse personalmente presso le autorità italiane per una sollecita liquidazione del caso di mio figlio, il risultato non potrebbe mancare e in senso favorevole »¹⁴⁵.

Motta répond :

*« Sarei ben lieto di poter esserLe utile. Purtroppo mi trovo nella impossibilità di accedere al Suo desiderio. La mia carica stessa mi impone il più stretto riserbo e mi vieta un simile intervento personale, che non sarebbe compreso dalle autorità italiane »*¹⁴⁶.

Giuseppe Motta n'entre aucunement en matière personnellement, car comme il le souligne, cela ne serait pas compris des autorités italiennes. Il ne souhaite pas s'engager dans un conflit avec le Régime fasciste pour une histoire de moindre importance. En connaissant l'admiration de Motta pour le Duce et l'amitié italo-suisse, on comprend qu'il ne veuille pas entacher les rapports diplomatiques pour un cas *« cosi poco interessante »*¹⁴⁷.

Le Consulat et la Légation sont d'avis que la situation est peu favorable à Viviani. Le 2 juillet 1938 par exemple, le Consulat répond à une lettre d'Aldo qui demandait des nouvelles de son fils :

*« La preghiamo quindi a nostra volta di non mandarci altre sollecitazioni, alle quali non potremmo rispondere sino a che il R. Ministero ci avrà fissati definitivamente in proposito. [...] Il R. Ministero ha anche aggiunto, che desidera che questa pratica possa seguire il suo corso senza ne altri interventi, ne sollecitazioni. Stando cosi le cose, ne la nostra Legazione a Roma che se ne è sempre interessata, ne tanto meno noi, non saremo più in grado di entrare nell'argomento, sino a che il R. Ministero non ci farà altre comunicazioni »*¹⁴⁸.

Libera Stampa critique les autorités suisses pour la bienveillance et le laisser-aller qu'elles adoptent face à la dictature fasciste :

« Mentre i dirigenti della politica estera del nostro paese si sfatano a lodare Mussolini, e a trattare la Italia fascista come una nazione amica, è bene continuare ad illustrare alla prova dei fatti come si esplica l'amicizia del fascismo verso la Svizzera. [...] Ma mentre la nostra autorità non vuole sottoporre a processo gli agenti fascisti, per non dar noie al fascismo, questo se ne frega bellamente dei riguardi delle nostre autorità. Nel caso del Viviani Leone, esso continua a tenerlo rinchiuso da

¹⁴⁵ AF, E2001/D, 1000/1553.

¹⁴⁶ *Idem*, 11.10.1938.

¹⁴⁷ *Idem*, 25.06.1938, lettre du Consulat général de Suisse (De Bavier) au Département politique. De Bavier reprend les propos du Vice directeur du Ministère de l'Etranger à Rome : « Anzi, in certo qual modo siamo stati pregati di lasciare che questo affare segua il suo corso, e di non intervenire oltre in favore di un individuo così poco interessante ».

¹⁴⁸ *Idem*, 02.07.1938.

ormai sei mesi senza risolversi a precisargli l'imputazione montata nei suoi riguardi e a processarlo, oppure a liberarlo se reato non vi è. Anzi, alle autorità svizzere che cercano di interessarsi dell'arresto, quasi quasi si risponde di non seccare, poichè sono cose che non le riguardano. Questa è nei fatti l'amicizia fascista, e guai a dubitarne ! »¹⁴⁹.

Pour *Libera Stampa* la Suisse se plie aux volontés de Mussolini et n'intente pas de procès envers les agents fascistes¹⁵⁰, alors que l'Italie ne répond pas aux demandes concernant un de ses ressortissants emprisonné.

Le 18 juillet Aldo Viviani, dans le même esprit que *Libera Stampa*, écrit au Consulat et au Département politique fédéral :

« Ho pensato a lungo se replicare alla v/ultima lettera¹⁵¹, ma ho ritenuto di non poter fare diversamente. La stessa contiene infatti delle affermazioni dolorose per ogni svizzero che – come nel mio caso - ha interessi ed affetti in Italia. È vero difatti che la mia lettera mostrava l'impazienza di vedere liquidata la faccenda di mio figlio Leone, ma ciò che in essa chiedevo con maggior insistenza è di sapere come stava e come sta mio figlio, poichè dal 25 maggio egli non ha più dato segno di vita. Orbene se chiedere ciò è vietato, mi domando a chi devono rivolgersi gli Svizzeri per la protezione dei loro interessi in Italia. Mi si permetta di rilevare che ben altro contegno tengono le autorità italiane qui nel Ticino quando sono in gioco dei loro concittadini ! Io non pretendo che cod. Lod. Consolato salti via le leggi italiane : non credo invece di chiedere troppo attendendomi che esso possa interessarsi per sapere almeno come sta e dove è mio figlio Leone di cui da oltre un mese e mezzo sono senza notizie»¹⁵².

Aldo Viviani doute de la bonne volonté des autorités suisses à aider son fils :

« Il Consolato svizzero a Milano, al quale avevo chiesto informazioni durante il periodo in cui non ricevevo notizie da mio figlio, è sembrato seccato della mia insistenza. Lo avv. Bonsignore, scelto dal Consolato per patrocinare mio figlio, non sembra interessarsene»¹⁵³.

Suite à cette lettre, Feldscher du Département politique fédéral rassure Aldo :

« tanto la nostra Legazione a Roma quanto le competenti autorità federali a Berna seguono con la massima attenzione il disgraziato caso concernente l'arresto di Suo figlio Leone. Ma dobbiamo

¹⁴⁹ LS, 06.10.1938.

¹⁵⁰ Dans l'article ci-dessus, *Libera Stampa* fait certainement référence aux agents provocateurs Athos Moroni et Tommaso Trojan qui ont écopé d'une simple expulsion, sans même avoir été jugé en procès.

¹⁵¹ La lettre du 5 juillet dont nous parlons plus haut, AF, E2001/D, 1000/1553.

¹⁵² *Idem.*.

¹⁵³ *Idem.*

però confermarLe quanto Le abbiamo detto nella nostra ultima lettera del 5 c.m. e che cioè, essendo Suo figlio deferito al Tribunale Speciale, gli interventi della nostra Legazione a Roma sono diventati oltremodo difficili e delicati »¹⁵⁴.

C. *Aldo seul contre la bureaucratie*

Un événement assez intéressant a lieu lorsque le chargé d'affaires suisse à Rome Louis-Horace Micheli, conseille que les informations concernant le cas Viviani soient demandées au Procureur du Roi auprès du TSDS par l'intermédiaire du Consulat, et non par la Légation :

« I nostri consulenti legali sono del parere che è preferibile che la domanda provenga dal Consolato, non avendo così un carattere di una richiesta diplomatica, la quale provocherebbe una risposta attraverso il Ministero degli Affari Esteri, con corrispondente ritardo »¹⁵⁵.

La Légation ne veut pas d'une demande de type diplomatique, bien que le cas de Leone soit d'une gravité certaine. Le motif évoqué est un gain de temps, mais il faut se demander si la raison est vraiment celle-ci, ou si la diplomatie suisse souhaite se faire le plus discrète possible dans cette affaire. Cette hypothèse est confirmée dans une lettre du 30 septembre 1938, où la Légation parle de cette tactique afin

« d'éviter de donner le caractère un peu délicat d'une intervention diplomatique »¹⁵⁶.

La Légation ne souhaite pas intervenir de manière formelle auprès des autorités italiennes. De ce fait, sans réelle sollicitation de Berne, les nouvelles stagnent. Le 26 septembre 1938, Feldscher écrit aux avocats Natale et Mario Rusca qui s'étaient inquiétés du sort de Viviani afin de leur confier les informations suivantes :

« Il 15 aprile, non appena la Polizia cantonale di Lugano aveva annunciato al nostro Consolato generale a Milano l'arresto del signor Viviani Leone, la nostra Legazione a Roma, che era stato avvertita dal nostro Consolato a Milano, si era subito interessata presso le autorità italiane competenti in favore del nostro concittadino. Dopo d'allora la nostra Legazione a Roma, così pure il nostro Consolato generale a Milano, si sono sempre incessantemente occupato di questo caso. Ultimamente ancora la nostra Legazione a Roma è intervenuta presso il Ministero italiano competente per sollecitare lo svolgimento della procedura aperta contro il Viviani. La famiglia del

¹⁵⁴ AF. E2001/D, 1000/1553, 29.07.1938.

¹⁵⁵ *Idem*, 22.09.1938, lettre de L.H. Micheli au Consulat général de Suisse à Milan.

¹⁵⁶ *Idem*.

Viviani a Lugano è sempre stata tenuta informata tanto da parte nostra quanto da parte del nostro Consolato generale a Milano dei passi fatti in favore di suo figlio. La nostra Legazione a Roma segue con la massima attenzione questa pratica. Le autorità italiane però, nei casi deferiti al TS, si racchiudono sempre in un assoluto riserbo, che rende molto difficili gli interventi dei nostri rappresentanti»¹⁵⁷.

Les autorités suisses affirment effectuer le maximum au vu des possibilités laissées par les autorités italiennes. Dans la lettre du 26 septembre 1938 Feldscher montre un certain agacement car depuis six mois le jeune tessinois est en prison préventive sans communication officielle des autorités fascistes à la Suisse des raisons de cette arrestation :

« Signor Ministro, Le saremmo molto grati se, vedendone la opportunità, volesse sollecitare, da parte delle autorità italiane, lo svolgimento della procedura aperta contro il signor Viviani Leone, deferito al Tribunale speciale. I genitori del Viviani sono infatti molto impensieriti della piega presa da questa faccenda, e noi desidereremmo poter loro fare avere altre informazioni oltre a quelle che abbiamo potuto comunicare loro fin qui, circa la sorte che attende il loro figlio. D'altra parte il Viviani si trova ora da quasi sei mesi in arresto preventivo, e non crediamo di domandar troppo alle autorità italiane pregandole di darci delle spiegazioni più attendibili al riguardo, di quelle che possediamo attualmente »¹⁵⁸.

Cette situation floue ne diminue pas avec le temps. Les autorités fascistes sont quasiment muettes et Berne ne hausse pas le ton, au désarroi des parents qui se sentent abandonnés face au Régime Italien.

D. L'aide d'un avocat

Dès la nouvelle de l'incarcération de Leone Viviani dans la prison judiciaire de Milan le Consulat propose un avocat pour en assumer la défense, Maître Aldo Bonsignore. Mais le Consulat est conscient très vite des difficultés que comporte la défense d'un compatriote suisse en Italie, qui plus est pour un délit de type politique.

Le Consulat écrit le 28 avril la lettre suivante à la Légation et au Département politique fédéral :

« Me. Bonsignore [...] ne nous a cependant pas caché que pour le moment il ne peut pas faire grand-chose. En effet, la Questure n'a pu lui donner aucune information sur le sort du susnommé et nous pensons qu'il sera probablement très difficile à notre avocat d'agir utilement en sa faveur avant

¹⁵⁷ AF, E2001/D, 1000/1553, 29.07.1938.

¹⁵⁸ *Idem.*

le retour de M. Hitler en Allemagne. Vous savez en effet comme moi que beaucoup de personnes, connues pour leurs opinions extrêmes, sont arrêtées dans tout le Royaume et ne seront relâchées qu'après ce voyage. Le cas de M. Viviani est d'ailleurs plus grave puisqu'il a été trouvé en possession de documents de propagande communiste »¹⁵⁹.

La venue du Führer en Italie du 3 au 9 mai 1938 met le pays dans tous ses états : le voyage, dès l'arrivée à Rome et jusqu'au départ le 9 mai 1938 pour Florence est organisé dans les moindres détails. La cérémonie symbolisant l'union des deux dictatures¹⁶⁰ est un événement d'importance majeure et il est clair que toute manifestation antifasciste nuirait gravement au prestige de Mussolini.

La visite d'Hitler est évoquée par le Consulat pour expliquer et justifier le manque de collaboration italienne. Les autorités suisses acceptent que l'Italie règle d'abord la question du voyage d'Hitler avant de s'intéresser aux requêtes concernant Viviani.

Même après la visite allemande, l'avocat Buonsignore se trouve dans une situation délicate et le 18 mai 1938 il n'a toujours pas pu se mettre en contact avec Viviani et ne sait pas où il se trouve¹⁶¹.

Dès lors qu'en juillet 1938 Leone est déféré au TSDS, le Consulat pense qu'il n'est plus stratégique de choisir Buonsignore, celui-ci ayant son bureau à Milan. Il conseille donc de chercher un avocat à Rome, afin d'avoir un accès plus aisé aux documents :

« In quanto all'avv. Buonsignore e visto che il processo dovrà aver luogo davanti al Tribunale Speciale di Roma, egli consiglia di esaminare se non sia il caso di affidare la difesa all'avvocato della nostra Legazione a Roma stesso, il quale avrebbe maggiori possibilità di esaminare gli atti, terminata che sarà l'istitutoria contro Suo figlio »¹⁶².

En effet, selon les dispositions du Code de procédure pénale italien, la nomination d'un avocat, sa prise de contact avec son client et l'examen des actes du dossier ne peuvent avoir lieu qu'une fois l'instruction close et les interrogatoires terminés.

De plus, trouver un avocat qui défende une personne accusée d'actes criminels contre l'Etat est une tâche fastidieuse, d'autant plus si des honoraires généreux ne sont pas

¹⁵⁹ AF, E2001/D, 1000/1553.

¹⁶⁰ MUSIEDLAK Didier, *Parlementaires en chemise noire. Italie 1922-1943*, Presses universitaires de Franche-Comté, Besançon, 2007, p.322.

¹⁶¹ « Anche l'Avv. Buonsignore, nell'esecuzione del suo mandato di patrocinatore, si è rivolto ripetutamente alle E. Questura, ma non ebbe neppure lui, nè notizie, nè il permesso di colloquio con l'arrestato ». AF, E2001/D, 1000/1553.

¹⁶² *Idem*, 25.07.1938.

avancés¹⁶³. Aldo Viviani n'est pas en mesure d'anticiper les frais d'un homme de loi qui pourrait offrir une meilleure défense à son fils :

« [...] non mi è possibile sopportare le spese del patrocinio legale per mio figlio Leone, dato l'importo troppo elevato. Vorrei tuttavia sperare che, come il patrocinio legale gratuito vale sul territorio svizzero per tutti che non possono sopportare le spese dello stesso, tale gratuità possa esistere anche nel caso di Svizzeri costretti a chiedere una difesa in territorio estero. Non credo che un cittadino svizzero possa essere abbandonato all'estero al suo destino, solo perchè non ha mezzi sufficienti alla sua difesa legale »¹⁶⁴.

La Légation Suisse à Rome rétorque le 22 septembre que la famille Viviani a, selon elle, les moyens pour financer un avocat :

« Va da se che non si tratta di abbandonare il figlio Viviani al suo destino perché non avrebbe mezzi sufficienti per sopportare le spese indicate [...] Il patrocinio gratuito è ammesso nei casi dove l'imputato e la sua famiglia non hanno nessun mezzo di sussistenza. Visto che il giovane Viviani intraprendeva dei viaggi in Italia, possiamo pensare che i suoi saranno in grado di raccogliere qualche centinaia di franchi per questa difesa»¹⁶⁵.

La Légation apprend à Aldo Viviani que la défense peut se faire par un avocat nommé d'office par le Tribunal si la famille n'a pas les moyens financiers :

« Pero è naturale che il TS designa un difensore d'ufficio, il quale, terminata l'istruzione, può prendere visione dell'incertamento e preparare la difesa. Possiamo, per il tramite dei nostri legali di fiducia, informarci del nome di questo difensore ed indicargli l'interesse col quale il Consolato generale segue questo caso. E evidente che se si può far intravedere all'avvocato designato dal Tribunale che la famiglia contribuirà a qualche spesa e remunerazione, diciamo fra 1000 e 2000 lire, ciò favorirà molto la causa dell'imputato. [...] Quando indicavamo la cifra di 2000 a 3000 lire, pensavamo non ad un avvocato designato di ufficio, ma al caso dove la famiglia vorrebbe affidare gli interessi del Leone Viviani ad un penalista specialista di prim'ordine »¹⁶⁶.

¹⁶³ « Il Consolato generale saprà certo che particolarmente in casi delicati come il presente non si trovano avvocati disposti ad assumere spontaneamente la difesa dei sudditi stranieri fermati sotto gravi sospetti davanti al Tribunale Speciale senza onorari ed anticipo », propos de la Légation de Suisse à Rome, AF, E2001/D, 1000/1553, *idem*.

¹⁶⁴ *Idem*, 10.09.1938, Aldo Viviani écrit au Consulat.

¹⁶⁵ *Idem*, 22.09.1938.

¹⁶⁶ *Idem*, 22.09.1938.

La situation financière de la famille étant précaire¹⁶⁷, contrairement à ce que prétendent les autorités suisses, les Viviani doivent se résoudre à un avocat nommé d'office, ce que Felscher de la Légation de Suisse à Rome transmet au Département politique fédéral :

« [...] notre Consulat général à Milan nous a fait savoir que le père de ce détenu n'était pas en mesure d'assurer les frais de paiement des honoraires d'un défenseur pour son fils. Il s'agissait donc de faire désigner pour Viviani un avocat d'office »¹⁶⁸.

Antonio Gabrieli est l'avocat nommé d'office. La Légation lui remet comme avance sur honoraire la somme de 100 liras reçus de Suisse de la famille Viviani¹⁶⁹. Felscher déclare qu'il devra certainement se contenter de ce maigre apport financier :

« Non sappiamo se la famiglia Viviani potrà far seguire altri acconti a questo. L'avv. Gabrieli si convincerà però che questa famiglia è animata dalla migliore volontà e non mancherà certamente, se appena ne avrà la possibilità, di ricompensarlo interamente »¹⁷⁰.

En effet, ces 100 liras sont les seules envoyées par Aldo Viviani à l'avocat Gabrieli. Toutefois la défense par un avocat quel qu'il soit¹⁷¹ est plus un soutien moral à la famille et à l'accusé qu'un réel outil pour orienter dans leur décision les juges du Tribunal fasciste.

Dans la deuxième partie de notre travail nous observerons que le poids de la défense par un avocat est mineur¹⁷². Les interrogatoires et les sentences de la commission d'enquête du

¹⁶⁷ Dans une lettre à Motta, Angiolina Viviani explique la situation précaire dans laquelle la famille se trouve : « La mia famiglia si trova oggi in uno stato di disagio finanziario e spirituale indescrivibile. L'incertezza sulla sorte del figlio Leone, già da oltre sei mesi imprigionato senza una prospettiva di una decisione prossima, è accompagnata, infatti, dal danno finanziario. Il padre è un semplice calzolaio con un reddito quindi incerto e limitatissimo data la concorrenza dei grandi calzaturifici e la crisi che colpisce i consumatori. E situazione a Lei nota tant'è che la stessa Autorità Federale ha dovuto intervenire in favore degli artigiani calzolai. Il figlio maggiore dopo una disoccupazione complessivamente di alcuni anni, si è sposato appena dopo trovata occupazione e ora ha la sua famiglia da mantenere. Non è quindi di nessun aiuto ai genitori. Anzi... La figlia va ancora alla scuola professionale, e tale scuola costa, seppur proporzionalmente non molto. Vi è infine il bambino più piccolo. Il figlio Leone era l'unico guadagno limitato ma continuo, costante, sul quale la famiglia poteva fare un assegnamento. Col suo arresto questo guadagno è venuto a mancare, non solo, ma dobbiamo pure ogni tanto inviargli qualche cosa per i suoi bisogni, oltre le spese per biancheria, ecc. Come continuare in questa situazione ? », AF, E2001/D, 1000/1553, 10.10.1938.

¹⁶⁸ *Idem*, 10.10.1938, lettre de la Légation au Département politique

¹⁶⁹ Le 05.11.1938, les avocats Mario et Natale Rusca de Lugano font parvenir au Département politique les 100 liras pour l'avocat Gabrieli à Rome, *idem*.

¹⁷⁰ *Idem*, 11.11.1938, lettre de Felscher (Département politique) à la Légation de Suisse.

¹⁷¹ Le Département politique par la plume de Felscher affirme que Gabrieli est un « ottimo avvocato, a noi noto per avere in altre occasioni difeso con buon esito altri nostri compatrioti », AF, E2001/D, 1000/1553, 08.02.1939, lettre du Département politique à Aldo Viviani.

¹⁷² LS, dans l'article du 3 septembre 1943 décrit la défense au procès de Viviani par son avocat de la manière suivante: « L'avvocato difensore parla, ma i giudici fumano, chiacchierano, non l'ascoltano, si fanno passare i giornali del mattino, prestano orecchi ai pettegolezzi della città, che un compiacente e ben informato collega ha portati ». Les propos de LS sont certainement quelque peu excessifs, mais symbolisent le rôle superficiel de l'avocat face au Tribunal fasciste.

Tribunal ayant déjà été fournis, l'avocat ne peut revenir sur les aveux de son client. De plus, au procès Leone Viviani confirme ses délits et affirme ne pas se repentir.

Deuxième partie

Leone Viviani face au Régime fasciste : le procès, les années de prison et la libération

Chapitre 4

La confrontation avec le Tribunal Spécial pour la Défense de l'Etat

Le 24 janvier 1939 à Rome, dans l'aula IV du Palais de Justice, le Tribunal Spécial rend sa sentence. Après 9 mois et demi de détention provisoire dans la prison judiciaire de Milan, Leone Viviani apprend enfin quel sort le Régime fasciste lui réserve.

Les accusations exactes envers Leone Viviani sont d'avoir :

« in Milano, sino all'aprile 1938 XVI, partecipato ad una associazione diretta a sovvertire violentemente gli ordinamenti economici e sociali costituiti nello Stato. art. 270, capov. 3 C.P.,

in Milano ed all'estero sino all'aprile 1938 XVI, promosso, costituito, organizzato e diretto in coalizione con vari gruppi sovversivi e antinazionali, una associazione avente il fine di commettere fatti diretti a mutare la forma del Governo con mezzi non consentiti dall'ordinamento costituzionale dello Stato. art. 305, capov.2 C.P.,

in Milano, sino all'aprile 1938 XVI, costituito, organizzato e diretto una associazione diretta a sovvertire violentemente gli ordinamenti economici e sociali costituiti nello Stato. art. 110=270 C.P.,

in Milano, sino all'aprile 1938 XVI, fatto propaganda per il sovvertimento violento degli ordinamenti economici e sociali costituiti nello Stato. art. 110=272 C.P. »¹⁷³.

Leone Viviani écope ainsi d'une peine cumulée de 12 ans de prison : 5 ans pour avoir promu, constitué, organisé et dirigé en collaboration avec différents groupes, une association ayant pour but de commettre des actes dirigés à changer la forme du gouvernement. A cela s'ajoutent 5 années pour avoir constitué, organisé et dirigé une association ayant pour but de subvertir violemment les ordres économiques et sociaux de l'Etat, une année de prison pour avoir participé à celle-ci, et une année pour avoir fait de la propagande subversive.

Leone Viviani, de par les allégations qu'il donne durant les interrogatoires, avoue sa participation au groupe en tant que simple coursier mais ne semble pas être un élément central du groupe. Cette peine est donc particulièrement lourde et les chefs d'accusation s'accumulent alors que l'intitulé des délits est à peu de choses près le même.

Une condamnation considérable certes, mais concordante avec la réputation du TSDS. Ce dernier est un « tribunal exceptionnel », dans le sens qu'il viole les droits qu'un appareil judiciaire ordinaire offre à ses citoyens. La Constitution italienne (Statut albertin), datant de

¹⁷³ ACS, MI, TSDS, procès, b.608.

1848, interdit la formation d'un Tribunal spécial¹⁷⁴. Selon le Statut albertin, tout citoyen a droit à ce que sa cause soit jugée de manière impartiale et égale, par une autorité compétente.

Le TSDS est composé de militaires et non de juges formés en tant que tels : ce sont 5 officiers de la milice volontaire pour la sécurité nationale, plus connus sous le nom de « camicie nere », ayant acquis au minimum le grade de consul, qui occupent le rôle de juges. Le président du Tribunal est un général des forces armées. Il va sans dire que ces hommes ne possèdent aucune formation de droit.

Autre spécialité du Tribunal fasciste, aucune liberté provisoire ni aucun recours après procès ne sont permis. Ce qui amena le sénateur Alberto Bergamini (1871-1962), lors de la discussion au Sénat au sujet de la loi du 25 novembre 1926 (provvedimenti per la difesa dello Stato), à affirmer que « la denegazione del diritto a ricorso sconvolgeva la tradizione giuridica che era gloria della nostra civiltà »¹⁷⁵.

Les procès sont rapides, et même « spicciativi, portati alla carlona e precipitosamente conclusi fra strepitose battute di stivaloni speronati e grotteschi saluti romani al vento »¹⁷⁶. La littérature au sujet du TSDS en dresse un portrait digne d'une sombre comédie, où l'issue réservée aux accusés est connue d'avance.

Leur défense est la plupart du temps une mascarade. Les accusés, souvent d'origine modeste¹⁷⁷, ont droit à un avocat nommé d'office. Le TSDS en possédait un « stock », qu'il réutilisait pour les différents procès, et les avocats avaient horreur de cette charge¹⁷⁸.

Le fait également que les verdicts du TSDS étaient quasiment donnés d'avance ne motivait pas les avocats à élaborer une défense complexe. Umberto Terracini parle d'« avvocati rannichiati in toga al banco della difesa »¹⁷⁹, lesquels font plus acte de présence qu'un réel travail de défense.

Une autre explication du manque de motivation des avocats à intercéder en faveur de leur client est le fait que la majorité des antifascistes ne veut pas se défendre face à de tels juges. Ils perçoivent souvent leur action comme un geste noble qu'ils ne renient point. Leone Viviani, suivant cette logique, avoue ne pas regretter son acte.

¹⁷⁴ « Niuno può essere distolto dai suoi giudici naturali. Non potranno perciò essere creati tribunali o commissioni straordinarie », art. 25 de la Constitution italienne.

¹⁷⁵ SALVATORELLI Luigi, MIRA Giovanni, *Storia d'Italia nel periodo fascista, op. cit.*, p.361.

¹⁷⁶ DAL PONT Adriano, LEONETTI Alfonso, MAIELLO Pasquale, ZOCCHI Lino, *Aula IV. Tutti i processi del Tribunale Speciale fascista, op. cit.*, p. 8.

¹⁷⁷ Selon les chiffres de DAL PONT Adriano, LEONETTI Alfonso, MAIELLO Pasquale, ZOCCHI Lino, *idem*, la grande majorité sont ouvriers, artisans ou paysans. Voir graphique en annexe p. 102.

¹⁷⁸ « Il maggior numero degli avvocati di Roma rifuggivano dall'incarico che reputavano discordevole alla loro dignità professionale e al loro decoro, indipendentemente dalle loro opinioni politiche. », *idem.*, p.8.

¹⁷⁹ Introduction d'Umberto Terracini à DAL PONT Adriano, LEONETTI Alfonso, MAIELLO Pasquale, ZOCCHI Lino, *idem*, p.8.

L'analyse du procès et des interrogatoires nous permet de pénétrer dans le groupe antifasciste auquel appartenait Viviani. Nous utiliserons le rapport de la Commission d'enquête de la police politique et les interrogatoires de Viviani afin de connaître qui sont les présumés coupables au côté de Leone.

Il faut avoir à l'esprit que le contenu de ces sources est le travail de la police fasciste et que de ce fait il doit être lu avec prudence. Il n'est pas impossible que les agents en charge de l'affaire manipulent parfois les aveux des accusés afin d'obtenir ce qu'ils en attendent. Ces sources sont à traiter avec précaution et il faut faire avec un manque d'objectivité certain¹⁸⁰.

I. L'organisation et les rôles de chacun des accusés

La police politique, en arrêtant Leone Viviani et les deux autres personnes présentes sur la place Tonoli à Milan, veut démanteler tout un groupe d'opposants au fascisme. Pour ce faire, elle procède à un premier interrogatoire de Viviani, de Pollastri et de Vallini, afin de permettre des arrestations rapides avant que la nouvelle de leur capture ne soit divulguée. Grâce aux aveux obtenus, la police politique arrête 12 personnes les jours suivants le 10 avril, ce qui porte à 15 le nombre d'accusés dans l'affaire : Antonio Greppi, Bruno Ansalone, Giuseppe Colombini, Giuseppe Faravelli, Anita Lanati, Carlo Pecorari, Lino Pietra, Carlo Pietranera, Roberto Pollastri, Francesco Riccardi, Carlo Rossi, Agenore Vallini, Carlo Valfrè, Walter Vezzalini et Leone Viviani. Qui sont les compagnons d'infortune de Viviani et quel est leur rôle dans le groupe antifasciste ?

A. Présentation des co-accusés

Roberto Pollastri, né le 10 novembre 1905 à Milan, est arrêté le 10 avril en compagnie de Viviani sur la place Tonoli, alors que ce dernier s'apprête à lui remettre le livre « Anime in pena ». Lors des interrogatoires, Pollastri confesse sa culpabilité, en avouant qu'il est une « *figura di primo piano nella organizzazione socialista milanese* »¹⁸¹ et affirme avoir travaillé pour le parti socialiste depuis 1935, en accord avec Faravelli¹⁸².

¹⁸⁰ Les interrogatoires de Leone Viviani, le rapport de la Commission d'enquête de novembre 1938 ainsi que le procès du 24 janvier 1939 se trouvent dans les annexes, pp. 103-123.

¹⁸¹ ACS, MI, divisione polizia politica, procedimento penale, F.6463.

¹⁸² Ces propos sont ceux retrouvés dans le procès-verbal de la Commission d'enquête de la police italienne. Nous précisons ici que, comme abordé dans le bilan historiographique, nous n'avons trouvé aucune étude sur les méthodes d'interrogatoires de la police fasciste. Nous ne savons donc pas comment les aveux sont récoltés ni s'ils sont fidèles aux propos des accusés. Ici, comme dans toute cette partie du travail, il faut entendre les aveux des accusés avec la précaution de rigueur.

Pollastri a déjà été condamné à 3 ans de prison pour passage de journaux subversifs depuis la Suisse¹⁸³, mais il a été libéré en 1936 suite à une amnistie.

Dès sa sortie de prison, Pollastri reprend contact avec Faravelli¹⁸⁴ qui lui présente Walter Galletti, surnommé Tommasi, citoyen suisse dont nous reparlerons. La mission de Pollastri, selon ses aveux, lui est confiée par Tommasi: organiser un « groupe autonome » et un réseau permettant l'acheminement de journaux et de correspondance depuis l'étranger. La plus importante mission que le centre socialiste décide de lui confier est celle contenue dans le texte caché du livre « Anime in pena », c'est-à-dire prendre contact avec le centre interne du parti socialiste en Italie pour organiser une manifestation antifasciste lors de la venue d'Hitler en Italie¹⁸⁵. Les aveux de Pollastri, retranscrits dans le rapport de la Commission d'enquête, nous apprennent l'existence d'un centre interne du parti socialiste en Italie dont le chef serait Greppi. La Commission d'enquête affirme que :

*« La posizione del Pollastri, il quale, pure avendo ricevuto ed assunto importanti incarichi organizzativi e di propaganda, fino al punto da costituire un « gruppo autonomo » di socialisti, non rappresentava il centro interno, il quale stava al di sopra di lui, ed era impersonato dal predetto avvocato Greppi »*¹⁸⁶.

D'après les déclarations de Viviani sur Pollastri, ce dernier serait le chef du mouvement à Milan, puisque c'est à lui que Leone apporte les journaux et la correspondance :

*« Se dovessi esprimere una opinione, direi, per quanto di mia conoscenza, che capeggiatore del movimento a Milano fosse il Pollastri, come l'unico che ricevesse, almeno per tramite mio e del Luigi, corrispondenza simpatizzata, materiale di propaganda e simili »*¹⁸⁷.

Viviani ajoute que Pollastri recevait mensuellement 500 liras et qu'une fois, les frais d'une hospitalisation lui avaient été remboursés, ce qui montre l'importance du personnage dans le groupe de Milan. Viviani ajoute encore que :

*« Il Pollastri era poi considerato elemento molto attivo e si sapeva per certo di suoi contatti con un gruppo antifascista, non troppo numeroso, ma ben organizzato »*¹⁸⁸.

¹⁸³ Lors de l'arrestation qui voit Pollastri se faire emprisonner, Marco Riccardi, frère de Francesco Riccardi accusé dans le procès qui nous intéresse, est tué par la police fasciste.

¹⁸⁴ « Non tardò a riallacciare i suoi rapporti con Faravelli », ACS, MI, divisione polizia politica, procedimento penale, F.6463.

¹⁸⁵ Voir texte entier pp. 66-67.

¹⁸⁶ MI, divisione polizia politica, procedimento penale, F.6463.

¹⁸⁷ Interrogatoire du 11.04.1938, *idem*.

Le TSDS, lors du procès, fait porter la responsabilité du groupe de Milan à Pollastri, n'ayant pas réussi à prouver la culpabilité d'Antonio Greppi :

« Il Pollastri [...] era il dirigente locale di Milano dell'organizzazione, ed aveva costituito, per incarico del Faravelli, un gruppo cosiddetto autonomo »¹⁸⁹.

Roberto Pollastri est alors condamné à 18 ans et 10 mois de prison, une peine plus dure que les autres accusés, également car Pollastri est un récidiviste.

L'avocat Antonio Greppi, né en 1894 à Angera (Varese), est soupçonné par la police italienne d'être la tête pensante du groupe socialiste à Milan. Il se fait arrêter chez lui le 11 avril 1938 à la suite de la dénonciation de Pollastri, qui affirme dans son interrogatoire que :

« Il Tommasi mi parlò poi di certo avvocato Greppi di Milano, col quale avrei dovuto prendere contatto, non prima del 15 corrente, per riceverne istruzioni inerenti al movimento del partito socialista, i mezzi neccessitanti per il prosiego del mio lavoro, ed anche per collegamenti con altri partecipanti alla organizzazione »¹⁹⁰.

Greppi est dénoncé par Pollastri comme étant le chef du centre interne de Milan¹⁹¹ vers qui il aurait dû se rendre afin d'avoir des instructions plus précises sur la mission proposée dans le livre apporté par Viviani, ceci pas avant le 15 avril, laissant ainsi le temps à Pollastri de se concerter avec les membres de son groupe.

Dans un premier temps, la culpabilité de Greppi ne fait pas de doute, la commission d'enquête le décrivant comme un

« socialista ambizioso e fanatico, ex direttore del periodico « Libertà » e collaboratore del soppresso giornale « Giustizia », sul quale sottoscrisse, spavaldamente, a suo tempo, insieme ad altri, per la erezione di un monumento a Giacomo Matteotti »¹⁹².

Les déclarations de Leone Viviani viennent soutenir l'accusation de Pollastri, sans qu'il ne cite le nom de Greppi. Le Tessinois, dans son interrogatoire du 13 avril, avoue avoir effectué un voyage à Milan le 3 avril 1938 pour porter à Anita Lanati-Bensi une somme de 2000 lires, destinée à Selica Geminelli, veuve d'un combattant mort en Espagne. Anita Lanati aurait confié à Leone Viviani qu'elle aurait recours à un avocat pour remettre cette somme à

¹⁸⁸ ACS, MI, divisione polizia politica, procedimento penale, F.6463.

¹⁸⁹ *Idem.*

¹⁹⁰ *Idem.*

¹⁹¹ « centro che secondo ebbe a confidargli il Tommasi era rappresentato dall'avvocato Greppi, avente studio a Milano », *idem.*

¹⁹² *Idem.*

Geminelli, afin de brouiller les pistes sur la provenance de cet argent¹⁹³. Leone Viviani ne se souvient pas du nom de l'avocat, mais la police fait immédiatement le lien avec Greppi.

Une autre « preuve » de l'implication de Greppi dans le groupe milanais est rapportée par Alessandra Petriconi¹⁹⁴, ex co-détenue d'Anita Lanati qui après sa libération livre à la police les informations révélées par Anita dans la cellule qu'elles partageaient.

Apprenant que l'avocat de Petriconi est Antonio Greppi et que ce dernier devait la rencontrer en prison¹⁹⁵, Anita Lanati se serait confiée à sa co-détenue et lui aurait avoué sa culpabilité, et par la-même, celle de Greppi¹⁹⁶.

La police trouve également une photo de Matteotti dans le porte-monnaie de Greppi, et lors de son arrestation des photos de Faravelli sont découvertes à son domicile, autres preuves de sa culpabilité selon la police.

Greppi nie toutes les accusations des policiers, si bien que la commission d'enquête affirme à ce sujet que

« la negativa del Greppi, pertanto, non ha alcun valore, non soltanto per un motivo sostanziale, ma anche in relazione al contegno che egli ha mantenuto in ogni fase degli interrogatori, cui è stato sottoposto ; contegno assolutamente passivo, ben diverso che normalmente si riscontra in persona che si sente accusata senza fondamento, e che legittimamente reagisce per gridare la propria innocenza. Il Greppi nulla di ciò ha fatto »¹⁹⁷.

Grâce à sa subtilité d'avocat¹⁹⁸, Greppi est acquitté par le Tribunal. En effet, Pollastri avoue qu'il aurait dû prendre contact avec lui le 15 avril. En conséquence, au moment de l'arrestation de Greppi le 11 avril, aucune rencontre entre les deux hommes n'a encore eu lieu,

¹⁹³ « Come ora mi viene dato di ricordare, le lire 2000, da me recapitate alla predetta donna e destinate alla Selica Geminelli, dovevano essere consegnate dalla Bensi ad « un avvocato », che avrebbe provveduto all'ulteriore invio. E ciò perchè la rimessa di denaro non destasse dei sospetti ; difatti l'avvocato avrebbe fatto figurare quella somma come proveniente da un lascito o da un risarcimento di spese. Insomma si sarebbe mascherata la vera origine della rimessa. La circostanza dell'avvocato l'appresi incidentalmente a seguito di una indiscrezione della Bensi, la quale me ne fece anche il nome, che non mi vien dato assolutamente di ricordare », interrogatoire du 13.04.1938 de Viviani, ACS, MI, divisione polizia politica, procedimento penale, F.6463.

¹⁹⁴ Alessandra Petriconi est arrêtée en avril 1938 pour un vol, dont elle est par la suite blanchie. Durant sa détention à la prison judiciaire de Milan elle partage sa cellule avec Anita Lanati-Bensi.

¹⁹⁵ Entretien qui ne pût jamais avoir lieu car Antonio Greppi se fait arrêter le 11.04.1938.

¹⁹⁶ « La pregò, difatti, in forma riservatissima, di interessare l'avvocato Greppi ad avvicinare i propri famigliari e chiedere loro notizie circa l'invio di una certa somma di denaro ad una donna il cui figlio o fratello era morto in Spagna. Qualora la somma non fosse stata già consegnata, occorreva trattenerla, oppure istruire opportunamente la destinataria, a scampo di reponsabilità. La Bensi fece poi intendere alla Petriconi che il Greppi doveva essere già al corrente della cosa, e che la persona incaricata della rimessa del denaro, era un amico dello stesso », ACS, MI, divisione polizia politica, procedimento penale, F.6463.

¹⁹⁷ *Idem.*

¹⁹⁸ La Commission d'enquête affirme que Greppi est un homme «adusato ai sottili dibattiti giudiziari», *idem.*

et c'est sur ce détail que l'avocat justifie son innocence. Faute de preuves, la Commission d'enquête le libère :

« Quanto ad altri deboli elementi che sembravano concorrere a corroborare l'accusa contro il Greppi, le verosimili spiegazioni fornite da costui e gli accertamenti compiuti ne dimostrano sufficientemente la irrilevanza. Non rimanendo, così, a carico del Greppi, alcun elemento probatorio, la Commissione ritiene di doverlo prosciogliere per non aver commesso il fatto »¹⁹⁹.

Anita Lanati est née en 1899 a Castana (Pavie), elle fût l'épouse du célèbre socialiste Giovanni Bensi, ex secrétaire général de la Confédération générale du travail à Milan, décédé à Paris. Elle est arrêtée le 10 avril, suite aux dénonciations de Viviani qui explique dans son interrogatoire venir la trouver à Milan pour lui amener de la correspondance secrète ou des journaux subversifs. Viviani lui attribue un poids certain dans le groupe de Milan :

« Mi risulta però che costei si occupava della organizzazione del movimento socialista di Milano, secondo le istruzioni e le direttive che a mio mezzo le facevano pervenire sia il Faravelli che il Pellegrini. Tanto vero che diverse volte io le portai personalmente delle lettere riservatissime, che appunto come tali non potevano esserle inviate con altri mezzi. Si trattava per lo più di buste chiuse [...]. Sul conto di costei, mi risulta che, fra l'altro, si occupava di segnalare al partito elementi disposti ad allacciare rapporti con l'estero, di informare il « centro estero » delle attitudini di costoro ed anche della indagine su gli eventuali nominativi che le venivano segnalati di fuori come di persone con le quali il « centro » stesso intendeva stabilire dei collegamenti. Tutto ciò, per la profonda conoscenza che la Bensi aveva dell'ambiente milanese, per essere stata moglie di uno dei capi del socialismo italiano »²⁰⁰.

Anita Lanati-Bensi nie toutes les accusations de Viviani, en le traitant de menteur²⁰¹. Alessandra Petriconi déclare pourtant que sa compagne de cellule lui aurait affirmé que

« le dichiarazioni fatte a suo carico dallo Svizzero Viviani, e contestate dai Funzionari inquirenti, erano di una esattezza impressionante »²⁰².

Leone Viviani avoue lui avoir amené des sommes d'argent, des enveloppes fermées, des livres contenant des textes écrits avec de l'encre « sympathique »²⁰³. Le rôle d'Anita est encore précisé par Viviani :

¹⁹⁹ ACS, MI, divisione polizia politica, procedimento penale, F.6463.

²⁰⁰ Interrogatoire du 13.04.1938 de Viviani, *idem*.

²⁰¹ « La Lanati-Bensi non sa trovare argomenti più adatti per controbattere le accuse del Viviani, che quello di definire un mentitore », *idem*.

²⁰² *Idem*.

« Nella organizzazione del movimento socialista di Milano, per quanto mi è dato sapere, la Bensi non aveva raggiunto risultati degni di speciale rilievo e la sua attività era dal « centro estero » considerata come ancora isolata. Più che altro, essa ed i suoi familiari dovevano fungere da tramite fra il centro stesso ed altri elementi organizzati »²⁰⁴.

La déclaration de Leone Viviani est si claire et pertinente aux yeux du TSDS²⁰⁵, que malgré la négation de tous les délits attribués à Lanati, elle est condamnée à 7 ans de prison et à l'interdiction de travailler dans des offices publics pour une durée de 5 ans.

Agenore Vallini est arrêté à Milan le 10 avril, après que Viviani lui ait remis la valise contenant le matériel antifasciste. Né en 1906 à Boretto (Emilie-Romagne), il est convoyeur des journaux pour l'organisation de Pollastri. La police trouve chez Vallini un papier sur lequel est écrit un texte au crayon, de sa plume, commençant par « *disgusto sopra le resistenze* » et se terminant par « *neppure la caduta di Madrid non sarà la sconfitta* ». Indice « *indiscutibile del suo pensiero e della sua cooperazione* »²⁰⁶, selon les autorités, qui lui infligent 12 ans de prison.

Carlo Pietranera, né en 1905 à Milan, dénoncé par Pollastri et arrêté le 11 avril, sert de convoyeur pour acheminer la correspondance de l'organisation socialiste. Il a confessé « *pienamente* » avoir accepté la charge confiée par Pollastri, et avoué qu'il le connaissait bien. Il est condamné à 8 ans de prison.

Carlo Rossi, né en 1903 à Vigentino (Milan), arrêté le 15 avril, avoue faire partie du groupe de jeunes socialistes organisé par Pollastri. Le rôle de Rossi est d'acheminer la correspondance pour Pollastri. Lors de la fouille de son appartement, la police trouve un texte écrit de sa plume, une ébauche de lettre envoyée à Franco Riccardi, résidant en France, autre figure principale du groupe Pollastri, où il écrit les mots suivants : « *un mercato bestiale come questo poteva concepirlo soltanto quella bassa testina mille volte venduta, che continua a fare beffa dei nostri destini* »²⁰⁷, ce qui ajoute 5 ans de prison à sa peine, soit un total de 12 ans.

²⁰³ « Oltre alle lettere, cui ho già accennato, fui incaricato talvolta del recapito alla Bensi di alcuni libri, apparentemente innocui, che contenevano, come quello sequestratomi in occasione dell'arresto, scritti in simpatico », interrogatoire du 13.04.1938 de Viviani, ACS, MI, divisione polizia politica, procedimento penale, F.6463.

²⁰⁴ Interrogatoire du 13.04.1938 de Viviani, *idem*.

²⁰⁵ « Viene chiamata in causa dal Viviani Leone [...] con una precisazione ed una copia di particolari, che la negativa della Lanati non riesce davvero a smontare », *idem*.

²⁰⁶ *Idem*.

²⁰⁷ *Idem*.

Carlo Valfré, né en 1912 à Milan, arrêté le 15 avril, avoue avoir adhéré au groupe de jeunes socialistes constitué par Pollastri, qui le charge de trouver des prosélytes à la cause socialiste, en recrutant des personnes de son entourage. Il confesse avoir fréquenté le café Risveglio, avoir lu et reçu des journaux subversifs et s'être offert pour tenir au courant le groupe des nouvelles concernant les combattants rouges en Espagne qu'il réussirait à capter à la radio. Il est condamné à 4 ans de prison.

Walter Vezzalini, né en 1907 à Milan, arrêté le 16 avril, déclare avoir subi l'influence de Pollastri et de Franco Riccardi, qui l'incitent à entrer dans le groupe. Il reçoit de temps en temps des nouvelles et des communications de Riccardi, expatrié en France, qu'il transmet à Pollastri, sans en comprendre la vraie signification, et selon ses dires, lorsqu'il a des soupçons il invite Pollastri à ne plus le contacter. Il fréquente également le café Risveglio. Malgré le fait qu'il nie en partie son chef d'accusation, il écope de 3 ans de prison.

Carlo Pecorari, né en 1904 à Milan, arrêté le 19 avril, est condamné à 3 ans de prison. Il est impossible pour la police de prouver sa participation au groupe socialiste, bien qu'il soit l'ami de Pollastri, de Riccardi et de Vezzalini. Son arrestation fait suite au fait qu'il a transmis par écrit à Riccardi en France la nouvelle de l'emprisonnement de Pollastri, en le priant de s'abstenir d'écrire à Vezzalini, afin que la correspondance en provenance de France ne compromette sa position. Pecorari dit avoir appris par hasard l'arrestation de Pollastri, ce qui ne suffit pas à le faire acquitter, il est condamné à 3 ans de prison²⁰⁸.

Giuseppe Colombini, né en 1912 à Milan, nie en bloc les accusations qui lui sont faites. Il est arrêté le 15 avril suite à la dénonciation de Pietranera et de Pollastri. Il déclare n'avoir jamais fait de politique et est relaxé en novembre 1938. De même pour Bruno Ansalone, né en 1915 à Milan, et Lino Pietra, né en 1913 à Milan, qui nient et rejettent l'accusation de Pollastri à leur égard. Ils sont blanchis faute de preuves²⁰⁹.

Deux autres personnes sont accusées dans ce procès mais ne peuvent être jugées car elles sont en fugue en France. Il s'agit de Francesco Riccardi, frère de Marco Riccardi, tué en 1935 lors d'un conflit avec la force publique à la frontière de Côme, et de Giuseppe Faravelli, né à Broni (Pavie) en 1896.

Faravelli est sous le coup d'autres chefs d'accusation pour le même type d'activités, auxquels il échappe grâce à son exil en Suisse puis en France. Dans le procès qui nous

²⁰⁸ « La spiegazione del Pecorari non è convincente. Perciò, nonostante che, come accennato, non sia stato possibile raccogliere prove concrete a suo carico, resta la logica conclusione alla quale si può giungere, nel quadro generale della posizione e della attività degli arrestati, che anche il Pecorari appartenesse al movimento socialista colpito », ACS, MI, divisione polizia politica, procedimento penale, F.6463.

²⁰⁹ « Riguardo ad Ansalone, Colombini e Pietra, tutti negativi, non risultano elementi sufficienti o comunque tali da giustificare il loro rinvio a giudizio », *idem*.

occupe, le TSDS l'accuse de présider l'organisation depuis Paris, d'avoir organisé un groupe antifasciste à Lugano, et aussi d'avoir reconstruit le mouvement socialiste à Milan, en se servant d'intermédiaires comme Galletti ou Pollastri.

B. *Le rôle de Leone*

Les interrogatoires de Viviani par la police après son arrestation sont une aide précieuse pour mieux comprendre son rôle. Comment adhère-t-il au réseau ? Comment se mettent en place ses missions ? Qui lui donne les consignes ? Depuis combien de temps officie-t-il en tant que coursier ? C'est ce que nous allons apprendre, tout en ayant à l'esprit que Leone Viviani sélectionne certainement ses aveux. Mais nous y reviendrons plus loin.

Lors de son premier interrogatoire le 11 avril, Leone Viviani commence son récit en expliquant la rencontre qui fût le point de départ de son aventure en tant qu'activiste au service du groupe antifasciste. Il explique qu'il aurait connu Giuseppe Faravelli, ami de son père qui fréquentait souvent leur maison et que celui-ci apprenant en 1936 que Leone possédait une carte de frontière pour transiter en Italie lui aurait demandé d'introduire des lettres en Italie.

Leone accepte de rendre ce service à Faravelli et le dimanche principalement, il entreprend des trajets entre Lugano et Côme afin de poster des lettres, fermées et déjà munies d'un timbre, adressées à Milan et à Trieste. Leone Viviani ne se souvient pas exactement des noms inscrits sur les enveloppes. Toutefois il dit que :

« sebbene le lettere mi venissero consegnate chiuse, sapevo contenessero materiale e corrispondenza di natura antifascista »²¹⁰.

En échange Faravelli lui rembourse le trajet avec *« una certa larghezza »²¹¹*. Après une dizaine de voyages, Leone poste également des lettres à Milan. Il explique qu'après environ une année de services rendus à Faravelli, ce dernier déménage de Lugano à Paris, si bien qu'il n'a plus de contact avec lui et qu'il reste *« inoperoso »* pour quelques mois.

Il recommence à voyager, cette fois pour Piero Pellegrini, qu'il décrit comme *« amico e compagno di fede del Faravalli »²¹²*. Egalement habitué de la maison paternelle, Pellegrini a été mis au courant par Faravelli du travail de coursier effectué par Leone.

Très vite, le jeune Tessinois est chargé d'une autre mission, plus périlleuse :

²¹⁰ Interrogatoire du 11.04.1938, ACS, MI, divisione polizia politica, procedimento penale, F.6463.

²¹¹ *Idem.*

²¹² *Idem.*

« Per conto del Pellegrini, di questi viaggi ne feci due o tre al massimo, perchè, verso i primi del corrente anno, fui da lui incaricato della introduzione di materiale di propaganda fascista, come libri, opuscoli, giornali e simili »²¹³.

Viviani dit s'être rendu à Milan aux environs du mois de janvier 1938 accompagné d'un jeune homme que Pellegrini lui avait présenté peu avant, prénommé Luigi²¹⁴, afin d'y rencontrer Roberto Pollastri. Luigi précise à Leone durant le voyage en train que Pollastri est la personne de contact pour ses futures missions d'introduction de matériel clandestin en Italie. Viviani ajoute qu'il n'a jamais revu ce Luigi²¹⁵ et qu'il rentre seul chez lui à Lugano en train le soir même.

Lors du deuxième interrogatoire, Viviani revient sur ses aveux :

« Il Pellegrini è una figura di secondo piano il nome del quale bisognava fare per non scoprire il Tommasi. Il Pellegrini, inoltre, non si occupa che di questioni che hanno stretta attinenza alla sua qualità di redattore del giornale antifascista « Libera Stampa », e per giunta non ha contatti per cose politiche col Galletti, pur essendo suo amico »²¹⁶.

Viviani exprime que :

« le circostanze e l'attività fin qui da me attribuite al Pellegrini devono intendersi attribuite invece al Galletti »²¹⁷.

Galletti endosse dès lors la responsabilité de l'organisation de Lugano et le nom de Pellegrini perd de l'importance. Leone Viviani explique que le jeune Luigi, dont il a parlé dans son premier interrogatoire, en affirmant ne l'avoir jamais revu, est en réalité un personnage de première importance et qu'il s'agit de Walter Galletti, alias Tommasi. Citoyen suisse, il est responsable du centre de Lugano, remplaçant de Faravelli pour le Tessin²¹⁸, et c'est lui qui attribue les missions à Viviani.

²¹³ Interrogatoire du 11.04.1938, ACS, MI, divisione polizia politica, procedimento penale, F.6463.

²¹⁴ Viviani décrit ainsi Luigi: « Ha 25 anni circa, statura piuttosto alta, corporatura media, capelli biondi, viso tondo o quasi, sbarbato, vestito decentemente, dall'aspetto di impiegato, probabilmente cittadino svizzero e che dovrebbe essere delle parti di Locarno o Bellinzona, non avendolo mai visto a Lugano ed anche perché la sua presentazione ebbe luogo sul treno che, proveniente da Bellinzona, ci condusse a Milano », *idem*.

²¹⁵ « Aggiungo che detta persona non l'ho più rivista da quella domenica », interrogatoire du 11.04.1938 de Viviani, *idem*.

²¹⁶ Interrogatoire du 13.04.1938 de Viviani, *idem*.

²¹⁷ *Idem*.

²¹⁸ « Ritengo che il Galletti sia il compilatore degli scritti in simpatico da me introdotti nel Regno, perché una volta mi disse di non avere avuto il tempo di scrivere. Quanto al materiale, gli perveniva, come le direttive di lavoro, da Parigi ed a inviarlo era certamente il Faravelli », *idem*.

Un dimanche du mois de février 1938, Viviani se rend à un nouveau rendez-vous avec Pollastri à Milan, qui lui présente Agenore Vallini. Cette rencontre a pour but de présenter à Viviani l'homme à qui doit être remis le matériel clandestin.

Lors de ses voyages à Milan, Viviani doit également se rendre auprès de la famille Lanati. Le 3 avril 1938²¹⁹ il leur apporte une enveloppe fermée, contenant la somme de 2'000 liras, subside destiné à une veuve dont le mari est mort en Espagne.

Quant à son dernier voyage le 10 avril, Leone explique avoir reçu le vendredi 8 avril, des instructions de Pellegrini²²⁰ : il s'agit de transporter cinq ou six livres et opuscules, qui lui seront donnés à Ponte Tresa par un contrebandier. Pellegrini lui transmet également le petit livre « Anime in pena », qu'il devra transmettre à Pollastri à son arrivée à Milan. Leone affirme ne pas savoir que dans ce livre se trouve un texte illisible. Pellegrini lui explique qu'à 11 heures, le dimanche 10 avril, il doit retrouver Roberto Pollastri et Agenore Vallini à la Place Tonoli.

Leone traverse donc la frontière à Ponte Tresa à 7h30 environ le 10 avril, où il se rend sur la voie du train pour Varese. Là il est approché, comme prévu, par un jeune²²¹. L'homme lui donne deux « *pacchi, già confezionati* » qu'il met dans sa valise. Avec ce matériel, Leone se dirige à Milan, où il rencontre Vallini, afin de lui remettre la valise. Avant d'avoir eu le temps de donner le livre « Anime in pena » à Pollastri et la somme de 300 liras, il se fait arrêter par la police²²².

II. Les interrogatoires de la police politique

Durant les interrogatoires de la police, Leone Viviani livre des aveux nombreux et précis sur ses compagnons, particulièrement sur Anita Lanati-Bensi et sur Walter Galletti, ce qui permet de soulever de nombreux questionnements : pourquoi Leone Viviani dénonce-t-il ses camarades ? Le Tribunal lui a-t-il promis une réduction de peine ou alors un traitement de faveur s'il avoue et donne des noms ? Est-il torturé ?

Pollastri dénonce également ses compagnons. Qu'est-ce qui motive ces audacieux antifascistes, volontaires dans leurs missions, à accuser leur propres frères spirituels ? De prime abord, on s'attendrait au mutisme des accusés.

²¹⁹ C'est-à-dire la semaine précédent son arrestation.

²²⁰ Leone l'explique dans son premier interrogatoire, où il attribue encore la responsabilité de ses missions à Pellegrini. Dans son deuxième interrogatoire, il revient sur ses propos et avoue qu'il s'agit en réalité de Galletti, il faut comprendre ici et dans tout ce paragraphe Galletti, et non plus Pellegrini.

²²¹ « giovane sulla trentina, statura media, robusto vestito alla sport con pantaloni alla zuava, mai visto prima d'allora », interrogatoire du 11.04.1938, ACS, MI, divisione polizia politica, procedimento penale, F.6463.

²²² « al quale non feci a tempo a consegnare il libretto ed il denaro, che custodivo sulla persona », *idem*.

Libera Stampa insiste sur le silence de ce dernier lors des interrogatoires :

« *Di tanto in tanto un interrogatorio. Inutile, poiché Leone non risponde. Si preme su di lui psicologicamente e, delle volte, materialmente. Ma anche ciò è inutile. Non parla. Un combattente della libertà non tradisce le proprie idee. D'altronde sa cosa lo aspetta e sarebbe inopportuno e illogico preparare con le proprie parole, con gli indizi che egli può dare alla sua stessa sentenza. Sentenza che, d'altra parte, non può mutare, non può aggravare, non può che rendere più aspra e più cattiva nella sua grande ingiustizia* »²²³.

A son retour au Tessin en septembre 1943, *Libera Stampa* recueille le témoignage de Viviani, qui affirme avoir été fidèle à sa conviction antifasciste, et n'avoir pas cédé à la trahison ou à la délation.

Si les accusations de Leone envers ses compagnons sont saisissantes, on ne peut connaître ce que Viviani tait à la police afin de protéger le réseau antifasciste. Leone Viviani sélectionne-t-il ses aveux en mesurant la portée de ses griefs ?

Il subit cinq interrogatoires : quatre très rapidement après son arrestation, les 11, 13, 23 et 26 avril 1938, un dernier quelques mois plus tard, le 8 juillet. De tous les accusés, il est celui qui est le plus interrogé : soit pour le côté prolix de ses aveux, soit à l'opposé, à cause de sa réserve à livrer les détails qui intéressent la police²²⁴.

A. *Leone Viviani dénonce*

Dans son premier interrogatoire, le 11 avril, le Tessinois retrace son parcours en tant qu'antifasciste. Il dénonce Faravelli et Pellegrini, comme étant les responsables de son activité au sein du groupe. Il évoque un certain Luigi avec qui il a effectué un trajet jusqu'à Milan afin d'être présenté à Roberto Pollastri, qu'il assure n'avoir pas revu ensuite. Il révèle également le nom d'Anita Lanati, à laquelle il affirme avoir apporté le 3 avril la somme de 2000 liras, afin qu'elle les transmette à la veuve d'un combattant mort en Espagne.

Lors de son deuxième interrogatoire, le 13 avril, Leone Viviani apporte des éléments nouveaux et précis et cite des noms, comme celui du destinataire de l'argent apporté à la veuve Lanati :

²²³ LS, 03.09.1943.

²²⁴ Par exemple, Viviani ne divulgue pas le nom de l'avocat Antonio Greppi (voir note de bas de page n°192). Il y a fort à penser que Leone connaissait l'existence d'un personnage comme Greppi, antifasciste Milanais relativement notoire. A la libération de l'Italie, Greppi deviendra syndic de Milan. Marili Terribilini Fluck, compagne de Viviani, rapporte qu'une fois la guerre finie, lors d'un voyage de Greppi en Suisse, il aurait expressément demandé à voir Leone Viviani, à qui, toujours selon Madame Terribilini Fluck, Greppi devait une fière chandelle de ne pas l'avoir dénoncé à la police italienne.

« Faccio noto che le lire duemila da me ricevute dal Pellegrini e consegnate a Milano alla vedova Bensi, erano destinate a certa Selica Geminelli di Castelfranco Emilia, quale sussidio per la morte di un suo familiare, non so se figlio o marito, deceduto in Spagna, ove combatteva nelle file dei rossi »²²⁵.

Il cite des noms dont il croit se rappeler. Par exemple un certain Cozzo, qui serait un compagnon de Turin ou de Milan, engagé pour acheminer le matériel antifasciste :

« Ricordavo anche io il nome di uno di costoro [...], dovrebbe essere certo Cozzo, credo salumiere che ha negozio o che lavora come garzone in un negozio, poco lungi all'abitazione della Bensi, forse in Via Ticino »²²⁶.

Il livre un autre nom à la police :

« Ricordo, inoltre, il nominativo di certo Scavino, o Schiavino, o Schiavini del quale furono una volta chieste alla Bensi delle informazioni. Non saprei però dire di dove fosse, se di Milano o altra città, o se fosse in collegamento col « centro estero » »²²⁷.

Le TSDS extorque-t-il ces aveux à Viviani ? Est-il obligé de détailler ses missions, en trahissant par exemple Anita Lanati, avec laquelle il semble avoir lié un rapport de quasi familiarité²²⁸ ? Elle-même est stupéfaite de ses aveux²²⁹.

Un autre fait troublant : dans son deuxième interrogatoire, Viviani revient sur sa déposition quant à Luigi dont il a parlé précédemment et affirmé l'avoir rencontré une seule fois:

« A proposito di Luigi, debbo far presente che costui, contrariamente a quanto affermato nel mio precedente interrogatorio, si identifica per un mio concittadino, tale Galletti Walter, inteso nel partito socialista col pseudonimo di Tommasi »²³⁰.

²²⁵ Interrogatoire du 13.04.1938 de Viviani, ACS, MI, divisione polizia politica, procedimento penale, F.6463.

²²⁶ *Idem*.

²²⁷ *Idem*.

²²⁸ Viviani se souvient de sa première visite chez Anita Lanati : « Ricordo che erano in casa due donne, una sulla sessantina, probabilmente moglie del Lanati, l'altra sui 40 anni, alta, bruna, piuttosto magra, forse figlia, le quali mi accolsero con familiarità e mi offrirono da bere », interrogatoire du 11.04.1938 de Viviani, *idem*.

²²⁹ « [...] non riusciva a spiegarsi com'egli si fosse indotto a rivelare quel di più, che la polizia non sapeva o non era ancora riuscita a provare », propos d'Alessandra Petriconi que lui aurait révélé Anita Lanati durant la durée commune de leur séjour en prison, interrogatoire du 13.04.1938 de Viviani, *idem*.

²³⁰ *Idem*.

Si Leone masque le rôle de Galletti lors du premier interrogatoire, il se défait de cette idée lors de ses seconds aveux. Il explique que le matériel et les directives proviennent de Paris, certainement de Faravelli, et que le substitut de Faravelli à Lugano est

« indubbiamente il Galletti, alias Tommasi, il quale si occupa esclusivamente della organizzazione del movimento socialista in Italia »²³¹.

Dans un premier temps, Viviani souhaite certainement protéger Tommasi, qu'il avoue connaître depuis l'enfance²³². Outre les liens d'amitié qui les unissent, Viviani allègue que la substitution du nom de Galletti par celui de Pellegrini servait à cacher le rôle du premier, afin de protéger son rôle d'importance dans l'organisation du groupe à Lugano²³³. Pellegrini, personnage public dont les idées antifascistes sont connues de tous, est donc une « couverture ».

Giuseppe Faravelli, parle de Tommasi comme d'un élément de confiance :

« A Lugano io ho impiegato tre anni per educare alcuni compagni, che mi sostituiranno quando leverò le tende. [...] Dopo la mia partenza, la base di Lugano, sotto la direzione di Tommasi, sarà una base sicurissima ed ottima. Ti prego di dare agli amici queste istruzioni : quando qualche loro agente verrà qui... si rechi dal compagno Alfredo Zanzi. E una casa ultra sicura. Lo Zanzi manderà a chiamare Tommasi »²³⁴.

Comment éclairer ce revirement de situation à propos de Tommasi: Viviani brise l'alibi Pellegrini, avoue le rôle de Tommasi et donne des détails concernant l'organisation du groupe. Il livre, par exemple, l'endroit précis utilisé par Galletti²³⁵ ou Pollastri²³⁶ pour l'envoi et la réception de leur correspondance secrète.

²³¹ Interrogatoire du 11.04.1938, ACS, MI, divisione polizia politica, procedimento penale, F.6463

²³² « [...] Walter Galletti, detto Tommasi, che io conoscevo da molto tempo e col quale ero legato da rapporti fin da bambini », interrogatoire du 08.07.1938 de Viviani, *idem*.

²³³ « Il Pellegrini è una figura di secondo piano il nome del quale bisognava fare per non scoprire il Tommasi », interrogatoire du 13.04.1938 de Viviani, *idem*.

²³⁴ CERUTTI Mauro, *Fra Roma e Berna, op. cit.*, p. 242. Cerutti cite MERLI Stefano : *La ricostruzione del movimento socialista in Italia e la lotta contro il fascismo dal 1934 alla seconda guerra mondiale*, Annali dell'Istituto G. Feltrinelli, Milan, 1963. Propos de Giuseppe Faravelli à Eugenio Colorni à Milan.

²³⁵ « Il Galletti dispone a Lugano di una cassetta postale, non so se intestata a « Libera Stampa » o a lui personalmente, della quale custodisce la chiave e si serve per la corrispondenza col Faravelli. Quanto a quella proveniente dall'Italia, il Galletti dispone del recapito di certa « Sig. Mary Gasparini, Via Canonica 5 e di qualche altro a me sconosciuto », interrogatoire du 13.04.1938 de Viviani, ACS, MI, divisione polizia politica, procedimento penale, F.6463.

²³⁶ « Se ciò possa interessare, faccio presente che il Pollastri ebbe a confidarmi di avere un nascondiglio, ove depositava documenti relativi al movimento. Precisamente, mi spiegò di avvalersi di uno spazio di muro, compreso nel vano della finestra della prima stanza entrando in casa (che corrisponde alla cucina), vano in cui scorre la griglia della persiana. Aggiunse che, spostando la persiana o svitando qualche vite, si poteva mettere allo scoperto uno spazio sufficiente per nascondere qualcosa », *idem*.

Dans son dernier interrogatoire, il conteste les délits qui lui sont imputés, c'est-à-dire

« delitti di cospirazione politica mediante associazione per commettere attentati contro la Costituzione dello Stato, di commercio di ricostruzione di associazione sovversiva e di concorso in propaganda sovversiva »²³⁷.

Il affirme que son activité

« si è limitata alle funzioni di corriere »²³⁸.

Leone est-il surpris des chefs d'accusation que le TSDS veut lui faire porter, alors qu'il a coopéré ? Espérait-il « noyer » son rôle de simple coursier en alimentant des aveux et des détails sur les autres membres du groupe ? Cette hypothèse est peu crédible car Viviani assume son rôle dès le début.

Il existe peu de littérature sur la façon de procéder aux interrogatoires de la police fasciste et il est difficile de savoir si la torture physique était utilisée²³⁹. La police monnaie-t-elle ses aveux, en faisant par exemple miroiter des privilèges ou une peine plus clémentes ? Difficile à savoir.

Toujours est-il que Leone Viviani, Roberto Pollastri et quasiment tous les accusés avouent leur culpabilité, et plus que cela, ils collaborent avec la police en livrant des informations importantes pour l'arrestation d'autres antifascistes.

III. Le procès

Si dans la dénonciation des fonctionnaires de police l'avocat Antonio Greppi est accusé d'être le représentant du groupe à Milan²⁴⁰, Ansalone, Colombini et Pietra des participants du groupe socialiste, le 22 novembre 1938 la Commission d'enquête du Tribunal, avec à sa tête Augusto Ferrazzoli, rend son jugement et les innocentent pour insuffisance de preuves.

Il reste donc 11 accusés qui doivent être jugés devant le TSDS, dont deux personnes qui sont en fuite à l'étranger. Le 24 janvier 1939 le Tribunal rend son verdict concernant Leone

²³⁷ Interrogatoire du 08.07.1938, ACS, MI, divisione polizia politica, procedimento penale, F.6463.

²³⁸ *Idem.*

²³⁹ Les conditions misérables de détention de Viviani en prison à Milan, seul en cellule, avec pour repas quotidien de la soupe et du pain et l'incertitude sur le sort que lui réserve la police italienne, peuvent être perçues comme une forme de torture psychologique. Marili Terribili Fluck affirme que Leone lui aurait parlé de privations de sommeil et d'eau dans le but de le faire avouer. Franco Viviani quant à lui affirme n'avoir jamais entendu son frère mentionner la torture.

²⁴⁰ « Ancora ora abbiamo trovato a capo del « centro » un intellettuale, l'avvocato Antonio Greppi, che passava per un professionista pacifico ed innocuo, lontano dalla politica militante, insospettabile di una qualsiasi attività contraria al Regime », ACS, MI, divisione polizia politica, procedimento penale, F.6463.

Viviani, Anita Lanati, Carlo Pecorari, Carlo Pietranera, Roberto Pollastri, Carlo Rossi, Agenore Vallini, Carlo Valfré et Walter Vezzalini. Le procès dure un jour, et la sentence est sans appel. La présidence du Tribunal est attribuée à Gaetano Le Metre, accompagné de cinq juges et d'un homme chargé de rédiger le procès-verbal de la sentence²⁴¹.

A. *Le centre antifasciste*

Nous nous attachons ici à comprendre la représentation que le Tribunal a des accusés. A-t-il démantelé un groupe central dans l'organisation antifasciste en Italie et à l'étranger ?

Le TSDS, dans un plaidoyer de deux pages, commence par lier « l'affaire Viviani » aux arrestations opérées par la police fasciste dans le passé :

« Più volte sono stati dalle autorità tuttorie dell'ordine pubblico scoperti e stroncati tali esiziali movimenti comunisti, socialisti o di sette antifasciste, o comunque sovversive, aventi i centri propulsori e alimentatori all'estero, centri di solito, formati da fuorusciti nostrani, che, pagati da forze antitaliane, più o meno misteriose, hanno mandato in Italia emissari per commettere anche i più gravi delitti contro lo Stato che hanno avuto il più severo epilogo in questa giustizia. Tuttavia, sorretti dall'impunità straniera, pur convulsi dalla propria impotenza e dalla marcia trionfale del Fascismo, non hanno disarmato e ancora una volta hanno trovato dei sciagurati che si sono prestati ai loro disegni »²⁴².

Le procès se poursuit avec la description du groupe, selon les informations obtenues par la police fasciste. Le texte retrouvé dans le livre « Anime in pena » ainsi que les aveux essentiels de Viviani et de Pollastri permettent au Tribunal de comprendre l'organisation du groupe. En effet, leurs déclarations « *chiare e concrete* », permettent d'arrêter les autres participants.

Le texte du livre²⁴³ révèle l'existence d'un centre antifasciste interne en Italie ainsi que des centres « esteri » à Lugano et à Paris. L'expéditeur du texte, Tommasi, écrit pour Porta,

²⁴¹ Voir procès en annexe, pp.118-123.

²⁴² ACS, MI, TSDS, procès, b.608.

²⁴³ « 7-4-38. Carissimo, benchè personalmente scettico, per non dire contrario, ti trasmetto per incarico della direzione, la seguente precisa richiesta : se hai la possibilità e se sei disposto col tuo gruppo (in accordo con le altre correnti antif. con le quali sei in contatto) a inscenare, per la venuta di Hitler qualche manifestazione che abbia risonanza pubblica e che all'estero possa additarsi come prova della vitalità e forza oppositoria dell'antif. interno. Ad esempio (e sarebbe il minimo richiesto) un grande lancio pubblico di manifestini durante un corteo od adunata. Consultati col centro non appena abbia preso contatto con esso. Se la cosa si può fare inoltra subito proposte concrete o manda fuori il messaggero per accordi. Comunque dà una risposta chiara e motivata. Ti ripeto che personalmente sono scettico e penso che se c'è il minimo pericolo di rovinare l'organizzazione, la cosa sia da scartare. Certo la sit. internazionale è così grave e la ripercussione di una clamorosa manifestazione antifascista interna sarebbe così benefica che se si potesse tentare, con certezza di riuscita, non bisognerebbe esitare. Ma non ci si deve mettere allo sbaraglio avendo la sola prospettiva di rovinare quel poco che c'è. Non

alias Giuseppe Faravelli, et adresse ce texte à Roberto Pollastri. Tommasi transmet l'idée de créer une manifestation pour la visite d'Hitler, début mai 1938 en Italie. Tommasi demande à Pollastri de discuter avec le centre²⁴⁴ afin de savoir si celui-ci corrobore à ce projet, et le tenir au courant de la décision prise.

L'existence d'un centre organisé à Milan, disposant de coursiers capables d'échanger des informations avec l'étranger est prouvée. Celui-ci semble assez récent²⁴⁵, car Galletti spécifie :

« *La vostra cooperazione si organizzerà a poco a poco* »²⁴⁶.

Vers la fin de 1936 la police fasciste a procédé à une arrestation massive « *d'una vera e propria sezione del « Fronte unico antifascista » comprendente comunisti, socialisti e repubblicani* »²⁴⁷. Neuf personnes sont condamnées par le TSDS²⁴⁸, l'organisation milanaise touchée doit à nouveau organiser un groupe autonome. Le TSDS affirme que « *le movimento ora colpito si riallaccia a quello precedente, e ne è la continuazione* »²⁴⁹, et ce sous la conduite de Faravelli, depuis Paris.

Le TSDS parle d'un « front unique », c'est-à-dire différents groupes réunis en une seule organisation. Les documents contenus dans la valise de Viviani confirment cette thèse : les prospectus portent la signature du parti socialiste, du parti communiste et de « Justice et Liberté ».

Pour le TSDS, Faravelli est le dirigeant du centre étranger et interne :

appena hai preso contatto col centro manda una relazione sulle intese prese. Non scoraggiarti se trovi troppe esitazioni e prudenza. La vostra cooperazione si organizzerà a poco a poco. Ricordati di prendere accordi nel senso di servire da tramite nei miei rapporti epistolari col CENTRO. Tieni nota che per il tuo lavoro politico, puoi chieder al CENTRO aiuti finanziari, siamo già d'accordo. Per l'invio di notizie adopera il lapis o la macchina e non il simp. Fra i tuoi comp. ci sono ottimi elementi che potrebbero aiutarti nel servizio notizie che deve assolutamente funzionare. Per il ciclostile provvedi subito e rivolgiti al CENTRO per il denaro occorrente (Perciò ti mando solo 300 lire). Tra i libri che riceverai ce ne uno di tasca (Rossi) molto bello, ti prego di leggerlo subito e di consegnarlo poi al CENTRO. Manda poi una recensione per il N.A. Scrivimi subito dicendomi come hai trovato i libri. Salutissimi per Porta- Tommasi ». Dénonciation de la police politique, juin 1938, ACS, MI, divisione polizia politica, procedimento penale, F.6463.

²⁴⁴ Le mot « centro » est répété plusieurs fois dans le texte, toujours en majuscules.

²⁴⁵ Pollastri dans un interrogatoire avoue avoir connu Tommasi en juillet 1937, ACS, MI, divisione polizia politica, procedimento penale, F.6463.

²⁴⁶ *Idem.*

²⁴⁷ ACS, MI, TSDS, procès, b.608.

²⁴⁸ Sont condamnés le 13.10.1937 Sassu Aligi, Morandi Rodolfo, Venanzi Mario, Ravazzoli Vittorio, Testa Alfredo, Accorsi Angelo, Fiorati Francesco, Gabellini Angelo, Bravi Luigi, DAL PONT Adriano, LEONETTI Alfonso, MAIELLO Pasquale, ZOCCHI Lino, *Aula IV. Tutti i processi del Tribunale Speciale fascista, op. cit.*, p.327. Sentence du TSDS du 13.10.1937.

²⁴⁹ ACS, MI, TSDS, procès, b.608.

« Il Faravalli ebbe a presiedere alla formazione ed allo sviluppo della duplice organizzazione »²⁵⁰.

Pollastri et Lanati, sans se connaître, sont les deux référents principaux de Faravelli à Milan, qui leur envoie des instructions ou du matériel antifasciste, par l'intermédiaire de Viviani. Pollastri doit ensuite le distribuer et faire lire à son groupe.

Vallini est chargé de retirer le matériel amené de Suisse et le garder, afin de limiter les risques pour Pollastri qui occupe un rôle prépondérant.

Après la condamnation de Pollastri et sa relaxe en 1936, Riccardi lui sert d'intermédiaire afin de renouer les liens avec Faravelli.

Valfré, Pietranera, Rossi²⁵¹, Vezzalini, Pecorari, assistent Pollastri dans l'acheminement des journaux subversifs et de la correspondance. Tous le rencontrent au café « Risveglio », afin de cimenter la cohésion du groupe et lire la propagande reçue de l'étranger.

C'est une association bien organisée qui se voit ébranlée par cette condamnation. Toutefois il ne s'agit pas d'un coup fatal à l'organisation antifasciste car celle de l'étranger continue. Les militants sont nombreux et ne se découragent pas malgré les lourdes sentences du Tribunal Spécial. La condamnation de Viviani, simple coursier, à 12 ans de prison sert d'exemple face à l'impunité étrangère.

IV. Les réactions en Suisse

L'information concernant la condamnation à 12 ans de prison de Viviani arrive en Suisse par l'intermédiaire d'une lettre de Ruegger de la Légation Suisse au Département politique fédéral le lendemain de l'annonce du verdict, soit le 25 janvier 1939, qui ensuite avertit la famille Viviani. Leur réaction est un mélange de douleur et de surprise²⁵².

Par l'intermédiaire des avocats Natale et Mario Rusca, Aldo demande à la Légation de Suisse

« se torna possibile introdurre qualche rimedio-straordinario od ordinario - procedurale contro quel giudicato ed al caso se si può avere una copia della sentenza di condanna »²⁵³.

La réponse de la Légation ne se fait pas attendre :

²⁵⁰ ACS, MI, TSDS, procès, b.608.

²⁵¹ Les trois étaient inscrits au PNF.

²⁵² Mario Rusca parlant d'Aldo Viviani : « non sà capacitarsi come il figlio abbia potuto rendersi colpevole di grave delitto ed in modo particolare come si sia potuto gravare in tale modo la mano su quel giovane ». Lettre du 31 janvier des avocats Rusca à la Légation de Suisse à Rome, AF, E2001/D, 1000/1553, 31.01.1939.

²⁵³ *Idem.*

« Un ricorso contro la sentenza del Tribunale speciale non è ammesso, perchè essa è innappellabile »,

ce à quoi elle ajoute qu'elle

« s'interessera naturalmente del caso sia per ottenere, per quanto possibile, una copia della sentenza, sia, col tempo, per istruire una domanda di grazia. V'è però da temere che questa non abbia gran fortuna sinché il Viviani persisterà nell'atteggiamento dimostrato sin qui »²⁵⁴.

Motta s'adressant à Angiolina Viviani, adopte le même ton « réprobateur » quant à l'attitude de Viviani au procès :

« Creda che tanto il Dipartimento politico quanto le nostre rappresentanze in Italia hanno fatto tutto quanto stava in loro possesso per assistere Suo figlio. Lo stesso è stato difeso, davanti al Tribunale speciale, da un ottimo avvocato. Disgraziatamente egli è stato alquanto imprudente, non ha mostrato nessun pentimento per quanto ha fatto contravvenendo alle severe leggi della sicurezza dello Stato vigenti in Italia »²⁵⁵.

Il conseille à la mère de Leone di « assuefarsi all'idea di dover rimanere separata per lungo tempo da Suo figlio », et ajoute que la Légation à Rome rendra visite à son fils en prison et le Département politique fédéral essaiera de faire son possible afin d'obtenir un raccourcissement de sa détention²⁵⁶. Nous examinerons dans le chapitre 6 les démarches de la Suisse pour une hypothétique libération.

Les parents n'ont d'autre choix que de se résigner et d'attendre. Les autorités suisses sont explicites, face à la condamnation du Tribunal spécial aucun recours ne peut être fait et il va falloir patienter avant d'avancer une demande de libération.

Le 6 février, *Libera Stampa* annonce sur un ton de colère la condamnation de Viviani et d'Anita Lanati²⁵⁷ et désapprouve l'attitude indifférente des autorités fédérales,

²⁵⁴ AF, E2001/D, 1000/1553, 06.02.1939, lettre de la Légation au Département politique et aux avocats Mario et Natale Rusca.

²⁵⁵ *Idem*, 09.02.1939.

²⁵⁶ *Idem*.

²⁵⁷ LS, 06.02.1939 : « La condanna è pertanto diretta più contro l'antifascismo estero che contro il condannato : ma la cosa acquista maggiore mostruosità perchè colpisce un giovane rimasto sempre in disparte dalla politica e al quale non può quindi attribuirsi nessuna responsabilità per le battaglie dell'antifascismo italiano all'estero. Una tale condanna, che non è più giustizia, ma vera e propria persecuzione, non dovrebbe quindi lasciar indifferenti le nostre autorità federali il cui dovere è quello di sorvegliare che i propri concittadini all'estero non abbiano ad essere vittime di soprusi, ingiustizie e persecuzioni. Ma come può dichiararsi forte un regime che sente il bisogno di applicare delle condanne così mostruose a persone politicamente insignificanti ? Condanne simili sono se mai la dimostrazione di una paura che rassenta il terrore, come di chi sente continuamente minato il terreno sotto i suoi piedi ».

« il cui dovere è quello di sorvegliare che i propri concittadini all'estero non abbiano ad essere vittime di soprusi, ingiustizia e persecuzioni »²⁵⁸.

On ne trouve pas trace de sa condamnation dans les autres journaux tessinois. Un informateur de la police fasciste, allègue le motif suivant à ce silence :

« Tale notizia non è stata riportata da altri giornali del Ticino, il Viviani essendo ben noto per il suo sovversivismo ed antifascismo, contrariamente a quanto in perfetta malafede vorrebbe far credere il giornale socialista »²⁵⁹.

La nouvelle d'une peine aussi lourde établie par le Tribunal fasciste pour un tel délit commis par un citoyen suisse revêt d'une importance certaine et il est étonnant qu'un soulèvement en Suisse ne soit pas plus marqué. Sauf *Libera Stampa*, les journaux tessinois se calquent sur le silence des autorités fédérales. La raison est à chercher dans l'ingérence fédérale quant à la liberté de la presse.

Cerutti parle de Giuseppe Motta comme principal artisan du décret adopté par le Conseil fédéral en mars 1934 destiné à combattre les abus de la liberté de la presse²⁶⁰. Il ajoute que Motta intervenait constamment auprès des autorités tessinoises et des journalistes auxquels il était lié, pour distribuer ses conseils, mais aussi pour chercher à infléchir des orientations dans le sens qui lui était favorable²⁶¹. On peut supposer que les journaux tessinois ne transmettent pas la nouvelle, ni de l'arrestation ni de la condamnation, pour suivre la ligne de conduite demandée par la Confédération.

Si Aldo Viviani bénéficie de peu de soutien officiel de son pays, il reçoit par contre celui des compagnons antifascistes. En effet, en février 1939, deux lettres en provenance de Paris lui parviennent. Une de Giuseppe Faravelli, dans laquelle le « fuoruscito » exprime la fierté ressentie envers Leone :

« Per me, caro Viviani, nella strada che ho scelto e che sono disposto a seguire intransigentemente sino in fondo qualunque cosa si possa pensare di me e possa capitarmi, la condotta magnifica di Leo è come uno sprazzo consolatore di luce che viene ad illuminare la miserabile foschia in cui siamo, come un sicuro pegno per l'avvenire. Quando giovani come tuo figlio

²⁵⁸ LS, 06.02.1939.

²⁵⁹ ACS, MI, CPC, Divisione Affari Generali e Riservati, fascicoli personali, b. 1447.

²⁶⁰ CERUTTI Mauro, *Fra Roma e Berna*, op. cit., p.490.

²⁶¹ *Idem*.

offrono tali esempi, il nostro dovere è di resistere con tutte le nostre forze e di andare avanti ad ogni costo, perchè la vittoria non può mancare »²⁶².

L'autre signée de la plume de Pietro Nenni²⁶³ qui exprime la sympathie du Parti socialiste italien en exil quant à la condamnation de Leone :

« Caro compagno, di ritorno della Catalogna dove ho vissuto l'ultimo atto della tragedia delle nostre armi – voglio dirti, a nome di tutti i compagni del Partito, la parte che prendiamo al tuo fiero dolore per la condanna che ha colpito il tuo figliolo »²⁶⁴.

On peut constater les nombreuses amitiés et l'implication d'Aldo Viviani dans le milieu antifasciste, en France comme au Tessin²⁶⁵.

Chapitre 5.

Les années de réclusion

Viviani est emprisonné neuf mois à la prison judiciaire de Milan en attendant son procès. De janvier à fin février 1939 il est placé à la prison Regina Coeli, à Rome, avant d'être transféré à Civitavecchia, où il y passe plus de 4 ans. Suite à l'avancement des troupes alliées, en mai 1943, les détenus sont déplacés au pénitencier de Castelfranco Emilia, dans la région de Modène, où Leone y passe les quatre derniers mois, avant de rentrer à Lugano fin août 1943.

Les lettres envoyées des différentes prisons où Leone a séjourné sont des documents d'intérêt pour connaître les conditions de détention, son caractère face à la situation de réclusion, la relation avec ses parents, ses frères et sa sœur pour ainsi recueillir un autre regard sur l'homme Viviani.

Leone a la permission d'écrire tous les 15 jours²⁶⁶ à sa mère Angiolina, son père Aldo et son frère Noris. Par la suite il correspond également avec sa sœur Nini qui déménage à Bâle.

²⁶² FPC, Archive Leone Viviani, 12.02.1939.

²⁶³ Pietro Nenni (1891-1980), né à Faenza, est l'un des leaders du parti socialiste italien où il entre en 1921. Il fuit la Péninsule en 1926 et rejoint la France où il devient l'un des chefs de l'antifascisme italien à l'étranger. Il s'engage en 1936 comme volontaire dans les Brigades internationales en Espagne. <http://www.hls-dhs-dss.ch>

²⁶⁴ FPC, Archive Leone Viviani, 14.02.1939.

²⁶⁵ Le 5 avril 1939 il reçoit de la Section locale de Lugano du Parti socialiste italien une lettre de soutien, signée par Alfredo Zanzi : « In questa circostanza i socialisti italiani si sentono particolarmente vicini a te, partecipando al tuo dolore e ti assicurano della loro fraterna simpatia e solidarietà, tanto più spontanea e doverosa in quanto tuo figlio è stato colpito dalla brutale giustizia fascista per aver cooperato ad assistere le vittime del fascismo italiano e a mantenere vivi anche sotto il tallone fascista quei principi che ci sono comuni : i principi socialisti », *idem*.

Pour communiquer avec d'autres personnes, une autorisation spéciale au ministère de l'Intérieur doit être demandée et peut prendre plusieurs mois.

I. Le moral de Leone

Les lettres de Viviani sont affectueuses, c'est un jeune homme très attaché à sa famille. Dans chacune d'elles, par l'intermédiaire de ses parents, Leone prend des nouvelles de ses deux frères, Noris l'ainé et Franco le cadet, ainsi que de sa petite sœur Nini.

Les envois à sa mère sont empreints de tendresse, celles à son père de respect et de gratitude.

Sa préoccupation majeure est de leur causer du tort et des soucis. Il avoue se sentir humilié de ne pouvoir leur venir en aide et de dépendre financièrement d'eux, mais promet de les rendre heureux à sa sortie de prison²⁶⁷. « *Vorrei tu mi dicessi sinceramente ciò che pensi e credi di me* »²⁶⁸, écrit-t-il à sa mère. Il lui demande également de ne pas le juger mal et ne pas se soucier à son sujet²⁶⁹. A plusieurs reprises il rassure ses parents et répète ne pas être un voyou :

« *Devi sapere prima di tutto che non mi trovo in prigione per un atto di brigandaggio, ma per altri motivi* »²⁷⁰.

Il semble être très aimant envers les siens et s'ennuie particulièrement de son petit frère Franco qu'il mentionne pratiquement dans chaque lettre²⁷¹ et complimente sur ses dessins. Il est très attentif aux siens et ne manque jamais de souhaiter un anniversaire²⁷². Il regrette de ne

²⁶⁶ Cette fréquence est bousculée pendant 5 mois, du 4 décembre 1938 au 22 mai 1939, où la famille Viviani reste sans nouvelles, créant beaucoup de soucis à Lugano. Aldo envoie plusieurs demandes à la Légation afin de savoir ce qui en est du silence de son fils, sans qu'elle soit en mesure de lui apporter de réponse.

²⁶⁷ « Se c'è poi una cosa che a me rincresce molto è quella di avervi dato, e specialmente a te e papa, molte noie e indubbiamente anche un grande dispiacere. [...] Tutto ciò che ora io auguro e quello di poter un giorno riscattarmi, ossia di farti dimenticare tante ansie e tanti timori avuti per causa mia. [...] Cara mamma io devo terminare e ti dico che mai mi sono scordato di te : non pel fatto che il vantaggio di ciò è tutto e solo mio, ma perchè quando penso a te cerco il modo di poter, quando esco, renderti felice », FPC, Archive Leone Viviani, 16.04.1940.

²⁶⁸ *Idem*, 22.05.1939.

²⁶⁹ « Ora io vorrei pregarti di non pensare male sul mio conto, che io mi trovo bene. Fa conto, come già altre volte ti dissi, ch'io sia lontano per ragioni di lavoro e che, appena potrò tornerò a te », *idem*, 11.12.1939.

²⁷⁰ *Idem*, 17.04.1938.

²⁷¹ « E Franco che fa ? Presto riprenderà ad andare a scuola ? Sono dispiacente che quest'anno non ho potuto condurlo al bagno », 04.09.1938. « Per passare ad altro ti dirò che mi ha fatto molto piacere il sapere che il Franco si comporta assai bene alla scuola ed io spero che continui così. Vorrei proprio vederlo ora, quando tutto affaccendato attorno ad un quaderno o ad un foglio, la matita in una mano, parla fra sé, dicendo cose che tanto vi divertiranno e che divertivano anche me una volta », *idem*, 20.11.1939.

²⁷² « Volevo anche fare a Noris gli auguri di un buon compleanno e me ne sono scordato. Faglieli ora, se è vero che è meglio tardi che mai. Questo mi ha fatto ricordare però di Nini e ti prego di augurarle un buon compleanno da parte mia. Credi che quando questa lettera arriverà sarà giusto il giorno. In quest'anno, purtroppo, devo

pas être à Lugano pour le mariage de son frère Noris et la naissance de son neveu Furio. Mais malgré cette nostalgie des gens et des lieux²⁷³, Viviani s'étend peu sur ses états d'âme.

Il ne se plaint quasiment jamais de la situation dans laquelle il se trouve et rassure ses parents sur son état de santé. Lors du premier Noël éloigné de sa famille, il conseille à sa mère de l'oublier un peu afin de célébrer la Nativité allégrement en famille à Lugano²⁷⁴. Les seules choses dont il se plaint sont en hiver le froid qui règne dans les cellules²⁷⁵ et provoque des gerçures aux mains et aux lèvres et engourdit les extrémités, et l'été de la chaleur très pénible à Rome.

Les premiers jours de détention à Milan sont les plus difficiles car il doit s'habituer au rythme carcéral et à la privation de liberté : « *l'ombra delle inferiate mentre scrivo mi mette adosso una tale nostalgia di libertà* »²⁷⁶, dit-il.

Les mois passent, dans l'attente angoissante d'informations sur son sort, il semble prendre les choses avec un certain recul et une certaine maturité :

« *Anche quando penso a voi adesso, posso farlo senza che mi avvenga cio che prima accadeva, ossia, essere preso di malinconia e da tristezza. Non che vi ho dimenticati, tutt'altro, ma qualche cambiamento è venuto in me. E soppravenuta la rassegnazione ed è scomparsa la nostalgia* »²⁷⁷.

Le printemps et les beaux jours ont certainement une incidence sur son moral. A Rome le climat convient bien à Leone :

« *Come già ti dissi, io sto bene. Qui poi c'è un clima magnifico : c'è quasi sempre il sole ed il cielo è di un azzurro tale come se ne vedon pochi. Anche il caldo non è ancora eccessivo : c'è quasi sempre una ariettina di mare tanto deliziosa, che neutralizza alquanto il calore solare* »²⁷⁸.

passare qui il mio. Vorrei inoltre che tu facessi gli auguri a tutti quelli nati in agosto di nostre conoscenze che come sai sono molti fra i quali la Zia, la Nina, la Meglia, l'Hélène e il sig. Nella e altri », FPC, Archive Leone Viviani, 31.07.1938.

²⁷³ « Rivedo Lugano, sotto il suo bel sole, il lago. Vedo voi contenti, vedo principalmente Franco che sarà sempre allegro spero, e tutte queste cose mi infondono una tale tristezza che certe volte vorrei essere solo al mondo per non avere a chi pensare », *idem*, 16.04.1940.

²⁷⁴ « Mi rincresce d'altronde di non essere fra voi per Natale : sono i giorni che tutti aspettano per tornare a casa loro, dopo lunghe assenze, per gustare quella tradizione, pacifica familiarità che sembra soli questi di natale capaci di dare. Mi dispiace, come ti dissi, ma del resto, bene si trova che anche le feste son giorni come gli altri e quando non si può farne ameno si violano anche le tradizioni. Io vorrei pertanto che voi non aveste a guasta se questi giorni pensando a me. Abbandonate alla vigilia di Natale questo pensiero e per qualche di starete in pace ; non abbiate paura che qualcuno se ne appropri, lo troverete dove l'avete lasciato », *idem*, 04.12.1938.

²⁷⁵ « Se non fosse per il freddo, che ogni giorno aumenta sempre più, direi quasi di non accorgermi del mio stato », *idem*, 04.12.1938.

²⁷⁶ *Idem*, 17.04.1938.

²⁷⁷ *Idem*, 09.07.1938.

²⁷⁸ *Idem*, 25.06.1940.

Leone montre une certaine sagesse face à la situation. En septembre 1938 il espère que le dénouement quant à son sort soit proche et il affirme :

« *non posso che sperare in bene, ma sono però anche preparato al peggio* »²⁷⁹.

Après sa condamnation quatre mois passent sans qu'il soit autorisé à correspondre avec sa famille. Lorsqu'en juin 1941 il écrit à sa mère, il la rassure face au verdict des douze années de réclusion:

« *sta pur certo che non mi ha abbattuto per niente la condanna, tanto più che ora sono in buona compagnia* »²⁸⁰.

L'attitude de Viviani est dictée par l'autocensure. Stéfanie Prezioso précise que « nel decidere gli argomenti da trattare, spesso il mittente è guidato dal timore di preoccupare genitori, amici o fidanzata »²⁸¹. Viviani ne souhaite pas transmettre à ses parents son désespoir ni des éléments qui les attristeraient et pour cette raison, mais également à cause de la censure, il restreint ses propos.

A. *L'enchainement des heures*

Si le temps passe long au début de son incarcération à Milan²⁸², par la suite Leone dit s'être habitué à ce rythme et ne plus en souffrir²⁸³.

Lorsqu'il arrive à Civitavecchia, la mesure du temps change, il affirme si bien occuper les heures de la journée que celles-ci passent relativement vite. Il dit à son père que :

« *Il tempo, a me, mi passa assai lesto, anche perché cerco di adoperarlo nel miglior modo possibile, ossia studiare è qualche cosa che ci è permesso, tanto che mi sembra da pochi mesi di essere lontano da voi. Capirai quindi che un giorno dopo l'altro il tempo della mia permanenza qui è sempre un giorno più vicino fra voi. Intanto però penso che i giorni che passo qui non sono sprecati, anzi mi sono accorto che ne ho già tratto dei buoni insegnamenti* »²⁸⁴.

²⁷⁹ FPC, Archive Leone Viviani, 04.09.1938.

²⁸⁰ *Idem*, 22.05.1939.

²⁸¹ PREZIOSO Stéfanie, *Itinerario di un « figlio del 1914 »*. Fernando Schiavetti dalla trincea all'antifascismo, *op. cit.*, p.122.

²⁸² « Se tu sapessi mamma ! E una settimana ch'io sono qui e non puoi immaginarti come sia stata lunga », FPC, Archive Leone Viviani, 17.04.1939.

²⁸³ « Non puoi immaginarti come sembra lungo il tempo che si passa nell'incertezza. Eppure qualche volta, quando penso che son già passati cinque mesi, mi sembra un sogno. Ma non prenderti pensiero per me ; ora mi ci sono quasi abituato a questa vita solitaria e non me n'accorgo neanche », *idem*, 04.09.1938.

²⁸⁴ *Idem*, 22.05.1939.

Il rassure ses parents en affirmant trouver des bénéfices à cette vie recluse :

« Capirai quindi che se da una parte questa vita comporte delle restrizioni e degli inconvenienti, dall'altra a qualche cosa riesce utile. E per questa ultima cosa che io non sento che minimamente il peso di un tal vivere »²⁸⁵.

Leone est optimiste²⁸⁶, il a bon moral, et les compagnons avec qui il est enfermé à Civitavecchia, tous prisonniers politiques, lui apportent du réconfort. Il décrit à sa famille un quotidien en prison somme toute agréable, ou tout du moins dont il réussit à tirer profit.

Libera Stampa au retour de Viviani souligne toutes les privations et les difficultés vécues durant les années de prison :

« Non si può formare un gruppo che oltrepassi il numero di tre, non si può parlare di politica, non si può fare qualsiasi altra conversazione che dia sospetti di essere di politica o che alla politica sia inerente. Non si possono leggere che libri fascisti, che libri di scarso valore letterario, non si può studiare di cose sociali. Praticamente non si può far nulla. Ma quel che è peggio, forse, è l'essere in venti e non poter scambiare una parola, non poter dire una frase di affetto al tuo ventesimo compagno, non poter portar un'aiuto ad un tuo collega. Verderlo venir meno tutti i giorni più e non poter offrirgli un pezzo di formaggio od una mela che tu hai e che, per un giorno o due o tre per settimane, ti crescono e che vorresti destinare ad altra bocca, a saziare altra fame, a sostenere altra vita »²⁸⁷.

Nous apercevons ici l'écart entre la réalité vécue en prison et le récit qui en est fait dans les lettres destinées aux parents. Leone ne parle jamais à sa famille des souffrances morales subies. Il tait la douleur d'être traité comme un sous-homme, d'être nourri misérablement, de se savoir surveillé par les gardes de prison, de perdre toute liberté.

II. Le quotidien

Dans la prison de Milan, le quotidien semble très difficile :

« sempre solo, non esco di cella che qualche ora al giorno, per prendere aria e anche li non vedo nessuno all'infuori di qualche carcerato e dei guardiani »²⁸⁸.

²⁸⁵ FPC, Archive Leone Viviani, 03.06.1939.

²⁸⁶ « Fiducia in un avvenire migliore, fiducia che di giorno in giorno diviene sempre più forte e più reale. Allegri quindi. E cerchiamo ognuno di passarcela più serenamente che possibile », *idem*, 17.12.1940.

²⁸⁷ LS, 03.09.1943.

²⁸⁸ FPC, Archive Leone Viviani, 17.04.1938.

Leone est seul dans sa cellule et il ne communique avec personne, sauf à travers les lettres qu'il envoie à ses parents. Il occupe ses journées à étudier des livres fascistes donnés par les gardes. Il dit toutefois être bien traité :

« non c'è da dire, danno anche il vino certe volte, e poi si può avere tutto quel che si vuole, pagandolo naturalmente »²⁸⁹.

En dehors de ces quelques lignes, il est difficile de comprendre ce qui se passe en prison à Milan. Il est relativement rare que Viviani parle de son quotidien, à cause de la censure qui l'empêche d'énoncer des événements particuliers, et également du fait de la routine²⁹⁰. Arrivé à Civitavecchia, Leone confie plus d'éléments sur le déroulement de ses journées, lesquelles sont dorénavant agrémentées de la compagnie d'autres détenus politiques. Ils sont une vingtaine par chambre. Il raconte :

« Vedessi poi come s'impiegono le ore della giornata! Tutta la mattina e parte del pomeriggio nelle camere nessuno parla. Tutti sono seduti e studiano su certi libri che a costo di sacrifici sono riusciti a comperarsi. E le materie di studio son molte. C'è chi impara la grammatica, la matematica, la geografia, le lingue straniere, la storia e qualcuno anche si perfeziona teoricamente sulla professione che esercitava in libertà. Come vedi tutti cercano di approfittare della disgrazia a loro capitata per trovare vantaggio nel maggior modo possibile »²⁹¹.

Après huit mois de détention à Civitavecchia, il rassure sa famille avec les propos suivants :

« sono riuscito a disporre talmente bene delle ore del giorno che ora si susseguono e volano neanche me n'accorgo. [...] Score veloce il tempo diviso in gran parte in ore di studio, di materie varie, dalle quali m'accordo ne traggio gran giovamento »²⁹².

Leone lit beaucoup, et il a commencé à apprendre l'allemand:

« ora io sto studiando il tedesco e già comincio a leggere qualche cosa in detta lingua. Se non altro, io credo che questo tempo che qui passo, non lo trascorro inutilmente »²⁹³.

²⁸⁹ FPC, Archive Leone Viviani, 17.04.1938.

²⁹⁰ « Come potrai prevedere, io non ho molto da dirti. Oramai nelle mie precedenti ti ho già illustrata la vita di questo ambiente e i piccoli cambiamenti e le piccole variazioni a detta vita, se per noi sono grande e contribuiscono a cambiare un pò l'ambiente, per gli estranei sono cose di nessuna importanza», *idem*, 16.04.1940.

²⁹¹ *Idem*, 22.05.1939.

²⁹² *Idem*, 15.01.1940.

²⁹³ *Idem*, 16.04.1940.

En ce qui concerne la nourriture, Leone n'en parle pas dans ses lettres. Pour ne pas attrister sa famille ? *Libera Stampa* informe que les détenus ont droit à 600 grammes de pain par jour et un litre de soupe, en ajoutant que « *c'è di che morire di fame, se non giungessero cibi dall'esterno* »²⁹⁴.

La monotonie de la nourriture pèse sur le moral de Viviani qui demande à ses parents de lui envoyer des denrées de longue conservation, du fromage, du salami ou du chocolat. Dans une lettre, il plaisante en disant à sa mère :

« *il formaggio l'ho gratugiato per coreggere e saporire la minestra, di fronte a tanto lusso mi par di essere un signore* »²⁹⁵.

Les détenus mangent une fois par jour, à 16 heures. Son père lui adresse mensuellement une centaine de liras afin d'agrémenter son séjour avec quelques extras, comme des cigarettes, interdites dans les colis postaux. Leone adresse les requêtes à ses parents d'une façon toujours très respectueuse et avec empathie, en espérant qu'ils ne soient pas dans le besoin et en précisant qu'en cas d'impossibilité, il ne leur en tiendrait pas rigueur²⁹⁶.

Les prisonniers portent un uniforme donné par le gouvernement et ont les cheveux rasés²⁹⁷. Leone demande à sa mère des chaussettes fines pour l'été et des plus épaisses pour l'hiver. Parfois le froid est tellement intense que Viviani dit porter quatre pullovers²⁹⁸.

Après le repas, ils sont autorisés à se rassembler pour discuter en groupes de deux ou trois personnes :

« *Alla sera, dopo cena, ossia circa alle ore quattro, ci si mette in gruppi di due o tre e così, un gruppo dietro l'altro, chiacchierando, si passa una oretta camminando in sù e in giù per la camera che sarà lunga quindici metri* »²⁹⁹.

Ensuite ils se couchent à 20 heures, en réalité à 19 heures car « *l'ora civile è stata anticipata di un'ora su quella solare, causa la guerra* »³⁰⁰.

²⁹⁴ LS, 03.09.1943.

²⁹⁵ FPC, Archive Leone Viviani, 15.01.1940.

²⁹⁶ « Se il soddisfacimento di questo mio desiderio dovesse comportarti una spesa troppo alta, con le spese di dogana, trasporto, ecc, tu potresti tenerne conto su ciò che mensilmente mi mandi. Naturalmente questo te lo chiedo solo se tu ti trovi nella possibilità », FPC, Archive Leone Viviani, 18.09.1939.

²⁹⁷ Leone plaisante avec son père en lui disant : « Se mi vedessi come sto bene in divisa e con i capelli rasati ! », *idem*, 06.06.1939.

²⁹⁸ « Per preservarmi del freddo ho indossato ben quattro maglie e infatti nel corpo lo sento poco, ma le mani, capirai, devono sempre essere adoperate [...] », *idem*, 17.12.1940.

²⁹⁹ *Idem*, 28.08.1939.

³⁰⁰ *Idem*, 16.07.1940.

A. *L'ambiance entre co-détenus*

Leone est très content de l'atmosphère et de la convivialité qui règne à Civitavecchia. Les détenus proviennent de différentes régions d'Italie, chacun avec une culture, des us et coutumes, des dialectes différents qu'ils s'amusent à imiter:

« [...] ti dico che qui essendo mescolato con compagni delle più svariate regioni d'Italia, ho imparato anch'io buona parte dei loro vocaboli dialettali [...] Certe volte ingaggio delle discussioni con dei bolognesi, dei romani, dei napoletani e mi sforzo di imitare i loro idiomi : come certo potrai imaginarti però, qualche volta, anzi spesso, mi escono degli strafalcioni e allora è una risata generale »³⁰¹.

L'intégration est très bonne, lorsqu'un nouveau venu arrive dans la chambrée, « *in un primo momento il nuovo venuto rimane un po' sconcertato, ma un'ora dopo è di già affamigliato* »³⁰².

Il règne une ambiance d'amitié et de partage, comme le raconte Leone à sa mère :

« *Figurati che qui, a parte gli oggetti strettamente personali, tutto è di tutti. A cominciare dai libri, ai giornali e a tutto ciò che è lecito possedere nessuno accusa proprietà. Raramente nelle giornate intendi la parola mio e tuo. E che rispetto e armonia regna fra noi. Veramente non credevo di capitare in un simile ambiente [...]* »³⁰³.

A Noël et à Pâques, les détenus se partagent les denrées reçues de leur famille autour d'une grande table. Leone raconte ainsi les fêtes de Noël de l'année 1939 :

« *Le ho passate assai bene, tenendo conto del valore di questa affermazione nel luogo in cui mi trovo. Abbiamo fatto anche noi una specie di pranzo natalizio. Abbiamo fatto una belle tavola, siamo in 20 e poi, quelli che avevano già ricevuto i pacchi hanno diviso con gli altri il contenuto, sicchè sulla tavola c'era di tutto* »³⁰⁴.

Leone va même jusqu'à affirmer à sa maman que :

« *Di fronte a una tale vita armonica sono lecite certe restrizioni e sono sopportati certi sacrifici che la vita carceraria impone* »³⁰⁵.

³⁰¹ FPC, Archive Leone Viviani, 16.04.1940.

³⁰² *Idem*.

³⁰³ *Idem*, 22.05.1939.

³⁰⁴ *Idem*, 27.12.1939.

³⁰⁵ *Idem*, 16.04.1940.

Le moral de Leone dépend beaucoup de l'ambiance et plus le temps passe, plus les liens entre détenus se renforcent³⁰⁶. Comme tous sont enfermés pour la même raison de type politique, le courant entre eux passe certainement plus facilement. L'organisation clandestine de moments d'étude, de partage de nourriture, de discussions amicales leur permet de tenir le coup. *Libera Stampa* avance les propos suivants :

« *Ma i detenuti non disperano, non mollano, non si lasciano vincere. Distribuiscono, nonostante il divieto e la rigida sorveglianza, tutto quanto ricevono in parti uguali, fin dove possono, permettendo così a tutti di soffrire il meno possibile. Organizzano – nell'invisibilità di accorgimenti speciali, audaci, eroici, quasi – lezioni di economia e di politica, si formano una cultura e si preparano alle lotte di domani* »³⁰⁷.

Viviani est enfermé avec des gens dont les noms ne lui sont pas inconnus. *Libera Stampa* parle de Piero Amendola, fils du célèbre Giovanni Amendola, de Luigi Delfini, antifasciste italien qui résida à Lugano entre 1928 et 1930. Il rencontre également en prison Sandro Pertini, Giancarlo Paietta ou encore Umberto Terracini, personnalités qui auront un rôle de premier plan dans la reconstruction de l'Italie après la guerre. *Libera Stampa* affirme aussi que les détenus sont en majorité des ouvriers, âgés de 20 à 40 ans³⁰⁸.

B. *Les règles administratives de la prison*

Toute demande doit être adressée au Ministère de l'Intérieur, par l'intermédiaire du Ministère de Grâce et de Justice (MGG). La patience est toujours de mise.

Pour l'achat d'un livre payé avec son argent personnel, Viviani doit en faire la demande au directeur de la prison de Civitavecchia, Donato Carretta, qui transmet à la Direction Générale pour les instituts de Prévention et des Peines du MGG :

« *Il detenuto politico in oggetto ha chiesto l'autorizzazione di poter acquistare presso la Casa Editrice Libreria Italiana in Torino il seguente libro : « Autarchia e guerra », di Pippo Giani. Uniformandomi alle disposizioni impartite con Ministeriale del 27-2-1938, n°139132, si fa presente che egli risulta idraulico, possiede un fondo peculio di L.1000 ed è fornito di istruzione elementare. Premesse siffatte informazioni, non si esprime alcun parere non conoscendosi il libro e si resta in attesa delle Superiori determinazioni* »³⁰⁹.

³⁰⁶ Col passar del tempo, poi, si entra sempre più in intimità gli uni con gli altri, sicchè i legami di amicizia si stringono sempre più », FPC, Archive Leone Viviani, 16.07.1940.

³⁰⁷ LS, 03.09.1943.

³⁰⁸ *Idem*.

³⁰⁹ ACS, MGG, detenuti politici, b.212, 18.11.1942.

Le MGG transmet la requête de Viviani à la direction générale de la Sécurité Publique du Ministère de l'Intérieur :

« Il detenuto politico in oggetto, che è fornito d'istruzione elementare, e dispone di un fondo di L.1000 chiede di essere autorizzato ad acquistare presso la Libreria Italiana di Torino il seguente libro : Pippo Giani, « Autarchia e Guerra ». Si prega codesto Ministero di esprimere il proprio avviso circa l'opportunità di aderire o meno a detta richiesta »³¹⁰.

Le 21 janvier 1943, le Ministère de l'Intérieur accepte³¹¹ et transmet son autorisation au MGG qui à son tour, le 31 janvier informe la prison de la possibilité d'acheter le livre.

C'est un exemple de la lenteur que prend chacune des requêtes émises par un prisonnier : ici plus de deux mois se sont écoulés pour l'achat d'un livre. A une autre occasion 6 mois sont nécessaires à la demande de Leone de correspondance avec sa sœur Nini à Bâle.

L'obtention d'un ouvrage ou d'une revue peut être dénié. Par exemple, sa demande d'abonnement au magazine Suisse *L'Illustré* lui est refusée au motif qu'il est interdit de s'abonner à des périodiques publiés à l'étranger³¹².

En janvier 1941, le Ministère de l'Intérieur n'autorise pas la remise à Viviani du livre de l'exposition nationale suisse de 1939 que sa mère lui envoie, en alléguant que :

« questo Ministero non ritiene di derogare alla disposizione di massima, che vieta l'invio di libri ai detenuti politici da parte della famiglia »³¹³.

En décembre 1939, Aldo Viviani demande à Giuseppe Bordoli de Argegno, un client qui lui doit 400 lires pour un travail de cordonnerie, d'adresser à titre de remboursement sur facture, un mandat directement à Leone, ce qui va poser de sérieux problèmes. En effet, à réception de ce montant de la part d'un inconnu, les seules personnes habilitées à envoyer de l'argent étant ses parents, le directeur de la prison demande des éclaircissements à Leone sur l'expéditeur :

« Il sottoscritto detenuto Viviani Leone, inviato da Lei a dare schiarimenti sulla persona che gli ha inviato un vaglia di L.400, nel mese di novembre, risponde quanto segue : Egli sa di positivo, che detto vaglia gli fu inviato dai propri genitori, come lo comprovano le lettere che egli ha esibito,

³¹⁰ FPC, Archive Leone Viviani, 02.12.1942.

³¹¹ Du ministère de l'Intérieur au MGG. « ... da parte di questo Ministero nulla osta a che il condannato politico in oggetto, acquisti la seguente pubblicazione », ACS, MGG, detenuti politici, 21.01.1943.

³¹² « Con riferimento alla nota suindicata significasi che, a tenore delle norme in vigore, ai detenuti politici non può essere consentito di abbonarsi a periodici pubblicati all'estero », *idem*, 28.01.1943.

³¹³ *Idem*, 11.01.1941.

per tramite di una terza persona. Il sottoscritto non è in grado di dare nessuna informazione su detta persona, ma prega la S.V. di voler comunicare agli Istituti che si interessano di detto caso, che egli farà avvisato i propri famigliari e attraverso loro farà inviare direttamente all'Istituto che Lei avrà la cortesia di indicargli, tutte le informazioni inerenti sia al mittente del vaglia in questione, sia al caso del vaglia stesso »³¹⁴.

Aldo Viviani, le 4 avril écrit au MGG afin de clarifier la situation, en expliquant les difficultés et les sacrifices de sa famille et prier les autorités compétentes de bien vouloir remettre cette somme à Leone³¹⁵. Bien que les parents expliquent soigneusement le mode opératoire, le Ministère de l'Intérieur refuse de donner ces 400 liras à Viviani :

« Poichè non è stato possibile accertare il mittente del vaglia per L.400, spedito al condannato in oggetto, si esprime parere contrario all'accredimento di detta somma. Questo Ministero dispone che la somma predetta venga versata alla Cassa delle ammende anche perchè, oltre a risultare sconosciuto il mittente, è stata violata la legge relativa alla valuta introdotta nel regno »³¹⁶.

En prison à Milan, Leone ne peut recevoir que des vêtements de sa famille. Ses parents lui ont envoyé des cigarettes, du chocolat et du savon qu'il n'a pas obtenus³¹⁷. A Civitavecchia les règles sont différentes, les colis de 5 kilos sont autorisés cinq fois par année :

« Uno al 1 dell'anno ; uno per Pasqua ; uno per il 21 aprile ; uno per il 28 ottobre e quindi uno per Natale »³¹⁸.

Les cigarettes sont interdites et le contenu des paquets contrôlé par la police fasciste. Le reste de l'année, aucun colis n'est accepté, et Viviani doit faire en sorte de rationner les quantités.

³¹⁴ FPC, Archive Leone Viviani, 20.02.1942.

³¹⁵ « Mio figlio Leone, detenuto politico a Civitavecchia mi informa che un vaglia di Lire 4000 inviatogli per mio conto dall'Italia, ha provocato una inchiesta da parte di cod. Ministero, perchè esso non portava la mia firma. A scampo di malintesi preciso che il vaglia l'ho fatto spedire io da Argegno da un mio cliente occasionale, conosciuto qui come « Pepin », che, per un conto di confezione e riparazione di calzature non avendo valuta svizzera per pagarmi, ho pregato di versare la somma spettantemi all'indirizzo di mio figlio a Civitavecchia, invece che al mio indirizzo. Data perciò questa spiegazione e considerato il sacrificio che mi consta questa somma inviata per i suoi bisogni a mio figlio, cod. Ministero vorrà consegnare la somma medesima a mio figlio. In tale fiducia, ringrazio, anticipamente, scusandomi dell'inconveniente provocato involontariamente », ACS, MGG, detenuti politici, 04.04.1942.

³¹⁶ *Idem*, 04.06.1942, lettre du Ministère de l'Intérieur.

³¹⁷ « Devo dirti che ho poi saputo che qui non può entrare nulla, di fuori, eccezione fatta degli indumenti. Però, quando si riceve qualcosa che non si può avere, ce lo dicono e poi ce lo serbono per quando si esce, oppure lo rimandano al mittente », FPC, Archive Leone Viviani, 04.09.1938.

³¹⁸ *Idem*, 23.04.1940.

C. La censure

La censure est omniprésente : toutes les lettres envoyées et reçues sont vérifiées par les gardes de la prison. Parfois Viviani ne reçoit pas une missive de son père, certainement à cause du contenu³¹⁹. Il peut obtenir des photos de sa famille, par contre celles où apparaissent des personnes inconnues de la police sont confisquées³²⁰. Leone recommande à son père de n'écrire que des banalités, des situations familiales, sans noms et sans sous-entendus. Lui fait de même. Comme le dit Stéfanie Prezioso, « il censore diventa un secondo destinatario, fantomatico ma presente alla mente di chi scrive »³²¹.

Seuls ses parents sont autorisés à lui écrire³²², puis ensuite après demande au Ministère de l'Intérieur, sa sœur l'est également. Il n'a par exemple pas reçu les lettres envoyées par ses collègues de travail.

Viviani ne sait que peu de choses de ce qui se passe en Suisse. Son père l'informe, mais la censure l'oblige à taire certains détails. Leone craint pour sa famille :

*« Io sono sempre un pò in apprensione per voi. Mi sembra che la vostra situazione non sia delle più belle e anche alquanto malsicura. Forse esagero, si certamente esagero, vorrei esserne convinto anch'io, ad ogni modo però, spero che tutto vadi per il bene »*³²³.

Il craint que la guerre n'éclate aussi en Suisse et n'est pas rassuré de savoir sa petite sœur Nini à Bâle³²⁴, à cause de la proximité géographique de cette ville avec l'Allemagne et la France.

Il ne s'appesantit pas sur des propos politiques, il commente toutefois la mort de Giuseppe Motta³²⁵, et avoue être content qu'un Tessinois succède à un Tessinois au Conseil fédéral. Les nouvelles du monde extérieur sont restreintes et limitées pour les détenus.

³¹⁹ « Fui avvertito che tu mi avevi risposto, ma che io non potevo avere la tua lettera, perchè conteneva qualche cosa che a me non riguardava », FPC, Archive Leone Viviani, 03.06.1939.

³²⁰ « Vidi anche la fotografia che mi hai mandato dove ci sei te con i tuoi amici ma non potei avere nemmeno quella. Non puoi immaginarti come rimasi male, ma purtroppo non ci fu niente da fare », *idem*, 03.06.1939.

³²¹ PREZIOSO Stéfanie, *Itinerario di un « figlio del 1914 »*. *Fernando Schiavetti dalla trincea all'antifascismo*, *op. cit.*, p.121.

³²² « [...] intanto sappi che per regola, qui non si può ricevere nulla che non sia di una persona colla quale io son stato autorizzato espressamente a scrivere. Questo ci tengo a fartelo sapere perchè è inutile che altri, che non siate voi di famiglia, esclusi anche zii, nipoti, mi spediscono qualunque cosa, anche una semplice cartolina sarebbe un francobollo sprecato », FPC, Archive Leone Viviani, 13.11.1939.

³²³ *Idem*, 20.11.1939.

³²⁴ « Intanto sono sicuro che si trova bene, ma il luogo dove si trova non mi lascia molto tranquillo e tu mi comprenderai bene. Dirai che sono diventato un po pessimista e che vedo tutto nero, ma cosa vuoi, si son viste tante cose in questi ultimi giorni, che non si può prevedere facilmente ciò che avverrà », *idem*, 11.04.1940.

³²⁵ « Mi ha poi colpito la morte del Dott. Motta avvenuta in un momento tanto critico e mi immagino quanta impressione abbia fatto fra voi. Anch'io come voi spero che si trovi un successore capace e abile come lui per saper dirigere la politica della Svizzera in una situazione simile », *idem*, 06.02.1940.

Leone parle très rarement des événements qui se passent en Italie et il est difficile de savoir quelles informations filtrent au travers des murs de la prison. Il informe ses parents à fin juin 1940 qu'ils sont inclus dans la zone de guerre et ont reçu des masques à gaz, ce qui ne les tranquillise pas, mais Viviani reste positif :

« Ad ogni modo io credo che qui non ci sia tanto pericolo e che le misure prese, non siano che precauzionali. Del resto, chi vivrà vedrà »³²⁶.

Il suit du mieux qu'il peut l'évolution de la guerre. En juin 1940, il est rassuré que la France se soit rendue :

« Con l'attuale resa della Francia, poi, credo che la probabilità di entrata in guerra della Svizzera sia pressochè scomparsa. Questo mi tranquillizza alquanto, anche perché, se la guerra non è ancora finita, il settore che occupa il nostro paese è, si può dire, fuori della zona di eventuali conflitti »³²⁷.

Leone craint que son père ne lui cache des choses concernant la situation en Suisse ou la famille. Il aimerait s'abonner à un journal comme *l'Illustré* afin d'avoir des nouvelles de son pays, mais il n'a obtenu qu'un refus, comme vu plus haut.

Une seule fois, Viviani se lance dans un discours qui aurait certainement été censuré s'il avait été lu par les agents de contrôle. Il s'adresse à sa petite sœur qui a trouvé un travail et lui fait un éloge du socialisme et de l'importance de l'ouvrier:

« Io sono contento che tu abbia fatto la conoscenza del laborario: questo è un buon maestro. Tu comprenderai ora cosa sia lavoro e cosa significhi essere operai. Tu te ne sarai certamente accorta, che mentre l'operaio è tutto, mentre è fonte di ricchezza e fonte inesauribile, mentre è il pilastro della società, viene per tutto ciò ricompensato ben miseramente. Ma non amareggiarti per ciò, non sarà sempre così. Piuttosto cerca di addentrarti in ciò che concerne la tua posizione rispetto alla società. Nei tuoi momenti d'ozio, leggi qualche buon libro e medita sopra. E non devi credere o pensare che tu sia la sola che versi nelle condizioni in cui ti trovi: guardati attorno attentamente e ad ogni passo incontrerai qualche tuo compagno, e forse ti stupirai nel constatare che siete in molti »³²⁸.

Le reste du temps, Leone a bien compris les règles imposées par la censure et il ne prend pas le risque de voir ses courriers séquestrés. Il s'astreint donc à parler strictement de choses le concernant et à demander des nouvelles de la famille.

³²⁶ FPC, Archive Leone Viviani, 25.06.1940.

³²⁷ *Idem.*

³²⁸ *Idem*, 10.09.1940.

III. Les visites du Consulat et de la Légation

Leone Viviani, citoyen suisse en terre italienne, jouit-il de privilèges ? Il nous est donné à penser que tous les détenus sont traités de la même manière. Les seules faveurs que reçoit Viviani par rapport aux autres sont les visites de la Légation Suisse à Rome ou du Consulat quand il est à Milan. Ces instances lui amènent de l'argent, des journaux et revues, des livres, parfois un paquet, ce qui réjouit Leone et lui fait penser qu'il n'est pas abandonné à son sort par son pays d'origine et qu'il n'y est pas considéré comme un délinquant. Les entrevues sont relativement régulières.

Pour rendre visite à Leone, la Légation de Suisse doit le demander au Ministère des Affaires Etrangères³²⁹, qui accepte, mais à certaines conditions :

« Detti colloqui dovranno svolgersi in lingua italiana ed alla presenza di un elemento del Servizio Informazioni dipendente del Comando Supremo »³³⁰.

Le 11 mars 1940 lors d'une rencontre avec la Légation, celle-ci lui promet d'envoyer des revues et des livres. L'un des deux agents explique à Viviani sa rencontre avec son père à Lugano quelques temps auparavant et Leone s'en réjouit énormément:

« Mi sembrava che lui fosse scomparso e che al suo posto c'eri te che mi parlava. Ho passato veramente un'ora deliziosa »³³¹.

Ces visites donnent du courage et du baume au coeur à Leone, il a confiance en l'aide de la Suisse et est fier de son pays :

« Questo colloquio, come ti dissi, mi procurò molto piacere e posso dirti che sono stato nuovamente colpito dalla gentilezza e dalla cortesia con cui quei signori mi hanno trattato. Per ciò, mi convinco sempre di più, che nel nostro paese vigono certe istituzioni come forse in nessun altro. Questo mi rende orgoglioso di appartenere a un simile paese »³³².

Les colis envoyés par la Légation rendent Leone heureux:

³²⁹ « La Legazione di Svizzera ha l'onore di rivolgersi al R. Ministero degli Affari Esteri per pregarli di voler procurare ai funzionari di questa Legazione : Signor Bernard Mallet, Primo Segretario di Legazione e Signor Riccardo Mordasini, Capo della Cancelleria della Legazione, il permesso necessario per visitare il cittadino svizzero Leone Viviani recluso nel penitenziario di Civitavecchia ». ACS, MGG, detenuti politici, b.212, 06.06.1939.

³³⁰ *Idem*, 24.02.1942, lettre du Ministère des Affaires Etrangères au MGG.

³³¹ FPC, Archive Leone Viviani, 12.03.1940.

³³² *Idem*, 12.03.1940.

« Ho poi anche ricevuto il pacco inviatomi dalla Legazione e tu non puoi immaginare cosa provai in quel momento. In verità, io me n'ero già accorto che quei Signori si interessavano di me, ma fino a tale punto non lo pensavo, specialmente data la situazione attuale, per cui io pensavo avessero dei fastidi e delle precauzionali ben più grandi che pensare a me. Dunque, il pacco mi ha fatto molto piacere, anche, e più di tutto, dal lato morale »³³³.

Avec les visites, les paquets, ou les quelques lires remises³³⁴, la Légation apporte du réconfort à Leone qui ne se sent ainsi pas abandonné de son pays.

Chapitre 6

Vers une libération

Leone Viviani emprisonné est impuissant face à sa condamnation et c'est depuis la Suisse que les démarches pour favoriser une libération anticipée peuvent être entreprises. Les autorités suisses savent que la condamnation du Tribunal Spécial est sans appel, l'unique solution pour abrégier le séjour de Viviani en prison est de faire une demande en grâce auprès du Roi Victor-Emmanuel III. Les parents Viviani soumettent cette idée au Département politique fédéral à de nombreuses reprises mais il réagit avec beaucoup de modération et n'y est guère favorable. En effet, le comportement de Viviani au procès est jugé défavorable à une future demande de clémence. Motta désapprouve l'attitude du jeune Tessinois :

« Disgraziatamente egli è stato alquanto imprudente, non ha mostrato nessun pentimento per quanto ha fatto contravvenendo alle severe leggi della sicurezza dello Stato vigenti in Italia »³³⁵.

Ricardo Mordasini (1895-1966), chef de la Légation Suisse à Rome, est du même avis : une demande de grâce est inconciliable avec un tel comportement :

« V'è però da temere che questa non abbia gran fortuna sicchè il Viviani persisterà nell'atteggiamento dimostrato sin qui »³³⁶.

Les parents Viviani sont alarmés par la situation internationale. L'entrée de l'Italie dans le conflit mondial en juin 1940 renforce leurs soucis quant à la détention de leur fils. A de

³³³ FPC, Archive Leone Viviani, 04.02.1941.

³³⁴ « Ti dirò anche che il mese scorso ho pure ricevuto 100 lire dalla Legazione Elvetica in Roma [...]. Sono rimasto molto toccato da questo fatto e una volta di più sono convinto che la mia nazione nel limite delle possibilità e forse oltre, si interessa di me. Questo mi fa molto piacere perché significa, che in fondo non mi si giudica tanto male », *idem*, 06.04.1940.

³³⁵ AF, E2001/D, 1000/1553, 09.02.1939, lettre de Motta à Angiolina Viviani.

³³⁶ *Idem*, 06.02.1939, lettre de Riccardo Mordasini aux avocats Rusca.

nombreuses reprises ils écrivent aux autorités compétentes afin de leur rappeler l'emprisonnement de Leone, en apportant un soutien sans faille à leur fils qu'ils aident financièrement et moralement. La famille Viviani est très soudée et la détention de Leone est un poids psychologique énorme³³⁷. Ce fardeau est peut-être légèrement amoindri du fait que la famille est soutenue par diverses personnalités tessinoises, grâce à la popularité d'Aldo Viviani.

Dans ce chapitre nous souhaitons regarder comment Leone Viviani est assisté par la Suisse pour une diminution de peine. Comment se passe son retour à Lugano le 31 août 1943 ? Sa situation intéresse-t-elle la diplomatie suisse ? Ou Leone est un numéro parmi d'autres détenus suisses en Italie à la même époque ?

I. Le soutien du Tessin

Par sa spécificité linguistique et sa localisation au sud de l'arc alpin, le Tessin est un canton « à part » : les habitants se connaissent et la solidarité entre résidents du canton est forte. Leone et Aldo Viviani sont connus à Lugano, le père possède une cordonnerie et la maison familiale est un lieu de rencontres.

Des personnalités politiques tessinoises telles que Zeli, Canevascini, Borella ou Pellegrini vont se succéder en requêtes de libération au Département politique fédéral.

A. Giuseppe Motta, allié des Viviani ?

L'unique promesse que Motta est en mesure de faire à la famille Viviani après la condamnation, est d'être vigilant à ce que Leone reçoive régulièrement la visite de la Légation, et formuler dès que possible une demande en grâce :

« Non perderemo di vista il suo caso, e non appena ne vedremo la opportunità esamineremo la possibilità di fargli introdurre, attraverso la nostra Legazione a Roma, una domanda di grazia al Re d'Italia. Suo figlio dovrà scontare almeno una parte della sua pena. [...] Può ad ogni modo essere certa che la nostra Legazione a Roma non perderà di vista il caso di suo figlio, e che non mancherà di tanto in tanto di farlo visitare da uno dei suoi funzionari [...] noi non mancheremo di fare tutto il nostro possibile per ottenere che la pena sia abbreviata»³³⁸.

³³⁷ En octobre 1942, Angiolina va jusqu'à dire au Département politique fédéral: « Preferirei avere una tomba di che portare un fiore anzichè saperlo sepolto vivo innanzi tempi », AF, E2001/D, 1000/1553, 29.10.1942.

³³⁸ *Idem*, 09.02.1939, lettre de Giuseppe Motta à Angiolina Viviani.

Motta adopte un ton condescendant, en évoquant la naïveté de Viviani dans cette affaire³³⁹ et regrette de ne pouvoir être plus utile³⁴⁰. Sa réponse, bien que bienveillante, n'est pas particulièrement encourageante. Dans le passé Motta avait affirmé ne pouvoir se compromettre dans cette affaire³⁴¹.

Le même canton d'origine influe-t-il son comportement envers les Viviani ? Giuseppe Motta, aux commandes de la diplomatie helvétique de 1920 à 1940 est une personnalité qui a fait couler beaucoup d'encre. Son attitude vis-à-vis des puissances nationalistes est souvent remise en question par les historiens et l'attirance du conseiller fédéral tessinois pour la politique et la personne de Mussolini est notoire³⁴².

Il est ainsi admis de se questionner sur l'envie de Motta de ne pas se discréditer envers le Duce en intercédant une demande en grâce destinée à un prisonnier politique comme Viviani, lequel s'assume en tant qu'antifasciste avéré et fier de l'être.

La famille Viviani croit beaucoup en Motta et en son aide. Aldo Viviani en parle ainsi lorsqu'il écrit à Berne après la mort de Motta le 23 janvier 1940 :

*« La posizione di mio figlio è già nota a cod. Lod. Dipartimento, anche per i cortesi interventi del compianto Cons. Federale G. Motta che si era occupato della cosa con particolare amore. Confido pertanto che a questa mia istanza si vorrà dar seguito con cortese sollecitudine »*³⁴³.

En outre, la famille Viviani a ressenti la mort du Conseiller Fédéral comme une rupture. Elle se sent alors abandonnée:

*« Quando era in vita il Ill. mo Sig. Motta se ne interessava e mi aveva dato di sperare in bene, ma purtroppo tutto fu troncato colla sua morte »*³⁴⁴.

³³⁹ « Sono io pure convinto che Suo figlio ha agito molto leggermente, e che altri, che lo hanno spinto ed incoraggiato ad introdurre in Italia materiale colà considerato sovversivo, hanno pure grande parte di responsabilità nella condanna di Suo figlio », AF, E2001/D, 1000/1553, 09.02.1939.

³⁴⁰ « Mi rincresce immensamente di non poterLe dare una risposta più consolante », *idem*.

³⁴¹ « La mia carica stessa mi impone il più stretto riserbo e mi vieta un simile intervento personale, che non sarebbe compreso dalle autorità italiane », *idem*.

³⁴² « Le fait que le conseiller fédéral tessinois ait été lui-même charmé par Mussolini paraît incontestable. Après une première rencontre avec le Duce en avril 1933, Motta, loin de se montrer insensible aux idées fascistes, fera tout son possible pour ménager la susceptibilité des dirigeants italiens, s'efforçant d'éviter la tension dans les rapports entre Rome et Berne. Au cours de 1937-1938, le chef du Département politique intervient notamment auprès de certaines rédactions pour les inviter à plus de prudence et de modération dans leurs articles sur la Péninsule. Il s'attelle également à aplanir les incidents liés à l'irréductibilisme. L'attitude de Motta ne change pas avec l'ouverture de la Seconde Guerre mondiale. Jusqu'à sa mort, qui survient le 23 janvier 1940, le Tessinois reste en quelque sorte aveuglé par son admiration du Duce, croyant que celui-ci est un ardent défenseur de la Suisse vis-à-vis de l'Allemagne nazie », GERARDI Dario, *Un « colonialisme » occulté : la Suisse et l'Italie, 1923-1950 : transactions financières, relations commerciales et réseaux d'affaires*, op. cit., p.26.

³⁴³ AF, E2001/D, 1000/1553, 23.01.1940.

³⁴⁴ *Idem*, 27.07.1943.

Pourtant Motta n'a pas joué un rôle prépondérant dans cette affaire, si ce n'est un soutien moral à la famille grâce aux deux lettres envoyées personnellement à Angiolina Viviani.

En effet, à plusieurs reprises, cette dernière s'adresse à Motta, soit pour demander si une demande en grâce est possible, soit alors simplement pour rappeler l'emprisonnement de Leone et les soucis y relatifs. Par exemple, alors que l'Allemagne a envahi la Pologne le 1^{er} septembre 1939 et que la guerre a éclaté en Europe, Angiolina écrit à Motta pour lui exprimer ses peurs par rapport à la situation internationale :

« Siccome un'altr'anno è passato dall'assenza di mio figlio, non posso più reggere col pensiero che con questi disastrosi tempi mio figlio possa essere abbandonato e dimenticato. Più grande è ancora il mio dolore causa di questa nuova guerra [...] »³⁴⁵.

Bien qu'Angiolina ait adressé sa lettre à Motta, la réponse arrive de Feldscher, suppléant du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral, ce qui laisse supposer que Motta n'est pas particulièrement impliqué³⁴⁶. Quoiqu'il en soit, Feldscher perçoit le cri du cœur d'Angiolina comme une simple « *comunicazione* »³⁴⁷, là où Motta aurait peut-être exprimé plus d'empathie.

La confiance et la foi que porte la famille Viviani à Giuseppe Motta semble être plus un réconfort moral du fait de partager le même canton qu'une réelle aide. En effet, ni Motta ni Enrico Celio n'accomplissent des démarches particulières pour sortir Leone de prison.

B. L'aide des élus tessinois

En juin 1940 le Conseiller National tessinois Edoardo Zeli³⁴⁸ écrit à Enrico Celio³⁴⁹, nouvel élu au Département des Postes et des Chemins de fer³⁵⁰ afin de relancer la proposition d'une demande en grâce :

³⁴⁵ AF, E2001/D, 1000/1553, 15.03.1939.

³⁴⁶ Il est possible que Motta soit malade au moment de la réception de la lettre d'Angiolina. En effet, en 1939 il est victime d'un engorgement cérébral puis d'une paralysie à la jambe droite qui l'obligent à interrompre son activité pour quelques temps, sans toutefois renoncer à son mandat, ALTERMATT Urs (dir.), *I consiglieri federali svizzeri*, Armando Dadò Editore, Locarno, 1997, p.312.

³⁴⁷ « La sua comunicazione ha avuto la nostra attenzione e Le possiamo assicurare che, come l'abbiamo detto nella nostra lettera del 9 febbraio, il caso di Suo figlio non sarà perduto di vista e che esamineremo la possibilità di introdurre una domanda di grazia appena ne vedremo l'opportunità » AF, E2001/D, 1000/1553, 24.11.1939, lettre de Feldscher du Département Politique à Angiolina Viviani.

³⁴⁸ Edoardo Zeli (1882-1962) né à Locarno est un des chefs du parti socialiste tessinois. Il est conseiller national de 1922 à 1928 et de 1935 à 1947. <http://www.hls-dhs-dss.ch>

³⁴⁹ Enrico Celio (1889-1980), après des études de droit à Fribourg, devient Député conservateur au Grand Conseil tessinois (1913-1932), conseiller national, puis en août 1932 il succède à Cattori au Conseil d'Etat. En

« Le mando le informazioni sul caso del giovane Viviani Leone in Lugano[...] Essendo svizzero, il compianto On. Motta e la Legazione di Svizzera a Roma si sono già interessati del caso. Bisognerebbe ritentare da parte del Consiglio federale per fargli avere la grazia, essendo la punizione subita più che sufficiente per la colpa commessa»³⁵¹.

Guglielmo Canevascini qui connaît bien la famille Viviani écrit également à Enrico Celio, le 22 octobre 1942 :

« Della sua situazione si è occupato il suo predecessore On. Giuseppe Motta e la Legazione di Svizzera a Roma [...] Sarei quindi a pregarla di volersi interessare personalmente al Dipartimento politico federale per un sollecito intervento della Legazione a Roma in modo che tutte le amnistie e condoni che potevano e possono essere al Viviani Leone, abbiano ad esserlo e questi possa sortire con gli altri amnistiati e ritornare in seno alla famiglia che attende con ansia la sua liberazione ; particolarmente la mamma che ha scritto sovente al defunto on. Motta ! E anche un favore personale che farebbe a me, perchè conosco benissimo la famiglia, composta di onestissime persone e meritevole di tutto l'interessamento possibile delle autorità per il caso del figlio detenuto »³⁵².

Bien que Enrico Celio ne soit pas à la tête du Département politique fédéral, la préférence est de s'adresser à un Tessinois. Le 29 août 1943, le congrès socialiste envoie un télégramme à Celio, alors président de la Confédération :

« Convegno socialista distretto Mendrisio prega intervenire presso autorità italiane perchè sia al più presto liberato detenuto politico cittadino ticinese Leone Viviani da sei anni nelle carceri italiane. Crivelli Arnoldo, Borella Francesco, Pellegrini Piero »³⁵³.

Le Tessin soutient en vain la famille Viviani, car Berne est peu encline à entrer en matière et demander une libération, comme nous allons le voir.

II. La sortie de prison approche

A présent regardons comment les autorités suisses suivent la situation internationale, et celle de l'Italie en particulier, afin de choisir le moment le meilleur pour négocier le retour de Viviani en Suisse.

février 1940 il est élu au Conseil fédéral où il reste pendant 10 ans à la tête du Département des postes et des chemins de fer. <http://www.hls-dhs-dss.ch>

³⁵⁰ C'est Marcel Pilet-Golaz qui reprend le département des Affaires étrangères laissé vacant à la mort de Motta.

³⁵¹ AF, E2001/D, 1000/1553, 15.03.1939, 07.06.1940.

³⁵² *Idem.*

³⁵³ *Idem.*

A. *Les amnisties*

Des actes de clémence du Duce ayant pour but de célébrer les vingt ans du Régime ont lieu en Italie. Lorsque la nouvelle arrive en Suisse, l'espoir naît d'une amnistie à la faveur de Leone.

Angiolina écrit à la Légation et à Pilet-Golaz pour en demander la possibilité³⁵⁴ et le 19 octobre 1942, c'est Aldo Viviani qui intercède auprès du Département politique fédéral à Berne :

« Mi permetto disturbarLa in merito a mio figlio Leone detenuto politico da 4 anni e 7 mesi a Civitavecchia. Considerate le ultime due amnistie – prima di anni tre e poi, di questi giorni, di anni 5 – mio figlio, che era condannato a 12 anni dovrebbe essere stato liberato in seguito all'ultima amnistia e condono. Mi risulta difatti che, un italiano, condannato a 30 anni per reato politico contro lo Stato, è già libero a Milano, mentre di mio figlio non mi risulta nulla. Sarei quindi, a pregarLa, facendomi forte dell'interessamento che per il mio caso aveva dimostrato il compianto On. Giuseppe Motta, di volersi interessare, nelle vie previste dai rapporti internazionali, per sapere se anche mio figlio - come credo – può essere compreso fra i liberati, facendo, se mai, tutto il possibile perchè lo sia »³⁵⁵.

La réponse de Pilet-Golaz déçoit les espoirs de la famille :

« [...] Il a été promulgué en Italie, depuis la condamnation de Viviani deux décrets d'amnistie, l'un en février 1940, l'autre le 17 octobre 1942. Viviani n'a pas pu en bénéficier, l'amnistie excluant, dans les deux cas, les auteurs de délits contre la sécurité de l'Etat (espionnage, délits politiques) »³⁵⁶.

Ce n'est donc pas grâce aux amnisties que Leone Viviani peut espérer retrouver la Suisse plus tôt que ne le prévoit sa condamnation.

B. *L'idée d'un recours en grâce*

A plusieurs reprises, le Département politique fédéral, sur requête des parents Viviani ou d'autres élus tessinois, demande à la Légation de Suisse à Rome d'examiner si le moment opportun pour un recours en grâce est arrivé.

³⁵⁴ « Il mese scorso ci venne riferito che in Italia era uscito un'amnistia in grande stile e che probabilmente poteva toccare anche mio figlio. Ora mio marito scrisse subito alla Legazione a Roma, la quale le risposero che da loro non era stata notata. Io sarei desiderosa di sapere qualche cosa di più sicuro in riguardo, ed io intercedo per avere una sua parola alla Legazione d'interessamento. Pensate Signore che noi non abbiamo nessuno cui rivolgersi e per lo più senza mezzi, io credo che se fossimo stati ricchi mio figlio non avrebbe trascorso laggiù tutto questo tempo, son 4 anni e mezzo e fino a quando avrà fine ? », AF, E2001/D, 1000/1553, 07.09.1942, lettre d'Angiolina Viviani à Pilet-Golaz.

³⁵⁵ *Idem.*

³⁵⁶ *Idem*, 30.11.1942.

Le 27 mars 1940, la Légation écrit au Département politique fédéral en disant que :

« sa condamnation, datant de janvier 1939, est encore trop récente pour que nous puissions lui conseiller de formuler maintenant déjà une semblable requête »³⁵⁷.

En juin 1940, Edoardo Zeli écrit à Enrico Celio afin de savoir si le moment ne serait pas venu de demander la grâce pour Viviani, mais Pilet-Golaz répond le 15 juin 1940 :

« Per quanto concerne un ricorso in grazia, il Ministro di Svizzera è del parere che la condanna di questo giovane essendo stata pronunciata solo nel gennaio 1939, tale passo sarebbe intempestivo. Difatti, nonostante tutta la mia simpatia per la famiglia di questo connazionale, sono convinto anch'io che un ricorso presentato in questo momento non solo non potrebbe aver l'esito desiderato, ma anzi potrebbe nuocere a un intervento ulteriore che dovesse essere fatto in un'epoca più opportuna »³⁵⁸.

En novembre 1941, la Légation écrit qu'il est encore trop tôt car des demandes similaires ont été repoussées dans des cas moins graves³⁵⁹.

C'est le 2 novembre 1942 que Wagnière, chef de la division des Affaires Etrangères, charge la Légation d'examiner la possibilité d'une demande en grâce. Les amnisties qui ont lieu en Italie sont un signe de bon vouloir du Régime, le moment serait donc relativement bien choisi:

« Nous nous demandons, toutefois, si le moment ne serait pas propice pour faire présenter un recours en grâce en faveur de Léon Viviani, et cela bien que ce compatriote n'ait pas encore purgé la moitié de la peine encourue. M. Viviani père, à Lugano, revient à la charge et nous demande si de nouvelles démarches ne pourraient être entreprises pour son fils »³⁶⁰.

³⁵⁷ AF, E2001/D, 1000/1553.

³⁵⁸ *Idem*, 15.06.1940, lettre de Pilet-Golaz à Enrico Celio.

³⁵⁹ « Quant à la présentation d'un recours en grâce en faveur de ce détenu, nous sommes, comme vous, d'avis que son cas se présente sous un jour plus défavorable que celui de Casartelli, du fait de la gravité de l'imputation mise à sa charge, de sa condamnation plus forte, de ses aveux et de son attitude au procès. Le Ministère des Affaires Etrangères a déjà fait observer à quelques reprises à propos d'affaires de cette nature « qu'un tribunal italien, surtout le Tribunal spécial pour la défense de l'Etat, n'inflige pas sans motifs impérieux à un délinquant une forte peine de réclusion pour qu'il soit relaxé après avoir subi moins du tiers de sa condamnation. Il convient d'avoir purgé la moitié environ de la peine encourue pour qu'une demande en grâce ait quelques chances d'être prise en considération. Ces indications ne sont guère de nature à nous encourager à appuyer un tel recours en faveur de Viviani », *idem*, 29.11.1941, lettre de Ruegger au Département politique fédéral.

³⁶⁰ *Idem*, 02.11.1942, lettre de Wagnière à la Légation.

Nous n'avons pas la réponse de la Légation, mais aucune demande en grâce n'est émise. Les mois passent, les bombardements sur les villes italiennes sont de plus en plus fréquents, et la défaite de l'Italie semble inéluctable.

C. Les derniers mois

La fin du Régime fasciste avec la destitution de Mussolini de ses fonctions en juillet 1943 offre aux parents Viviani une nouvelle chance d'espérer.

Le 27 juillet 1943, Aldo sollicite le Département politique fédéral :

« La presente per fare cortese istanza affinché, in considerazione degli avvenimenti verificatisi in Italia, codesto lod. Dipartimento veda di intervenire presso il nuovo governo italiano al fine di ottenere la liberazione di mio figlio LEONE detenuto a Castelfranco (Emilia) dove è stato traslocato dopo il bombardamento di Civitavecchia [...] Confido pertanto che a questa mia istanza si vorrà dar seguito con cortese sollecitudine »³⁶¹.

Dès le 26 juillet, le Grand Conseil fasciste est dissout, tout comme le Tribunal Spécial et la Milice. La situation en Italie est floue. Le nouveau gouvernement, avec à sa tête Badoglio, peine à faire face à la réorganisation intérieure. La réponse du Ministre de Suisse à Rome Peter Vieli³⁶² du 10 août 1943 démontre ce chaos italien. Certains prisonniers antifascistes ont été libérés, mais rien de concret ne peut encore être avancé :

«Le seul qui, selon moi, pourrait éventuellement bénéficier tôt ou tard d'une mesure d'élargissement serait Leon Viviani. Cependant, comme je vous l'ai écrit le 6 août, j'estime qu'il serait prématuré de saisir dès maintenant les Autorités italiennes d'une demande de libération de ce détenu et qu'il convient d'attendre que la situation se soit quelque peu stabilisée. Etant donné, toutefois, qu'un mouvement en faveur de Viviani pourrait se dessiner un jour ou l'autre dans les milieux extrémistes de notre pays, je voudrais, pour éviter que nous nous trouvions pris au dépourvu, vous suggérer d'examiner dès maintenant le cas de ce ressortissant en tenant compte des réactions que cette affaire pourrait provoquer dans nos partis de gauche. Vous voudrez bien me faire savoir si vous estimez indiqué que je procède, dès maintenant auprès du Ministère des Affaires Etrangères à un sondage aux fins de savoir si la libération des détenus politiques étrangers, et notamment de Viviani, pourrait être envisagée pour un avenir prochain »³⁶³.

³⁶¹ AF, E2001/D, 1000/1553.

³⁶² Peter Vieli (1890-1972) est appelé à reprendre en charge la Légation de Suisse à Rome en décembre 1942. Sur la nomination de Vieli à ce poste voir GERARDI Dario, *Un « colonialisme » occulté. La Suisse et l'Italie, 1923-1950 : transactions financières, relations commerciales et réseaux d'affaires*, op. cit., pp.136-145.

³⁶³ AF, E2001/D, 1000/1553.

Malgré l'avis de la Légation d'attendre encore, Wagnière écrit le 17 août afin de procéder à une demande de libération. Est-ce la peur d'un soulèvement des groupes extrémistes qui pousse le Département politique fédéral à faire avancer les choses ? Difficile à dire :

« Réflexion faite, nous croyons qu'il faudrait aller carrément de l'avant en ce qui concerne Viviani et demander dès maintenant sa libération. Ce compatriote, qui est depuis plus de quatre ans en prison, a purgé plus du tiers de sa peine. Nous vous serions donc très obligés de bien vouloir entreprendre sans plus tarder une démarche en sa faveur »³⁶⁴.

Le 25 août 1943, la Légation envoie au Ministère des Affaires Etrangères à Rome la lettre suivante :

« Il cittadino svizzero Leone Viviani, di Aldo, nato a Lugano (Cantone Ticino), il 4 agosto 1915, oggetto della nota verbale A.G. IV° n.319197/99 del 5 agosto 1939 del R. Ministero degli Affari Esteri, è stato condannato nel 1939 a 12 anni di reclusione dal Tribunale Speciale per la Difesa dello Stato per aver cercato di introdurre nel Regno materiale di propaganda antifascista. In considerazione delle circostanze attuali, le Autorità Federali hanno incaricato la Legazione di chiedere al R. Ministero competente se, visto la natura del delitto commesso dal Viviani, la sua immediata liberazione non potrebbe essere presa in considerazione, come è stato il caso recentemente per un certo numero di detenuti politici italiani »³⁶⁵.

Wagnière annonce à Aldo Viviani le 28 août que les démarches pour la libération de Leone ont commencé³⁶⁶, mais c'est grâce à d'autres moyens que le jeune Tessinois rejoint la Suisse le 31 août 1943.

III. Le retour à Lugano

Libera Stampa annonce le 1^{er} septembre 1939 le retour en Suisse du Tessinois³⁶⁷:

« Leone Viviani è tornato, libero, a Lugano »³⁶⁸.

³⁶⁴ AF, E2001/D, 1000/1553.

³⁶⁵ *Idem.*

³⁶⁶ « ... la nostra legazione a Roma ci fa ora sapere che inizierà le pratiche tendenti ad ottenere, se possibile, la liberazione di Suo figlio », *idem.*

³⁶⁷ Dans les AF on trouve en marge de l'article de journal qui annonce le 1^{er} septembre que le lendemain le journal publiera un compte-rendu du récit des années de prison de Viviani la phrase suivante: « cela promet ! Veuillez suivre l'affaire », *idem.*

³⁶⁸ « Ci è dato, finalmente, di dare una notizia che riempirà di gioia tutti i compagni ticinesi : Leone Viviani, il coraggioso giovane nostro che, per la sua attività a favore del movimento socialista italiano, cinque anni e mezzo or sono, era stato condannato dal tribunale fascista a dodici anni di galera, è tornato ieri in seno alla famiglia.

Pilet-Golaz se félicite du déroulement de cette affaire :

« Comme vous aurez pu le constater par les résultats obtenus, nous n'avions pas perdu de vue le cas de ce compatriote. Dès que les circonstances nous ont paru devenir plus favorables, nous avons renouvelé nos instructions à la Légation de Suisse à Rome pour qu'elle cherche à obtenir la libération de M. Leone Viviani. Elles ont été exécutées avec célérité et succès »³⁶⁹.

Pilet-Golaz pense alors que la demande du 25 août 1943 aux autorités italiennes a permis la libération de Viviani de manière spectaculairement rapide. Le retour de Viviani à Lugano advient différemment. *Libera Stampa*, journal auquel Viviani donne un récit complet de son séjour en prison, explique que la libération de Leone aurait eu lieu grâce à une grève de la faim des prisonniers³⁷⁰.

Selon les informations récoltées auprès de la compagne et du frère de Leone, il semblerait qu'à la fin du mois d'août, menacés par les partisans à l'extérieur, et mis sous pression par les prisonniers, les autorités et les gardiens auraient finalement laissé sortir les détenus. Les conditions qui permettent à Viviani de sortir de la prison sont floues, tout comme l'est la situation de l'Italie à l'été 1943.

Castelfranco est une ville située au cœur de l'Emilie-Romagne, région à forte tradition partisane. Mussolini destitué, les « castelfranchesi » souhaitent une épuration des représentants du parti fasciste³⁷¹. La peur d'insurrection des mouvements antifascistes entraîne des actions militaires répressives contre les manifestations populaires. Le 29 juillet, le général Matteo Negro, commandant militaire de Modène, ordonne aux troupes de « procedere in formazione di combattimento aprendo il fuoco a distanza e senza preavviso di sorta contro chi perturbava l'ordine pubblico, fucilando i caporioni od istigatori di disordini,

Domenica ancora, il convegno distrettuale dei socialisti del Mendrisiotto aveva inviato un telegramma al presidente della Confederazione, on. Celio, per ottenere la liberazione di questa vittima del fascismo. Ieri giungeva da Berna alla famiglia l'annuncio che dei passi erano stati intrapresi, ed ecco che nel pomeriggio da Chiasso si annuncia, al padre, compagno Aldo, che il figlio è giunto alla frontiera. Il padre è accorso a ricevere il figlio ed in un attimo la notizia si è sparsa in città, così che poco dopo le 18, al suo arrivo, Leone Viviani è stato accolto da un numeroso gruppo di socialisti ticinesi ed italiani che lo hanno vivamente festeggiato. Per tutta la sera poi è stato un susseguirsi in quella casa dove, con il ritorno del figlio per troppo tempo lontano, è rientrata la gioia. A Leone Viviani, che nelle sofferenze si è fatto un uomo ed ha temprato la sua fibra di socialista, rivolgiamo ancora da questa colonna il nostro saluto e la espressione della nostra ammirazione ». LS, 01.09.1943.

³⁶⁹ AF, E2001/D, 1000/1553, 02.09.1943, Pilet-Golaz répond au télégramme du parti socialiste, en écrivant à Borella.

³⁷⁰ « Dal 23 al 26 agosto – ci dice Viviani – facemmo lo sciopero della fame. Ciò valse a muovere il questore di Castelfranco che, intervenuto presso il ministero della giustizia, fece sì che la nostra liberazione avvenisse sabato sera, 28 agosto », LS, 03.09.1943.

³⁷¹ « Il desiderio di epurazione era più evidente nei piccoli centri, dove la gente mal sopportava la presenza, nei vari enti pubblici e privati, di persone compromesse col regime », SILINGARDI Claudio, *Una provincia partigiana. Guerra e Resistenza a Modena 1940-1945*, Franco Angeli, Milan, 1998, p.103.

riconosciuti come tali, se presi sul fatto »³⁷². Des groupes se forment, comme le « Comitato Italia libera » à Modène, composé de communistes et de socialistes, dont le but est de punir les responsables de « vent'anni di crimini, di ruberie e del tradimento della nazione », mais également de libérer tous les détenus politiques³⁷³.

C'est donc dans un climat d'agitations et de troubles que Leone sort de la prison de Castelfranco³⁷⁴ le 28 août, et effectue un voyage de 300 kilomètres en 3 jours pour traverser le Nord de l'Italie et rejoindre la frontière suisse dans le Mendrisiotto³⁷⁵.

Les gardes suisses, voyant cet homme vêtu de haillons, amaigri et sans documents d'identité, ne croient pas à son récit. En effet, à l'été 1943 la frontière tessinoise est confrontée à des difficultés croissantes: le Régime de Mussolini est tombé depuis peu, et pour éviter l'exil des fascistes en terre helvétique l'ordre est donné de repousser « senza altre formalità » les étrangers³⁷⁶.

Après moult difficultés, un agent de la préfecture de police téléphone à Aldo Viviani pour lui demander si Leone est bien son fils, à la suite de quoi Leone rejoint finalement Lugano.

Le 14 septembre 1943, Leone écrit à la Légation à Rome pour la remercier poliment de tout ce qu'elle a pu faire pour lui:

« Con questa mia annuncio a questa Legazione che dal giorno 31 agosto u.s. mi trovo a Lugano presso la mia famiglia. Sono contento di aver finalmente posto fine a perdite di tempo et a inconvenienti che sicuramente avrà incontrato durante la mia permanenza nelle carceri fasciste. Sono profondamente riconsocente a questa Lod. Legazione per quanto è stato fatto per me e sinceramente ringrazio per tutti gli aiuti morali e materiali che mi furono dati. Sarei contentissimo se io potessi incontrarLa personalmente qui a Lugano, dove so che oggi tanto Ella si intrattiene »³⁷⁷.

³⁷² « I risultati di questa politica repressiva non si fecero attendere : in diverse località italiane, nel giro di soli cinque giorni, vennero uccisi 83 manifestanti, mentre 308 furono i feriti e 1.500 gli arrestati. In Emilia Romagna vennero uccisi 17 cittadini, 71 vennero feriti e 227 arrestati », SILINGARDI Claudio, *Una provincia partigiana. Guerra e Resistenza a Modena 1940-1945*, Franco Angeli, Milan, 1998, p.104.

³⁷³ *Idem*, p.106.

³⁷⁴ Selon Marili Terribilini Fluck, compagne de Leone, les gardes de la prison tiraient au hasard sur les prisonniers qui s'enfuyaient, ceux-ci se protégeant du mieux qu'ils pouvaient avec leur matelas.

³⁷⁵ Les conditions de ce voyage sont elles aussi vagues. Selon Marili Terribilini Fluck, Leone endosse les habits d'un épouvantail qu'il trouve sur son chemin, afin que sa tenue de prisonnier ne le fasse pas repérer.

³⁷⁶ « Queste istruzioni venivano ribadite il 14 agosto per singoli profughi civili o militari, da arrestare e ricondurre subito alla frontiera. Ma con l'occupazione tedesca dell'Italia, a cercare rifugio in Svizzera saranno i militari sbandati, gli antifascisti, gli ebrei : cioè le vittime, non i persecutori e i complici del regime », BROGGINI Renata, VIGANÒ Marino, *I sentieri della memoria nel Locarnese 1939-1945*, Armando Dadò Editore, Locarno, 2004, p.53.

³⁷⁷ AF, E2001/D, 1000/1553.

Après ce dernier courrier, « l'affaire Leone Viviani » prend fin. Leone Viviani semble n'avoir aucune rancœur ou rancune envers la Suisse et ses autorités.

IV. Survol des autres cas de prisonniers suisses en Italie.

Afin de se faire une idée de l'attitude des autorités suisses envers Viviani, il est important de pouvoir comparer d'autres cas de prisonniers suisses en Italie. La Légation Suisse à Rome fait une liste le 10 août 1943 et recense 12 personnes détenues dans la Péninsule en même temps que Viviani³⁷⁸. La majorité des condamnés l'est pour espionnage. Leone est le seul suisse à être emprisonné pour introduction de matériel antifasciste en Italie.

Peut-on observer une différence de traitement pour une demande en grâce lorsqu'il s'agit d'espionnage ou d'attitude antifasciste avérée ?

Comme vu plus haut, le Département politique fédéral dissuade à plusieurs reprises la famille de Viviani de demander la grâce, invoquant qu'elle serait prématurée.

Le 27 mars 1940, la Légation compare le cas de Viviani à celui de Franz Burger également prisonnier à Civitavecchia:

*« Je voudrais donc vous proposer de nous autoriser à remettre au Ministère des Affaires Etrangères, en le recommandant, le recours en grâce adressé par Burger au souverain [...] Quant à Viviani, sa condamnation, datant de janvier 1939, est encore trop récente pour que nous puissions lui conseiller de formuler maintenant déjà une semblable requête »*³⁷⁹.

³⁷⁸ Léon Canetti, né à Lamone (Tessin) le 17 mai 1900, condamné le 24 octobre 1934 à 25 ans de réclusion pour espionnage. Actuellement au pénitencier de Pianosa (Livourne). Franz Burger, né à Bâle le 16 février 1898, condamné en 1935 à 14 années de réclusion pour espionnage. Actuellement incarcéré au pénitencier de Viterbo. Ettore Pozzi, né à Piedimulera (Italie) le 26 août 1892, naturalisé suisse en 1926, condamné le 27 mars 1940 à 27 ans de réclusion pour espionnage (au profit de la France). Actuellement au pénitencier de Pianosa (Livourne). Hans Widmer, né à Zürich le 27 février 1896, condamné le 22 août 1940 à 16 ans de réclusion et 300'000 liras d'amende pour délit d'ordre fiscal, (contrebande de valeurs et de timbres-poste). Actuellement au pénitencier de Parme. Anna Julia Bedenk, divorcée Jenny, né à Kuno le 2 mars 1896, condamnée le 22 novembre 1940 à 30 ans de réclusion pour espionnage. Actuellement à la prison pour femmes de Pérouse. Paul Willi, né à Aarau le 5 octobre 1901, condamné le 11 juin 1940 à 30 ans de réclusion pour espionnage. Actuellement au pénitencier de Castelfranco Emilia. Léon Reitz, né à Genève en 1897, condamné le 8 novembre 1940 à 15 ans de réclusion pour espionnage au profit de la France. Actuellement au pénitencier de Saluzzo (Cuneo). Tessa Kaufmann, née à Zürich le 9 mars 1904, condamnée le 23 novembre 1940 à 30 ans de réclusion pour espionnage. Actuellement à la prison pour femmes de Pérouse. Robert Walser, né à Gais (St-Gall) en 1900, condamné en août 1940 à 7 ans de prison pour contrebande d'or, de platine et de bijoux. Actuellement dans les prisons de Parme. René Glutz, né à Derendingen (Soleure) en 1907, condamné le 28 avril 1941 à 30 ans de réclusion pour espionnage. Actuellement au pénitencier de Saluzzo (Cuneo). Max Lippmann, né à Lauscha le 2 février 1891, d'origine allemande, naturalisé suisse. Condamné en juillet 1942 à 15 ans de réclusion pour espionnage. Actuellement au pénitencier de Fossano (Piémont). Robert de Steiger, né à Berne le 23 septembre 1905, condamné le 1^{er} juin 1943 à la réclusion à vie (ergastolo) pour espionnage. Actuellement dans les prisons de Rome, AF, E2001/D, 1000/1553.

³⁷⁹ *Idem.*

Franz Burger est condamné en 1935 à 14 ans de prison pour espionnage militaire au service de la France. En 1940, ayant purgé plus d'un tiers de sa peine, et une conduite parfaite en prison, la Légation accepte de poser une demande de recours en grâce. Celle-ci est refusée³⁸⁰.

Ce qui prouve que les autorités suisses ne sont pas contraires à émettre des demandes en grâce lorsque la situation le permet. Il faut noter qu'il s'agit de prisonniers n'ayant commis aucun délit d'ordre antifasciste et de ce fait, Berne est peut-être plus encline à conduire des négociations diplomatiques avec l'Italie.

Autre exemple, une demande en grâce est avancée pour Giuseppe Casartelli. Ce suisse est arrêté en avril 1939 et condamné le 22 septembre 1939 par le TSDS à 40 mois de réclusion pour espionnage³⁸¹. Le 21 janvier 1941, après avoir purgé plus de la moitié de sa peine, il adresse une demande en grâce. Le Directeur du pénitencier de Castelfranco Emilia où il est incarcéré soutient sa requête au vu la ligne de conduite irréprochable qu'il suit en prison. La Légation de Suisse à Rome et les autorités de la ville de Bâle soutiennent également sa démarche auprès du Roi d'Italie. Malgré les conditions plutôt favorables de la demande³⁸², elle est rejetée par le Ministère des Affaires Etrangères le 17 février 1941³⁸³.

Aucun des dossiers de Willi Paul, de Franz Burger, d'Hector Pozzi, de Giuseppe Casartelli ou encore de Léon Reitz, consultés aux Archives de Berne, ne contient une demande en grâce acceptée par les autorités fasciste. On peut en déduire qu'elles sont peu enclines à accorder la grâce à des prisonniers politiques suisses.

Après la chute du gouvernement de Mussolini en juillet 1943, la situation des prisonniers suisses en Italie ne s'arrange pas. Le 10 août 1943, Vieli de la Légation, exprime au Département politique fédéral son avis sur la libération de Viviani et des autres prisonniers suisses en Italie :

« Il était naturel que les événements qui se sont déroulés ici à la fin du mois dernier aient fait naître parmi nos compatriotes purgeant des condamnations en Italie et parmi leurs familles l'espoir d'une prochaine libération. Nous avons déjà reçu plusieurs demandes tendant à ce que nous intervenions dans ce sens auprès des Autorités italiennes compétentes. [...] Vous constaterez que sur les treize ressortissants figurant sur cette liste, dix ont été condamnés à des peines plus ou moins

³⁸⁰ AF, E2001, 1000/1571.

³⁸¹ La condamnation, plutôt clémentine pour un acte d'espionnage, doit être attribuée à l'attitude de soumission dont Casartelli fait preuve au procès.

³⁸² « Le Directeur de la prison a laissé entendre que, vu la bonne conduite de M. Casartelli, votre recours en grâce, que la Légation de Suisse à Rome a appuyé, avait à son avis, de sérieuses chances d'aboutir », AF, E2001/D, 1000/1552, 06.02.1941, lettre de Feldscher à la femme de Casartelli.

³⁸³ Il rentrera donc en Suisse le 30 août 1942, après être arrivé au terme de sa détention.

fortes de réclusion pour espionnage militaire et tentative d'espionnage. Deux autres, Robert Walser et Hans Widmer purgent des peines de respectivement de sept et seize ans de prison pour contrebande de métaux précieux, de bijoux, de valeurs et de timbres poste, alors que le dernier, Léon Viviani, a été condamné pour avoir cherché à introduire en Italie du matériel de propagande antifasciste. A mon avis, il me semble exclu que, tant que l'Italie sera en guerre, une mesure de clémence puisse être obtenue en faveur des dix Suisses condamnés pour espionnage. S'agissant de délits de caractère militaire contre la sûreté de l'Etat, l'argument que nous pourrions faire valoir d'un changement d'orientation politique de l'Italie ne saurait, me semble-t-il, être pris en considération malgré le fait que les sentences ont été prononcées par un tribunal actuellement dissous. Il en est de même pour Hans Widmer et pour Robert Walser qui se sont rendus coupables de délits d'ordre fiscal »³⁸⁴.

Selon Vieli, le fait que les condamnations soient le fruit d'un Tribunal dissout n'est pas un argument à faire valoir. La Suisse a peu de marge de manœuvre pour aider les prisonniers suisses reclus en Italie, et ce également après 1943. C'est le cas de Léon Reitz, condamné le 8 novembre 1940 à 15 ans pour espionnage³⁸⁵. Malgré l'insistance de Genève pour une demande en grâce, la Suisse affirme ne pas pouvoir intervenir auprès des autorités italiennes, comme le dit Stucki le 9 juin 1944 :

« La Légation de Suisse à Rome, qui a suivi dès le début le cas de M. Reitz et auprès de laquelle nous avons soulevé en aout 1943 la possibilité d'une démarche tendant à une remise de la peine, nous avait exprimé l'avis qu'une demande en grâce était, en l'occurrence, prématurée et n'aurait pas de chances de succès. Les événements survenus depuis lors en Italie ne nous permettent pas de reprendre la question. M. Reitz se trouve en effet incarcéré dans la partie de ce pays qui dépend du Gouvernement fasciste, lequel ne serait pas, sans doute, disposé à faire preuve de mansuétude et dont nous ne verrions pas comment solliciter une mesure de clémence »³⁸⁶.

La Suisse ne reconnaissant pas la légitimité de la République de Salò, les échanges avec cette dernière sont difficiles, et pour cette raison demander une mesure de clémence est impossible³⁸⁷, d'où une attitude de résignation de la Suisse face à des prisonniers tel que Léon Reitz³⁸⁸.

³⁸⁴ AF, E2001/D, 1000/1553.

³⁸⁵ AF, E2001/E, 1967/113.

³⁸⁶ *Idem*, 09.06.1944, lettre de Stucki du Département politique fédéral au Département de justice et police de la République et Canton de Genève.

³⁸⁷ Sur les relations entre la Suisse et la RSI, voir GERARDI Dario, *Un colonialisme occulté. La Suisse et l'Italie, 1923-1950 : transactions financières, relations commerciales et réseaux d'affaires*, op. cit., pp. 147-231.

³⁸⁸ Léon Reitz s'évade de la prison de Fossano en aout 1944 et rejoint des groupes de partisans de la province de Coni dans le Piémont, AF, E2001/E, 1967/113.

Leone Viviani a donc eu de la chance de regagner la Suisse en août 1943 et avoir ainsi évité l'embarras d'échanges diplomatiques entre la Suisse et la République Sociale Italienne.

Conclusion

Au centre de ce mémoire figure l'aventure singulière vécue par Leone Viviani de 1938 à 1943, à notre connaissance seul Suisse à avoir été condamné en Italie pour un délit d'ordre antifasciste. Différentes sources ont permis de soulever divers aspects, de la surveillance en Suisse des Viviani, aux conditions d'emprisonnement, en passant par les échanges diplomatiques italo-suisse liés à cette affaire.

Dans la problématique je me demandais si « l'affaire Viviani » en était réellement une, dans le sens d'un cas important aux yeux de la diplomatie suisse. Force est de constater, au travers des informations récoltées, qu'il n'en est rien. En effet, nous avons observé que cet événement ne provoque pas d'échanges tendus entre la Suisse et l'Italie et on ne trouve aucune trace de Viviani dans les Documents diplomatiques suisses (DDS), preuve que la portée de l'événement est restreinte.

Nous avons mis en évidence l'implication probable d'un ou de deux agents provocateurs qui auraient trahi Leone Viviani en le dénonçant à la police politique. Athos Moroni et Tommaso Trojan auraient échafaudé le plan au Tessin afin d'aboutir à l'arrestation de Viviani à Milan. Si la surveillance systématique opérée par des agents fascistes et le viol conséquent de la souveraineté territoriale ont été mis en avant grâce aux informations récoltées sur la famille Viviani au CPC à Rome, dans l'affaire qui voit Leone condamné, il s'agirait de faits plus graves : un guet-apens tendu à un Suisse par un agent fasciste, dans le but d'aboutir à une séquestration en Italie.

La comparaison avec Cesare Rossi est alors pertinente. En effet, pour le « fuoruscito » piégé au Tessin par des agents fascistes, Motta s'élevait contre la Péninsule pour communiquer le mécontentement helvétique³⁸⁹. Il est donc étonnant que dans l'affaire Viviani, Berne ne s'adresse pas à l'Italie en des termes similaires et en demande la restitution.

Les documents trouvés aux AF révèlent les communications échangées entre Berne et Rome au sujet de l'arrestation à Milan. L'attitude peu coopérante de l'Italie, qui n'avertit pas de la capture de Viviani et donne très peu d'informations pendant les neuf mois de détention préventive, ne provoque pas de réaction vive chez les autorités suisses qui acceptent sans

³⁸⁹ Dans l'affaire Cesare Rossi, Giuseppe Motta affirmait à l'égard de la police fasciste : « risulta indubbio che sono stati compiuti in territorio svizzero, da agenti della Polizia italiana o da persone operanti in accordo con essa, atti diretti a provocare e assicurare l'arresto, su territorio italiano, di persone ricercate in Italia. Il Consiglio Federale Svizzero considera queste manovre atti lesivi della sovranità territoriale elvetica e, di conseguenza, contrari al diritto internazionale. Levandosi con forza contro simili procedimenti, il Consiglio Federale si compiace di ammettere che anche il Regio Governo, da parte sua, possa solo disapprovarli pienamente e voglia prescrivere un'inchiesta rigorosa, per stabilire la responsabilità in esame ed adottare le sanzioni necessari », CERUTTI Mauro, *Fra Roma e Berna, op. cit.*, p.255. Cerutti cite Motta, DDS, vol. 9 n°427.

conviction la manière dont la dictature fasciste traite le cas. Cette attitude discrète de Berne est à situer dans la ligne de conduite adoptée par Motta et les autorités suisses à l'égard de l'antifascisme³⁹⁰, dans le but de ne pas attirer l'attention du Duce sur les activités « suspectes » qui ont lieu au Tessin.

Malgré l'interpellation d'élus tessinois afin de soutenir Viviani, Berne cherche à éviter les contentieux diplomatiques avec Rome. Giuseppe Motta estime l'amitié de Mussolini et en conséquence ne veut pas heurter la susceptibilité du Régime totalitaire. Pour preuve, le contrôle qu'il effectue dans les rédactions tessinoises. Le fait que l'événement qui frappe Leone Viviani soit évoqué uniquement dans *Libera Stampa* découle certainement des interventions envers la presse tessinoise du « *culture di censura* »³⁹¹ qu'est Motta.

La volonté de conserver de bons rapports et d'agir avec prudence envers la Péninsule est également à mettre en lien avec la période de l'incarcération de Viviani. La Suisse étant entourée de deux grandes puissances en expansion, et des rumeurs circulant concernant une éventuelle menace de la part de l'Axe sur la Confédération, on peut penser qu'interpeller l'Italie concernant une affaire qui prouve de l'activité antifasciste au Tessin est peu judicieux aux yeux des autorités suisses, l'Italie étant déjà particulièrement agacée de cette immunité étrangère. Le dossier sur l'antifascisme, avec celui des visées irrédentistes, constitue un des principaux sujets de discussions entre Rome et Berne durant cette période³⁹².

L'autre dimension de ce travail est l'éclairage sur le militant antifasciste qu'est Viviani. Que ce soit les lettres envoyées de la prison à sa famille ou les aveux livrés aux interrogatoires, ils participent à révéler les aspirations personnelles et politiques du Tessinois. Il y a un an environ, le nom de Leone Viviani m'était inconnu, comme doivent l'être la centaine d'activistes qui a œuvré dans l'ombre et sans laisser de trace pour la lutte antifasciste au Tessin. C'est donc avec une certaine satisfaction qu'un « maillon de la chaîne » a été mis en lumière. Leone et son père faisaient partie de la tradition antifasciste tessinoise issue de l'émigration italienne. Ainsi un morceau a été ajouté au puzzle qui raconte la mémoire de l'antifascisme, en s'intéressant de près à un fragment de cette lutte, un jeune tessinois prêt à risquer sa vie pour combattre le fascisme.

³⁹⁰ « [...] si è potuto constatare come il Governo federale sia particolarmente attento agli antifascisti e sovente applichi una severa censura, che si esplica sotto varie forme : dal controllo dei giornali, alle violazioni del segreto postale, telefonico e telegrafico (contro le quali Canevascini protesta vivacemente) alle restrizioni del diritto d'associazione e di riunione, nonché al divieto in alcuni Cantoni del partito comunista e ai blocchi borghesi contro il socialismo », VALSANGIACOMO Nelly, *Storia di un leader. Vita di Guglielmo Canevascini 1886-1965*, op. cit., p.271.

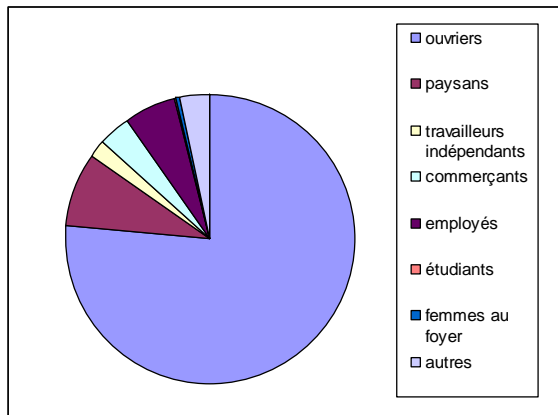
³⁹¹ Expression empreintée à Nelly Valsangiacomo.

³⁹² CERUTTI Mauro, *Fra Roma e Berna*, op. cit., p.485.

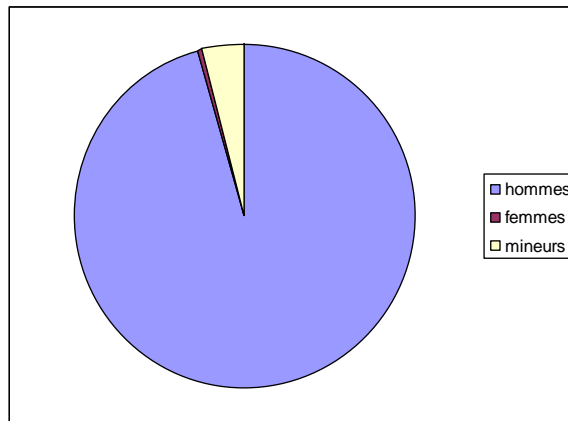
Annexes

Annexe I.

Catégories de personnes jugées devant le TSDS en 1939 :

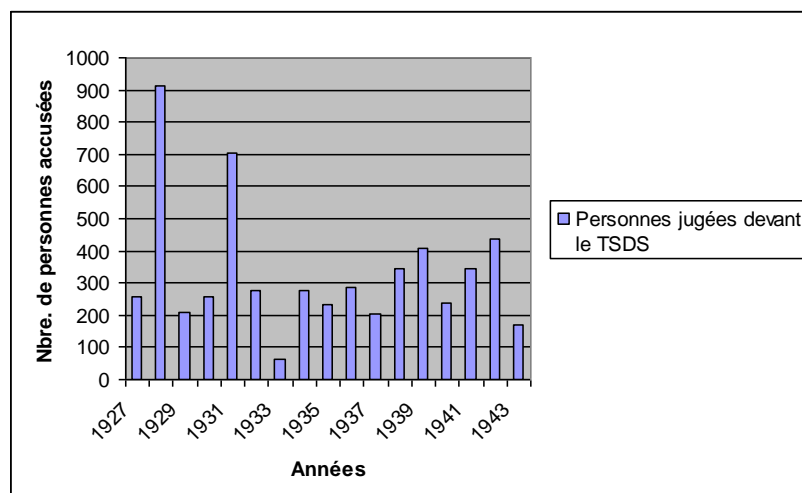


Chiffres provenant de DAL PONT Adriano, LEONETTI Alfonso, MAIELLO Pasquale, ZOCCHI Lino, *Aula IV. Tutti i processi del Tribunale Speciale fascista*, La Pietra, Milan, 1976.



Chiffres provenant de DAL PONT Adriano, LEONETTI Alfonso, MAIELLO Pasquale ZOCCHI, Lino, *idem*.

Personnes accusées devant le TSDS de 1927 à 1943 :



Chiffres provenant de DAL PONT Adriano, LEONETTI Alfonso, MAIELLO Pasquale ZOCCHI, Lino, *idem*.

Annexe II.

ACS, MI, Divisione polizia politica, procedimento penale, fascicoli processuali, F. 6463.

Interrogatoires de Leone Viviani par la Commission d'enquête de la police fasciste.

Interrogatorio del 11 aprile 1938.

L'anno millenovecentotrentotto, XVI del littorio, addì 11 del mese di aprile, nel Carcere giudiziario di Milano.

Avanti ai sottoscritti Funzionari ed Agenti di Pubblica Sicurezza e presente Viviani Leone di Aldo e di Angiolina Nemi, nato a Lugano il 4 agosto 1915, ivi domiciliato ed abitante in Via Lucerna n. 24, montatore meccanico, celibe, suddito svizzero, che interrogato dichiara quanto segue :

Conobbi vari anni orsono a Lugano, perché solito frequentare la mia abitazione, tale Giuseppe Faravelli, fuoruscito italiano, notoriamente collaboratore del giornale socialista "Libera Stampa", edito anche a Lugano. Sull'attività politica di costui, nulla però mi risultava di preciso, se non che fosse un aderente al partito socialista italiano all'estero. Circa due anni fa, il Faravelli, avendo appreso casualmente che ero in possesso di una tessera di frontiera, recentemente concessami per il transito, se ben ricordo, dei valichi di Gandria, Chiasso e Ponte Tresa, mi chiese se mi fossi prestato alla introduzione e alla impostazione nel Regno di alcune lettere dirette ai suoi amici, evidentemente in relazione con lui per motivi politici. Sulle prime mi mostrai piuttosto contrario alla cosa, tanto più che mio padre mal vedeva stabilirsi fra me ed il Faravelli dei rapporti che sorpassavano la semplice amicizia. Difatti, il Faravelli, in quel periodo, prese ad avvicinarsi con una certa frequenza allo scopo di sondare se in me fosse la stoffa per bene assolvere agli incarichi che avrebbe voluto affidarmi. In conseguenza di tali contatti, finii per accettare la proposta di cui sopra e cominciai i miei viaggi per lo più domenicali, da Lugano a Como, in occasione dei quali mi venivano consegnate delle lettere, già chiuse ed affrancate, che io imbucavo nel Regno e che erano dirette a nominativi che non ricordo, alcuni dei quali, però, di Milano e Trieste. Va da sè che, sebbene le lettere mi venissero consegnate chiuse, sapevo contenessero materiale e corrispondenza di natura antifascista. In compenso delle mie prestazioni, il Faravelli mi rimborsava con una certa larghezza le spese di viaggio, asserendo di non potere di più a motivo delle sue ristrette condizioni economiche. Dopo una decina circa di viaggi del genere, fui incaricato dalla impostazione, non da Como, ma da Milano, di altre lettere indirizzate a nominativi di Venezia e Trieste, che non sono del pari in grado di ricordare. Trascorso un anno o quasi, da quando avevo assunto mansioni di corriere, il Faravelli si trasferì da Lugano a Parigi per motivi che non mi sono ben chiari. Prima di partire, egli fu anche ospite in casa di mio padre, che lo tenne a cena, ma non ci spiegò da che era determinato il suo allontanamento. Io, personalmente, non ebbi ulteriori incarichi e da allora non ebbi più occasione di vederlo, nè di ricevere sue notizie. Per alcuni mesi rimasi inoperoso. Pur essendo in possesso di passaporto, chiesto poco prima della partenza del Faravelli, e pur avendo avuto occasione di tornare a Milano (venni un paio di volte per visitare la fiera campionaria), non svolsi alcuna attività. Ripresi a viaggiare come corriere, qualche tempo dopo, questa volta per incarico di tal Piero Pellegrini, suddito svizzero, anche giornalista presso la redazione di « Libera Stampa », amico e compagno di fede del Faravelli. Il Pellegrini, che al pari di costui, frequentava ma più di rado la casa di mio padre, dicendosi informato di quanto avevo fatto per conto del suo amico, mi propose di imbucare nel Regno altre lettere, anche lui senza spiegarmi o mettermi a parte della sua attività politica. Erano buste chiuse ed affrancate, dirette come al solito a persone di Trieste e Venezia, che imbucavo a Milano stazione. Per conto del Pellegrini, di questi viaggi ne feci due o tre al massimo, perchè, verso i primi del corrente anno, fui da lui incaricato della introduzione di materiale di propaganda antifascista, come libri, opuscoli, giornali e simili. Per ciò fare, circa tre mesi fa, venni a Milano, una domenica, in compagnia di un giovanotto, credo a nome Luigi, presentatomi come tale dal Pellegrini a Lugano (ha 25 anni circa, statura piuttosto alta, corporatura media, capelli biondi, viso tondo o quasi, sbarbato, vestito decentemente, dall'aspetto di impiegato, probabilmente cittadino svizzero e che dovrebbe essere delle parti di Locarno o Bellinzona, non avendolo mai visto a Lugano ed anche perchè la sua presentazione ebbe luogo sul treno che, proveniente da Bellinzona, ci condusse a Milano), il quale,

quando fummo qui giunti, mi fece conoscere un altro individuo, che ci attendeva, circa le ore 11, nei pressi del cinema Diana, in Viale Piave. Costui, che si indentificava nel Pollastri Roberto, arrestato ieri con me, era come mi disse il giovane biondo di cui sopra, la persona con cui avrei dovuto successivamente accordarmi per la consegna del materiale da introdurre clandestinamente nel Regno. Il Pollastri, dal suo canto, avrebbe inoltre dovuto curare la ricerca di altro individuo, cui affidare l'incarico di ricevere personalmente e custodire il materiale stesso. Dopo tale presentazione, restammo intesi che qualche domenica ci saremmo rivisti nuovamente a Milano, senza peraltro fissare, in anticipo le modalità dell'incontro, per cui io mi separai da loro per tornamene, come in effetti avvenne, a Lugano col treno in partenza alle dodici circa. Di modo che, la persona che mi aveva fatto compagnia nel viaggio di andata rimase assieme al Pollastri. Aggiungo che detta persona non l'ho più rivista da quella domenica. Successivamente, fra il Pellegrini ed il Pollastri dovette esservi uno scambio di corrispondenza, tant'è che io fui avvertito del giorno e delle modalità di un secondo incontro a Milano collo stesso Pollastri. Difatti, qui tornato circa due mesi fa, anche di domenica, rividi costui nuovamente davanti al cinema Diana, da dove entrambi ci recammo in Piazza Tonoli. Qui vi ci attendeva uno sconosciuto, e precisamente il Vallini Agenore, pure con me arrestato ieri. Presentatomelo, il Pollastri spiegò che il materiale da introdurre avrei dovuto rimmetterlo a mani del predetto Vallini, che avrei incontrato in giorno, ora e luogo da stabilire. Dimenticavo dire che la domenica precedente, per incarico del Pellegrini, ero stato a trovare la famiglia di certo Lanati, abitante a Milano in via Tabacchi 28, alla quale dovevo portare semplicemente i saluti del Faravelli. Ricordo che erano in casa due donne, una sulla sessantina, probabilmente moglie del Lanati, l'altra sui 40 anni, alta, bruna, piuttosto magra, forse figlia, le quali mi accolsero con familiarità e mi offrirono da bere, chiedendomi notizie sulle condizioni di salute del Faravelli, del quale sarebbero amici di vecchia data. Dopo la conoscenza del Vallini, non mi fu possibile venire a Milano per circa un mese, perchè richiamato per un periodo di istruzione militare. Vi tornai solo il 3 corrente, anche di domenica, siccome incaricato dal Pellegrini del recapito in casa Lanati, ad uno qualsiasi dei componenti della famiglia, di una busta chiusa, contente, come mi era stato detto da lui, la somma di lire duemila, quale sussidio alla vedova di un caduto in Spagna. La consegna ebbe luogo a mani della donna quarantenne, figlia del Lanati, la quale aprì il plico in mia presenza. Mi sembrò che contenesse effettivamente del denaro, ma non potrei affermare se, oltre quello, vi fosse qualche comunicazione. Anche questa volte, non ebbi occasione di trovare in casa persone diverse dalle due donne di qui sopra. Quella volta non m'incontrai a Milano né col Pollastri, né col Vallini e, come al solito, ripartii per Lugano col treno di mezzogiorno. Le direttive per l'introduzione del materiale sequestratomi ieri mi furono impartite dal Pellegrini la sera di venerdì scorso. Mi spiegò trattarsi di cinque o sei libri ed opuscoli, che mi sarebbero stati consegnati a Ponte Tresa, in Italia, da persona, probabilmente contrabbandiere, a me sconosciuta, la quale, avendo acquistato la valigia da usare per il trasporto, mi avrebbe avvicinato senz'alcuna formalità. E così avvenne, come spiegherò meglio appresso. Di più il Pellegrini mi consegnò un opuscolo dal titolo « Anime in pena », edito dalla Casa editrice Pro-Familia di Milano, opuscolo che, non contenendo materia compromettente, avrei dovuto portare alla persona, con l'incarico di consegnarlo, unitamente alla somma di lire trecento, che pure mi diede, a mani del Pollastri. Egli mi fece quindi per la prima volta il nome di costui, soggiungendo che, alle ore 11 di domenica, avrei trovato in Piazza Tonoli a Milano, non solo l'incaricato del ritiro del materiale, ma anche il Pollastri.

Ieri mattina, varcata la frontiera di Ponte Tresa, alle sette circa mi rendo nella stazione della tranvia per Varese, ove avrei dovuto essere avvicinato, come in effetti avvenne, da un giovane sulla trentina, statura media, robusto vestito alla sport con pantaloni alla zuava, mai visto prima d'allora. Così avendomi notato con la valigia del Pellegrini, si avvicinò per chiedermi se andavo a Varese, consegnandomi due pacchi, già confezionati, che chiuse egli stesso nella valigia. Quindi, proseguì da solo per Milano, ove, con le modalità già note, avvicinai dapprima il Vallini, per rimmettergli il materiale e poi il Pollastri, al quale non feci a tempo a consegnare il libretto ed il denaro, che custodivo sulla persona, essendo stati entrambi fermati.

A.D.R. Ignoravo che quel libretto contenesse scritture in simpatico, nessuno accenno al riguardo avendomi fatto il Pellegrini. Ignoravo, come ignoro, a quale uso dovesse poi servire il denaro, perchè neanche il Pollastri ebbe mai a farmi confidenze sull'attività, che andava svolto in Milano d'intesa col Pellegrini.

Letto, confermato e sottoscritto.

Interrogatorio del 13 aprile 1938

L'anno millenovecentotrentotto, XVI del Littorio, addì tredici del mese di aprile, nel carcere giudiziario di Milano.

Avanti ai sottoscritti Funzionari di Pubblica Sicurezza è presente Viviani Leone di Aldo, in atti generalizzato, che nuovamente interrogato dichiara quanto segue :

In aggiunta a quanto precedentemente dichiarato, faccio noto che le lire duemila da me ricevute dal Pellegrini e consegnate a Milano alla vedova Bensi, erano destinate a certa Selica Geminelli di Castelfranco Emilia, quale sussidio per la morte di un suo familiare, non so se figlio o marito, deceduto in Spagna, ove combatteva nelle file dei rossi. La Lanati, vedova Bensi, avrebbe provveduto all'ulteriore recapito della somma in parola, con modalità che non saprei indicare. Mi risulta però che costei si occupava della organizzazione del movimento socialista di Milano, secondo le istruzioni e le direttive che a mio mezzo le facevano pervenire sia il Faravelli che il Pellegrini. Tanto vero che diverse volte io le portai personalmente delle lettere riservatissime, che appunto come tali non potevano esserle inviate con altri mezzi. Si trattava per lo più di buste chiuse, il cui contenuto, pertanto, mi era sconosciuto, che consegnavo a mani della Bensi. Sul conto di costei, mi risulta che, fra l'altro, si occupava di segnalare al partito elementi disposti ad allacciare rapporti con l'estero, di informare il « centro estero » delle attitudini di costoro ed anche della indagine su gli eventuali nominativi che le venivano segnalati di fuori come di persone con le quali il « centro » stesso intendeva stabilire dei collegamenti. Tutto ciò, per la profonda conoscenza che la Bensi aveva dell'ambiente milanese, per essere stata moglie di uno dei capi del socialismo italiano. Sapevo infatti che il marito di costei era segretario generale delle camere di lavoro di Milano ed in ogni caso un elemento di primo piano. Sapevo anche che attività del genere svolgevano i familiari della Bensi, e in particolare il padre Lanati ed il fratello, che coabitano con essa in Via Tabacchi 28 e che professano anche idee socialiste. Come ho già dichiarato, io non ebbi però mai occasione, durante le visite in casa della Bensi, di incontrarmi con i predetti, tanto più che come dalle istruzioni ricevute, io non cercavo che la Bensi ed anch'essa sapendo che all'incirca mi presentavo di domenica, poco prima di mezzo giorno, si faceva trovare in casa, puntualmente. Oltre alle lettere, cui ho già accennato, fui incaricato talvolta del recapito alla Bensi di alcuni libri, apparentemente innocui, che contenevano, come quello sequestratomi in occasione dell'arresto, scritti in simpatico. Con uno di tali libri, si chiedeva una volta alla Bensi di precisare il recapito di un compagno di Torino e di altri due di Milano. Ricordavo anche io il nome di uno di costoro, che, come mi aveva detto il giovane incaricato al pari di me delle mansioni di corriere indicato nel mio precedente interrogatorio come Luigi, dovrebbe essere certo Cozzo, credo salumiere che ha negozio o che lavora come garzone in un negozio, poco lungi all'abitazione della Bensi, forse in Via Ticino.

A.D.R. Ricordo bene il cognome Cozzo, ma non sarei in grado di precisare se trattasi del compagno di Torino, ovvero di uno di quelli di Milano. Ad ogni modo, ricordo anche bene che uno degli individui, dei quali si chiedeva il recapito, aveva negozio, come detto, nei pressi dell'abitazione della Bensi a Milano. Ricordo, inoltre, il nominativo di certo Scavino, o Schiavino, o Schiavini del quale furono una volta chieste alla Bensi delle informazioni. Non saprei però dire di dove fosse, se di Milano o altra città, e se fosse già in collegamento col « centro estero ». Come ora mi viene dato di ricordare, le lire 200, da me recapitate alla predetta donna e destinate alla Selica Geminelli, dovevano essere consegnate dalla Bensi ad « un avvocato », che avrebbe provveduto all'ulteriore invio. E ciò perché la rimessa di danaro non destasse dei sospetti ; difatti l'avvocato avrebbe fatto figurare quelle somme come provenienti da un lascito o da un risarcimento di spese. Insomma si sarebbe mascherata la vera origine della rimessa. La circostanza dell'avvocato l'appresi incidentalmente a seguito di una indiscrezione della Bensi, la quale me ne fece anche il nome, che non mi vien dato assolutamente di ricordare.

A.D.R. Alla Bensi recapitai anche talvolta della stampa, ma sempre in minima quantità e quanto potessero contenere le buste, di cui è cenno sopra. Nella organizzazione del movimento socialista di Milano, per quanto mi è dato sapere, la Bensi non aveva raggiunto risultati degni di speciale rilievo e la sua attività era dal « centro estero » considerata come ancora isolata. Più che altro, essa ed i suoi familiari dovevano fungere da tramite fra il centro stesso ed altri elementi

organizzati. Non potrei però affermare che il detto avvocato svolgesse, di concerto con la Bensi, un'attività predominante. Ignoravo, come tuttora ignoro, chi rappresentasse in Milano il « centro interno » del ricostruito partito socialista, non avendomi la Bensi, nè altri, messo a parte dell'attività, propria ed altrui, più di quanto fosse strettamente necessario. Se dovessi esprimere una opinione, direi, per quanto di mia conoscenza, che capeggiatore del movimento a Milano fosse il Pollastri, come l'unico che ricevesse, almeno per tramite mio e del Luigi, corrispondenza simpatizzata, materiale di propaganda e simili. A proposito di Luigi, debbo far presente che costui, contrariamente a quanto affermato nel mio precedente interrogatorio, si identifica per un mio concittadino, tale Galletti Walter, inteso nel partito socialista col pseudonimo di « Tommasi », il quale abita a Lugano in Via Serafino Balestra, vicino alle vecchie officine del gas, esercita il mestiere di falegname ed era primo « corno » nella banda civica. E' stato disoccupato per vario tempo e non so se lo sia tuttora. E' in possesso di passaporto svizzero, intestato al suo nome e fino a qualche tempo fa veniva frequentemente a Milano per prendere lezioni di musica da un professore, del quale ignoro il nome e il recapito. Ha, infine, istruzione elementare, ma dimostra una discreta cultura politica.

A.D.R. Ritengo che il Galletti sia il compilatore degli scritti in simpatico da me introdotti nel Regno, perché una volta, nel darmi le istruzioni relative ad un viaggio da effettuare a Milano, mi disse di non avere avuto il tempo di scrivere. Quanto al materiale, gli perveniva, come le direttive di lavoro, da Parigi ed a inviarlo era certamente il Favarelli.

A.D.R. Il sostituto per Lugano del Favarelli è indubbiamente il Galletti, alias Tommasi, il quale si occupa esclusivamente della organizzazione del movimento socialista in Italia. Il Pellegrini è una figura di secondo piano il nome del quale bisognava fare per non scoprire il Tommasi. Il Pellegrini, inoltre, non si occupa che di questioni, che hanno stretta attinenza alla sua qualità di redattore del giornale antifascista « Libera Stampa », e per giunta non ha contatti per cose politiche col Galletti, pur essendo suo amico. Il Galletti dispone a Lugano di una cassetta postale, non so se intestata a « Libera Stampa » o a lui personalmente, della quale custodisce la chiave e si serve per la corrispondenza col Favarelli. Quanto a quella proveniente dall'Italia, il Galletti dispone del recapito di certa « Sig. Mary Gasparini, Via Luigi Canonica 5 » e di qualche altro a me sconosciuto. Per questo detto, le circostanze e l'attività fin qui da me attribuite al Pellegrini devono intendersi attribuite invece al Galletti. A proposito delle lettere che io imbucavo nel Regno per incarico del Galletti, ricordo un episodio da lui riferitomi circa tre mesi fa. Mi disse cioè di essere informato che tre lettere da me spedite da Varese, dirette una a Trieste e due a Milano, non erano giunte a destinazione. La polizia che ne era venuta in possesso, non so come, aveva difatti chiamato i destinatari per fornire chiarimenti, in ordine all'invio di materiale antifascista, rinvenuto nelle buste, e costoro se l'erano cavata ignoro con quali dichiarazioni. Il fatto aveva indotto in seguito le persone, cui quelle lettere erano dirette, a scrivere a Lugano, perchè non fossero più effettuate spedizioni del genere. Evidentemente, si trattava di compagni a contatto epistolare col centro, ai quali veniva spedita in maniera periodica del materiale di propaganda.

A.D.R. Non saprei esattamente chi fossero quelli di Milano e quello di Trieste. Escludo che fra costoro potesse esservi il Pollastri, al quale il materiale e le comunicazioni di partito venivano recapitate a mano o sempre a mio mezzo, salvo che non venisse di persona il Galletti. Fra gli altri destinatari, ricordo invece il nome di certo Rossi, ma non ho alcuna idea sull'identità di costui. Sul conto del Pollastri, mi risulta trattarsi di compagno sul quale il partito faceva molto assegnamento, tanto da avergli corrisposto un mensile di centocinquanta lire. L'anno scorso, dovendo operarsi di non so quale male egli fu inoltre sovvenzionato dal Galletti in misura che non ricordo. Certo è che le spese ospitaliere furono in parte sostenute dal partito. Il Pollastri era poi considerato elemento molto attivo e si sapeva per certo di suoi contatti con un gruppo antifascista, non troppo numeroso, ma bene organizzato. E ciò fin dal settembre scorso, epoca in cui, a motivo dell'attività del Pollastri, il Galletti intese la necessità di stabilire con lui, ed a mio mezzo, dei collegamenti diretti. I nomi dei compagni facenti gruppo col Pollastri, furono tutti segnalati al Galletti, il quale, di volta in volta, dava la sua approvazione in conseguenza dei ragguagli forniti o dallo stesso Pollastri, o ad insaputa di costui, dalla Bensi. Notisi, al riguardo, che la Bensi, oltre a corrispondere col Galletti, sedicente Tommasi, corrispondeva certamente col Favarelli, in via diretta. E poi da tener presente che il Galletti, com'ebbe a confidarmi in maniera esplicita, non si accontentava delle sole informazioni, che potevano fornirgli su questo o quell'elemento, ma trovava sempre il modo di conoscerli di persona, facendosi presentare dal Pollastri o da chi gli proponeva l'assunzione nel movimento. Ricordo che

una volta, dovevamo venire assieme a Milano per conoscere alcuni compagni, credo indicati dal Pollastri, ma che, avendo io tardato all'appuntamento che avevo con lui (dovevamo incontrarci alla stazione ferroviaria di Lugano alle ore 8 della mattina), il Galletti non mi attese e partì da solo. Al ritorno, qualche giorno dopo, mi disse di essere stato a Milano, di avere rivisto il Pollastri e di avere avuto bisogno di me, tanto che aveva dovuto rinunciare in parte a quanto si era prefisso. Naturalmente, ebbe ad esprimermi il suo rammarico, tacciandomi di poco serio, per cui i nostri rapporti furono per qualche tempo alquanto tesi. Debbo poi precisare un'altra circostanza: Quando il Galletti mi presentò al Pollastri, per definire com'è noto la faccenda del recapito materiale, io viaggiai solo da Lugano a Milano. Il Galletti si trovava già a Milano, essendo partito col primo treno e mi attendeva davanti all'albergo diurno di Porta Venezia. Poi assieme andammo nei giardini pubblici, ove giunti mi lasciò solo per recarsi ad incontrare il Pollastri, non so dove. Giunti che furono entrambi, dopo la presentazione, io consegnai al Pollastri del denaro, credo 150 lire, ed una lettera o un libro, affidatami dal Galletti la sera precedente. Ciò perché costui aveva abitudine di non portare mai addosso roba compromettente. Alla mia presenza, il Pollastri assicurò la sua collaborazione, come aveva fatto del resto fino all'ora, e promise di inviare all'estero, settimanalmente, delle relazioni e dei notiziari di politica, sia propri che dei compagni con i quali era a contatto. Il Pollastri, inoltre, promise di inviare anche degli articoli per il « Nuovo Avanti », articoli che avrebbe scritti di proprio pugno su tutto quello che potesse interessare il partito. E la promessa venne da lui mantenuta, come mi risulta in modo indubbio, avendo fra l'altro il Pollastri inviato, direttamente al Tommasi un articolo in cui commemorava la morte del compagno Riccardo, ucciso in conflitto con gli agenti alla frontiera. L'articolo s'intitolava « a Marco Riccardi », o qualcosa di simile, e venne pubblicato sul « Nuovo Avanti » del settembre o ottobre scorso. E che a compilarlo fosse stato proprio il Pollastri, si desume anche da una domanda da lui fattami, in occasione di uno dei nostri incontri, per cui mi venne appunto chiesto se avevamo ricevuto il suo articolo e com'era stato trovato dal Tommasi. I notiziari, che inviava il Pollastri, erano alcuni scritti a lapis, altri in simpatico. Al riguardo, ricordo di avergli consegnato una volta delle polverine da servire, per la preparazione degli inchiostri. Per la verità, io non vidi mai i suoi scritti, ma il Pollastri, ogni volta che mi vedeva, quasi ritenendo che io pure prendessi visione di quanto inviava al Tommasi, non mancava di chiedermi se avevamo ricevuto la sua corrispondenza. D'altra parte, immancabilmente, assicurazioni di tal genere, il Galletti gli faceva per iscritto, avvalendosi dei soliti libri o di lettere. Se ciò possa interessare, faccio presente che il Pollastri ebbe a confidarmi di avere un nascondiglio, ove depositava documenti relativi al movimento. Precisamente, mi spiegò di avvalersi di uno spazio di muro, compreso nel vano della finestra della prima stanza entrando in casa (che corrisponde alla cucina) vano in cui scorre la griglia della persiana. Aggiunse che, spostando la persiana o svitando qualche vite, si poteva mettere allo scoperto uno spazio sufficiente per nascondere qualcosa, e mi dichiarò, salvo il vero, di avere già subito una perquisizione, che a collaudo del suo ritrovato era riuscita infruttuosa. Il fatto, sempre a dire del Pollastri, risaliva a tre mesi ed aveva indubbiamente connessione con il mancato recapito delle tre lettere spedite da Varese, come già da me accennato. Ritengo che il Pollastri si servisse ancora di quel nascondiglio e che in esso possa trovarsi qualche libro o corrispondenza di quelli da me recapitati. Debbo poi far noto, che io fui in casa del Pollastri due o tre volte, l'ultima delle quali, tre mesi fa. Fui anche da lui tenuto a pranzo, un giorno in cui era assente la madre. Conobbi solo il fratello minore, del quale, almeno per quello che mi consta, escludo una connivenza con l'attività del Pollastri. Ciò risale a sei o sette mesi fa ed in ogni caso nei primi tempi della nostra relazione. Circa l'introduzione del materiale, sequestrato in occasione del mio arresto, posso dire di essermi avalso, al passaggio della frontiera di Ponte Tresa, di un giovane abitante di quella località e munito di tessera di frontiera svizzera, il quale presi gli accordi col Galletti, che me lo aveva tempo addietro presentato come un contrabbandiere, si fece trovare la mattina di domenica scorsa, alle sette circa, davanti alla stazione di Ponte Tresa Italia con due pacchi di materiale, che egli stesso chiuse nella mia valigia. Non sono in grado di fornire il suo nome. Ha circa 25 anni, statura media, corporatura media, viso lungo rosso, capelli ondulati biondo-rossicci, sbarbato ed ha un aspetto di un modesto operaio, se non addirittura di un contadino. Veste generalmente con pantaloni alla zuava e giacca alla sport.

A.D.R. Posso escludere che si occupi di politica. Come intesi dal Galletti, si prestava ad introdurre il materiale solo per danaro. Ritengo poi che ignorasse addirittura la natura della merce affidatagli per il passaggio della frontiera.

A.D.R. Non ho alcuna idea sulla maniera con cui riuscì nell'impresa, se cioè passò dai valichi obbligati, e come, ovvero se attraversò la frontiera in zone boschive.

Letto, confermato e sottoscritto.

Interrogatorio del 23 aprile 1938

L'anno millenovecentotrentotto (XVI), addì 23 del mese di aprile, nelle carceri giudiziarie di Milano, innanzi a noi funzionari e sottufficiale di P.S. è presente Viviani Leone di Aldo, in atti generalizzato, il quale nuovamente interrogato dichiara quanto appresso :

Mi recai la prima volta in casa della ved. Bensi un anno e mezzo fa circa, per incarico del Faravelli, che a quell'epoca risiedeva ancora a Lugano. Recapitai alla predetta donna una lettera, che doveva servire da riconoscimento e mi presentai dapprima nel negozio di vini che i Lanati gestiscono in Via Disciplini. Ciò perché il Faravelli ignorava il loro indirizzo di casa. Giunto a Milano e recatomi in quella via, trovai però il negozio chiuso, siccome giorno festivo, ma mi fu facile ottenere dalla portinaia dello stabile le informazioni che mi necessitavano. In via Tabacchi N. 28, ove mi recai subito dopo, trovai la Bensi Anita, alla quale rimisi il biglietto del Faravelli, intrattenendomi in discussioni e notizie che riguardavano costui ed i suoi famigliari. Si parlò anche, ma vagamente, del momento politico e delle condizioni dello spirito pubblico in Milano, in conseguenza del conflitto etiopico, e ciò mi fa ricordare con maggiore approssimazione l'epoca di questo mio incontro con la Bensi, perché le truppe italiane erano da poco entrate in Adis Abeba. Al riguardo, diceva la Bensi che i successi dell'Italia avevano risollevato notevolmente il morale della popolazione ed in gran parte dissipati i timori ed i dubbi, che si erano andati addensando con l'incalzare degli avvenimenti e per effetto del sanzionismo. Come ora ricordo anche, quella volta mi accompagnò dalla Svizzera a Milano, venendo anche con me in casa Lanati, un mio amico, Luthy Marly, svizzero tedesco, attualmente a Soletta (Svizzera), ove lavora in una fabbrica di apparecchi elettrici. Costui nulla però sapeva della natura del mio viaggio e dei rapporti che andavo a stabilire fra il Faravelli e la Bensi, trattandosi di persona apolitica, che mi seguì solo per motivi di diporto. Fu pressoché nella stessa epoca che il Galletti prese con me accordi per una seconda visita, da fare assieme, alla Bensi. Ma come l'ho detto sull'altro verbale, non essendoci incontrati alla Stazione di Lugano all'ora stabilita, il Galletti venne a Milano da solo. Successivamente e per la durata di circa un anno, non ripresi i contatti con la Bensi e presumo che fossero nel frattempo mantenuti dal Tommasi. Fu solo nel settembre o ottobre dello scorso anno che ripresi a frequentare, per incarico del predetto, la casa dei Lanati per il recapito alla Bensi di stampa e missive, in conformità a quanto già da me dichiarato. In proposito confermo ancora la circostanza relativa alle due mila lire rimesse a costei il 3 aprile destinate alla Selica Geminelli. Se la Bensi nega di averle ricevute, lo fa assolutamente in mala fede, perché io, fra l'altro, assicurai dell'avvenuto recapito della somma il Galletti e, ove avessi agito diversamente, mi sarei atteso la spiegazione dell'eventuale inadempienza. Quanto all'avvocato, che si sarebbe occupato dell'ulteriore recapito del denaro alla Geminelli, e del quale è pure detto in precedenti miei verbali di interrogatorio, ricordo bene che fu la Bensi a dirmi, che si sarebbe avvalsa di un legale per mascherare la rimessa e non mettere a repentaglio la somma stessa.

A.D.R. Oltre alla Bensi, trovai spesso in casa la di lei madre, una donna sulla sessantina, alta, bruna, piuttosto magra, e una volta anche il figlio della Bensi, un giovane sulla quindicina, quasi della mia statura, magro.

Con costoro però io non ebbi a discutere di nulla, avendo cura la Bensi di appartarsi con me nella stanza da pranzo, ove v'è un divano, per il tempo necessario al nostro scambio di notizie.

Letto, confermato e sottoscritto.

Interrogatorio del 26 aprile 1938

L'anno millenovecentotrentotto, XVI del Littorio, in Milano, addì 26 del mese di aprile, nelle Carceri Giudiziarie, innanzi a Noi Funzionari di P.S. è presente Viviani Leone di Aldo, in atto generalizzato, il quale nuovamente interrogato dichiara quanto segue :

« Effettivamente, oltre che a Milano, mi recai talvolta a Varese, ove, non conosco, nè ho relazioni di sorta con persone che svolgessero una qualche attività sovversiva. Solo una volta, e se ben ricordo sette od otto mesi or sono, per incarico del Faravelli, o meglio del Galletti, in quanto il predetto trovavasi a quell'epoca a Parigi, mi recai a Varese per ritirare, presso un fratello dello stesso Faravelli, colà residente, un pacco contenente della biancheria. Tale pacco, che il detto fratello aveva ricevuto, a sua volta, dalla madre residente a Milano, fu da me recapitato al Galletti, il quale provvide all'ulteriore invio al destinatario, credo a mezzo di persona recatasi a Parigi per visitare l'Esposizione Internazionale. A Varese mi recai altre volte, una per imbucare tre lettere consegnatami dal Galletti, alias Tommasi, altre o per diporto o di transito.

A.D.R. Conosco, quale amico di mio padre, Zanzi Alfredo, italiano residente a Lugano, ove esercita il mestiere di imbianchino. Mi risulta che egli professa idee socialiste, ma non ha rapporti col Galletti, pur essendo amico del Faravelli. Aggiungo che, sempre nel campo politico, fra il Galletti ed il predetto Zanzi, per quanto mi è dato sapere, non corrono eccessive simpatie, a motivo di una certa rivalità determinatasi per motivi vari fra i gruppi antifascisti svizzero ed italiano, quest'ultimo capeggiato dallo Zanzi o quanto meno da lui influenzato.

A.D.R. Ignoro che costui abbia un cugino a Varese ed in tutta lealtà affermo di non aver mai avuto da chicchessia incarichi che potessero riguardare quest'ultimo, non avendo mai avvicinato, come detto, in quella città persone diverse dal fratello del Faravelli.

A.D.R. All'infuori di quanto detto sopra, a proposito delle mie gite a Varese, e di quant'altro è contenuto nei verbali d'interrogatorio precedentemente redatti circa i miei rapporti col Pollastri, con la Bensi Anita e gli altri individui come me arrestati, non avvicinai mai, in Italia nè feci avvicinare, per motivi di qualsiasi genere, altri individui. Non ho mai inteso, quindi, il nome di un tal Canziani Guido ed ignoro chi possa essere costui e dove risieda.

A.D.R. Ricordo di avere, una volta, incaricato la Bensi Anita per suggerimento del Tommasi (Galletti), di rivolgersi ad un calzolaio di Pavia, o di un paese di quella provincia, per portargli i saluti di un tale De Simoni o De Simone, residente all'estero. Trattasi però di circostanze che non riveste la benchè minima importanza, pur dovendosi ritenere che il De Simoni fosse persona nota al Faravelli o al Tommasi, ovvero a contatto di costoro. Il calzolaio, come si sembra avesse affermato la Bensi era da lei ben conosciuto, ma non saprei ove stesse di casa, a Milano... Certo è, però, che per ciò dire alla predetta donna, non ebbi bisogno di consultare alcun appunto o scritto, e che con le lettere che io le recapitavo, le si chiedeva ben altro.

A.D.R. Tale incarico fu passato alla Bensi una delle ultime volte che io ebbi ad avvicinarla a Milano.

Nelle stesse circostanze di tempo e di luogo, il Viviani, di cui sopra aggiunge :

Posso precisare che la somma da me consegnata alla Bensi Anita il 3 corrente mese, era costituita da un biglietto da lire l'000, due da cinque cento e quattro o cinque da lire 10, per complessive lire 2'050 (duemilacinquanta). Affermo inoltre che al momento della consegna, la Bensi mi disse che avrebbe provveduto al recapito alla Geminelli, a mezzo di un' avvocato, del quale mi fece anche il nome. Come altra volta detto, non mi viene dato di ricordare, però, tale nome.

A.D.R.. Oltre alle lettere, destinate alla Bensi Anita, io mi occupai del recapito di altre lettere, attraverso la stessa Bensi, destinate a persone di cui ho sempre ignorato il nome. Ciò perchè tali missive erano, in genere, chiuse nelle lettere dirette alla predetta donna.

Letto, confermato e sottoscritto.

Interrogatorio del 8 luglio 1938

L'anno millenovecentotrentotto, XVI del Littorio, in Milano, addì 8 luglio del mese di luglio, nelle Carceri Giudiziarie, innanzi a Noi Funzionari di P.S. è presente Viviani Leone di Aldo.

CONDANNATO

Contestati all'imputato i delitti di cospirazione politica mediante associazione per commettere attentati contro la Costituzione dello Stato, di commercio di ricostituzione di associazione sovversiva e di concorso in propaganda sovversiva come al mandato di cattura in data 2 corrente mese emesso a suo carico ed invitato a fornire le proprie discolpe :

Risponde : Non ritengo di avere comesso i reati che mi sono attribuiti in quanto la mia opera si è limitata alle funzioni di corriere come dirò più specificamente appresso. Ho conosciuto Giuseppe Faravelli più di due anni fa a Lugano dove entrambi abitavamo, perché anche io come lui eravamo di idee socialiste ed io ero iscritto al partito di Lugano. Sapevo che il Faravelli era un fuoruscito italiano e che si interessava molto di politica e che era un oppositore del governo italiano. Circa due anni fa e precisamente un mese dopo, su per giù, dacchè gli Italiani erano giunti ad Addis Abeba, il Faravelli sapendo che io ero munito di tessera di frontiera, (che avevo richiesto per venire liberamente a trovare dei parenti a Milano) mi dette l'incarico di portare un suo biglietto a certa Anita Lanati, abitante in Via Tabacchi 28 a Milano. Il Faravelli mi disse che da molto tempo conosceva la Lanati, la quale pure era di idee socialiste e che aveva conosciuto molto bene anche il marito di lei, Bensi, che era segretario della Camera del lavoro. Mi disse che la conoscenza con la Lanati avrebbe avuto lo scopo di potere successivamente io stesso portare a lei, lettere, denaro ed altro, che esso Faravelli mi avrebbe consegnato e che questi rapporti fra lui e la Lanati avevano scopo e carattere politici. Io mi recai dalla Lanati una domenica e le consegnai un biglietto. La Lanati dopo averlo letto, mi disse che avrei potuto andarla a trovare di domenica. Ritornato a Lugano riferii ciò al Faravelli. Successivamente e sempre all'incirca due anni fa, su richiesta del Faravelli, impostai in più volte a Como delle lettere che egli mi dava chiuse e affrancate, indirizzate a Milano e a Trieste a nominativi che ora non ricordo. Per conto del Faravelli, se ben ricordo, non feci più nulla : egli partì da Lugano per Parigi verso il maggio 1937 e non so per quale motivo. Nulla mi disse prima di andare via. Un mese dopo circa, Walter Galletti, detto Tommasi, che io conoscevo da molto tempo e col quale ero legato da rapporti fin da bambini, mi domandò, per conto del Faravelli, se ero disposto a fare altri viaggi in Italia per portare lettere ed impostarle nel Regno. Io accettai ed infatti feci alcuni viaggi ed impostai a Como alcune lettere dirette a Milano, Trieste e Venezia a persone delle quali pure non ricordo i nomi.

Nel settembre 1937, se non erro, il Tommasi mi diede appuntamento a Milano, dove nei giardini pubblici a Porta Venezia, mi fece conoscere il Pollastri Roberto, al quale, secondo disse il Tommasi stesso avrei dovuto portare lettere e denaro. Si rimase d'accordo che il Pollastri sarebbe stato avvertito del mio arrivo a Milano, con una cartolina dal Tommasi e che io avrei incontrato il Pollastri stesso, la domenica successiva davanti al Diana. Il Tommasi prese accordi col Pollastri circa il modo di corrispondere, che doveva essere in simpatico ed allo scopo dette al Pollastri delle cartine per comporre, con cura l'inchiostro con l'altra il rivelatore. Gli dette poi l'indirizzo : Gasparini Mary, Via Canonica 5 a Lugano, cui il Pollastri doveva indirizzare la corrispondenza. Non ricordo se gli diede anche denaro. Successivamente, sempre per incarico del Tommasi, che sostituiva in tutto il Faravelli, io rividi tre o quattro volte il Pollastri, al quale portai del denaro, (due volte lire centocinquanta e una volta lire trecento) un libro del quale non ricordo il titolo, e su cui ritengo ci fosse della corrispondenza in simpatico. Non so se gli portai pure qualche lettera, credo una. Durante tale periodo impostai a Varese e a Milano, generalmente secondo le istruzioni dello stesso Tommasi, alcune lettere sempre a nominativi che ora non ricordo e dirette alle solite città di Milano, Venezia e Trieste. Mi sembra ricordare che una delle lettere impostate a Varese era diretta a certo Rossi di Milano di cui non so altro. A tale proposito ricordo che circa un mese dopo dalla impostazione di tali lettere, il Tommasi mi disse che esse non erano giunte a destinazione e che la Polizia ne era venuta in possesso ed aveva fatto indagini chiamando anche i destinatari, i quali ne avevano avvertito lui perchè non si spedissero più lettere al loro indirizzo. Nel frattempo il Tommasi mi disse di ritornare a Milano perchè il Pollastri avrebbe dovuto presentarmi una persona alla quale io poi avrei portato dei libri di propaganda antifascista. Difatti un paio di mesi prima del mio arresto, di domenica, il Pollastri mi presentò in Piazza Tonoli, Vallini Agenore. Il Pollastri confermò che io avrei dovuto portare il materiale al Vallini e si rimase d'accordo sul modo di incontrarci. Col Vallini non mi incontrai se non il 10 aprile, giorno del nostro arresto, allorchè gli consegnai una valigia piena di materiale di propaganda, materiale che mi era stato dato da uno sconosciuto a Ponte Tresa, dietro indicazioni che mi erano state fornite dal Tommasi. Io, che mi ero portato la valigia, ricevuti due pacchi da quell'individuo, li misi nella valigia medesima e li portai a Milano. Preciso che quell'individuo mi era stato fatto conoscere a Lugano alcuni giorni prima dal Tommasi e ritengo che sia un contrabbandiere. La valigia mi era stata data dal Galletti. Al momento dell'arresto stavo discutendo col Pollastri, al quale mi proponevo di consegnare il libro « Anime in Pena » e lire trecento che mi erano stati affidati per la consegna al Pollastri personalmente, dal Tommasi. Quanto

alla Lanati io non l'avevo avvicinata più dal giorno un cui le avevo portato il biglietto del Faravelli. Nei primi di quest'anno il Tommasi mi diede una lettera chiusa da consegnare a quella donna, ciò che io feci e successivamente a distanza di un mese circa e precisamente nella stessa domenica in cui conobbi il Vallini, portai alla Lanati un libro che io debbo ritenere contenesse della corrispondenza in simpatico. Una terza volta mi sono recato dalla Lanati il 3 aprile scorso le consegnai duemila lire in biglietti, uno dei quali da mille, due da cinquecento e cinque da dieci lire. Il Tommasi dandomi la somma mi aveva informato che essa era destinata a certa Selica Geminelli di Castelfranco Emilia e che costituiva un sussidio per l'avvenuta morte di un suo congiunto caduto combattendo nelle file rosse in Spagna. La Lanati doveva essere evidentemente stata preavvista che io avrei dovuto portarle la somma e doveva conoscere anche la sua destinazione, perché appena consegnato il denaro, mi disse che lo avrebbe fatto pervenire alla Geminelli a mezzo di un legale, al più presto. Io pensai che il tramite del legale dovesse servire a mascherare la provenienza della somma, facendo credere cioè che si trattasse di denaro proveniente da una lite giudiziaria.

D.R. Non ricordo se la Lanati accennandomi a un avvocato me ne abbia fatto il nome. Se risulta il contrario dal mio interrogatorio alla Polizia, può darsi che sia stato mal compreso.

Contestatogli che dinanzi all'autorità di P.S. ha detto di avere recapitato alla Lanati alcuni libri, contenenti corrispondenza in simpatico, e che con modi tali libri si chiedeva alla Lanati di precisare il recapito di un compagno di Torino e di altri due di Milano.

Risposta: credo che io sia stato mal capito: ho portato alla Lanati un solo libro. Le informazioni che si chiedevano su quei tre le ho lette in una lettera in casa del Tommasi a Lugano, lettera diretta alla Lanati e che io stesso ho portato a costei, credo nei primi del corrente anno. Uno dei nomi era Cozzo e non so se fosse di Torino o di Milano. Di un'altro ricordo che era salumiere con negozio nei pressi dell'abitazione della Lanati. Rammento anche che si chiedevano informazioni alla Lanati su certo Schiavino.

D.R. Non so se nelle buste consegnate alla Lanati ci fosse anche della stampa. Di ciò non ne sono certo quantunque io abbia detto il contrario alla Polizia.

D.R. Considerando che il Tommasi mi aveva raccomandato espressamente di non parlare al Pollastri della Lanati e viceversa, io ritenni e ritengo che la Lanati, dovesse essere considerata come un'elemento isolato, di fiducia del centro di Lugano, e che adesso si chiedevano informazioni su nuovi elementi. Ricordo che prima che Faravelli si allontanasse da Lugano io avevo avuto da lui disposizioni di presentare il Tommasi alla Lanati. Ed infatti col Tommasi avevo preso accordi per un appuntamento a Milano allo scopo di accompagnarlo dalla Lanati, ma quella volta io perdetti il treno e non giunsi all'appuntamento. Può darsi ed anzi presumo che il Tommasi abbia poi conosciuto la Lanati tanto più che aveva l'indirizzo di costei che io stesso le avevo fornito.

D.R. Se Pollastri era tenuto in conto dal partito e mi pare che avesse un mensile di lire centocinquanta, è stato poi più volte sovvenzionato straordinariamente. So che egli collaborava al « Nuovo Avanti » e l'articolo commemorativo su Marco Riccardi era stato da lui scritto. So che egli scriveva a Lugano all'indirizzo convenzionale di cui ho parlato.

D.R. Non so se il Pollastri fosse a capo di un gruppo, come risulta avere io detto alla Polizia. Credo che egli fosse a contatto con altri compagni. Fu lo stesso Pollastri a confidarmi che teneva delle carte riguardanti il partito nascosti nel vano di una finestra della propria abitazione, cose che io dichiarai alla Polizia.

D.R. Non ho sentito parlare dell'avvocato Greppi di Milano da allora, e cioè nè dalla Lanati nè da Favarelli e Tommasi e nemmeno dal Pollastri.

D.R. Confermo tutte le altre circostanze che risultano nei verbali redatti dalla Polizia e che non sono modificate dal presente interrogatorio.

D.R. Riconosco che mi sono stati sequestrati le carte ed il denaro elencati nel verbale di perquisizione in data 10 aprile 1938, il libro « Anime in Pena » che mi si mostra e che è quello che avrei dovuto consegnare al Pollastri. Prendo atto che alle pagine 142-144 c'è uno scritto a firma « Per Porta – Tommasi ». Mi pare che lo scritto sia di pugno del Tommasi. Prendo atto che nella valigia sequestrata al Vallini e da me consegnatali, vi conteneva il materiale di cui al verbale in data 10 aprile 1938. Detto materiale io non l'avevo veduto, come ho detto, perché mi era stato dato da quello sconosciuto, avvolto in sacchetti.

Non ho altro da aggiungere, senonchè quanto ho detto è la verità.

Letto, confermato e sottoscritto.

Annexe III.

ACS, MI, Divisione polizia politica, procedimento penale, fascicoli processuali, F. 6463.

Rapport de la Commission d'enquête du Tribunal Spécial pour la Défense de l'Etat, 22.11.1938.

*IN NOME DI SUA MAESTA
VITTORIO EMANUELE III
Per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA
IMPERATORE D'ETIOPIA*

La Commissione Istruttoria presso il Tribunale Speciale per la difesa dello Stato composta degli Ill.mi Signori :

<i>GAUTTIERI</i>	<i>Conte Gr. Uff. Filippo</i>	<i>Luogotenente Generale</i>	<i>Presidente</i>
<i>PRESTI</i>	<i>Avv. Giovanni</i>	<i>Vice Avvocato Militare</i>	<i>Giud. Relatore</i>
<i>ACQUA</i>	<i>cav. Uff. Antonio</i>	<i>I° Seniore M. V. S. N.</i>	<i>Giudice</i>
<i>JANNONE</i>	<i>cav. Uff. Eugenio</i>	<i>I° Seniore M. V. S. N.</i>	<i>Giudice</i>

Ha pronunciato la seguente sentenza – in Camera di Consiglio – nel procedimento penale a carico di:

1) GREPPI Antonio fu Ulisse e fu Rebuschini Maddalena, nato ad Angera (Varese) il 26 giugno 1894, abitante a Milano, Viale S. Michele del Carso n. 5, avvocato, con studio legale in Via degli Arditi n. 1, coniugato con tre figli, tenente di artiglieria di complemento in congedo, incensurato, detenuto dal 11 aprile 1938; scarcerato il 9 novembre 1938;

2) VIVIANI Leone di Aldo e di Nemi Angiolina, nato a Lugano il 4 agosto 1915, ivi domiciliato in Via Lucerna n. 24, cittadino svizzero, celibe, installatore di impianti sanitari, alfabeto, incensurato, detenuto dal 10 aprile 1938;

3) ANSALONE Bruno di Giuseppe e di Cabrini Maria, nato a Milano il 12 febbraio 1915, Ivi residente in Via Moretto n. 4, celibe, legatore di libri in uno stabilimento, alfabeto, incensurato, detenuto dal 15 aprile 1938;

4) COLOMBINI Giuseppe fu Angelo e di Libeletti Giuseppa, nato il 2 gennaio 1912 a Milano. Ivi abitante in Via Moretto n. 4, celibe, meccanico montatore di bilancie, alfabeto, incensurato, detenuto dal 15 aprile 1938;

5) FARAVELLI Giuseppe fu Giovanni e di Cambieri Maria, nato il 29 maggio 1896 a Broni (Pavia), avvocato, celibe, LATITANTE ;

6) LANATI Anita Pietrina di Pietro e di Gallotti Andele, nata il 25 marzo 1899 a Castana (Pavia), domiciliata a Milano, Via Tabacchi n. 28, vedova con un figlio, donna di casa, alfabeto, incensurata, detenuta dal 10 aprile 1938 ;

7) PECORARI Carlo fu Giovanni e di Bersani Ester, nato il 29 settembre 1904 a Milano, ivi residente Corso Roma n. 39, coniugato senza figli, impiegato parastatale presso la posta pneumatica di Milano, alfabeto, incensurato, detenuto dal 19 aprile 1938 ;

8) PIETRA Lino fu Emilio e di Fasani Angela Edvige, nato il 19 agosto 1913 a Milano, ivi domiciliato in Via Moretto n. 4, celibe, incisore in oro per conto proprio, alfabeto, incensurato, detenuto dal 15 aprile 1938;

9) *PIETRANERA Carlo di Cesare e di Ceresa Maria, nato il 16 maggio 1914 a Milano , ivi domiciliato in Via Botticelli n. 48, celibe, operaio specializzato in apparecchi radio, alfabetista, incensurato detenuto dal 11 aprile 1938;*

10) *POLLASTRI Roberto fu Francesco e di Torchio Maria, nato il 10 novembre 1905 a Milano, ivi residente in Via Lulli n. 28, cesellatore, celibe, alfabetista, censurato, detenuto dal 10 aprile 1938 ;*

11) *RICCARDI Francesco Angelo di Giuseppe e di Comolli Angiola, nato il 7 novembre 1910 a Monza, residente a Milano in Via Moretto n. 1, celibe, pugile, LATITANTE ;*

12) *ROSSI Carlo fu Giuseppe e di Magnani Natalina, nato il 24 agosto 1903 a Vigentino (Milano), residente a Milano Via Celentano n. 2, coniugato senza figli, fabbro ferraio presso l'Azienda tramviaria di Milano, incensurato, detenuto dal 15 aprile 1938;*

13) *VALLINI Agenore di Ernesto e di Zaniboni Adalgisa, nato il 21 luglio 1906 a Boretto (Reggio Emilia), domiciliato a Milano in Via Moretto n. 4, coniugato con un figlio, impiegato privato, alfabetista, censurato, detenuto dal 10 aprile 1938;*

14) *VALFRE' Carlo di Gerolamo e di Lauretta Regina, nato il 6 settembre 1912 a Milano, ivi domiciliato in Via Botticelli n. 49, celibe, operaio chimico presso la ditta Carlo Erba, alfabetista, incensurato, detenuto dal 15 aprile 1938;*

15) *VEZZALINI Walter di Alfredo e di Vezzalini Gemma, nato il 4 gennaio 1907 a Milano, ivi residente Via Ennio n. 17, coniugato con due figli, commesso viaggiatore piazzista in stoffe, alfabetista, incensurato, detenuto dal 16 aprile 1938.*

IMPUTATI

Faravelli, Greppi, Pollastri, Lanati, Riccardi, Viviani, Vallini :

- a) *del delitto di cui alla prima parte del capoverso 2° dell'art. 305 C. P. in relazione all' art. 283 stesso codice, per avere, in Milano ed all'estero sino all'aprile 1938 XVI, promosso, costituito, organizzato o diretto, in coalizione con vari gruppi sovversivi e antinazionali, una associazione avente il fine di commettere fatti diretti a mutare la forma del Governo con mezzi non consentiti dall'ordinamento costituzionale dello Stato;*
- b) *del delitto di cui agli art. 110-270 p.p. e capov. ult. C.P., per avere, in Milano, sino all'aprile 1938-XVI, in concorso con altri, costituito, organizzato e diretto un'associazione diretta a sovvertire violentemente gli ordinamenti economici e sociali costituiti nello Stato;*
- c) *del delitto di cui agli art. 110-272 p.p.C.P., per avere sempre in Milano, sino all'aprile 1938-XVI, fatto, in concorso con altri, propaganda per il sovvertimento violento degli ordinamenti economici e sociali costituiti nello Stato*

Pietranera, Rossi, Valfrè, Vezzalini, Pecorari, Colombini, Ansalone e Pietra :

del delitto di cui al capov. 1° dell'art. 305 C.P. in relazione all'art. 283 stesso codice, per avere , in Milano sino all'aprile 1938XVI, partecipato all'associazione di cui alla lettera a);

del delitto di cui all'art. 270 capov. 2° C.P. per avere, in Milano sino all'aprile 1938-XVI, partecipato ad associazione diretta a sovvertire violentemente gli ordinamenti economici e sociali costituiti nello stato;

Rossi, inoltre:

del delitto di cui all'art. 282 C.P. per avere, in giorno imprecisato del marzo 1938-XVI, offeso il prestigio del Capo del Governo, scrivendo in una lettera diretta al coimputato Riccardi Francesco, le parole : « un mercato bestiale come questo poteva concepirlo soltanto quella bassa testina mille volte venduta, che continua a fare beffa dei nostri destini »

Con l'aggravante per il Pollastri della recidiva ai sensi del capov 2° dell'art. 99 C.P. in relazione ai nn. 1-2 e 3 del capov. 1°; e per il Vallini ai sensi dell'art. 99 p.p.C.P.

Letti gli atti e la requisitoria del P.M., osserva

In fatto ed in diritto:

Più volte, in quest'ultimo decennio, nel settentrione d'Italia, sono stati dalle Autorità scoperti e stroncati esiziali movimenti comunisti, socialisti o di sette antifasciste, e, comunque, sovversive, aventi i centri propulsori e alimentatori all'estero, centri, di solito, formati da fuorusciti nostrani, che pagati da forze antitaliane, più o meno misteriose, hanno mandato in Italia emissari per commettere anche i più gravi delitti contro lo Stato che hanno avuto il più severo epilogo in questa giustizia. Tuttavia, sorretti dall'impunità straniera, pur convulsi dalla propria impotenza e dalla marcia trionfale del fascismo, non hanno disarmato e hanno trovato nel Regno qualche sciagurato che si è prestato ai loro disegni.

In fatti, nei primi di quest'anno, alcuni elementi svolgevano in Milano, in pieno accordo con fuorusciti, residenti in Svizzera ed in Francia, attività sovversiva ed antinazionale. A conoscenza di ciò l'Autorità, a seguito di pedinamento e osservazione, il 10 aprile c.a. procedeva all'arresto, in Milano, dell'antifascista Viviani Leone, cittadino svizzero unitamente al noto sovversivo Pollastri Roberto e certo Vallini Agenore, al quale ultimo, poco prima, il Viviani aveva consegnato una valigia che venne sequestrata, contenente numerose stampe di propaganda sovversiva e fogli con direttive per l'attività da svolgere ulteriormente.

Sulla persona del Viviani, poi, fu sequestrato un libro dal titolo : « Anime in Pena » sul quale, alle pagine 142 e 144, venne riscontrato uno scritto in simpatico di evidente contenuto politico. Gli accertamenti subito compiuti portarono all'arresto dell'Avvocato Antonio Greppi, indiziato come il dirigente per l'Italia del movimento in questione, e di altri nove individui quali tutti, unitamente al noto sovversivo Faravelli Giuseppe ed a Riccardi Francesco, entrambi fuorusciti in Francia, vennero denunciati a questo Tribunale Speciale. L'istruttoria formale che ne è seguita (durante la quale il Greppi è stato scarcerato ai sensi dell'art. 269 C.P.P.) ha fornito, innanzi tutto, prova (data da vari elementi oltre che dal rilevante e pericoloso materiale rinvenuto nella valigia portata dal Viviani, composto di giornali editi all'estero da aggruppamenti comunisti, socialisti e di "Giustizia e Libertà" nonchè da un foglio contenente istruzioni per la lotta contro il Regime Fascista a firma dei tre aggrupamenti anzidetti) della esistenza in Milano di un'organizzazione politica antistatale creata sotto le direttive dei partiti comunista e socialista e del movimento "Giustizia e Libertà", ancora una volta uniti in fronte unico nella lotta contro lo Stato Fascista. A siffatta organizzazione (che nel caso dei dirigenti doveva continuare l'opera svolta dall'altra simile organizzazione alla quale facevano capo Sassu, Morandi ed altri sconosciuti del provvido intervento della Polizia ed i cui membri erano stati condannati da questo Tribunale Speciale nell'ottobre 1937) presiedeva il Faravelli, il quale, in un primo tempo da Lugano e successivamente da Parigi direttamente o a mezzo del Suo incaricato Galletti Walter, alias Tommasi, cittadino svizzero residente a Lugano, dava le istruzioni e forniva i mezzi di propaganda o di altro genere, al Pollastri ed agli altri esponenti di Milano.

Nello stesso tempo, però, il Faravelli, non aveva trascurato di ricostituire ed organizzare, sempre in Milano, il movimento socialista, servendosi degli stessi elementi che con cui collaboravano nello svolgimento del programma di azione dei tre anzidetti coalizzati. Le emergenze istruttorie hanno fornito la conferma di ciò che già risultava in denuncia, a carico dei prevenuti, ad eccezione di Greppi nonchè di Ansalone Bruno, Colombini Giuseppe e Pietra Lino, per il primo dei quali indizi, che

sembravano raggiungerlo, si sono dimostrati inconsistenti, mentre per gli altri tre, gli elementi raccolti non appaiono sufficienti a giustificare un loro rinvio a giudizio.

Faravelli Giuseppe, Riccardi Francesco, Pollastri Roberto, Lanati Anita, Viviani Leone e Vallini Agenore :

Favarelli e Pollastri risultano dirigenti della organizzazione e gli altri quattro elementi di primo piano, che più direttamente hanno con i primi due collaborato : latitante il Faravelli ed il Riccardi, pienamente colpiti il Pollastri, il Viviani ed il Vallini, sono tutti raggiunti da prove. Il Faravelli, contro il quale sono pendenti presso questo Tribunale altri procedimenti per analoga attività svolta in precedenza contro lo Stato, ha presieduto alla formazione ed allo sviluppo della duplice organizzazione. Egli era coadiuvato in Milano dal Pollastri e dalla Lanati, ai quali ha dato istruzioni e mezzi, servendosi, all'uopo del Viviani, che funzionava di "corriere" fra Lugano e la metropoli lombarda.

Il Pollastri, già condannato nel 1936 da questo Tribunale per attività sovversiva. Era il dirigente locale di Milano dell'organizzazione, ed aveva costituito, per incarico del Faravelli, un gruppo cosiddetto autonomo (mot illisibile) fra l'altro, copiosa stampa di propaganda, che poi provvedeva a distribuire.

Il Vallini era il collaboratore più diretto e fattivo del Pollastri : messo da costui a contatto col Viviani, aveva il compito di ritirare il materiale portato dall'altro a Milano dalla Svizzera e di tenerlo a disposizione del Pollastri.

La Lanati era, come il Pollastri, la diretta collaboratrice del Faravelli, ma non risulta che si conoscesse ed avesse rapporti col Pollastri. A lei il Viviani ha portato lettere ed altro dal Faravelli ; ed il 3 aprile anche la somma di L. 2'050 che, secondo le istruzioni ricevute doveva essere fatta pervenire a certa Selica Geminelli di Castelfranco Emilia come sussidio per l'avvenuta morte di un congiunto al servizio dei rossi spagnoli. La Lanati è accusata apertamente dal Viviani, le cui dichiarazioni avevano precisa conferma dagli accertamenti compiuti dall' autorità direttamente. Risulta, inoltre, contro la stessa Lanati, quanto è stato depositato dalla Petriconi Alessandrina, riguardante precise e circostanziate confidenze fatte a costei dalla medesima imputata.

Il Riccardi, infine, fratello del sovversivo Marco, ucciso in un conflitto con la forza pubblica nel 1935 nel tentativo, da lui perpetrato col Pollastri, di introdurre in Italia dalla Svizzera stampe di propaganda sovversiva, ha servito di tramite al Pollastri per riallacciare i suoi rapporti col Faravelli, interrotti a seguito di quel tragico episodio ed ha poi continuato a cooperare dall'estero all'attività propria dell'organizzazione milanese, in seno alla quale è stato uno degli esponenti oltre che attivo propagandista.

Pietranera Carlo, Rossi Carlo, Vezzalini Walter, Pecorari Carlo, Valfrè Carlo :

Sono gli appartenenti alla duplice associazione capeggiata dal Faravelli e dal Pollastri. Tutti, sostanzialmente confessi, avevano il compito, affidato loro dal Pollastri, di servire da recapito, per la stampa ed insieme per la corrispondenza in arrivo dall'estero il Rossi ed il Valfrè, per la sola corrispondenza il Pietranera ed il Vezzalini.

Il Pecorari si protesta estraneo all'attività esplicitata dagli altri, è accertato che non solo era in stretto contatto politico col Pollastri e col Riccardi, ma al corrente dello specifico incarico tenuto dal Vezzalini (che egli stesso precedentemente aveva fatto conoscere al detto Pollastri), tanto da preoccuparsi di avvertire immediatamente il Riccardi a Parigi dell'avvenuto arresto del Pollastri e della necessità quindi, di non mandare più lettere al Vezzalini. Il Pecorari è accusato da quest'ultimo. Tutti e cinque i suddetti hanno, poi, avuto e passato tempo di propaganda, ed il Rossi, inoltre, in una sua lettera del marzo, in risposta al Riccardi che gli aveva chiesto da Parigi le impressioni prodotte in Italia dell'avvenuta unione dell'Austria alla Germania, ha usato espressioni oltraggiose verso il Duce.

Greppi Antonio, Ansalone Bruno, Colombini Giuseppe, Pietra Lino :

A carico del Greppi risulta, come elemento principale di accusa, secondo la denuncia quanto nei suoi confronti ha riferito il Pollastri, interrogato dal contenuto dello scritto in simpatico esistente nel libro "Anime in Pena". Il Pollastri ha dichiarato, infatti, che nel colloquio avuto col rappresentante del Faravelli, Galletti, egli ebbe ordine di prendere contatto, ma non prima del 15 aprile, col Greppi da cui doveva ricevere istruzioni. Come si è già detto, il Pollastri fu arrestato, invece, il 10 aprile, cosichè non ebbe la possibilità di avvicinare il Greppi, da lui non conosciuto. Mostrato al Pollastri lo scritto di « Anime in Pena » a lui diretto dal Galletti, e considerato che ivi gli si raccomandava di consultarsi, prendere accordi, riferire ed altro, non appena avesse preso contatto col « centro », il Pollastri medesimo, ricollegava a ciò l'ordine in precedenza avuto di prendere contatto col Greppi, espresse l'opinione che il "centro" interno dell'organizzazione, alla quale egli apparteneva, fosse rappresentato dal Greppi. Ora, se tale deduzione del Pollastri potrebbe rispondere alla logica delle cose, è sempre una ipotesi, fallace come possono esserlo tutte le opinioni non fondate, come è appunto questa del Pollastri, su elementi concreti e non equivoci. Comunque, è significativo il termine dato al Pollastri, prima del quale egli non avrebbe dovuto presentarsi al Greppi, in quanto tutto induce a ritenere che si volesse dal dirigente maggiore, Faravelli, saggiare prima il terreno per accertarsi dell'assentimento del Greppi alla proposta di collaborare con lui in seno al movimento. Ma nulla dimostra che una simile richiesta al Greppi, sia stata fatta, e che il Greppi l'abbia accettata. E vero che il Greppi, un tempo, prima dell'espatrio (che rimonta a molti anni fa) del Faravelli, fu amico e compagno di partito di quest'ultimo, ma nulla contrasta l'affermazione dello stesso Greppi, decisamente negativo circa le accuse contestatagli, di non avere mantenuto rapporti di sorta, diretti o indiretti, col Faravelli, e che di costui ebbe notizie soltanto tre o quattro anni fa quando il Faravelli gli fece rimettere, a mezzo del cognato Cavani, alcune sue fotografie in ricordo della vecchia amicizia.

Quanto ad altri deboli elementi che sembravano concorrere a corroborare l'accusa contro il Greppi, le verosimili spiegazioni fornite da costui e gli accertamenti compiuti ne dimostrano sufficientemente la irrelevanza.

Non rimanendo, così, a carico del Greppi alcun elemento probatorio, la Commissione ritiene di doverlo prosciogliere per non aver commesso il fatto.

Riguardo ad Ansalone, Colombini e Pietra, tutti negativi, non risultano elementi sufficienti o comunque tali da giustificare il loro rinvio a giudizio. Frequentatori del caffè « Risveglio », vi conobbero il Pollastri ed altri degli attuali imputati, e con essi qualche volta parteciparono a discussioni di carattere politico che si facevano nel locale. Non possono ritenersi di serio rilievo le affermazioni vaghe e soggettive, fatte a loro carico dal Pietranera, e per lo Ansalone ed il Pietra anche dal Valfrè, che, del resto, non è stato al riguardo affatto esplicito dinanzi il Giudice Istruttore. E, quanto al Pollastri, che nell'interrogatorio risulta all'autorità di P.S. aveva dichiarato essere i tre partecipi del gruppo da lui costituito, dinanzi al Giudice Istruttore, mentre ha confermato le accuse degli altri coimputati, circa i tre suindicati ha detto che non avevano idee politiche e non facevano parte del gruppo. Allo stato degli atti pertanto la Commissione ritiene che l'Ansalone, il Colombini ed il Pietra, elementi giovani ed incensurati, debbano essere prosciolti per insufficienza di prove.

Nei fatti come dinanzi emersi e commessi dagli imputati raggiunti da prove, la Commissione ravvisa gli estremi giuridici dei reati a ciascuno di essi ascritti come alla rubrica. Ritiene, peraltro, di dovere addebitare ai dirigenti e ai loro cooperatori, Faravelli, Pollastri, Lanati, Riccardi, Viviani e Vallini, anche il delitto di partecipazione all'associazione sovversiva ai sensi dell'art. 270 capov. 2° C.P., delitto che concorre con l'altro di ricostituzione, organizzazione e direzione ad essi pure addebitato.

Bisogna fare l'intimazione e la diffida di legge ai predetti latitanti (507 e seguenti C.P.Es.).

P.O.M.

*Visti gli articoli succitati e l'art. 2 R.D. 13 marzo 1927 n. 313 ;
In conformità delle richieste del P.M.*

dichiara

Di non doversi nei confronti di Greppi Antonio fu Ulisse per non aver commesso il fatto e nei riguardi di Ansalone Bruno di Giuseppe, Colombini Giuseppe fu Angelo e Pietra Lino fu Emilio per insufficienza di prove, in relazione ai delitti a ciascuno di essi ascritti come alla rubrica, ed ordina l'immediata escarcerazione dei tre ultimi, se non detenuti per altra causa ;

dichiara

Definitiva la escarcerazione del Greppi già ordinata dal Giudice Istruttore ;

ordina

Il rinvio a giudizio dinanzi al Tribunale di tutti gli altri imputati, Faravelli Giuseppe, Pollastri Roberto, Lanati Anita, Riccardi Francesco, Viviani Leone e Vallini Agenore dei delitti di promozione, costituzione, organizzazione e direzione di associazione conspirativa art.(305 p.p. e capov. 2° C.P. in relazione all'art. 283 stesso codice), ricostituzione, organizzazione e direzione di associazione sovversiva, in concorso fra loro (art.110 e 270 p.p. e capov.ult.C.P.), propaganda sovversiva, pure in concorso fra loro (art.110-272 p.p.C.P., come alle lettere a) b) e c) della rubrica, ed inoltre di partecipazione ad associazione sovversiva (art. 270 capov. 2° C.P.) nelle circostanze medesime di cui alla predetta lettera b) della rubrica, con l'aggravante per il Pollastri ed il Vallini della recidiva specificata per ciascuno di essi nella rubrica medesima, e per rispondere Pietranera Carlo, Rossi Carlo, Vezzalini Walter, Valfrè Carlo e Pecorari Carlo dei delitti di partecipazione ad associazione conspirative (art. 305 capov. 1° C.P. in relazione all'art. 283 stesso codice) e di partecipazione ad associazione sovversiva (art. 270 capov. 2° C.P.) di cui ai nn. 1 et 2 dell'anzidetta rubrica, ed il Rossi, inoltre del delitto di offesa al Capo del Governo (art. 282 C.P.) come specificato in rubrica. La intimazione ai latitanti Faravelli e Riccardi di costituirsi nei termini di legge, diffidandoli che altrimenti saranno giudicati in contumacia.

Roma, il 22 novembre 1938 XVII.

ALL'ORIGINALE SEGUONO LE FIRME

Provveduto alla scarcerazione di Ansalone Bruno, Colombini Giuseppe e Pietra Lino - oggi 22 novembre 1938 XVII

*IL CANCELLIERE CAPO DIRIGENTE
Augusto Ferrazzoli*

Annexe IV.

ACS, MI, Tribunale Speciale per la Difesa dello Stato, b. 608.

Le procès, 24.01.1939.

*IN NOME DI SUA MAESTA
VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTA DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA
IMPERATORE DI ETIOPIA*

Il Tribunale Speciale per la Difesa dello Stato, istituito ai sensi dell'articolo 7 della legge 25/11/1926 n.2008, composto degli Ill/mi Sig. :

<i>LE METRE</i>	<i>Gr. Uff.</i>	<i>Gaetano</i>	<i>= Console Generale</i>	<i>= PRESIDENTE</i>
<i>LANARI</i>	<i>Comm.</i>	<i>Piero</i>	<i>= V. Avvoc. Militare</i>	<i>= GIUDICE RELATORE</i>
<i>CALIA</i>	<i>Cav. Uff.</i>	<i>Michele</i>	<i>= Console M.V.S.N</i>	<i>= GIUDICE</i>
<i>MINGONI</i>	<i>Gr. Uff.</i>	<i>Mario</i>	<i>= idem</i>	<i>= idem</i>
<i>LEONARDI</i>	<i>Comm.</i>	<i>Nicola</i>	<i>= idem</i>	<i>= idem</i>
<i>SUPPIEJ</i>	<i>Comm.</i>	<i>Giorgio</i>	<i>= idem</i>	<i>= idem</i>
<i>TASQUALUCCI</i>	<i>Comm.</i>	<i>Renato</i>	<i>= idem</i>	<i>= idem</i>

Ha pronunciato la seguente

SENTENZA

Nel procedimento penale contro:

1.VIVIANI Leone di Aldo e di Nemi Angiolina, nato a Lugano, il 04/08/1915, ivi domiciliato in Via Lucerna n.24, cittadino svizzero, celibe, installatore di impianti sanitari, alfabeto, incensurato, detenuto dal 10/4/1938;

2.LANATI Annita Pietrina di Pietro e di Gallotti Adele, nata il 25/3/1899 a Castana (Pavia), domiciliata a Milano in Via Tabachhi n.28, vedova con un figlio, donna di casa, alfabeto, incensurata, detenuta dal 10/4/1938;

3.PECORARI Carlo fu Giovanni e di Persari Ester, nato il 29/9/1904 a Milano, ivi residente a Corso Roma n.39, coniugato senza prole, impiegato parastatale presso la posta pneumatica di Milano, alfabeto, incensurato, detenuto dal 19/4/1938;

4.PIETRANERA Carlo fu Francesco e di Torchio Maria, nato il 16/05/1914 a Milano, ivi residente in Via Botticelli n.48, celibe, operaio, specializzato in apparecchi radio, alfabeto, incensurato, detenuto dal 11/4/1938;

5.POLLASTRI Roberto fu Francesco e di Torchio Maria, nato il 10/10/1905 a Milano ivi residente in Via Lulli n.28, cesellatore, celibe, alfabeto, censurato, detenuto dal 10/04/1938;

6.ROSSI Carlo fu Giuseppe e di Magani Natalina, nato il 24/8/1903 a Vigentino (Milano) residente a Milano in Via Celentano n.2, coniugato senza figli, fabbro ferraio presso l'Azienda Tramviaria di Milano, incensurato, detenuto dal 15/04/1938;

7.VALLINI Agenore di Ernesto e di Zaniboni Adalgisa, nato il 21/07/1906 a Boretto (Reggio Emilia) domiciliato a Milano in Via Moretto n.4, coniugato con un figlio, impiegato privato, alfabeto, censurato, detenuto dal 10/04/1938;

8.VALFRE Carlo di Gerolamo e di Lauretta Regina, nato il 06/09/1912 a Milano, ivi domiciliato in Via Botticelli n.49, celibe, operaio chimico presso la ditta Carlo Erba, alfabeto, incensurato, detenuto dal 15/4/1938;

9.VEZZALINI Walter di Alfredo e di Vezalini Gemma, nato il 04/01/1907 a Milano, ivi residente in Via Ennio n.17, coniugato con due figli, commesso viaggiatore piazzista in stoffe, alfabeto, incensurato, detenuto dal 16/4/1938.

Imputati

Tutti:

a) del delitto di cui all'art. 270 capov. 3° C.P., per avere in Milano, sino all'aprile 1938 XVI, partecipato ad una associazione diretta a sovvertire violentemente gli ordinamenti economici e sociali costituiti nello Stato ;

POLLASTRI, VIVIANI, LANATI, VALLINI :

b) del delitto di cui alla p.p. del capov. 2° dell'art. 305 C.P., in relazione all'art. 283 stesso Codice, per avere in Milano ed all'estero sino all'aprile 1938 XVI, promosso, costituito, organizzato e diretto in coalizione con vari gruppi sovversivi e antinazionali, una associazione avente il fine di commettere fatti diretti a mutare la forma del Governo con mezzi non consentiti dall'ordinamento costituzionale dello Stato ;

c) del delitto di cui agli articoli 110=270 p.p.e capov. ult. C.P., per avere, in Milano, sino all'aprile 1938 XVI, in concorso fra loro, costituito, organizzato e diretto una associazione diretta a sovvertire violentemente gli ordinamenti economici e sociali costituiti nello Stato ;

d) del delitto di cui agli articoli 110=272 p.p.Codice Penale, per avere, sempre in Milano, sino all'aprile 1938 XVI, fatto, in concorso fra loro, propaganda per il sovvertimento violento degli ordinamenti economici e sociali costituiti nello Stato;

PECORARI, PIETRANERA, ROSSI, VALFRE E VEZZALINI

e) del delitto di cui al capoverso I° dell'articolo 305 Codice Penale in relazione all'articolo 283 stesso Codice, per avere in Milano sino all'aprile 1938 XVI, partecipato all'associazione di cui alla lettera b) ;

ROSSI, inoltre :

f) del delitto di cui all'articolo 282 Codice Penale per avere, in giorno imprecisato del marzo 1938, offeso il prestigio del Capo del Governo, scrivendo in una lettera diretta al coimputato Riccardi Francesco (latitante), le parole : « un mercato bestiale come questo poteva concepirlo soltanto quella bassa testina mille volte venduta, che continua a fare beffa dei nostri destini ».

Con l'aggravante per il POLLASTRI della recidiva ai sensi del capoverso 2° dell'articolo 99 Codice Penale in relazione ai numeri 1= 2 e 3 del capoverso I°; e per il VALLINI ai sensi dell'articolo 99 p.p. Codice Penale.

In pubblica udienza

Sentito il P.M. nelle sue conclusioni e gli imputati che per ultimi ebbero la parola coi loro difensori

Il Tribunale

Ritenuto che dalla lettura degli atti processuali nonché dalle risultanze dell'orale dibattimento si è potuto stabilire

In fatto ed in diritto :

Dopo lo scioglimento della « Concentrazione antifascista » in Francia, nel 1933, le varie sette politiche di fuorusciti italiani, dalle quali ora stata costituita, formarono un cosiddetto « Fronte unico antifascista » nel quale s'inserì anche il centro comunista italiano a Parigi. Pur rimanendo ciascuna setta fedele ai propri postulati, tutte in tal « Fronte », erano coalizzate nel comune programma di abbattere con mezzi violenti il Governo Fascista e mutare violentemente gli ordinamenti economici e sociali e la Costituzione dello Stato Italiano.

Peraltro, una corrente del socialismo nostrano fuoruscito in Francia da qualche anno s'era avvicinata al comunismo accettandone ed adottandone il programma e i metodi d'azione come appare anche dalla stampa di setta e di propaganda diffusa.

Tale coalizione aveva avuto i suoi sinistri riflessi in qualche regione d'Italia più prossima alla Francia, specialmente durante le operazioni militari che ci portarono alla conquista..., fra l'altro una organizzazione verso la fine del 1936 era stata scoperta (e i suoi partecipi da questo Tribunale puniti, vedi processo Palmieri, fratelli Stalla ed altri), in Savona, dove alcuni degli organizzati avevano provveduto alla stampa di numerosi libelli intestati « Il grido del popolo » di contenuto sovversivo antifascista; ed alcune centinaia di detti libelli erano stati portati e diffusi a Milano.

Durante le indagini per tale accertamento gli organi di polizia politica scoprirono in Milano una vera e propria sezione del « Fronte unico antifascista » di cui si è sopra fatto cenno, idoneamente attrezzata in pericoloso sviluppo e raccogliente nel suo seno comunisti, socialisti ed ex mazziniani. Tale scoperta generò l'arresto e la denuncia di sovversivi (tra i quali figurava anche il latitante fuoruscito G. Faravelli), condannati con sentenze del 13 ottobre 1937.

Più volte sono stati dalle autorità tutorie dell'ordine pubblico scoperti e stroncati tali esiziali movimenti comunisti, socialisti o di sette antifasciste, o comunque sovversive, aventi i centri propulsori e alimentatori all'estero, centri di solito, formati da fuorusciti nostrani, che, pagati da forze antitaliane, più o meno misteriose, hanno mandato in Italia emissari per commettere anche i più gravi delitti contro lo Stato che hanno avuto il più severo epilogo in questa giustizia. Tuttavia, sorretti dall'impunità straniera, pur convulsi dalla propria impotenza e dalla marcia trionfale del Fascismo, non hanno disarmato e ancora una volta hanno trovato dei sciagurati che si sono prestati ai loro disegni.

Infatti, ai primi del 1938, i rubricati giudicabili andavano svolgendo in Milano in pieno accordo con fuorusciti, residenti in Svizzera ed in Francia (Faravelli, Riccardi), attività sovversiva antinazionale. Per il loro fare troppo circospetto furono notati dalla questura che provvide a pedinarli. Così il 10 aprile 1938 procedette all'arresto, in Milano, dell'antifascista Viviani Leone, cittadino svizzero, unitamente al noto sovversivo Pollastri Roberto e a certo Vallini Agenore, al quale ultimo, poco prima, il Viviani aveva consegnato una valigia contenente numerose stampe di propaganda sovversiva e fogli con direttive per l'attività da svolgere ulteriormente. Sulla persona del Viviani, poi, fu sequestrato un libro dal titolo « Anime in pena » sul quale alle pagine 142 e 144, venne riscontrato uno scritto in simpatico di evidente contenuto politico.

Dagli accertamenti subito compiuti emersero le responsabilità a carico di tutti i rubricati coimputati, oltre che dei latitanti fuorusciti in Francia Faravelli e Riccardi, fondate su elementi di specifica prova raccolti dalla compiuta istruttoria e confermati, e taluni perfino meglio precisati, all'udienza. Infatti dalle chiare e concrete dichiarazioni dei maggiori esponenti del movimento antifascista del « Fronte Unico », e dei testi, nonché dal rilevante e pericoloso materiale rinvenuto nella valigia portata dal Viviani (composta di giornali editi all'estero da aggrupamenti comunisti, socialisti e di « giustizia e libertà »); ed infine da un foglio contenente istruzioni per la lotta contro il RF (a firma dei tre aggrupamenti anzidetti) risultò che l'organizzazione era presieduta dal Faravelli, il quale, in un primo tempo da Lugano e successivamente da Parigi, direttamente o a mezzo del suo incaricato Galletti Walter, Alias Tommasi, cittadino svizzero residente a Lugano, dava le istruzioni e forniva i mezzi, di propaganda o di altro genere, al Pollastri ed agli altri compagni di fede di Milano.

Nello stesso tempo, però, il Faravalli, non aveva trascurato di ricostituire ed organizzare, sempre in Milano, il movimento socialista, servendosi degli stessi elementi che con lui collaboravano nello svolgimento del programma di azione dei tre anzidetti gruppi coalizzati.

Suoi fattivi e fedeli collaboratori furono particolarmente il Riccardi, il Pollastri, il Viviani, il Vallini e la Lanati.

Faravelli e Pollastri risultano dirigenti della organizzazione e gli altri quattro elementi di primo piano, che più direttamente hanno coi primi due collaborato, latitante il Faravelli ed il Riccardi, pienamente confessi il Pollastri, il Viviani ed il Vallini, sono tutti raggiunti da prove.

Il Faravalli, contro il quale sono pendenti presso questo tribunale altri procedimenti per analoga attività svolta in precedenza contro lo Stato, ebbe a presiedere alla formazione ed allo sviluppo della duplice organizzazione. Egli era coadiuvato in Milano dal Pollastri e dalla Lanati, ai quali aveva dato istruzioni e mezzi, servendosi, all'uopo, del Viviani, che fungeva da « corriere » fra Lugano e Milano. Però nei confronti della Lanati, se è riuscito pienamente provato il suo fattivo concorso nell'opera criminosa organizzata e diretta dal Faravalli in ordine al reato di cui all'art.270 p.p., invece non si sono raccolti elementi sufficienti in ordine al delitto di cui all'art. 305 in relazione al 283 C.P. Per cui deve esserne assolta per insufficienze di prove.

Il Pollastri, già condannato nel '36 da questo Tribunale per attività sovversiva, era il dirigente locale di Milano dell'organizzazione, ed aveva costituito, per incarico del Faravelli, un gruppo cosiddetto autonomo.

Riceveva, fra l'altro, copiosa stampa di propaganda, che poi provvedeva a distribuire.

Il Vallini era il collaboratore più diretto e fattivo del Pollastri; posto da costui a contatto col Viviani, aveva il compito di ritirare il materiale portato dall'altro a Milano dalla Svizzera e di tenerlo presso di sé a disposizione del Pollastri.

La Lanati, vedova Bensi (il marito della quale fu noto sovversivo già segretario della camera del lavoro di Milano) era, come il Pollastri, la diretta collaboratrice del Faravelli, ma non risulta che si conoscesse od avesse rapporti col Pollastri; a lei il Viviani ha portato lettere ed altro di carattere politico del Faravelli; ed il 3 aprile anche la somma di L.2050, che secondo le istruzioni ricevute, doveva essere fatta pervenire a certa Selica Geminelli di Castelfranco Emilia come sussidio per l'avvenuta morte di un congiunto al servizio dei rossi spagnoli. La Lanati è accusata apertamente dal Viviani, le cui dichiarazioni chiare ed esplicite, ricevano precisa conferma dagli accertamenti compiuti dall'autorità denunziante. Risulta, inoltre, contro la stessa Lanati, quanto è stato depresso dalla Petroni Alessandrina, riguardante precise e circostanziate confidenze fatte a costei dalla medesima giudicabile, in merito alle imputazioni che le venivano contestate durante il periodo istruttorio.

Il Riccardi, infine, fratello del sovversivo Marco, ucciso in un conflitto con la forza pubblica nel '35 nel tentativo di introdurre in Italia dalla Svizzera stampe di propaganda sovversiva, ha servito di tramite al Pollastri per riallacciare i suoi rapporti col Faravelli, interrotti a seguito di quel tragico episodio, ed ha continuato a cooperare dall'estero all'attività propria dell'organizzazione milanese, in seno alla quale è stato uno degli esponenti oltre che attivo propagandista.

Valfré, Pietranera, Rossi (tutti e 3 iscritti al PNF), Vezzalini Walter, Pecorari Carlo. Sono gli appartenenti alla duplice associazione capeggiata dal Faravelli e dal Pollastri, tutti sostanzialmente confessi, avevano il compito, affidato loro da Pollastri, di servire da recapito, per la stampa ed insieme per la corrispondenza in arrivo all'estero, il Rossi ed il Valfré, per la sola corrispondenza il Pietranera ed il Vezzalini.

Il Pecorari si protesta estraneo all'attività esplicata dagli altri; ma è accertato che non solo era in stretto contatto politico col Pollastri e col Riccardi, ma al corrente dello specifico incarico tenuto dal Vezzalini (che egli stesso precedentemente aveva fatto conoscere al detto Pollastri), tanto da preoccuparsi di avvertire immediatamente il Riccardi a Parigi dell'avvenuto arresto del Pollastri e della necessità, quindi, di non mandare più lettere al Vezzalini. Il Pecorari è accusato da quest'ultimo. Tutti e cinque i suddetti hanno, poi, avuto e passato stampe di propaganda, ed il Rossi, inoltre, in una sua lettera del marzo 1938 in risposta al Riccardi che gli aveva chiesto da Parigi le impressioni prodotte in Italia dell'avvenuta unione dell'Austria alla Germania, ha usato espressioni oltraggiose verso il Duce, dimostrandosi un feroce antifascista.

Dalla suesposta narrativa emerge ad evidenza che i rubricati Pollastri, Viviani e Vallini d'accordo col centro estero di Lugano e Parigi e continuando l'attività criminosa dei precedenti

movimenti sovversivi già stroncati dall'autorità di PS avevano promosso, costituito, organizzato e diretto, in Milano in coalizione, con vari gruppi sovversivi e antinazionali, una associazione avente il fine di commettere fatti diretti a mutare la forma del Governo, con mezzi non consentiti dell'ordinamento costituzionale dello Stato.

Inoltre in concorso fra loro ed altresì della Lanati, avevano costituito, organizzato e diretto una associazione diretta a sovvertire violentemente gli ordinamenti economici e sociali costituiti nello Stato.

Appartenevano alle dette due organizzazioni antifasciste, assieme ai suddetti giudicabili, il Pietranera, il Rossi, il Valfré, il Vezzalini ed il Pecorari.

Il Pollastri, la Lanati, il Viviani ed il Vallini poi, sempre in concorso fra loro e con altri compagni di fede, aveva fatto propaganda per il sovvertimento violento degli ordinamenti economici e sociali costituiti nello Stato.

Il Rossi, scrivendo in una lettera diretta al fuoruscito Riccardi, offese il prestigio del Capo del Governo, con le parole : « un mercato bestiale come questo poteva concepirlo soltanto quella bassa testina mille volte venduta, che continua a fare beffa dei nostri destini ».

Di conseguenza : tutti, ad eccezione della Lanati che deve essere assolta per insufficienze di prove dal solo reato previsto e punito dall'art. 305 in relazione all'art. 283 C.P. = si sono resi oggettivamente o soggettivamente responsabili dei delitti ad ognuno ascritti e di cui agli art. p.p. del capov. 2°, e capov. 1° dell'art. 305 in relazione al 283, 110=270 p.p. ; 270 capov.2° ; 110=272 p.p. e 282 C.P.; con l'aggravante per il Pollastri, della recidiva ai sensi del capov. 2° dell'art. 99 C.P. in relazione ai nn.1 =2=3 del cap. 1° ; e per il Vallini, ai sensi dell'art. 99 p.p.C.P., perché altra volta condannato.

Pertanto esaminate e vagliate le risultanze dibattimentali e le richieste difensive ; tenuto presente che tutti ebbero a svolgere opera criminosa fino al momento del rispettivo arresto e che taluno agiva pur appartenendo al P.N.F., perfino provenendo dalle organizzazioni giovanili del Regime ; considerata la natura pericolosa dei reati ; il Collegio ritiene equo di irrogare le seguenti pene :

Per il disposto dell'art. 305 p.p. Cap.3° in relazione al 283 C.P.:
*con aggravante della già precisata recidiva nei confronti del Pollastri e del Vallini :
A Pollastri anni 6 e mesi 8 ; a Vallini anni 5 e mesi 1 ; a Viviani anni 5 ;*

Ai sensi dell'art. 305 cap. 1° in relazione al 283 C.P. :
A Pietranera e Rossi anni 5 ciascuno; a Valfré anni 3; a Vezzalini anni 2;

In applicazione degli art. 110=270 p.p.C.P. :
Con la già specificata recidiva nei confronti del Pollastri e del Vallini : Pollastri anni 6 e mesi 8 ; a Vallini anni 5 e mesi 1 ; alla Lanati ed al Viviani anni 5 ciascuno ;

In base all'art. 270 capov.3°CP: con la già precisata aggravante della recidiva nei confronti del Pollastri e del Vallini ;
A Pietranera anni 3 ; a Pollastri anni 2 e mesi 9 ; a Rossi 2 ; a Vallini anni 1 e mesi 2 ; alla Lanati, a Viviani, a Valfré e Vezzalini anni 1 ciascuno ;

Ai sensi degli art. 110= 272 p.p.C.P.: con l'aggravante della recidiva già specificata :
A Pollastri anni 2 e mesi 9 ; a Vallini anni 1 e mesi 2 ; alla Lanati ed a Viviani anni 1 ciascuno ;

In applicazione dell'art. 282 C.P. :
A Rossi anni 5.

Ed operato il cumulo delle pene complessivamente condanna: Pollastri ad anni 18 e mesi 10; Viviani e Rossi ad anni 12 ciascuno; Vallini ad anni 12 e mesi 6; Pietranera ad anni 8; Lanati ad anni 7; Valfré ad anni 4; Pecorari e Vezzalini anni 3 ciascuno.

Tutti alla reclusione; Pollastri, Lanati, Vallini, Pietranera e Rossi pure alla interdizione perpetua dai pubblici uffici; Valfré altresì alla interdizione dai pubblici uffici per la durata di anni cinque.

Tutti inoltre, ad eccezione del Viviani, alla libertà vigilata ; tutti al pagamento in solido delle spese di giudizio, al pagamento delle spese di preventiva custodia oltre ad ogni altra conseguenziale di legge.

Poiché il Viviani è straniero, (cittadino svizzero) ai sensi degli art. 251=312 C.P., egli deve essere espulso dal territorio dello Stato dopo l'espiazione della pena.

PER QUESTI MOTIVI

Visti ed applicati gli articoli 305 capov. I° e p.p. capov. 2°, in relazione al 283 ; 110=270 p.p. ed ult. Capov.; 110=272 p.p.; 270 capov. 2°; 282; 99=23=29=64=73=; 215=312;328=229 C.P.; 274 488 C.P.P.; 485 C.P.E.

Dichiara

Tutti colpevoli dei reati ad ognuno ascritti, ad eccezione della Lanati assolta per insufficienza di prove in ordine al solo delitto di cui all'articolo 305 p.p. capov. 2° in relazione al 283 C.P. Ed operato il cumulo delle pene complessivamente condanna:

Pollastri ad anni 18 e mesi 10; Viviani e Rossi ad anni 12 ciascuno; Vallini ad anni 12 e mesi 6; Pietranera ad anni 8; Lanati ad anni 7; Valfré ad anni 4; Pecorari e Vezzalini ad anni 3 ciascuno.

Tutti alla reclusione; Pollastri, Lanati , Vallini, Pietranera e Rossi pure alla interdizione perpetua dai pubblici uffici; Valfré altresì alla interdizione dai pubblici uffici per la durata di anni 5.

Tutti inoltre, ad eccezione del Viviani, alla libertà vigilata. Tutti al pagamento in solido delle spese di giudizio al pagamento delle spese di preventiva custodia oltre ad ogni altra conseguenziale di legge. Ordina che il Viviani venga espulso del territorio dello Stato dopo avere espiaato la pena.

Roma, il ventiquattro gennaio 1939 Anno XVII.

Bibliographie

I. Sources

A. Archives

Archivio Centrale dello Stato, Rome (ACS)

Ministero di Grazia e Giustizia

detenuti politici, b. 212

Ministero dell'Interno

Tribunale Speciale per la Difesa dello Stato, processo, b. 608

Divisione polizia politica, procedimento penale, fascicoli processuali, F. 6463

C.P.C., Divisione Affari Generali e Riservati, fascicoli personali, b. 1447

Archives fédérales, Berne (AF)

Département politique fédéral

Division des affaires étrangères

E2001/D, 1000/1552

E2001/D, 1000/1553

E2001/E, 1000/1571

E2001/E, 1967/113

Fondation Pellegrini-Canevascini (FPC)

Archive Leone Viviani, déposée à l'Archivio di Stato del Cantone Ticino (ASTI), Bellinzone

B. Témoignages oraux

Rencontre avec Monsieur Franco Viviani, frère cadet de Leone Viviani, 22.11.2010

Rencontre avec Madame Marili Terribilini Fluck, compagne de Leone Viviani, 23.11.2010

C. Journaux

Recherche effectuée dans l'Archive digitale Sbt des quotidiens et périodiques, (ASTI), Bellinzone

Gazzetta ticinese (1821-1996), Libera Stampa (1913-1992), Corriere del Ticino (1891-2009), Giornale del popolo (1926-1990), Il Dovere (1878-1992).

II. Ouvrages

ALESSANDRONE PERONA Ersilia, CAVAGLION Alberto (dir.), *Luoghi della memoria, memoria dei luoghi nelle regioni alpine occidentali 1940-1945*, Blu Edizioni, Turin, 2005.

ALTERMATT Urs (dir.), *I consiglieri federali svizzeri*, Armando Dadò Editore, Locarno, 1997.

ARLETTAZ Gérald et Silvia, *La Suisse et les étrangers. Immigration et formation nationale (1148-1933)*, Ed. Antipodes, Lausanne, 2004.

BERNARDI-SNOZZI Paola, *Dalla difesa dell'italianità al filofascismo nel Canton Ticino (1920-1924)*, Ed. Universitaires, Fribourg, 1975.

BROGGINI Renata, *Terra d'asilo : i rifugiati italiani in Svizzera, 1943-1945*, Il Mulino, Bologne, 1993.

BROGGINI Renata, VIGANÒ Marino, *I sentieri della memoria nel Locarnese 1939-1945*, Ed. Armando Dadò, Locarno, 2004.

BUTTI Giuseppe, GENASCI Pasquale, ROSSI Gabriele, *L'aereo della libertà: il caso Bassanesi e il Ticino*, Ed. Fondation Pellegrini-Canevascini, Bellinzone, 2002.

CANALI Giulia, *L'antifascismo italiano e la guerra civile spagnola*, Manni, San Cesario di Lecce, 2004.

CANALI Mauro, *Le spie del regime*, Il Mulino, Bologne, 2004.

CANEVASCINI Guglielmo, *Autobiografia*, Groupe de travail de la Fondation Pellegrini-Canevascini (dir.), Ed. Fondation Pellegrini-Canevascini, Lugano, Bellinzone, 1986.

CARAZZETTI Riccardo, HUBER Rodolfo (dir.), *La Svizzera e la lotta al Nazifascismo 1943/1945*, Atti del Convegno internazionale di studi, Locarno, 31 marzo 1995, 1998.

CERUTTI Mauro, *Fra Roma e Berna. La Svizzera italiana nel ventennio fascista*, Franco Angeli Libri, Milan, 1988.

CLAVIEN Alain, VALSANGIACOMO Nelly (dir.), *Les intellectuels antifascistes dans la Suisse de l'entre-deux-guerres*, Ed. Antipodes, Lausanne, 2006.

Commission Indépendante d'Experts Suisse – Seconde Guerre mondiale, *La Suisse et les réfugiés à l'époque du national-socialisme*, A. Fayard, Paris, 2000.

DAL PONT Adriano, LEONETTI Alfonso, MAIELLO Pasquale, ZOCCHI Lino, *Aula IV. Tutti i processi del Tribunale Speciale fascista*, La Pietra, Milan, 1976.

DECLEVA Enrico, *Arnoldo Mondadori*, Unione Tipografico-Editrice Torinese, Turin, 1993.

DE FELICE Renzo, *Fascismo, antifascismo, nazione*, Ed. Bonacci, Rome, 1996.

DI NOLFO Ennio, *Mussolini e la politica estera italiana (1919-1933)*, CEDAM, Padoue, 1960.

DROZ Jacques, *Histoire de l'antifascisme en Europe 1923-1939*, Ed. La Découverte, Paris, 2001.

FARRE Sébastien, *La Suisse et l'Espagne de Franco. De la guerre civile à la mort du dictateur (1936-1975)*, Ed. Antipodes, Lausanne, 2006.

FRANZINELLI Mimmo, *I tentacoli dell'Ovra. Agenti, collaboratori e vittime della polizia politica fascista*, Ed. Bollati Boringhieri, Turin, 1999.

GENASCI Pasquale, *Il Partito socialista nel Ticino degli anni '40*, Ed. Fondation Pellegrini-Canevascini, Lugano, 1992.

GENTILE Emilio, *Il fascismo in tre capitoli*, Laterza, Rome, 2004.

GERARDI Dario, *Un « colonialisme » occulté. La Suisse et l'Italie, 1923-1950 : transactions financières, relations commerciales et réseaux d'affaires*, Thèse présentée à l'Université de Lausanne, Lausanne, 2006.

GOTOVITCH José, MORELLI Anne (dir.), *Militantisme et militants, Actes du colloque organisé à l'Université libre de Bruxelles les 26 et 27 septembre 1998*, Evo, Bruxelles, 2000.

KUDER Martin, *Italia e Svizzera nella seconda guerra mondiale : rapporti economici e antecedenti storici*, Carocci, Rome, 2002.

MALTONE Carmela, *Exil et Identité. Les antifascistes italiens dans le Sud-Ouest 1924-1940*, Presses universitaires de Bordeaux, Pessac, 2006.

MARIANI ARCOBELLO Francesca, *Socialista di frontiera : l'avvocato Francesco Nino Borella (1883-1963)*, Ed. Fondation Pellegrini-Canevascini, Bellinzona, 2008.

MOMIGLIANO LEVI Paolo, ALESSANDRONE PERONA Ersilia (dir.), *La presenza invisibile. Donne, guerre, montagna 1938-1947*, Ed. Non Deperibili, Florence, 2008.

MORELLI Anne, *Fascismo e antifascismo nell'emigrazione italiana in Belgio 1922-1940*, Ed. Bonacci, Rome, 1987.

MUSIEDLAK Didier, *Parlementaires en chemise noire. Italie 1922-1943*, Presses universitaires de Franche-Comté, Besançon, 2007.

PALMA Paolo, *Una bomba per il duce, La centrale antifascista di Pacciardi a Lugano (1927-1933)*, Rubbettino, Soveria Mannelli, 2003.

PIATTINI Mattia, *La radio della Svizzera italiana al tempo della « difesa spirituale (1937-1945) »*, Ed. Coscienza Svizzera, Bellinzona, 2000.

PREZIOSO Stéfanie, *Itinerario di un « figlio del 1914 ». Fernando Schiavetti dalla trincea all'antifascismo*, Ed. Piero Lacaita, Manduria-Bari-Roma, 2004.

RIGONALLI Marzio, *Le Tessin dans les relations entre la Suisse et l'Italie 1922-1940*, Tipografia Pedrazzini, Locarno, 1983.

RIMA Augusto (dir.), *Come il Cantone Ticino ha vissuto la guerra totale (1936-1945)*, Fronte Sud, Losone, 2000.

SALVATORELLI Luigi, MIRA Giovanni, *Storia d'Italia nel periodo fascista*, G. Einaudi, Turin, 1980.

- SANTI Fedele, *La storia della Concentrazione antifascista 1927/34*, Feltrinelli, Milan, 1976.
- SERRI Mirella, *Gli intellettuali che vissero due volte 1938-1948*, Ed. Corbaccio, Milan, 2005.
- SIGNORI Elisa, *La Svizzera e i fuorusciti italiani : aspetti e problemi dell'emigrazione politica 1943-1945*, Franco Angeli, Milan, 1983.
- SIGNORI Elisa, *Fra le righe. Carteggio fra Carlo Rosselli e Gaetano Salvemini*, Franco Angeli, Milan, 2009.
- SILINGARDI Claudio, *Una provincia partigiana. Guerra e Resistenza a Modena 1940-1945*, Franco Angeli, Milan, 1998.
- ULMI Nic, HUBER Peter, *Les combattants suisses en Espagne républicaine (1936-1939)*, Ed. Antipodes, Lausanne, 2001.
- VALSANGIACOMO Nelly, *Domenico Visani (1894-1969). Sindacalista Socialista Democratico*, Ed. Fondation Pellegrini-Canevascini, Lugano, 1994.
- VALSANGIACOMO Nelly, *Storia di un leader. Vita di Guglielmo Canevascini (1885-1965)*, Ed. Fondation Pellegrini-Canevascini, Lugano, 2001.
- VIAL Eric, *L'Union populaire italienne 1937-1940: une organisation de masse du Parti communiste*, Ecole française de Rome, Rome, 2007.
- VUILLEUMIER Marc, HEIMBERG Charles (éd.), *L'autre Suisse: 1933-1945. Syndicalistes, socialistes, communistes: solidarité avec les réfugiés*, Université ouvrière de Genève, Genève, 2003.

III. Articles

- ARLETTAZ Gérald, « Les Suisses de l'étranger et l'identité nationale », in *Etudes et Sources*, n°12, Berne, 1986, pp. 5-35.
- ARLETTAZ Gérald et Silvia, « La Première Guerre mondiale et l'émergence d'une politique migratoire interventionniste », in *La Suisse dans l'économie mondiale*, Ed. Paul Bairoch et Martin Körner, Droz, Genève, 1990, pp. 319-337.
- ARLETTAZ Gérald, « La Suisse une terre d'accueil en question. L'importance de la première Guerre mondiale », in *L'émigration politique en Europe aux XIXe XXe siècles*, Coll. de l'Ecole française de Rome, Rome, 1991, pp. 139-159.
- ARLETTAZ Gérald, « De la « seconda patria » à la nation assiégée. La Suisse et les émigrants italiens après la Première Guerre mondiale », in *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n°17, 2001, pp. 39-54.
- ARLETTAZ Gérald et Silvia, « L'Union syndicale suisse et les étrangers », in *La Valeur du travail. Histoire et histoires des syndicats suisses*, BOILLAT Valérie, DEGEN Bernard, JORIS Elisabeth, KELLER Stefan, TANNER Albert, ZIMMERMANN Rolf (dir.), Antipodes, Lausanne, 2006, pp. 96-100.

BATOU Jean, PREZIOSO Stéfanie, RAPIN Ami-Jacques, « Regards suisses sur la Guerre d'Espagne, 1936-1996. Traumatisme, refoulement et éveil de la curiosité », in *Revue suisse d'histoire*, n°47, 1997, pp. 27-95.

BAZZOCCO Adriano, « « Chi non sa tacere nuoce alla Patria ». Censura e autocensura in Ticino durante la seconda guerra mondiale », in *Arte e Storia*, n°16, Lugano, 2003, pp. 54-58.

BAZZOCCO Adriano, « L'esilio elvetico di Ignazio Silone. Attività letteraria e cospirazione politica nelle maglie dei controlli della polizia svizzera », in *Spiriti liberi in Svizzera. La presenza di fuorusciti italiani nella Confederazione negli anni del fascismo e del nazismo (1922-1945)*, CASTAGNOLA Raffaella, PANZERA Fabrizio, SPIGA Massimiliano (dir.), Atti del convegno internazionale di studi, Ascona, Ed. Franco Cesati, Florence, 2006, pp.95-105.

CANTINI Claude, « L'émigration socialiste italienne », in *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n°6, 1989, pp. 18-22.

CANTINI Claude, « La presse de gauche italienne en Suisse », in *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n°17, 2001, pp. 105-114.

CARUCCI Paola, « L'organizzazione dei servizi di polizia dopo l'approvazione del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza nel 1926 », in *Rassegna degli Archivi di Stato*, n°31, 1976, pp.83-114.

CASTRO Sonia, « Liberali antifascisti e socialisti ticinesi di fronte al fascismo (1921-1939) », in *Il Ticino fra le due guerre 1919-1939*, I quaderni dell'associazione Carlo Cattaneo, n°62, 2008, pp.59-75.

CASTRO Sonia, « Regime dei passaporti, diritto d'asilo, emigrazione: un aspetto del percorso biografico-intellettuale di Egidio Reale », in *Spiriti liberi in Svizzera. La presenza di fuorusciti italiani nella Confederazione negli anni del fascismo e del nazismo (1922-1945)*, CASTAGNOLA Raffaella, PANZERA Fabrizio, SPIGA Massimiliano (dir.), Atti del convegno internazionale di studi, Ascona, Ed. Franco Cesati, Florence, 2006, pp. 79-94.

CERUTTI Mauro, « L'antifascisme italien au Tessin et les relations de la Suisse avec l'Italie fasciste à travers le cas Pacciardi », in *Relations internationales*, n°30, 1982, pp. 177-191.

CERUTTI Mauro, « La confederazione, il Canton Ticino e i rapporti con la Resistenza italiana » in *La Svizzera e la lotta al nazifascismo 1943/1945*, CARAZZETTI Riccardo, HUBER Rodolfo (dir.), Armando Dadò, Locarno, 1998, pp. 41-68.

CERUTTI Mauro, « Mussolini bailleur de fonds des fascistes suisses: les relations entre le colonel Arthur Fonjallaz et le Duce, à la lumière de nouveaux documents italiens », in *Revue Suisse d'Histoire*, vol. 35, 1985, n°1, Bâle, pp. 21-46.

CERUTTI Mauro, « La Suisse et les réfugiés antifascistes italiens », in *L'émigration politique en Europe aux XIXe XXe siècles*, Coll. de l'Ecole française de Rome, Rome, 1991, pp. 305-326.

COHEN-JONATHAN Gérard, KOVAR Robert, « L'espionnage en temps de paix », in *Annuaire français de droit international*, vol.6, 1950, pp.239-255.

CRESPI Ferdinando, « Il Ticino tra elvetismo e irredentismo », in *Bollettino Storico della Svizzera Italiana*, 2004, pp. 63-72.

CRESPI Ferdinando, « Le collaborazioni giornalistiche: Spiriti liberi in « Libera Stampa », in *Spiriti liberi in Svizzera. La presenza di fuorusciti italiani nella Confederazione negli anni del fascismo e del nazismo (1922-1945)*, CASTAGNOLA Raffaella, PANZERA Fabrizio, SPIGA Massimiliano (dir.), Atti del convegno internazionale di studi, Ascona, Ed. Franco Cesati, Florence, 2006, pp.211-218.

DOSI Davide, « Giuseppe Cattori e il Ticino cattolico negli anni della minaccia fascista », in *Bollettino Storico della Svizzera Italiana*, Bellinzone, 2004, pp. 73-82.

FARRE Sébastien, « Mobiliser, unir, sauver: l'aide humanitaire durant la guerre civile espagnole », in *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n°23, 2007, pp. 69-84.

HEIMBERG Charles, PREZIOSO Stéfanie, « Les migrants dans l'histoire du mouvement ouvrier », in *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n°17, 2001, pp. 7-15.

LUCHESSA Chritian, « L'evoluzione della politica d'asilo alla frontiera meridionale della Svizzera tra la prima guerra mondiale e la caduta del fascismo italiano (1919-1943) », in *Bollettino storico della Svizzera italiana*, Bellinzone, 2004, pp. 421-438.

GERARDI Dario, « Un aspect des relations économiques italo-suissees au XXe siècle : la Suisse et l'utilisation du port de Gênes (1914-1950) » in *Relations Internationales*, n°113, printemps 2003, Paris, pp. 59-76.

MARIANI Francesca, « Francesco Borella (1883-1963) : uomo di frontiera e avvocato nel Partito socialista ticinese », in *Bollettino storico della Svizzera italiana*, Bellinzone, 2005, pp. 19-36.

MORELLI Anne, « I fasci in Belgio », in *Il fascismo e gli emigrati. La parabola dei Fasci italiani all'estero (1920-1943)*, FRANZINA Emilio, SANFILIPPO Matteo (dir.), GLF Ed. Laterza, Rome-Bari, 2003, pp.43-52.

MORELLI Anne, « Belgique, terre d'accueil? Rejet et accueil des exilés politiques en Belgique de 1830 à nos jours », in *L'émigration politique en Europe aux XIXe XXe siècles*, Coll. de l'Ecole française de Rome, Rome, 1991, pp. 117-128.

PANZERA Fabrizio, « Spiriti liberi in Svizzera dal 1922-1945. Le contrastanti immagini della Svizzera come terra d'asilo tra il 1922 e il 1945 », in *Spiriti liberi in Svizzera. La presenza di fuorusciti italiani nella Confederazione negli anni del fascismo e del nazismo (1922-1945)*, CASTAGNOLA Raffaella, PANZERA Fabrizio, SPIGA Massimiliano (dir.), Atti del convegno internazionale di studi, Ascona, Ed. Franco Cesati, Florence, 2006, pp. 11-25.

POZZOLI Francesca, VALSANGIACOMO Nelly, « La Svizzera: Terra d'asilo e di diffusione di idee », in *Alpi in guerra-Alpes en guerre 1939-1945*, PERONA Gianni, BERRUTTI Barbara (dir.), Blu edizioni, Turin, 2004, pp. 60-65.

PREZIOSO Stéfanie, « Les engagements de l'émigration italienne antifasciste face à la Guerre d'Espagne: les époux Schiavetti », in *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n°13, 1997, pp. 71-80.

PREZIOSO Stéfanie, « Les exilés antifascistes et leur impact sur la culture des pays d'accueil: réflexion autour de l'immigration italienne », in *Les intellectuels antifascistes dans la Suisse de l'Entre-Deux-Guerres*, CLAVIEN Alain, VALSANGIACOMO Nelly, Ed. Antipodes, Lausanne, 2006, pp. 111-124.

PREZIOSO Stéfanie, « Aujourd'hui en Espagne, demain en Italie: l'exil antifasciste italien et la prise d'armes révolutionnaires », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°93, 2007, pp. 79-92.

PREZIOSO Stéfanie, « L'antifascisme italien laïc et non communiste en Espagne: une "poignée d'hommes" pour la révolution », in *Tant pis si la lutte est cruelle. Volontaires internationaux contre Franco*, Syllepse, Paris, 2008, pp. 353-364.

ROMANO Roberto, « L'economia ticinese negli anni Venti. Il problema del mercato del lavoro », in *Bollettino storico della Svizzera Italiana*, Bellinzona, 2004, pp. 17-34.

ROSSI Gabriele, « Culture ouvrière et mouvement ouvrier au Tessin, quelques jalons », in *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n°19, 2003, pp. 126-136.

ROSSI Gabriele, « Lugano et les grèves de 1918 », in *La Valeur du travail. Histoire et histoires des syndicats suisses*, BOILLAT Valérie, DEGEN Bernard, JORIS Elisabeth, KELLER Stefan, TANNER Albert, ZIMMERMANN Rolf (dir.), Ed. Antipodes, Lausanne, 2006, pp. 130-135.

SALIERNO Vito, « Arnoldo Mondadori in Svizzera (1943-1945) », in *Spiriti liberi in Svizzera. La presenza di fuorusciti italiani nella Confederazione negli anni del fascismo e del nazismo (1922-1945)*, CASTAGNOLA Raffaella, PANZERA Fabrizio, SPIGA Massimiliano (dir.), Atti del convegno internazionale di studi, Ascona, Ed. Franco Cesati, Florence, 2006, pp.39-49.

SALTINI Luca, « Il sogno di un dialogo possibile: l'intesa tra le minoranze politiche ticinesi nel ventennio tra le due guerre », in *Il Ticino fra le due guerre 1919-1939*, I quaderni dell'associazione Carlo Cattaneo, n°62, pp.13-23.

SALTINI Luca, « Il « governo di Paese » (1922-1935) », in *Bollettino Storico della Svizzera Italiana*, 2004, pp. 49-62.

SCOMAZZON Francesco, « La frontiera tra Italia e Svizzera e la questione dei rifugiati negli anni della dittatura fascista (1922-1945) », in *Bollettino storico della Svizzera italiana*, Bellinzona, 2004, pp. 439-464.

STADLER Peter, « Exil et immigration politiques en Suisse. Esquisse d'une vue d'ensemble », in *L'émigration politique en Europe aux XIXe XXe siècles*, Coll. de l'Ecole française de Rome, Rome, 1991, pp. 129-137.

VALSANGIACOMO Nelly, « Les immigrés italiens au Tessin au tournant du XXe siècle », in *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n°17, 2001, pp. 93-104.

VALSANGIACOMO Nelly, « Giuseppe Cattori e Guglielmo Canevascini: dieci anni di intesa (1922-1932) », in *Bollettino Storico della Svizzera Italiana*, 2004, pp. 83-96.

VALSANGIACOMO Nelly, « Il Ticino, gli intellettuali e il fuoruscitismo italiano: Aline Valangin, Gaetano Salvemini e Ernesto Rossi », in *Cartevive. Bollettino dell'Archivio Prezzolino e degli Archivi di Cultura contemporanea della Biblioteca cantonale di Lugano*, no. 35, février 2004, pp. 28-34.

VALSANGIACOMO Nelly, « Il Canton Ticino e l'antifascismo militante », in *Luoghi della memoria, memoria dei luoghi nelle regioni alpine occidentali 1940-45*, Blu Edizioni, Turin, 2005, pp.152-170.

VALSANGIACOMO Nelly, « Deux faces du développement syndical au Tessin », in *La Valeur du travail. Histoire et histoires des syndicats suisses*, BOILLAT Valérie, DEGEN Bernard, JORIS Elisabeth, KELLER Stefan, TANNER Albert, ZIMMERMANN Rolf (dir.), Antipodes, Lausanne, 2006, pp. 156-161.

VALSANGIACOMO Nelly, « Dall'intellettuale educatore all'intellettuale comunicatore. Gli italiani alla Radio Svizzera dal fascismo agli anni Settanta », in *Cartevive*, n°2(39), décembre 2006, pp. 49-66.

VALSANGIACOMO Nelly, « Une politique de l'apolitisme? Francesco Chiesa et les conférences de la Scuola ticinese di cultura italiana (1918-1939) », in *Devant le verre d'eau. Regards croisés sur la conférence comme vecteur de la vie intellectuelle 1880-1950*, CLAVIEN Alain, VALLOTTON François (dir.), Ed. Antipodes, Lausanne, 2007, pp.75-89.

VALSANGIACOMO Nelly, « I rapporti culturali nelle zone di frontiera durante la seconda guerra mondiale : il ruolo della radio della Svizzera Italiana », in *Le Alpi e la guerra, funzioni e immagini*, VALSANGIACOMO Nelly (dir), Casagrande, Lugano, 2007, pp.245-266.

VAN DONGEN Luc, « Solidarité ouvrière et antifasciste: les Amis de l'Espagne républicaine à La Chaux de Fonds (1936-1939) », in *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n°13, 1997, pp. 25-45.

VIAL Eric, « Emigrés politiques, immigrés qui se politisent: quelques données tirées des dossiers du *Casellario politico centrale* (Rome) », in *L'émigration politique en Europe aux XIXe XXe siècles*, Coll. de l'Ecole française de Rome, Rome, 1991, pp. 73-93.

WEIBEL Ernest, « Les relations entre la Suisse et l'Italie » in *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, Strasbourg, tome XXVI, 1994, n°3, pp. 425-431.

WINKLER Stephan, « La diplomazia svizzera di fronte all'Italia occupata e divisa (1943-1945) », in *Italia e Svizzera 1943-45: relazioni diplomatiche, emigrazione politica, rapporti culturali*, CHRISTEN Daniele (dir.), Amaltea, Rome, 1996, pp.81-96.

IV. Sites internet

<http://www.dodis.ch/>

<http://www.hls-dhs-dss.ch/>

<http://www.memoriadellealpi.net/>